

9 909.09x22  
P462  
no.40

Mod. L...

# L'IRAK, LE PÉTROLE ET LA GUERRE



**Peuples Méditerranéens - 40**  
MEDITERRANEAN PEOPLES

UNIVERSITY OF  
ILLINOIS LIBRARY  
AT URBANA-CHAMPAIGN



A faint, light gray watermark of a classical building's facade is visible in the background. It features a triangular pediment above four columns on a raised platform.

Digitized by the Internet Archive  
in 2013

<http://archive.org/details/peuplesmditerr87pari>



ROA-99

# L'IRAK LE PÉTROLE ET LA GUERRE

PEUPLES MEDITERRANEEENS/MEDITERRANEAN PEOPLES N° 40  
Revue trimestrielle - juil.-sept. 1987

---

<b>Abol Hassan Bani-Sadr</b> : La guerre Iran-Irak. Une guerre contre une politique-monde .....	3
<b>Robert Springborg</b> : The Gulf war and political stability in Iraq ....	17
<b>Nirou Eftekhari</b> : Le pétrole dans l'économie et la société irakienne	43
<b>Zouhaïer Dhaouadi</b> : Pétrole, guerre et culture... de/pour l'Etat irakien	75
<b>Marion Farouk-Sluglett, Peter Sluglett</b> : From gang to elite : the Iraqi Bath's party's consolidation of power. 1968-1975 .....	89
<b>F. Mahdi</b> : Les limites du développement : remarques sur l'Etat et la société en Irak .....	115
<b>Pierre Martin</b> : Les chiites d'Irak : une majorité dominée à la recherche de son destin .....	127
Résumés .....	171

---

YANNI  
SUORSAI  
ANNUAL TA

*Publié avec le concours du Centre national des lettres.*

909.09822  
P462  
n° 40

L'Irak, le pétrole et la guerre  
Peuples méditerranéens n° 40  
juil.-sept. 1987

## LA GUERRE IRAN-IRAK UNE GUERRE CONTRE UNE POLITIQUE-MONDE

Abol-Hassan BANI-SADR

Traduit du persan par Pirouz Eftekhari

La guerre Iran-Irak entre dans sa huitième année. Durant sept ans, la guerre s'est développée pour devenir multilatérale, et cette guerre multilatérale est une tentative pour éliminer les conséquences de la révolution iranienne aux plans national et international ; la révolution avait engendré une déstabilisation du système mondial actuel et permis la mise en œuvre d'une nouvelle politique-monde. Grâce à la révolution iranienne, une politique-monde et la maîtrise dans des cas concrets des multinationales avaient été rendues possibles ; un processus de repli des deux puissances mondiales avait ainsi été amorcé. Depuis, à l'échelle du monde, un affrontement général est engagé ; la guerre Iran-Irak est l'une des meilleures manifestations de cet affrontement. On s'en rend compte en observant l'évolution des stratégies et tactiques militaires.

### *Evolution de la guerre*

Quand l'Irak a agressé l'Iran, il avait pour objectif de diviser l'Iran en cinq républiques. Il voulait devenir la plus grande puissance de la région. La condition pour y parvenir était que l'Iran n'existe plus ou, s'il subsistait, qu'il soit réduit à une extrême faiblesse. La perpétuation de la guerre a changé cet objectif : le régime irakien a fait de sa propre survie la finalité de la guerre et, dans ce but, demandé la paix. C'était

désormais au tour du régime de Khomeyni de faire de la chute du régime irakien l'objectif de la guerre.

Dans la composition des forces armées des deux pays belligérants, et surtout de l'Iran, sont apparus des changements fondamentaux. Ces changements ont poursuivi un objectif majeur : la priorité absolue a été donnée à la survie de chacun des régimes. En conséquence, dans les deux pays, le commandement des forces armées a été affaibli. C'est l'une des causes du prolongement de la guerre, du nombre des morts et de l'immensité des destructions.

Au début, la guerre était d'un modèle dit « classique » ; aujourd'hui elle est devenue une guerre « de guérilla ». Cette transformation importante est la conséquence de l'affaiblissement logistique des forces armées iraniennes mais aussi de son commandement. Du côté de l'Irak, il n'existe pas de faiblesse logistique ; son équipement militaire s'est amélioré quantitativement et qualitativement depuis le début de la guerre ; mais un mauvais commandement ainsi que l'usure des forces armées ont réduit au minimum la mobilité et l'efficacité militaires.

Sur les fronts, différentes tactiques militaires ont été utilisées. Parallèlement à l'évolution du commandement, on a pu assister à la gestion logistique de la guerre tout comme à sa gestion *hezbollahi*. Du côté de l'Iran, de grandes attaques menées à l'aide de vagues humaines, du côté de l'Irak l'abandon de la tactique offensive et l'adoption d'une tactique défensive à laquelle s'est substituée, durant quelques mois en 1986, la « défense mobile ». La tactique des grandes offensives iraniennes n'a pas pu aboutir à la victoire pour deux raisons : a) l'Iran n'a pu faire avancer les vagues humaines successives assez profondément pour briser les lignes défensives irakiennes. Il ne possédait pas de forces blindées en quantité suffisante pour les faire intervenir sur le champ de bataille dans la foulée des vagues humaines. Pour compenser le manque d'équipements et d'armes, l'Iran s'est alors tourné, on y reviendra, vers les Etats-Unis et Israël. b) Pour remédier à son affaiblissement militaire et éviter la défaite, l'Irak a recouru à toutes sortes de moyens et même à la guerre chimique. C'est ainsi que la guerre est devenue une guerre multilatérale.

La guerre chimique, la « guerre des villes » et la « guerre des pétroliers » se sont ajoutées à la « guerre économique » qui se limitait au bombardement des installations économiques. Ce développement des formes de la guerre s'est accompagné de trois autres :

— Extension territoriale et stratégique (introduction du terrorisme comme méthode de guerre et de politique) aboutissant à l'ouverture du deuxième front (le « front libanais ») et du troisième front, le « terrorisme international », ayant pour champ d'action l'Occident et le Proche-Orient.

— « L'internationalisation de la guerre », dont l'aspect le plus manifeste est la présence des super et autres puissances dans le golfe Persique et le développement de la guerre maritime avec les pays du Golfe.

— Le développement de la guerre dans les domaines économique, religieux et politique, dont l'aspect le plus manifeste est « la guerre des prix pétroliers », « le développement de l'intégrisme religieux », l' « Irangate » et ses conséquences en Occident, ainsi que les nouvelles relations de l'Occident et surtout des Etats-Unis avec le Proche-Orient.

La conséquence des transformations précédentes est l'évolution de la tactique militaire iranienne ; la guerre est devenue une guerre d'usure sur les fronts, utilisant fréquemment les méthodes de la guérilla.

La direction politique et militaire du régime iranien n'a pas évité le piège de l'ennemi ; elle s'est précipitée dans le développement de la guerre. Elle a par ailleurs perdu les occasions qui lui auraient permis une victoire militaire. En conséquence :

— Les deux belligérants et surtout l'Iran, au cours des deux dernières années, se sont efforcés de dépasser l'échec militaire (cas de l'Irak) ou l'incapacité d'une victoire militaire (cas de l'Iran) et d'obtenir une victoire politique ; les deux régimes ont fait intervenir de plus en plus les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et les puissances européennes.

— Aujourd'hui, le choix de poursuivre ou terminer la guerre est moins dans les mains des deux régimes que dans celles des puissances mondiales. Les puissances que la révolution iranienne avait cherché à écarter de la région y sont revenues puissamment, grâce à la guerre.

#### *Evolution politique dans la région*

L'agression irakienne tentait d'éviter une chute qui paraissait probable du régime irakien en faisant de l'Irak la puissance de la région grâce à la chute du régime iranien. La révolution en tant que pensée et méthode de référence était à l'époque « exportée » ; elle mettait en danger les régimes dépendants dans les pays islamiques et ailleurs dans le monde. Aujourd'hui, après sept ans de guerre, et la perte de l'espoir pour le régime iranien d'atteindre une victoire militaire, l'évolution politique de la région a pris une direction toute différente de celle que l'on attendait à la suite de la révolution iranienne :

— Stabilisation des régimes « modérés » ou, selon les termes de la Maison Blanche, des « partisans de l'Occident ».

— Evolution des rapports de forces au profit des régimes « modérés ». Partout dans le monde islamique, les mouvements populaires se sont repliés, se réduisent désormais aux « groupements intégristes » qui, eux-mêmes, se sont peu à peu ralliés aux régimes « modérés ». Des régimes comme ceux de la Syrie et de la Libye, qui étaient des facteurs de déstabilisation des régimes « modérés », ont maintenant besoin et dépendent de plus en plus des « modérés » pour se stabiliser.

— Israël et les deux puissances mondiales, soviétique et américaine, ont retrouvé un rôle déterminant dans la région et, de nouveau, aucun problème ne peut y être abordé sans leur intervention.

— L'isolement politique de l'Iran dans la région et dans le monde est devenu total : même l'alliance avec la Syrie s'est détériorée au point que s'est ouvert un deuxième front entre eux, au Liban ; Khadafi de son côté a pris une position claire contre la guerre.

Cette évolution a donné lieu, au niveau mondial et national, à des changements majeurs qui seront déterminants pour l'avenir des deux pays en guerre, et aussi des pays de la région et pour l'évolution de la situation mondiale en général.

#### *Au niveau mondial*

La politique-monde que rendait possible la révolution iranienne s'est effondrée. La politique multi-nationale, qui fonctionne sous la direction des Etats dominants, s'y substitue. La politique et les programmes d'indépendance économique en Iran se sont arrêtés. La diminution des revenus pétroliers et l'augmentation des dépenses ont accéléré le processus de dépendance et diminué les possibilités que nos pays avaient de poursuivre une politique-monde.

Pourtant, l'opinion publique mondiale a connu un changement qualitatif : le développement du terrorisme et les prises d'otages ont rendu l'opinion publique occidentale sensible à la guerre et à sa perpétuation. L' « Iran-gate » a exprimé cette sensibilité et l'a accentuée. La guerre, à son tour, a modifié l'opinion publique occidentale et l'opinion publique des pays dominés.

— Elle a fait comprendre à l'opinion publique occidentale que le système économique mondial actuel, l' « économie des multi-nationales » survit grâce à des crises ; le système économique mondial est incapable non seulement de résoudre des crises comme la guerre irano-irakienne, mais aussi la crise du chômage en Occident, sans parler de la crise culturelle.

— Elle a fait, avant tout, comprendre aux pays dominés que, dans le système mondial actuel, seule la pauvreté se développe, et que l'aspiration au développement ne se réalisera jamais. Elle a fait comprendre aux pays du Nord et du Sud que, dans le système actuel, les flammes d'aucune guerre ne s'éteindront, qu'au contraire, d'autres guerres s'allumeront. La guerre de sept ans entre l'Iran et l'Irak est l'une des quarante guerres qui se sont ouvertes depuis la Deuxième Guerre mondiale et se sont perpétuées. Mais cette guerre Iran-Irak a fait sortir de l'oubli d'autres guerres qui se déroulent partout dans le monde, elle a conduit la conscience collective au sentiment de la nécessité d'un changement dans le système mondial.

L' « Iran-gate », en tant qu'échec du Reaganisme, mais aussi la résolution du Conseil de sécurité pour mettre fin à la guerre Iran-Irak expriment ces deux faits :

— La prise de conscience mondiale et l'inquiétude profonde en face du développement des guerres et des crises, plus particulièrement, la

crise économique de plus en plus intense qui débouche sur une dynamique de violence.

— La nécessité d'un consensus et de l'adoption d'une autre politique qui réponde mieux à l'attente de l'opinion publique mondiale. Le processus de repli des puissances mondiales en est arrivé au point où la décision d'une seule ou même de deux super-puissances ne suffit plus. On verra bientôt si l'accord des cinq grands pays suffit à mettre fin à la guerre !

Les conséquences des transformations de la guerre, de l'évolution politique dans la région et des changements au niveau mondial en face de la guerre Iran-Irak, peuvent être résumées en douze points.

#### *Douze constatations*

1) Le régime iranien doit poursuivre la guerre. Le jour où il devra accepter la fin de la guerre sera celui d'un changement politique.

2) Le despotisme totalitaire, fidèle à sa nature, a cherché à s'accrocher à la dépendance et a conduit au scandale de l'« Iran-gate ».

3) Le rapport entre l'Etat et la nation s'est, en Iran, fondamentalement modifié : l'Etat révolutionnaire est devenu l'Etat anti-révolutionnaire, reproduisant celui de l'ancien régime dans ses aspects les plus corrompus. Le rapport d'union entre la nation et l'Etat s'est transformé en son contraire et le régime est devenu l'un des plus terribles appareils de répression.

4) L'opposition à la guerre s'est développée dans la société à un point tel que les partisans de la fin de la guerre peuvent oser organiser des manifestations et procéder à des sondages ; ceux-ci ont pour objet de convaincre les partisans de la guerre que, dans une conjoncture sociale où l'opposition à la guerre se développe intensément, la continuation de la guerre ne peut que conduire à un plus grand désastre, à un plus grand échec.

5) L'affaiblissement du rôle de l'Iran dans la région. L'exportation de la crise et de la terreur, au lieu de contribuer à la guerre, s'est retournée contre l'Iran, au point qu'aujourd'hui, l'Iran est lui-même devenu l'un des plus grands importateurs de toutes les terreurs. L'isolement de l'Iran est un isolement très actif : les frontières du pays sont ouvertes à l'introduction de toutes les « violences ».

6) Les conflits internes du régime se révèlent au grand jour : les « barricades » du combat pour le pouvoir sont dépassées les unes après les autres. « Le problème de Montazéri » est déjà un vieux problème. A présent le parti dominant est dissous et le « tribunal du clergé » est organisé ; le combat se déroule sur la « dernière barricade ».

7) L'immobilisation du gouvernement. Le gouvernement est incapable de fonctionner ; le rapport des forces l'empêche de prendre en main quoi que ce soit. Dans les domaines principaux, comme l'économie, la guerre et la culture, il manque en outre de moyens.

8) Le développement que l'on a décrit de la guerre fait qu'elle est devenue aujourd'hui l'un des principaux terrains de l'affrontement politique entre le régime et ses opposants. Qui plus est, elle est devenue l'un des quatre problèmes du régime.

9) On dit que Hitler a commencé la guerre avec des commandants de premier ordre et l'a terminée dans l'échec avec des commandants de troisième ordre. Le mollariat a poursuivi systématiquement l'affaiblissement du commandement, au point qu'aujourd'hui le plus important problème des forces armées est celui du commandement. Une des conséquences de la déficience du commandement est l'extension des affrontements souvent armés entre les militaires et les *pāsdārāne-s*, et de l'anarchie dans chacune des forces militaires.

10) La Chase-Manhattan Bank, dans une étude sur les conséquences de la guerre Iran-Irak, parvient à cette conclusion que si l'Iran gagne la guerre, les Etats-Unis, l'U.R.S.S., l'Europe et le Japon devront adopter une politique qui sera fonction de Téhéran. L'expérience de la période initiale de la révolution iranienne qui a engagé une nouvelle politique-monde, grâce à laquelle l'OPEP a pu l'emporter sur les multinationales, montre qu'existe une possibilité de création d'une nouvelle politique-monde. Mais on ne peut pas la créer à la suite d'une victoire militaire ; on peut la retrouver dans la victoire de la révolution iranienne, c'est-à-dire dans le retour à la pensée motrice de la révolution iranienne et grâce à un programme de développement. A l'heure actuelle, l'OPEP a perdu la maîtrise du marché du pétrole et s'adapte avec difficulté aux conditions posées par les multinationales. Dans la réunion du mois de juin de l'OPEP, le rôle de l'Iran s'est affaibli davantage encore, dans la mesure où la probabilité de sa victoire militaire s'amenuisait.

11) L'Iran de l'époque révolutionnaire, qui ouvrait la voie à la création d'une politique-monde, doit aujourd'hui se soumettre à la politique mondiale décidée par les puissances.

12) La conséquence finale est l'isolement interne et externe du régime. Cet isolement, le régime lui-même ne peut plus le nier ou même le cacher.

Ces faits qui expriment une évolution générale tant nationale qu'internationale ont à leur tour des effets sur la dynamique politique de l'Iran.

#### *Cinq dynamiques caractéristiques de l'évolution politique iranienne*

L'une de ces cinq dynamiques est celle de la guerre. La guerre continue et, dans sa dynamique, prend en main les destinées du régime, le fait évoluer en fonction de ses impératifs : le régime ne peut pas mettre fin à la guerre et, en la poursuivant, il se sépare de la nation, préférant une dépendance des puissances étrangères, qui permet la perpétuation du despotisme totalitaire. La guerre en se développant entraîne le régime sur de nouvelles scènes, et en fait la scène de nouveaux conflits. Le

despotisme qui se voulait total est désormais soumis au despotisme de la dynamique militaire. A l'intérieur et à l'extérieur des frontières, au fur et à mesure que s'approfondit son isolement, il se soumet de plus en plus aux impératifs de la guerre et des puissances dont les décisions sont devenues déterminantes dans l'avenir de la guerre.

De ces quatre hypothèses : victoire dans la guerre, fin de la guerre et paix à la suite de la résolution du Conseil de sécurité, continuation de la guerre dans sa forme actuelle, guerre de guérilla sur les frontières, les deux dernières hypothèses sont les plus probables. Une guerre permanente, sans résultats définitifs, paralysant l'Iran et l'Irak et tous les pays de la région, semble compatible avec les intérêts des puissances mondiales et des multinationales. Mais la continuation de la guerre sous cette forme rend impossible la survie du régime actuel, en raison de quatre autres dynamiques :

La dynamique de la violence. La guerre est certes une des formes de la violence ; toutefois, le despotisme totalitaire est en grande partie la conséquence de l'agression irakienne. Ce despotisme s'est donné comme premier objectif de gérer la violence ; la gestion de l'économie, de la culture, des problèmes sociaux est refoulée à l'arrière-plan puisqu'ils sont gérés en fonction de la gestion de la violence. Le despotisme n'est plus un pouvoir, il est devenu violence, c'est-à-dire, un contre tous ; il s'efforce de faire de l'Iran un appareil de production de violence au niveau de la région et même du monde. Cette violence favorise les multi-nationales dans la phase actuelle de repli des deux puissances mondiales ; elle est un obstacle sur le chemin des mouvements de la libération. Non seulement elle a substitué en Iran les groupes armés au peuple, mais encore, l'exemple du Liban montre qu'elle le fera là où elle le peut. Elle écarte les obstacles créés par les mouvements de libération à la domination des puissances mondiales dans les pays de la région, si bien que les régimes de ces pays font appel sans réserve à ces puissances.

Cette violence, dans son développement, a pris en main, tout comme la guerre, le destin du régime, et, à l'intérieur du régime lui-même, la violence dans ses diverses formes est le seul moyen de lutte pour le pouvoir. Les prises d'otages et le scandale de l'« Iran-gate » ont révélé que le régime de Khomeyni ne maîtrise pas la violence, mais que la violence a pris en main le contrôle du régime. Aujourd'hui, l'Iran importe, élargie, la terreur qu'il a exportée.

La dissolution du Parti de la République Islamique et la création du Tribunal du clergé, la volonté des « ministres » responsables de résoudre l'inflation en dressant de nouveaux poteaux d'exécution, révèlent l'orientation du régime : la violence s'est installée à l'intérieur du « système de la République islamique » qui n'est autre qu'un despotisme totalitaire dans l'anarchie. Elle en détruit les fondements. La guerre et la violence ont d'autres complices.

La troisième dynamique est, en effet, celle de la pauvreté. Au cours des discussions budgétaires dans le Parlement du mollariat, il a été très explicitement dit que, selon les statistiques de 1986, des quarante-

sept millions d'Iraniens, 1 300 000 bénéficient du bien-être et que le reste sont des « déshérités » ; selon ces statistiques, environ quatre millions de personnes sont au chômage, douze millions sont « très défavorisées » ; vingt-deux millions sont déclarées « extrêmement vulnérables », et 11,7 millions « moyennement vulnérables ».

Récemment, le « ministre » des industries lourdes a avoué que « l'Etat n'est plus en mesure de créer l'équilibre entre l'offre et la demande ». Selon les statistiques officielles, le salaire moyen a baissé de l'indice 100 en 1979 à l'indice 40 en 1986. Ainsi, l'Iran est devenu une société bipolarisée. La reconduction des structures économiques de la dépendance, surtout dans les conditions du développement de la guerre et de la violence, rend irréversible la dynamique de la pauvreté. La stagnation actuelle n'est pas de celles connues dans les sociétés industrielles : les sources de capitaux sont étrangères, mais ni on ne peut vendre du pétrole autant qu'on le souhaite, ni ce régime n'est en mesure d'emprunter à l'étranger ; aussi bien, actuellement, il a à rembourser neuf milliards de dollars pour des achats d'armes et de marchandises. De même, à l'intérieur du pays, en dépit d'un capital privé de 1 020 milliards de tomans, en raison de la dynamique de la violence, du « moratoire juridique » qui frappe le statut de la propriété et à cause de la guerre, la seule voie que connaissent les capitaux est la fuite à l'étranger. Le dollar a perdu 45 % de sa valeur dans le monde, alors qu'en Iran, il est monté jusqu'à 120 tomans, soit 15 fois son prix officiel. L'augmentation considérable du prix des devises et de l'or au cours des derniers mois signifie à la fois l'aggravation de l'inflation, la pression à l'exportation des capitaux et la réduction de l'investissement aux activités de spéculation. La perspective pour l'investissement est totalement sombre. Une partie importante du chômage a été absorbée par la guerre, par la production et la consommation de la violence, par les activités économiques parasitaires et par l'émigration. Pourtant, en raison de la dégradation croissante du niveau de la technicité en Iran, de la faiblesse de l'investissement et du non-renouvellement des anciens investissements, etc., le niveau du chômage ne cesse d'augmenter. Quant à la production, le problème le plus grave n'est pas celui de la stagnation et du recul. La diminution de la production nationale a pris des dimensions qui rendent de plus en plus impossible la reconstruction de l'économie du pays. La diminution de la production, l'écart croissant de l'économie par rapport à une structure économique de développement mettent sérieusement en danger l'avenir du pays. Quand les capitaux ne sont pas investis, ou, s'ils le sont, choisissent des voies sans avenir, quand la production nationale diminue et le chômage augmente, quand en l'espace de six ans, 60 % du pouvoir d'achat des couches défavorisées est rogné, l'inflation ne peut être contrôlée que par le recours aux importations. A l'époque du chah, on ouvrait le plus possible les portes aux importations, en utilisant les revenus pétroliers. Aujourd'hui, toutes les portes sont ouvertes, mais il n'y a pas suffisamment de devises. C'est pourquoi l'inflation est devenue une bombe

d'un extraordinaire pouvoir de destruction. Elle ne cesse, en fait, d'exploser, chaque fois sous une forme nouvelle et avec un pouvoir de destruction accru.

Jusqu'à quel point la société iranienne acceptera-t-elle les dynamiques de la guerre, de la violence et de la pauvreté ? Se soumettre à ces dynamiques, c'est accepter la fin de ce pays. Les ennemis de la révolution iranienne prétendent que la révolution n'était qu'une volonté de destruction et de mort qui a frappé le peuple iranien, les Iraniens auraient donc obtenu ce qu'ils voulaient. Pourtant, si la révolution était la manifestation et la réalisation d'un désir de mort, elle n'était pas nécessaire puisque la « Révolution blanche du chah et du peuple » menait elle-même l'Iran aux portes de la mort ! La révolution iranienne était au contraire volonté de vie ; le despotisme totalitaire actuel représente la résistance des anciennes structures qui, impuissantes devant la volonté de changement, ont introduit la guerre et la violence afin de reconstruire le despotisme. Le destin propre de la guerre et de la violence annonce pourtant qu'en dépit d'un danger économique extrême, la mort attend le régime despotique et les structures despotiques de la société iranienne. Dans l'obscurité, la lumière de l'espoir jaillit à nouveau.

La quatrième dynamique est en effet celle du scandale. Depuis le coup d'Etat de 1981 surtout, le régime iranien est celui qui, au plan national et mondial, est le plus frappé par la corruption et le scandale. Des « Iran-gates », des scandales existent dans les relations avec tous les pays. Ils ne sont pas seulement politiques ou financiers, ils ne se réduisent pas aux prises d'otages et à la terreur ; le scandale n'est pas seulement de livrer massivement des jeunes aux champs de mines, c'est aussi le trafic de la drogue, celui de l'espionnage et même le trafic du sexe.

Le développement de la corruption en est arrivé au point où le journal *Djomhouri Eslami*, organe de la fraction dominante, décrit la société iranienne comme noyée dans la corruption. Elle fait partie du despotisme, mais elle est ici aussi le symptôme de la maladie du régime, de sa maladie mortelle. Les dirigeants du régime impérial savaient que l'aggravation de la corruption et des scandales au plan national et international signifiait pour le régime son arrêt de mort ; c'est pourquoi ils avaient fait du principe de « lutte contre la corruption » l'un des principes de la « révolution du chah et du peuple », sans pour autant emporter un succès quelconque dans cette lutte ; c'est pourquoi la corruption l'a finalement emporté. Plus il s'approchait de la chute, plus la corruption s'amplifiait et les scandales s'internationalisaient. La publication de la liste des biens que les dignitaires de l'ancien régime avaient sortis du pays suffit à montrer que l'aggravation de la corruption est la conséquence de l'évolution des relations entre le despotisme et la société. Au fur et à mesure que le régime s'isole de la nation, et croît en violence, la corruption augmente en quantité et en qualité. Bien qu'il ait conscience de sa mort en raison de sa propre corruption, il est

incapable d'y mettre fin, ne peut même pas ralentir le rythme de son développement !

Depuis que le scandale de l'« Iran-gate » a éclaté, le processus d'amplification de la corruption s'est accéléré au lieu de s'arrêter. Au niveau national, la corruption s'est généralisée. D'abord pour cette raison que la révélation de la corruption des dirigeants du régime a dissipé la crainte de commettre des actes de corruption dans toute la hiérarchie bureaucratique. Ensuite parce que le régime a un besoin vital des appareils de répression, des cadres administratifs et non administratifs, il est dans l'obligation de les faire participer à sa corruption. C'est pourquoi l'« Iran-gate » a eu des effets contraires à ceux qu'on aurait pu attendre, il a ouvert la voie à des actes encore plus scandaleux.

La révélation de la corruption et les scandales qu'elle exprime expriment deux choses. La première, c'est que la contradiction entre la nation et l'Etat est devenue insoluble et que la société civile travaille à déshonorer et délégitimer le régime. Il est remarquable que dans les premières années après le coup d'Etat, le processus de délégitimation du régime a commencé par la production et la diffusion d'anecdotes. A mesure que les scandales se multipliaient, les anecdotes diminuaient. Aujourd'hui on en est au point où le sujet principal des conversations est la corruption et les scandales.

La deuxième chose est que la révélation des corruptions des autres est devenue l'un des instruments principaux de la guerre pour le pouvoir. Les groupes se dénoncent mutuellement. Ils ne peuvent pas faire autrement, car toute corruption qui n'est pas ainsi dénoncée est dénoncée ailleurs.

Le journal *Djomhouri Eslami* écrit que la corruption croissante prend racine dans le « fractionnement politique ». La vérité est que le « fractionnement politique » est une des formes multiples de la corruption provenant du despotisme totalitaire qui est absolument incompatible avec les conditions de temps (exigence de développement) et d'espace (situation géopolitique) de l'Iran. Ainsi, se crée un appareil dont le mécanisme est la division de tout en deux : toute alliance est tournée en contradiction et la contradiction est résolue par l'élimination de l'un des partenaires.

La cinquième dynamique est ainsi celle de l'élimination. Depuis l'instauration de la domination du despotisme du mollahiat, le rythme de la division en deux s'est accéléré, augmentant à chaque reprise le nombre des victimes de l'élimination. Chaque fois qu'une contradiction a été résolue par l'élimination, il a été prétendu que les différends étaient éliminés radicalement, que l'union était faite, etc. Mais à peine cette unité annoncée, de nouveaux « complots » étaient découverts, d'autres contradictions étaient rendues manifestes et il était nécessaire de procéder à de nouvelles éliminations. On doit dire que Khomeyni, par ses interventions constantes, a retardé le moment de la dernière explosion. Mais ce retardement n'a fait qu'accumuler la matière explosive, de sorte que l'explosion finale sera terrible.

Après les partis qui s'opposaient au régime, ceux qui en étaient partisans, les uns après les autres, ont été dissous. Or, ces partis étaient la forme du fractionnement du pouvoir, ils canalisaient les affrontements. Leur dissolution s'explique par le fait qu'en tant que canaux, ils s'étaient rétrécis, n'étaient plus suffisants pour exprimer les conflits de pouvoir ; mais avec leur dissolution, il ne reste aucune issue pour permettre à une partie même de la matière explosive de libérer son pouvoir. Aussi, l'expression « la dernière barricade » employée aujourd'hui par les parties en conflit, apparaît-elle appropriée pour exprimer la nature des affrontements. Le retard apporté à la solution des contradictions a conduit le régime lui-même à deux impasses majeures : i) celle de la guerre qui n'a débouché ni sur une victoire militaire ni sur une victoire politique. « La solution de Rafsaindjâni » a échoué et la guerre, qui jusqu'à présent était l'un des plus importants instruments de la domination de l'Etat du mollahiat sur la société, est devenue une impasse pour le régime ; personne ne dispose d'une solution pour y mettre fin de façon glorieuse, et personne n'a le pouvoir d'y mettre fin dans la frustration. L'équilibre actuel des forces ne permet pas non plus des réorganisations de fond dans le commandement des forces armées, afin qu'elles puissent devenir un facteur déterminant de la fin de la guerre par une voie militaire ou politique. En même temps, la guerre est l'un des éléments essentiels de l'équilibre instable des pouvoirs entre fractions. Alors que la guerre a eu un rôle crucial dans l'établissement de l'équilibre des forces du régime, elle met profondément et irréversiblement en cause l'équilibre des forces entre l'Etat et la société. Le rétrécissement des revenus pétroliers a diminué la dépendance de la nation par rapport à l'Etat et a accru, comme nous l'avons dit, la pauvreté. Aussi, la continuation de la guerre affaiblit-elle l'Etat par rapport à la nation. ii) Dans l'état actuel de l'équilibre des forces, le gouvernement ne peut rien entreprendre ; il est devenu le premier problème du régime. En effet, la base du régime est de « gauche » et son sommet de « droite ». Le gouvernement actuel prétend qu'il traduit les revendications de la « fraction de gauche » du régime mais qu'il est paralysé par la « fraction de droite ». En fait, la fraction droitière n'est pas plus capable de mettre en place un gouvernement apte à résoudre les problèmes que le gouvernement présent.

La situation du régime est explosive. Si son sommet est éliminé, le régime est privé de tête, si sa base est éliminée, il s'écroulera probablement. Ces cinq dynamiques se sont jointes en une dynamique puissante qui emportera le régime. Dans la phase actuelle de décomposition, pour tenter de sortir de l'impasse, le régime a fait intervenir une nouvelle force : le despotisme totalitaire s'est tourné vers les puissances étrangères, mais l'« Iran-gate » a révélé que la force étrangère ne peut pas aider de tels régimes, encore moins leur épargner la chute. La résolution du Conseil de sécurité signifie entre autres ce fait que le régime actuel ne peut pas sortir de son impasse grâce à l'aide de ces puissances.

*La résolution du Conseil de sécurité et l'espoir de la paix*

Au niveau du monde, trois évolutions s'observent :

— L'opinion publique est extrêmement braquée contre le « terrorisme ».

— Comme la guerre Iran-Irak est un foyer de production et de développement d'un terrorisme polymorphe, et comme cette guerre s'étend, l'opposition à la guerre s'accroît de plus en plus.

— L'« Iran-gate » a modifié l'opinion publique des pays du « Sud » et surtout des peuples musulmans à l'égard de l'Occident en général et plus particulièrement à l'égard des Etats-Unis. Un mythe s'est brisé : l'Occident n'est plus le symbole de la puissance, de la vertu politique et du développement. L'échec du reaganisme aura des conséquences déterminantes au cours des années à venir pour les pays du « Sud ».

Ces conséquences apparaissent nettement dès à présent. La résolution du Conseil de sécurité traduit les trois changements qui viennent d'être évoqués, et exprime trois choses :

— Les cinq pays membres du Conseil de sécurité ne sont pas désireux que l'un des belligérants gagne la guerre.

— Quoi qu'ils pensent du régime de Saddam, ils ne veulent pas d'une chute qui serait causée par la victoire de l'Iran. Ce qui revient à dire que le régime de Khomeyni ne peut pas attendre leur protection pour obtenir une victoire politique.

— L'opinion publique mondiale se rend compte que si la guerre devait continuer, l'un ou plusieurs des cinq pays aurait méprisé son engagement. En raison de l'évolution mentionnée et de la désapprobation de l'opinion publique pour la politique des cinq grands pays, il est encore moins probable que par le passé que l'un de ces Etats accepte de devenir la cible du mécontentement public. Aussi, si l'un de ces pays ne respecte pas sa signature, le scandale sera-t-il beaucoup plus grand que l'« Iran-gate ».

Aucune des deux superpuissances ne peut désormais poursuivre isolément une politique dans une région du monde et surtout au Proche-Orient. Leur accord ne suffit plus non plus. L'accord des cinq pays et celui des autres Etats intéressés est devenu nécessaire. On peut cependant se demander si l'accord de tous ces pays suffira pour mettre fin à la guerre. J'y reviendrai.

Le projet approuvé, il faut l'appliquer. Si les cinq pays n'arrivent pas à tenir leur engagement, ils seront discrédiés ; la croyance dans leur efficacité à résoudre les problèmes internationaux sera sérieusement entamée. Supposons que l'Iran n'accepte pas la résolution et continue la guerre ; les cinq pays devront affronter deux problèmes : i) imposer la paix ; ii) si imposer la paix n'est pas possible, empêcher l'Iran d'arriver à la victoire. Si le régime de Khomeyni arrive à continuer la guerre en se procurant suffisamment d'armes sur les marchés d'armements contrôlés par ces cinq pays, et parvient à s'assurer la victoire militaire, il ne restera rien du prestige de ces cinq pays et le véritable

droit de veto appartiendra à Khomeyni ! C'est pourquoi il faut considérer cette résolution avant tout comme destinée à empêcher le régime iranien de gagner la guerre. La présence militaire américaine, russe, française et anglaise dans le golfe Persique et l'engagement des Etats-Unis à protéger la « liberté » de navigation dans le golfe Persique a rendu la situation extrêmement critique.

La résolution est signée par les cinq pays au moment où les relations entre le régime iranien et les pays occidentaux se détériorent : après l'« Iran-gate », le scandale des ventes d'armes de la Suède à l'Iran, les échanges de drogues contre des armes, l'assassinat suspect d'Olof Palme, la détérioration des relations entre l'Iran et l'Angleterre, le siège des ambassades iranienne et française à Paris et à Téhéran, etc. Dans ces circonstances, le régime de Khomeyni ne peut pas demander l'accord des puissances étrangères sur ses objectifs intérieurs et extérieurs. Sa soumission totale, même, serait incompatible avec les objectifs des puissances dans cette phase de l'évolution de la politique mondiale. La chute des despots des trois continents n'a-t-elle pas pour raison que ces régimes ne sont plus compatibles avec les objectifs actuels des puissances mondiales ? Lorsque les despots qui avaient fait du « progrès » leur raison d'être ne servent plus à rien, pourquoi un despotisme totalitaire et rétrograde, divisé en une « multitude de centres de pouvoir et de décision » serait-il utile ?

Par ailleurs, l'espoir suscité par la révolution iranienne dans les pays du Sud et même dans une partie de l'opinion publique occidentale, d'une nouvelle politique-monde, s'est dissipé avec l'instauration d'un despotisme totalitaire plongé dans l'anarchie ; l'« Iran-gate » a d'ailleurs révélé à tous que le régime iranien est devenu lui-même le fossoyeur d'une telle politique-monde. Aussi l'isolement politique du régime iranien n'est-il pas un isolement par rapport à sa dépendance de telle ou telle puissance mondiale, il se situe au niveau de l'opinion publique mondiale. La sensibilité de l'opinion publique est telle que tout rapprochement avec ce régime crée une réaction négative.

Il ne reste aucune voie au régime iranien pour sortir de l'impasse. Il ne semble pas qu'existe désormais une autre voie que le retour à la présence active du peuple sur la scène politique. Or, le régime actuel est celui de la violence ; le retour du peuple sur la scène est donc incompatible avec sa survie.

#### *Possibilité de l'instauration de la paix et d'une nouvelle politique-monde*

La position mondiale de l'Iran, au contraire de celle du régime, est favorable. Depuis les Séfévides, l'Iran n'a jamais rencontré une telle position. C'est la première fois que les puissances mondiales dominantes sortent d'une période d'expansion pour entrer dans une phase de contraction. La révolution iranienne a abouti, entre autres, pour cette raison que la pression des puissances étrangères avait fortement diminué.

L'adoption et la mise en œuvre d'une nouvelle politique-monde dans la période initiale de la révolution iranienne a démontré que cette politique est désormais possible, que ses conditions sont réunies et se renforcent.

En conséquence, si le peuple iranien met fin aux structures despotes qui résistent, l'instauration de la paix est possible.

L'évolution de l'opinion publique en Iran et la sensibilité de l'opinion publique mondiale sont désormais une réalité. Par conséquent, l'adoption de la résolution des cinq pays par le Conseil de sécurité, ouvre deux possibilités :

— Le régime de Khomeyni saisit l'occasion, et, sous prétexte que la guerre avec l'Irak est devenue une guerre avec les puissances mondiales, il accepte la paix.

— Il n'accepte pas la résolution. Sachant qu'il ne dispose d'aucune solution pour le pays dans les conditions d'isolement et de faiblesse où il se trouve, il ne peut pas répondre à la question que lui pose le peuple iranien : pourquoi a-t-il perdu les chances qu'il avait de gagner la guerre, et n'accepte pas la paix ?

Dans ce cas, si les sanctions se concrétisent en empêchant que des armements lourds arrivent à l'Iran, la guerre peut se poursuivre à une échelle plus réduite. La poursuite de la guerre rendra alors encore plus difficile la sortie des impasses. Elle réactivera progressivement la société et réduira à l'impuissance le régime : le cours de la guerre se confondra avec celui de la dissolution du régime.

Dans ces circonstances, l'instauration d'un régime fondé sur la pensée initiale de la révolution permettra à l'Iran de sortir des impasses par un effort auquel participera la nation tout entière. Il pourra alors profiter de sa position géo-politique sensible pour prendre sa place dans l'élaboration d'une politique-monde véritable, et l'instaurer dans le monde pour maîtriser les multi-nationales.

L'évolution de l'Iran et du monde m'ont confirmé dans l'idée que la meilleure solution pour mettre fin à cette guerre est de réactiver l'opinion publique en Iran et dans le monde. Si les intellectuels en Iran et dans le monde s'appuient sur l'opinion publique, il peut être mis fin à cette guerre. Jusqu'à présent le régime pouvait prétendre à la survie par ce jeu dont rend compte ce vers devenu populaire : « Si mon gardien est celui que je sais, il gardera intacte la bouteille à côté de la pierre ». Aujourd'hui, la guerre, de plus en plus, est une pierre que le despotisme totalitaire a du mal à tenir sans qu'elle brise la bouteille dans laquelle est enfermée la vie du régime.

Versailles, août 1987

## **THE GULF WAR AND POLITICAL STABILITY IN IRAQ**

Robert SPRINGBORG

Six and a half years of war have cost Iran and Iraq dearly and neither side can claim credible compensatory gains. The final bill for war damages will be staggering and reconstruction efforts, when they begin, will be hampered by depressed oil prices and, in the case of Iraq, debt repayments. Manpower losses have been even more tragic. Iraqi casualties prior to the launching of Iran's offensive at the end of 1986 were some 80,000 killed and 170,000 wounded while Iran's casualty rate has been three to four times that of Iraq's<sup>1</sup>. The Gulf War has, in terms of length, cost and casualties, demanded sacrifices by the combatant nations equivalent to those made by the European powers in World War 1, a war to which the present one occasionally is compared<sup>2</sup>. But whereas the burdens of World War 1 caused major disruptions in the political systems of the European Powers and, in the case of Russia, a revolution, the polities of Iran and Iraq have, in the face of an equivalent challenge, proved surprisingly durable. That neither regime has yet crumbled has confounded the participants and observers alike and so demands explanation.

At the war's outset Iraqi calculations were that the revolution across the frontier had so weakened the system that a suitable nudge would topple the newly ensconced leadership. Saddam Hussein and his advisors were by no means alone in this assessment. The long months of turmoil in Iran had also convinced many western analysts that Khomeini's regime

was vulnerable<sup>3</sup>. But as Iraqi military blows were first absorber and then countered by a government that was obviously increasingly well established, a new interpretation of the Iranian polity became current. This view saw parallels between the Iranian and the world's other great revolutions, most notably the French and the Russian. Specifically, Crane Brinton's analogy of the train driven ever further down the track by the engineers of the revolution who force first the reformers and then the radicals to disembark, seemed increasingly appropriate<sup>4</sup>. The metaphor of the revolutionary express, which comes to a halt only with the establishment of a cohesive, dynamic, expansionist regime, drew parallels between Napoleon, Trotsky and Khomeini, as well as between the struggles each engaged in to export their revolutionary vision.

Another interpretation of Tehran's steadfastness in the face on the Iraqi onslaught placed emphasis on more enduring characteristics of the countries' state and nation building processes. The long history of the Iranian nation; the cohesion of its ethno-geographic core centered on Farsi speaking Persians of the central plateau; and the size, sophistication and longevity of the state apparatus, combined with broadly based elite recruitment through the newly created Islamic Republican Party, all seemed to compare favorably to Iraq's much more limited history of state and nation building to say nothing of the representativeness of its political elite<sup>5</sup>. But whether conceptualized in theories of comparative revolutions or those of state and nation building processes, the main implication of these analyses was identical: Namely, that the Iranian political system is much more cohesive, durable and capable than its Iraqi counterpart. This conclusion, moreover, seemed compatible with the course of the war after the Iranian recovery, which began in earnest in late 1981. In addition, it did not run counter to the prevailing orientation of scholarship on Iraqi politics, which tends to emphasize the demographic and geographic artificiality of that nation. Scholarly orthodoxy regarding the state and its weaknesses owes much to Hanna Batatu's assessment of the Baathists as alienated from significant social bases other than that of the Sunni Moslems of the Baghdad, Anah, Mosul triangle area and having, therefore, to rule autocratically through state apparati<sup>6</sup>. In sum then, the prevailing interpretation of the comparative effectiveness and likely longevity of the two regimes had, by 1982, come to favor Iran's chances.

In the event the Iraqi military has not buckled; the economy, although ailing badly, recovered from the low ebb of 1982-83; and most importantly, the regime has withstood a series of setbacks, including the seizure of Fao and the crossing of the Shatt al Arab for the seige of Basra, without cracking. In the meantime the allegedly more cohesive Iranian political system appears to be fragmenting into camps of supporters behind Assembly speaker Hashemi Rafsanjani, Ayatollah Khomeini's designated heir Ayatollah Montazeri, and the Imam's son, Ahmed Khomeini. This turn of events has, inexplicably, yet to stimulate a serious investigation of precisely what accounts for the competence and durability of the Ba'thist government. If the regime were as fragile as many have sugges-

ted, how could it survive a test of the relative magnitude of a world war? Part of the answer is to be found in the curious paradox that the Iranian and Iraqi political systems, despite their current antagonisms, share a great deal in common, beginning with the sources of their respective nationalisms.

*Legitimation of state and nation: nationalism*

If nationalism is both an abiding commitment and a more temporary, politically inspired sentiment — a rallying around the flag — it is clear that the latter form was greatly enhanced in both countries by the war. In the case of Iran this phenomenon is readily understandable and requires little comment. That country, after all, is based on the Farsi speaking Persian ethnic core, is surrounded by larger ethnic and national units, and has a very long history of state and nationhood. That Iranians would rally around the new revolutionary government, despite its excesses, was never really in doubt. The slogan, "neither East nor West", and the manipulation of Shi'a identifications and of anti-Arab prejudices were important in giving specific form to resurgent Iranian nationalism, but they hardly created it.

Expectations of Iraqi mass reactions to a mortal threat to national existence were more mixed. When those responses paralleled the resurgent nationalism across the frontier, different explanations were offered. Some observers, skeptical of the success of Iraqi nation building efforts in the relatively short 60 years history of that entity, explained the phenomenon not as a manifestation of a more durable, deep seated nationalism, but as a strictly transient, politically manipulated response. The failure of Iraqi Shi'i to rise against Baghdad, for example, has been partly accounted for by the arrogance of Iranian 'ulema toward their Iraqi counterparts when the two rubbed shoulders in Najaf and Karbala prior to the former's expulsion and/or by Baghdad's politically astute fiscal policies<sup>7</sup>. Similarly, the Qadisiyya theme which the Iraqi leadership seized upon for its obvious anti-Iranian, pro-Arab symbolic value, can, precisely because of its Arab focus, be interpreted as a reflection of the comparatively greater importance of Arab as opposed to Iraqi nationalism. Such interpretations incorrectly discount the degree to which an Iraqi identity has emerged and ignore an interesting parallel between the nationalisms of the two countries..

With regard to the comparative depth and durability of Iraqi and Iranian nationalism, the fact that the former is a "new nation" while the latter is not is, in fact, of little moment. If it were, how could the comparatively more impressive Israeli example, among others, be accounted for? More to the point, like other Arab states, Iraq has by world standards, an exceedingly young population, more than half of which is under the age of 20<sup>8</sup>. The great bulk of Iraq's citizens have become politically conscious

since *de facto* independence was obtained in 1958. With the exception of some portion of the Kurdish population, the focus for virtually all Iraqis' political activities has been their own nation state.

The replacement of Arab nationalism by a nation-state focused identity began at least as early in Iraq as in other Arab states and has proceeded as far or further. Amazia Baran's careful analysis of themes of national identity as expressed in art and literature reveals the shift from *qawmiyya* to *wataniyya* having begun even during the hayday of Arab nationalism<sup>9</sup>. Similary, less than three years after taking power the Ba'thists, ostensibly committed Arab nationalists, began assigning ancient Mesopotamian names to contemporary Iraqi provinces. By the outbreak of the Jordanian civil war of 1970-71, it was already clear that the Party had begun to downgrade its political commitment to the "Arab Cause" and was instead going to pursue an Iraqi first policy. The decision not to join the Arab oil embargo of 1973-74, justified in terms of national economic interest<sup>10</sup>, was indicative of Ba'thist preoccupation with national as opposed to pan Arab objectives.

Crucial to the growth of Iraqi at the expense of Arab nationalism is Iraq's geopolitical situation, which parallels that of Iran. Both countries are comparatively vulnerable to threats and actions by their immediate and regional neighbours and by the Superpowers. The "neither East nor West" slogan coined by the Iranian revolutionaries had enormous appeal among Iranians, precisely because they had long been convinced that their national destinies were controlled by outside forces. Paradoxically of the Arabs, it is the Iraqis who most share those perceptions and for the same reasons. The veiled imperial presence after nominal independence in 1932, to say nothing of the imposition of king and borders in the first instance, or the role of the oil companies, are more than sufficient grounds to explain national political paranoia. That this well founded fear of the Great and Superpowers was generalized to regional actors who were perceived as posing threats to Iraqi national interests is hardly surprising. Virtually alone among the Arab republics, Iraq stood aloof from Nasserism and even dared to challenge the Egyptian leader at the height of his powers. While doing so Iraq simultaneously went on the offensive against Arab monarchies, Israel and Iran. President Qassem's foreign policy was not unique in this regard. Iraqi relations with virtually any state of the region strong enough to pose a possible threat have, for the most part, been bad. Whether the noticeable relaxation after 1978-79 in this posture of national anxiety is due to a sense of having finally established the state and nation on a reasonably secure foundation, or simply results from tactical considerations necessitated by the preoccupation with Iran and Syria, remains to be seen. But whatever the case the Iraqis, like the Iranians, have an acutely developed sense of their national integrity and are extremely fearful of potential challenges to it.

In sum Iraqi nationalism is more than a negligible factor or temporary response to the Iranian challenge. Because Iraqis have been confronted throughout the comparatively short history of their nation

### *Political stability*

with serious threats to national interests and even existence, they have self-consciously and sub-consciously created a sense of separate identity. Iraqi nationalism is, therefore, a factor which legitimates the incumbent regime or any likely successor.

### *Religion and secularism*

A common theme running through many analyses of the Iran-Iraq war and of Middle Eastern politics more generally is that resurgent Islam as a force for mobilization and legitimization has triumphed over secularism. The Iranian revolution is offered as a case in point and it would be unwise and incorrect to contend that Shi'a Islam there had not played a vital role in the revolution and subsequently in reinforcing the government of Ayatollah Khomeini. But it is equally wrong to assert that secularism has everywhere in the area lost its appeal and therefore its political utility<sup>11</sup>. The Iraqi example suggests in fact that secularism, accompanied by manifest respect for religion and combined with emphasis on the excesses of fundamentalists, can still be a successful recipe for regime legitimization.

The Iraqi Ba'thists have retreated from their avowed secularism, but not as far as the ruling elites of many other Arab states. Presidential speeches, virtually devoid of religious references in the 1970s, now occasionally utilize religious symbolism and analogies. Since becoming President in 1979, Saddam Hussein has more frequently prayed in public and donned religious garb. Mosque construction and refurbishment, which began in earnest in the wake of the 1977 religious disturbances in Najaf and Karbala, continues. On the political level the Communists are no longer in the National Progressive Front, although that parting of the ways has several causes<sup>12</sup>.

But not all that much ground has been given. Unlike other Arab states the *shari'a* has not been written into the constitution<sup>13</sup>. *Fatwas* in support of political decisions are not regularly wrung out of Iraqi 'Ulema, as they have been in Syria, Egypt and elsewhere<sup>14</sup>. The party line on Islam, which is that it is an essential and basic ingredient in Arab culture, but should play no direct political role, was ostentatiously reiterated at the 9th regional congress in Baghdad in June, 1982<sup>15</sup>. Furthermore, Saddam Hussein is not reluctant to go on the offensive. He has charged Khomeini with distorting Islam and has predicted a backlash against fundamentalism<sup>16</sup>. Clearly the Iraqi leadership is wary, yet still confident in the path it has chosen.

There are few indications that this has been a miscalculation. Unlike Egypt, Syria, Jordan and elsewhere the Moslem Brotherhood is not a factor in Iraqi political life. Its Shi'a counterpart, *al Da'wa* has made only limited headway in recruiting followers in the past four years. More radical, splinter organizations seem to be declining in appeal, if their ability to mount terrorist attacks in Iraq or against Iraqi facilities elsewhere

is any measure. There is in Iraq itself little indication of a general, amorphous, smoldering resurgent Islam about ready to erupt.

How can this seeming exception to the regional trend of resurgent Islam be explained? In the first instance the general importance of political Islam may have been overemphasized. It has, after all, triumphed only in Iran. Its penetration of incumbent regimes is in direct proportion to their weakness, but in all Arab cases it remains subordinate to state power. Factors indigenous to Iraq also account for the comparative absence there of a resurgence of political Islam. Batatu suggests the noticeable irreligiosity of Iraqi Shi'i is due to their relatively recent conversion from Sunnism, their tribal origins and bedouin legacy, and to the lack of density of mosques, *huseiniya*, and clerics in Shi'a areas, at least as compared to Iran<sup>17</sup>. The appeal of communism to Shi'i, historically of considerable importance, continues to compete with politically oriented, religiously based organization<sup>18</sup>. Shi'a numerical superiority precluded from the founding of the state the use of Islam as a principal legitimating force. The first Aref regime was a partial exception to this rule, but then it was neither popular nor powerful. In sum, the idiosyncracies of Iraq's demography and history have enhanced secularism at the level of individual beliefs and as an instrument of political legitimization.

This is not to say, however, that there has been absolutely no threat to the regime from this direction, nor that stern counter-measures have not been taken. During the late 1970s political agitation in the Shi'a holy cities led the regime to respond with force — in 1977 with the police and two years later with the military. Some 600 Shi'a political activists were executed in the first three and a half years of the war<sup>19</sup>. Muhammed Baqr al Sadr, the charismatic leader of *al Da'wa*, was executed even before the outbreak of hostilities<sup>20</sup>. At the present time the Baghdad suburbs of al Thawra (recently renamed Saddam City) and Kazimiyya, as well as Najaf, Karbala and other areas of Shi'a congregation, are primary targets of Iraqi intelligence<sup>21</sup>. The regime, in short, is not relying on abstract factors of demography or history to maintain power. But that, nevertheless, does not prove the irrelevance of these background condition. Were they absent it is highly unlikely the government could have contained the threat for the past five years without occasional resort to open show of force by armed security or military forces.

Finally, Saddam Hussein could very well be correct in his proposition that the excesses of the Iranian version of resurgent Islam are souring Iraqis and other Arabs on the prospects of a reasonable, home grown version arising. In this context the comparative vocational liberation of Iraqi women, presumably associated with attitudinal and other behavioural changes, may be of some importance<sup>22</sup>. But the key factor is the association of resurgent Islam with the Iranian enemy. The sight of countless thousands of Iranian men, young and old, marching to certain death on the battlefield, must have caused many young Shi'a soldiers to think twice about the benefits of politicizing Islam. The string of Iranian defectors to Iraq, including Ayatollah Ahmed Musba in August, 1986,

### *Political stability*

who pledged from Baghdad to tour the world denouncing the Khomeini regime<sup>23</sup>, has also undercut the appeal of the Iranian version of Islamic fundamentalism.

### *Performance*

The overthrow of the Shah provided a substantial reserve of legitimacy for Ayatollah Khomeini's Islamic Republic, a reserve which has gradually been drained as the economic, military, foreign policy and general political performance of the regime has on balance not further contributed to its overall support. The coups of 17 and 30 July, 1968, which brought the Iraqi Ba'thists to power, were, on the other hand, greeted with indifference by Baghdadis and Iraqis more generally. Having garnered little if any legitimacy in dispatching the Aref government, the Ba'thists had to demonstrate their competence in order to gain popular acceptance. This they accomplished in the decade of the 1970s, with their initial success coming in the formulation and execution of a popular and effective policy for the oil sector.

The test of strength between the multinational oil companies and Iraq that had begun in earnest during the Qassem era with Law 80 of 1961, which expropriated all but 0.5 percent of the concession of the companies grouped together in the Iraqi Petroleum Company, finally came to an end only in December, 1975, when the last remaining foreign oil interests were nationalized. While some critics have observed that Ba'thist oil policy was too generous to multinational oil companies<sup>24</sup>, the essential point was that for the first time Iraq was in control of her most vital national asset and was in a position further to develop it. Moreover, the Ba'thists had demonstrated sound business sense in searching out new markets in the crucial period of the negotiations and Iraq was thereby in a strong position to capitalize on the four-fold price increase of 1973-74. That Iraq benefitted from the Arab oil embargo but did not join it further underlined the regime's pragmatic attitude toward economic matters and national interest more generally.

The manner in which rapidly accruing oil wealth was utilized also legitimized Ba'thist claims to national leadership. In the early and mid 1970s corruption, which was proliferating in oil economies elsewhere in the Gulf and even in the poorer Arab states, most notably Syria and Egypt, was kept in check in Iraq. Private middlemen were constrained by direct government purchasing. Bribes to state officials were discouraged by occasional death sentences for offenders and by periodic imprisonment of foreign businessmen engaged in such activities. In the late 1970s a weakening of government resolve to deter corruption became evident and had its inevitable consequence, but even since that time there have been occasional well publicized prosecutions<sup>25</sup>.

Distribution policies in the mid 1970s were also comparatively beneficial to poorer Iraqis and the government clearly devoted, as it still does,

significant resources to the Kurdish and Shi'a areas. After Saddam Hussein's ascension to the presidency there was a noticeable rise in luxury consumption which might indicate an increase in the degree of inequality. By regional standards, however, poor Iraqis continue to fare rather well<sup>26</sup>. Additionally, the regime's commitment to developmentalism, manifested in a plethora of projects ranging from massive dams in the north to the huge petrochemical complex in Basra, now abandoned, enjoyed much support. Pride in modernization of the nation's cities, especially the capital, and in the development projects generally, seems widespread, much in the way that Nasser's ideology of development won admiration in Egypt in the early 1960s.

A further analogy to Egyptian experience is to be found in what amounts to an Iraqi policy of *infitah* (opening), the seeds of which were planted in the mid 1970s but which truly florewwered only after Saddam Hussein assumed the presidency in the summer of 1979<sup>27</sup>. Like the Egyptian example the Iraqi *infitah* embodied significant shifts in both economic and political orientations. With regard to the former the relaxation of controls on corruption and consumption have already been mentioned. The more significant economic change has been the resurgence of the private sector. The construction industry, retail trade, and some areas of light industry have witnessed the rapid growth of capitalist activity, including the emergence of sizeable and highly profitable concerns. In the rural sector land tenure policies have undergone significant change in the past four years. Collectives, state farms and even cooperatives are no longer viewed as effective means by which to stimulate agricultural output. Instead, emphasis is now placed on the tonic of private ownership<sup>28</sup>. Accordingly, land ceilings contained in the 1970 agrarian reform law have been relaxed on a province by province basis, large tracts of state land are being made available to individuals on a leasehold basis, land owned by cooperatives is being assigned to individual proprietors, extremely favourable credit terms are being extended by the government to private farmers, and so on<sup>29</sup>. As a result there has been an upsurge of private, capital intensive agricultural activities, most notably those of chicken farming and the raising of fruits and vegetables, which in Iraq, like elsewhere in the Middle East, are typically highly remunerative activities.

Political aspects of the Iraqi *Infitah* are to be seen in a geopolitical reorientation and in some hesitant, limited democratic reforms. The geopolitical reorientation away from the Arab East and toward the Gulf came in the wake of the tumultuous events of the first seven months of 1979, which saw first a reconciliation with Syria, then Saddam Hussein's assumption of the presidency, and finally a purge of the elite amidst charges of Syrian backed conspiracies. Whether the alleged conspiracy provided cause or justification the result was the same — the new president shifted Iraq's foreign policy orientation toward the Gulf. This entailed more than a new geographical focus, for it implied a rejection of radicalism associated with the Arab-Israeli conflict and Palestinians,

Syrians and others caught up in it. Moreover, it necessitated a reconciliation with conservative Arab states of the Guf and a more limited accommodation with the United States<sup>30</sup>. Even the domestic political economy began increasingly to resemble those of the Gulf rather than those of the Arab republics to the East. The massive importation of labour began at this time, while the governmental spending spree, already underway, was reinforced by a sudden surge in private consumption. Baghdad began to appear less like Damascus or Cairo and more like a typical Gulf city with its opulent hotels, massive middle and upper class housing complexes, freeway networks and so on.

While Sadat's *infitah* included a limited liberalization of the Egyptian polity, the Iraqi equivalent embodied fewer concessions to democracy, but it may be significant that any steps at all were taken in this direction. In June 1980 the first ever elections in Republican Iraq were held to a newly created parliament, and in August 1983 elections were held for a Kurdish regional assembly. In the parliamentary elections of October, 1984, two of the eight Ministers who contested seats lost. Yet, the absence of opposition parties and of an even semi independent press rendered these electoral exercises marginal with respect to any hypothetical democratic development and the parliaments themselves remain appendages to presidential leadership. Nevertheless, elections and parliaments are a departure from more than two decades of preceding political experience and their existence suggests a mix of regime confidence and the desire for and actual presence of enhanced legitimacy.

The analogy to Sadat's *infitah* also holds with regard to the policy's popularity in Iraq. Just as the Egyptian *infitah* enjoyed widespread support in its early stages, so has the Iraqi version been greeted positively. Increased consumerism has an almost ubiquitous appeal, at least until the negative consequences become more apparent. In an oil rich economy the time lag may be very much longer than in comparatively impoverished Egypt. Similarly, Saddam Hussein assessed correctly a willingness and desire on the part of the Iraqi public to make fewer sacrifices for the Arab Nation and to enjoy the benefits that rapidly accruing oil revenues could provide. A Libyan style radicalism or even an Iraqi version of Nasserism was by 1979 very much less to national tastes than a more pragmatic approach based on the pursuit of national interests.

Finally, a parallel can be drawn between Egypt's realignment with the United States and rejection of ties with the USSR on the one hand, and Iraq's policies toward the Superpowers on the other. Saddam Hussein's *infitah* also witnessed a cooling of relations with Moscow and a warming of those with the US, although the degrees of change are considerably less than in the case of Egypt. Saddam Hussein has steered a more neutral course between East and West, managing simultaneously to maintain reasonably good relations with the potentially mutually antagonistic triangle of Europe, the USSR and the US. His opening to the US in particular, which has entailed such policy changes as a stated willingness to accept Israel's right to secure borders<sup>31</sup>, the

expulsion of Sabri al Banna (Abu Nidal) and his entourage<sup>32</sup>, and an alignment with moderate Arab states has caused Washington to reciprocate in various ways, including Export-Import Bank guarantees for the pipeline to Aqaba<sup>33</sup>, agricultural commodity credits totalling \$840 million<sup>34</sup>, and provision of military intelligence<sup>35</sup>. Since this has been accomplished almost simultaneously with an improvement in Soviet-Iraqi relations, as indicated by increased arms shipments, a stepped up flow of East bloc visitors, and a contract with the Soviet Union to build the preliminary stage of a nuclear power project, it is all the more a testament to the President's ability to successfully exploit the Soviet's desire to "hold on" to Iraq and Washington's to "pry it loose"<sup>36</sup>. Saddam Hussein's *infitah* has been more successful than Sadat's, both with respect to balancing key foreign actors and to operating within the parameters of general public attitudes toward the Superpowers.

Another positive aspect of Ba'thist performance has been the ability to project an image of pragmatism and relative stability. A central message of Saddam Hussein's public utterances is a problem solving approach to political issues<sup>37</sup>. These exhortations have been reinforced by the policies which together constitute the Iraqi *infitah*. Like other Arab publics, the Iraqis no doubt appreciate this departure from the radical rhetoric and ineffective policies of preceding regimes. Also, the sheer longevity of Ba'thist incumbency has provided some measure of political stability despite occasional high level purges. Furthermore, the turnover rate in cabinet positions, which was exceedingly high during the monarchy and the Qassem and Aref areas, has been reduced<sup>38</sup>. In short, the Ba'thists, having toned down their rhetoric and maintained power for almost two decades, have been able to match word with deed in a comparatively impressive fashion. In the absence of this effective performance, it is difficult to imagine that Saddam Hussein and his colleagues could have withstood the political pressure resultant from the catastrophic decision to invade Iran.

#### *Organizational factors and regime durability: support base*

That the Iranian government is more broadly based than its Iraqi counterpart is a common assertion. In the words of one analyst, for example,

"In spite of the bloody power struggle in Tehran, the Iranian regime appears to be more firmly established than its rival, more representative of its people and in a better position to mobilize them<sup>39</sup>."

There are, however, grounds for challenging this proposition. With respect to Iran, it has been argued that the regime is composed primarily of one of several competing factions of mullahs<sup>40</sup>. That assessment

appears increasingly persuasive as reports of elite factionalization become increasingly frequent. As regards Iraq it is true beyond question that the inner core of the political elite is composed of Sunnis of the triangle area. Within that group members of the President's family, tribe, town and then province provide, in that order, his closest confidants. But while this pillar of support is undeniably narrow, its strength, for several reasons, is comparatively impressive.

First the Ba'thist regime is not a departure from its predecessors in this regard. Qassem depended heavily on his old 13th brigade, while the Arefs relied on the Republican Guard, those from their home province of Dulaim, and ultimately on their tribesmen, the al Jumailah<sup>41</sup>. Nor is Iraq unique or even unusual in this regard, as a comparison to Syria or any of the Arab Gulf states suggests. While popular preferences may be for more broadly based participation and recruitment, expectations must have adjusted to reality. If not, the durability of all these states is both problematical and inexplicable.

A second consideration is that while the pinnacle of the political elite is increasingly homogenous and therefore decreasingly representative, the political system as a whole has become more inclusive. The creation of a popularly elected National Assembly is one indication of this, as is the rapid growth in membership of the Ba'th Party and the proliferation of ancillary organizations, including syndicates. While these institutions are neither autonomous nor cohesive, they do provide channels of recruitment to higher levels and thereby bridge some of the yawning gap between the ruling clique and the articulate public.

The apparent paradox of a narrowly based political elite remaining relatively stable may, however, be a false one. The inner core of political elites in most systems, even Western Democracies, are knit together by personalistic bonds. Nixon and Reagan's "California mafias" or Carter's "good old boys" from Georgia are illustrative of the phenomenon. Now if those elites were seen to be acting in only their own interest, mass disaffection would follow. But in most cases political elites, however restricted their bases of recruitment, are seen to be serving the interests of a wider group or class. In the case of the Iraqi Ba'th, the emergence of an "*infitah* class" suggests just whose interests are being served. As is the case elsewhere in the Arab world, with Egypt being the most widely discussed example, this class is a hybrid of new entrepreneurial elements, old capitalists, and public sector employees. The relaxation of controls over private economic activity combined with privileged access to state resources has served the interests of this newly emerging class. That class has in Iraq as elsewhere in turn provided a significant base of support for the regime. It matters little to members of this class whether those who make the key decisions are all from Takrit or are drawn from every province in the country, so long as economic opportunities are made available through appropriate government policies. In sum, emphasis on the negative political consequences of the narrow base of the Ba'thist government ignores both the

distinction between elite and class and the important phenomenon of the Iraqi *infitah* and its consequences for class structure.

While it is beyond the scope of this paper to analyse the class basis of the Iranian regime, even casual observation suggests that the linkage between class and elite is much more amorphous there than 'n Iraq. The varying class origins of the mullahs, their orientation toward religious as opposed to secular economic dogma, their conflicting association with Bazaaris, *mostazafin* (dispossessed), landowners and so on, all suggest that the mullahs have neither sought to nor succeeded in anchoring their rule in a well defined class base. This is likely to prove the fatal weakness of the regime, for when push comes to shove, no particular class or group will see its fate inextricably bound up with that of the mullahs. In sum then, while those at the top of the Iranian political elite may have more diverse geographical origins and other social background characteristics than their Iraqi counterparts, their regime is by no means necessarily more broadly based.

#### *Fragmentation of the opposition*

As the Gulf war is analogous to World War I, so is fragmentation of the Iranian opposition reminiscent of opposition to the Bolsheviks in the wake of the October Revolution. Divided along political lines as well as by exile, the Iranians seem doomed, like their predecessors, to be unable to weld together a unified, effective, opposition front. With former president Abol-Hassan Bani-Sadr unable to work with the Mujahidin in the National Council of Resistance, or the liberals to forge the semblance of a coherent movement, what could possibly cause the monarchists, liberals, exiled military officers, members of the Mujahidin, Tudeh Party, etc., to bury their differences? Seemingly not anything the incumbent government might do, including the execution of at least 7,000 members of the opposition in one year alone<sup>42</sup>.

Less has been made of the chronic factionalization opposition to the Iraqi Ba'thists, but it is very similar. The two major social forces excluded from effective political participation, the Kurds and Shi'i, are not only unable effectively to cooperate, but are themselves divided. During 1982, when for the first time an Iranian victory seemed possible, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by Jalal Talabani, and the Kurdish Democratic Party (KDP) headed by Mulla Mustafa Barzani's sons Idris and Massoud, apparently came close to overcoming their hostilities<sup>43</sup>. But their different social bases of recruitment, long history of animosity, conflicting views about seeking Iranian support, and their varying susceptibilities to the blandishments of the government in Baghdad, led ultimately to renewed and sharpened conflict between the two movements. Following the January 1984 agreement between the PUK and the government, fighting broke out between Talabani's and the Barzani's followers<sup>44</sup>. Although significant numbers of Kurds are in

a state of open rebellion, as indicated by kidnappings of foreign technicians in 1985, fighting in Arbil in November of that year, and the temporary seizure of a town on the Turkish frontier in May, 1986, the division between the PUK and the KDP, combined with the readiness of the Turkish army to conduct security operations on Iraqi territory, have reduced the Kurdish threat to manageable proportions.

The majority of Shi'i remain politically quiescent, while activists are divided between the Iraqi Communist Party and those who support *al Da'wa* or more radical Islamic organizations, such as Islamic Action, Islamic Jihad, Mujahidin, and so on. The secular-religious divide has proven too wide to be bridged, while the gap between radical splinter groups and *al Da'wa* appears likewise to be an effective deterrent to joint action. Moreover, the regime has retained contact with members of the Communist Party, with whom it has conducted protracted negotiations about reforming the National Progressive Front, which collapsed in 1978. This in turn has contributed to a split within the ranks of the Communists, no doubt one of the major goals of the government for instigating the discussions<sup>45</sup>.

A final but by no means insignificant problem for the opposition has been its dispersion in Iraq and elsewhere and the conflicting goals of host countries. The fact that Shi'i inhabit the south of Iraq and Kurds the north, with the Sunnis in the middle, provides an effective deterrent to joint action. Those Shi'i who, for example, have been operating as irregulars based in the Haj Omran area along the northeastern border, were brought there through Iranian territory. Strict security measures in effect throughout Iraq, including literally hundreds of checkpoints along roadways, makes coordination between Kurds and Shi'i very difficult.

An even greater liability has been the dispersal of opposition groups in exile, principally to Iran, Syria and Europe. While it is widely recognised that Damascus and Tehran have stitched together competitive Iraqi opposition fronts and thereby further undermined collective action, it less frequently is observed that the European bases of some opposition groups, particularly the PUK and some factions of the ICP, have contributed significantly to their political orientations and style of action. In short, Iraqi political opposition in exile confronts difficulties associated with being adjuncts to Syrian or Iranian policy, or becoming caught up in what is frequently little more than an intellectually oriented public relations campaign in Europe<sup>46</sup>. As a result, effective coordination is simply impossible and the regime deals with opposition groups as such and more or less as it pleases rather than with an Opposition.

#### *The single parties*

Comparisons of the Islamic Republican Party of Iran prior to its dissolution and the Iraqi Ba'th typically favored the former in terms of coherence and effectiveness of organization<sup>47</sup>. In fact, Batatu's adage that the Takri-

tis rule through the Ba'th rather than the Ba'th through the Takritis has become more or less accepted wisdom about the Iraqi party<sup>48</sup>. It is directly to Saddam Hussein and his closes advisors that most analysts look to understand the strength and durability of the regime rather than to the Ba'th. This is misleading for while the Ba'th may not be the organizational weapon, that the IRP was, the parties are not all that dissimilar and the Ba'th, by the standards of single parties in the Arab World, is relatively impressive.

Having begun as a conspiratorial party of some 3-4,000 members in the 1950s and only some 5,000 when power was seized in 1968, Ba'th membership expanded tenfold in the following decade with an additional several hundred thousand classified as associate members by 1978<sup>49</sup>. From 1979 the Party has expanded at an even more rapid pace in accordance with Saddam Hussein's stated policy of eradicating the distinction between Ba'thi and Iraqi<sup>50</sup>. Clearly with growth of this magnitude the Party suffers from increasing organizational flabbiness, but it still maintains a degree of muscle enviable by the standards of other single parties in the region since the 1950s. This has been achieved in part through careful elaboration of organizational structure, so that the three grades of party membership permit not only screening for loyalty and effectiveness, but provide the means by which the inner group of full members can direct the Party and governmental structure more generally<sup>51</sup>. As a result the Ba'th, unlike Nasser's Arab Socialist Union, has been able to subject the bureaucracy to its will. Party loyalists not only are rewarded with rapid promotion in the State apparatus, but a party chain of command parallels and subordinates bureaucratic authority. In the crucial areas of intelligence, security and coercion, the Party not only penetrates and controls state organizations, but it maintains its own autonomous structures. Of the three known intelligence services in the country, one is operated by the Party. The Party's militia, known as the Popular Army, has grown to a force of around half a million<sup>52</sup>. Moreover, since the onset of the war with Iran various of its units have received training in heavy weapons and some have been involved in significant combat roles at the front<sup>53</sup>. Although the Popular Army is not a direct counter balance to the military, it is developing in that direction and presumably already provides a significant deterrent to a coup d'etat. In the Spring of 1984 the Popular Army began drafting young male Iraqis, while two years later it dispatched all previously exempted university students and faculty members to the Front.

Other means of control are based on penetration and manipulation of state organizations. Party members plays key roles in military and general intelligence and are encouraged to engage in spontaneous surveillance activities<sup>54</sup>. The military itself has since 1973 been forced to accept Ba'thi political commissars in all significant fighting units. These commissars, frequently ten or more years junior to the commanding officers of the units to which they are attached, are subordinate to the authority not of the military, but of the Party<sup>55</sup>. It is they who are

### *Political stability*

responsible for, among other things, reporting on non-Ba'thist attempts to organize politically in the armed forces, an offence punishable by death. Various other organizations, including the National Union of Iraqi Students, provide covers for Party surveillance and security activities<sup>56</sup>.

That the Iraqi Ba'th is more than a loose collection of opportunists who could be chased away with one whiff of gunpowder is further suggested by Saddam Hussein's strategy since assuming the presidency. He has systematically but carefully set about reducing the role of the Party by expanding its membership and so diluting commitment to it, by the promotion of a personality cult, and by elevation of competitive organizations. The creation of the National Assembly can be seen in this light, as can the activities of the cabinet, meetings of which since 1979 have received wide publicity. Extensive purges of top ranking party members in July 1979, July 1982, and July 1986, when the long serving Naim Haddad was dropped from the Revolutionary Command Council and the Ba'th National Command, are further evidence that Saddam views the Party as a key tool which his enemies could use to oust him and so has attempted to counter-balance it. While Saddam's efforts have reduced its significance, because the Ba'th remains a crucial instrument of control he cannot afford to go too far. Compared with Nasser's Arab Socialist Union, or to the Ba'th of Hafez al Assad, it remains relatively effective and possibly even marginally autonomous.

### *The great men*

Virtually all challengers and opponents, whether Iranian moderates or American Presidents, have misjudged and/or underestimated Ayatollah Khomeini. This is not mere coincidence for he skillfully misled those in a position to block his rise to power or prevent his consolidation of it, so that in every case they believed he could be turned to their purposes, or at least would not be 100% opposed to them. Khomeini revealed his true, revolutionary intentions only when further inaction or support by others had been rendered irrelevant by virtue of his enhanced powers. In this way he gradually jettisoned foreign and domestic liberals, reformers, radicals, and ultimately even the weak Communists, leaving intact and in power the revolutionary core of mullahs and their supporters. Khomeini has proven himself one of the great political tacticians of the Twentieth Century.

Saddam Hussein, on the other hand, is infrequently compared to Khomeini, is rarely analyzed as a tactician, and in general is described as one who leads by repressing opposition rather than by outmanœuvring it. This orientation is misleading. While their goals are obviously very different, the two leaders are alike in their central importance to the stability of their respective countries, in their ability to manipulate events from behind the scenes, and in their tactical skills more generally. Saddam Hussein is, in short, more than just a political thug.

The fact that the Iraqi leader has ended up on top of every significant intra-elite power struggle testifies, it is true, to his ruthlessness. Equally, however, and generally overlooked is that it also points to an ability to perceive and occupy the political high ground, from which he is very difficult to dislodge. In general this has meant that he has supported the more conservative side in political debates and has publicly emphasized conciliatory, placatory lines. The example of the shift away from Syria and the Arab East more generally in favor of a Gulf orientation has already been mentioned, as has the moderate tone which accompanied oil company nationalizations. Other examples include his relations with the Iraqi Communist Party, a subject on which he has frequently spoken, typically emphasizing common goals and, as mentioned above, he has been assiduous in keeping lines of communication open to its members<sup>57</sup>. As regards the Kurds Saddam was widely recognized as the author of the March 1970 agreement. He has repeatedly stressed the need for respect for Kurdish rights and argued that the cause of Iraqi nationalism is lost if the majority of Kurds are so disenchanted with government policy that they are moved to action. He has chastised the Iraqi military for "excesses" committed in the 1975 campaign<sup>58</sup> and has cultivated contacts with Kurdish opposition groups, negotiating with the Barzans and the KDP, for example, until in 1983 they decided to throw in their lot with Iran<sup>59</sup>. For Saddam then, use of the carrot is an important element in dealing wth political opponents and potential opponents. Single minded pursuit of radical objectives without regard to their political repercussions is simply not his style.

But the use of the carrot and a general preference for moderate policies is matched by a willingness to employ the stick when necessary. While lecturing Iraqis on the need to respect Kurdish rights and while negotiating deals with Kurdish opposition groups, Saddam Hussein has simultaneously ordered the round-up of several thousand Kurds to serve as hostages<sup>60</sup>. As many as 10,000 Iraqi Kurds are currently in refugee camps on the Iranian side of the frontier. Executions of Communists have accompanied secret negotiations with members of various factions of the ICP. The slightest deviation from a path of complete loyalty by persons in important posts is met with extremely harsh reprisals. The Minister of Health, for example, was reported to have suggested in 1982 that Saddam might (temporarily?) step aside to facilitate negotiations with Iran. He was summarily executed<sup>61</sup>. Saddam's three half brothers, of whom the most powerful was intelligence chief Barzan, were jettisoned from the elite in circumstances which suggested at the very least they might be acting with insufficient regard for Saddam's preferences<sup>62</sup>. In 1986 several high ranking Takritis related to Saddam were dismissed from their posts and their property, including their newly built palaces in Takrit, were seized.

Widespread but not indiscriminate use of repression has been employed to discourage organized political opposition and even chronic grumbling. Amnesty International reported in 1983 that 520 political

prisoners are known to have been executed since 1978 and that 23 died of torture<sup>63</sup>. In May of that year six leading Shi'a clergymen, all members of the al Hakim family, were executed<sup>64</sup>. Various other measures, including the public omnipresence of security agents, further deter political or even semi-political activity.

The combination of moderate goals with ruthless tactics has proven extremely successful. Saddam has discouraged voluntaristic and/or anomie political participation, yet has won a grudging acceptance from the articulate public. The personality cult, constructed methodically since 1979, may have added further legitimacy to the regime, particularly among less articulate elements. His political opponents, both within the Ba'th and outside of it, can point to only one serious mistake on his part — the war with Iran. But that is a difficult issue on which to challenge his authority, as opponents of Ayatollah Khomeini in Iran have found. Able to portray critics of the war as traitors, Saddam Hussein and Ayatollah Khomeini have paradoxically found political strength in the area of their greatest potential weakness. Not having been hobbled by the burden of supporting other unpopular policies, Saddam can deal with challengers while himself occupying most of the central ground. Religious fundamentalists, communists, Kurdish insurrectionaries, and Ba'thists with pronounced radical tendencies are all identified with causes with far less than mass popular appeal. As a result Saddam can employ the harshest of measures against them and the population as a whole remains basically quiescent and not even particularly sympathetic to those who may have suffered previously.

Saddam has, in other words, operated extremely effectively, not only in the narrow confines of conspiratorial politics within the Takriti dominated Ba'th, but also on the wider stage of Iraqi and even regional politics. But now he is confronting challenges to his regime that may exceed even his ability to perpetuate his rule.

#### *1987: the year of the truth?*

The onset of 1987 saw Iraq and its leadership confronting simultaneously the two greatest threats with which it has had to deal since the partial collapse of the front in 1982. Iran's Karbala-5 offensive, launched on 24 December 1986, succeeded in taking Bovarian Island in the Shatt al Arab waterway, capturing its garrison's commanding officer, and then crossing the Hasim River, some 10 kilometers east of Basra, where it tightened the noose around Iraq's second city, sending thousands of its residents streaming north to comparative safety. Paralleling the deteriorating military situation was the continued unfolding of Washington's Irangate scandal, with its unmistakeable message for Baghdad that the United States, or at least some key decision-makers therein, consider Iran the greater strategic prize. While either or both events could be the

beginning of the end for Iraq's Ba'thist government, the strengths of the regime as outlined above suggest it would be injudicious to leap immediately to such a conclusion.

The seriousness of Iraq's military predicament is, however, undeniable. By mid-January Iraq had suffered some 10,000 casualties in the fighting around Basra. Two major lines of fortifications had been over-run, suggesting the veracity of earlier reports about the deterioration of morale of Iraqi troops. Having grown accustomed to the comparative luxury of a front line meticulously and expensively prepared with sufficient accoutrements to ensure reasonably pleasant living conditions even when under fire, Iraqi soldiers by 1986 were complaining bitterly about deterioration of conditions at the front, which presumably have been caused by the ageing of facilities, their constant bombardment, and by insufficient financial resources to maintain them at their previous high standard<sup>65</sup>. Experienced western correspondents who were near the front while the major battles of the Karbala-5 offensive were underway reported a comparative lack of Iraqi air activity, indicating that at least Iran's front line air defence systems had successfully integrated the newly acquired American equipment and probably repaired the Hawk surface to air missiles with the spare parts acquired through the Irangate deals. Escalation of the War of the Cities resulted in five surface to surface missiles crashing into Baghdad in 10 days in mid-January. These terrifying weapons, modelled on the dreaded V2s that Germany rained down on London in World War II, have had a devastating affect on Baghdad's residents' sense of security since they first started striking that city in the Spring of 1985. It is abundantly clear that Iraqi morale, civilian and military alike, reached a dangerously low level in early 1987.

That a military collapse probably is not imminent, however, is suggested by the fact that the Karbala-5 offensive followed the pattern of all previous Iranian assaults. Massed infantry supported by less than adequate artillery and armour break through a limited area of the front, advance some kilometers, outrun the limited supply and logistics capability of the army, and then dig in. Iraqi units meanwhile regroup, are inforced (increasingly frequently by the Presidential Guard), and then launch a counterattack that wins back some of the lost ground, with casualties continuing to be inflicted in the ratio of one to three or four in Iraq's favour. In the first three weeks of the Karbala-5 offensive, for example, United States' analysts estimated that the Iranians had lost 40,000 dead and wounded compared to the Iraqi's 10,000<sup>66</sup>. The net result of this style of warfare since 1982 has been a marginal readjustment of the front line in Iran's favour, as well as the establishment of Iranian beachheads west of the Shatt al Arab at Fao and now in the Basra area.

Iraq's military strategy is to buy time at the lowest possible cost in manpower. Economic, military, and political pressure is applied not through fighting at the front, but through strategic bombing. Iraq's hope is that this pressure will eventually cause Iranian dedication of

purpose to wane, to exacerbate the tendency for factionalization of the Iranian elite, and ultimately cause the war simply to fizzle out. In the meantime the Iraqi military is called upon to absorb blows and give as little ground as possible. Baghdad does not want the hardliners in Tehran to be able to point to major successes, nor does it want to face the prospect of having to recover lost territories through further fighting or through negotiations. For this reason the fall of Basra would be disastrous, although it might not deter Iraq from prosecuting the war in the same fashion, although from positions closer to the capital.

It is in light of the Iraqi politico-military strategy that the consequences of Washington's originally secret and now all-too-public dealings with Tehran have to be analyzed. Iraq has sought to isolate Iran diplomatically, economically and militarily, out of the hopes that this, when combined with strategic bombing, will instill a sense of despair among decision makers in Tehran. This strategy received its first major blow when the new French government under Jacques Chirac signalled a desire to improve relations with Iran. It suffered another setback in the inter-Arab negotiations before and during the Islamic Conference Organization's meeting in Kuwait in January, 1987. Baghdad had sought to extract enhanced commitments from Egypt and Saudi Arabia to its single handed war effort, but both countries refused to intensify their involvement.

In the wake of the Kuwait meeting Egypt's powerful Minister of Defence once again reiterated his country's unwillingness to commit troops to the struggle, apparently regardless of the outcome. Similarly, the behind the scenes contacts between the Syrians and Egyptians and apparently even direct Syrian-Iraqi contacts led nowhere. With Syria still backing Iran and the other Arab states providing only supply and logistical support (frequently at a price) and pious statements of Arab solidarity, Saddam must find it increasingly hard to convince his population that Iraq is fighting the battle for all Arabs — and not just because he made a calamitous decision to go to war.

The third and by far the most damaging blow not only to Iraq's claim to be defending the civilized world against the menace of Khomeini's mediaevalism, but also to its strategy of eroding Iran's will to fight, came in late 1986 when it was revealed that operatives in the White House had, with the permission of the President, been sending arms to Iran. Some weeks later reports began to surface that the United States had doctored the intelligence it had supplied to Iraq in order to undermine its military effectiveness and that it had provided intelligence, some accurate, some misleading, to Iran. These reports were subsequently confirmed. The honeymoon in US-Iraqi relations, which had begun in late 1984 with the re-establishment of diplomatic relations, was clearly over. If Ronald Reagan, who had come to power by ridiculing his predecessor's inability to confront Iranian militants, and who had elevated the strategy of not negotiating with terrorists to the level of international dogma, could deal with Iran's leaders, then the way was cleared for any and all to look for their own opportunities in Tehran. As a result, Iraq

appeared to be the jilted lover, thrown over for the more attractive prize to the east.

While Saddam has downplayed Washington's infidelity before his domestic audience, the revelation was clearly a serious blow, especially in that it continued to unfold during the Iranian offensive. It is important to note, however, that he weathered the immediate crisis and that the United States, with the Department of State and its Secretary now back in control of American policy toward the Gulf War, was once again tilting in Iraq's favour. In early February the American fleet lying off the approaches to the Persian Gulf was beefed up, official US spokesmen warned Iran against widening the War, and accurate American intelligence was made available to Iraq. Presumably shipments of American arms to Tehran from official and semi-official United States' sources have also been terminated.

What then are Saddam's and the Iraqis' prospects? Paradoxically they may in fact have been improved by the Irangate scandal over at least the medium term. The back channel to Tehran has been closed; Iranian Assembly Speaker Hashemi Rafsanjani and the so-called moderates around him have, through their revelations of the intimate details of the secret negotiations with the White House, undermined their credibility and the argument that there are sensible elements in Tehran with whom one can deal; and the United States appears to be back on the track of securing its principle interest in the region, which is the oil possessed by the moderate Arab states, by assisting Iraq's containment of Iran. While Saddam and the Iraqis are not out of the woods yet, they are in much better positions than they were at the end of 1986. In the meantime Ayatollah Khomeini is that much older and weaker; economic conditions in Iran have further deteriorated; and the Iraqi air force is flying up to 500 sorties a day. As long as the front continues to hold as it has in the past, the war should end in a way not unfavourable to Iraq.

The final paradox is that the ending of the war will confront Saddam, assuming he is still in power, with a major threat. At that point the cost of the entire effort will have to be toted up, an exercise that will be undertaken when the country is no longer under direct military threat and calls for unity and sacrifice are no longer as compelling. The Kurdish insurrection will have to be dealt with almost as soon as the guns fall silent on the eastern front; Shi'i, who have been progressively excluded from positions of political power as the war has tested loyalties to the breaking point, must be reintegrated into the political elite; and Syria's "treasonous" behaviour to the Arab (*i.e.* Iraqi) cause must be called to account, either diplomatically or militarily. In sum, Iraq's political agenda has lengthened while all attention has been focused on the war. Many of the issues are extremely problematical and will call into question the competence and even the legitimacy of the regime. This is not to imply, however, that the current leadership does not desperately want peace nor that it is incapable of dealing with the political challenges

## *Political stability*

that will accompany it. The track record of the past 19 years should immediately suggest otherwise.

Macquarie university, February 1987.

## REFERENCES

1. Estimates of manpower losses vary widely. The figures given here are in the middle of the range. See for example *The Middle East Times* (25-31 January, 1987), 5.
2. See for example *Middle East Times* (8-22 September, 1984), 5.
3. On these miscalculations see, for example, Shirin Tahir-Kheli and Shaheen Ayubi, "Lessons of the Iran-Iraq War", in Shirin Tahir-Kheli and Shaheen Ayubi, *The Iran-Iraq War: New Weapons, Old Conflicts*, New York, Praeger, 1983.
4. Crane Brinton, *The Anatomy of Revolution*, rev. ed., New York, Vintage Books, 1965. The best analysis using Brinton's framework is James A. Bill and Carl Leiden, *Politics in the Middle East*, second edition, Boston, Little, Brown and Co, 1984, 383-395.
5. Mohammed Ayoob, "Perspectives from the Gulf: Regime Security or Regional Security", in Donald H. McMillen, ed., *Asian Perspectives on International Security*, London, Macmillan, 1984, 92-116.
6. Hanna Batatu, *The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq*, Princeton, Princeton University Press, 1979. For an indication of this book's impact, see "Hanna Batatu's Achievements: A Faithful History of the Class Struggle in Iraq", *Merip Reports*, 97, June 1981.
7. Hanna Batatu, "Iraq's Underground Shi'a Movements: Characteristics, Causes and Prospects", *The Middle East Journal*, 35, 4, Autumn, 1981, 578-94.
8. On demographic trends in Iraq, see J.S. Birks and C. Sinclair, "The Challenge of Human Resources Development in Iraq", in Tim Niblock, ed. *Iraq: The Contemporary State*, London, Croom Helm, 1982, 241-255.
9. "Qawmiyya and Wataniyya in Ba'thi Iraq: The Search for a New Balance", *Middle Eastern Studies*, 19, 2, April 1983, 188-200; "Mesopotamian Identity in Ba'thi Iraq", *Middle Eastern Studies*, 19, 4, October 1983, 426-455; and "Culture in the Service of Wataniyya", *Asian and African Studies*, 17, 1-3, November 1983, 265-314.
10. See for example Saddam Hussein's interview with Sakina al Sadat in his *Social and Foreign Affairs in Iraq*, London: Croom Helm 1979, 90-92. It should also be noted that the decision to continue to export oil was also justified on the grounds that the Saudi led boycott did not go far enough. See IBID, 116-118. For other assessments of Iraq's decision, see Paul Stevens, "Iraqi Oil Policy, 1961-1976", in Tim Niblock, ed., *Iraq: the Contemporary State*, 168-190.
11. Like Charles D. Smith, by secularism I do not mean atheism. Rather it is "the right to assert rationalist, scientific values not specifically found in Muslim sources without fear of religious condemnation... Religion thus becomes a matter of personal faith in which the believer is responsible to God alone, not to religious officials... Secularists can therefore accept the application of the religious law, the *shari'a* in matters of personal status such as marriage and divorce, but they reject the claims of the *'ulama* to have the right to dictate either personal beliefs or governmental policies on the basis of that law". *Islam and the Search for Social Order in Modern Egypt: a Biography of Muhammad Husayn Haykal*, Albany: SUNY Press, 1983, viii.
12. On these various activities see Batatu, "Iraq's Underground Shi'a Movements"; *Middle East Contemporary Survey*, 1978-79, 570-571; George Spedding, "Letter from Baghdad", *Middle East International*, 216, 1 June, 1984.

13. The only reference to Islam in the interim constitution of 1970 which, with amendments, remains the basic law of the land, is in article 4, which declares that Islam is the religion of the State.

14. For the comparative political use of *fatwas*, see Robert Springborg, "Egypt, Syria and Iraq", in Mohammed Ayoob, ed., *The Politics of Islamic Reassertion*, London, Croom Helm 1981, 30-52.

15. The discussion of Islam in the statement issued by the Ninth Regional Congress of the Party is as follows: "The party defines its position on religion right from the outset. As Comrade Saddam Hussayn said, we are not neutral between belief and disbelief. We are believers. The party noted Islam's basic influence on Arab thought and life throughout history and in the current era. The party considers Islam a great revolution in the history of mankind and that the Arab nation has the historical credit of spreading this revolution among mankind. The party noted that the spirit of the Islam (sic) mission inspired the contemporary awakening of the Arab nation. The founder leader has said on the occasion of the prophet's birthday: Muhammad was all the Arabs. Therefore, let all the Arabs today be Muhammad." FBIS, 1 July, 1982.

16. In a press conference on 26 January, 1983, in response to a question about the impact of the war on Islam in Iraq, he responded: "Islamic religious influence has increased in this country but it has decreased in Iran. It will be further reduced in the future. There will be counter-Islamic movements after Khomeini dies or if he is toppled. This is because the path chosen by Khomeini is anti-Islamic... We believe that Iran after Khomeini will either witness a counter-religious movement, with atheism and with scientific values as distinct from religion, or restore the balance in the correct religious views of the faith. We hope it will be the second alternative." FBIS, 31 January, 1983.

17. "Iraq's Underground Shi'a Movements".

18. See Michael C. Hudson, "The Islamic Factor in Syrian and Iraqi Politics", in James P. Piscatori, ed., *Islam in the Political Process*, Cambridge: Cambridge University Press, 1983, 73-97; and Phebe Marr, "Iraq: Socio-political Developments", *American Enterprise Institute Foreign Policy and Defence Review*, 1981, 30-38.

19. *New York Times*, 3 April, 1984.

20. On his importance see Batatu, "Iraq's Underground Shi'a Movements".

21. Robert J. McCartney, "Iraq Tries Conciliation After a Backdown on Nation's Shi'ite Majority", *International Herald Tribune*, 3 December, 1982.

22. See Amal al Sharqi, "The Emancipation of Iraqi Women", and Amal Rassam, "Revolution within the Revolution? Woman and the State in Iraq", in Tim Niblock, *Iraq*; and Dorren Ingrams, *The Awakened Women in Iraq*, London Third World Centre, 1984.

23. *Le Monde*, 9 August 1986.

24. See Stevens, "Iraqi Oil Policy".

25. In December, 1979, for example, it was reported that four state officials, two of whom were senior administrators in the Ministry of Irrigation, were hanged for, "having undertaken to supply secret information to foreign corporations in return for financial benefits". *Middle East Intelligence Survey*, 7, 18, 16-31 December, 1979. In a press conference on 20 July, 1981, Saddam Hussein responded to a question about the fears by British businessmen of "restrictions" in Iraq as follows: "... One businessman gave a bribe. What shall we do to him. We asked a number of lawyers, Englishmen and the embassy to witness the trial and investigation. Our laws have certain punishments for bribes of foreigners or fellow Iraqis, and in the case of the Iraqi it may reach to capital punishment. An Iraqi Under-Secretary was sentenced to death because he had dealings with a foreign company on the basis of a commission. When an English (sic) or any businessman comes to Iraq he should realize that this is not a country of commissions, bribes or shady deals in politics or trade..." Saddam Hussein, *Iraqi Policies in Perspective*, Baghdad: Dar al Ma'mun, 1981, 57-58. In 1984 it was reported that several bank officials had been executed for currency manipulation. *Washington Post*, 24 March, 1984. Saddam Hussein announced on Iraqi TV on 23 April 1986 that Baghdad mayor Abd al Wahhab Muhammed Latif had been sacked for "fiscal irresponsibility".

## *Political stability*

26. The degree of inequality in Iraq prior to 1958 was extraordinary. One percent of landowners, for example, owned 55% of the land. Hanna Batatu, "Class Analysis and Iraqi Society", *Arab Studies Quarterly*, 1, 3, Summer, 1979, 229-244. "Cross national distributional comparisons, although greatly limited by the availability of data, are also favorable to contemporary Iraq. Issa's figures for Iraq in 1971-72 provide a Gini Coefficient of .36 for the country as a whole, compared to Libya in 1969 with .41 and Iran in 1971 with .50 (Note: The lower the ratio, the greater the equality). Gini coefficients for Egypt in 58/59, 65/66, and 74/75 are .42, .40 and .38, respectively. In 1971 the share of personal income of the lowest 60% of Iraqi individuals was 40.6% of total income, while the wealthiest 10% of Iraqis earned 23.4% of total income. The figures for Egypt for the early 1950s, 1972, 1975, and 1976 are as follows: Lowest 60% — 18.0, 29.8, 34.9 and 33.7% of total income; Top 10% — 43.5, 33.2, 34.9 and 34.6% of total income. In other words, Iraqi national income in 1971-72 was more evenly divided than Egypt's in any of the years for which data is available. For Iraqi, Libyan and Iranian figures see Shakir M. Issa, "The Distribution of Income in Iraq, 1971", in Abbas Kelidar, ed., *The Integration of Modern Iraq*, London: Croom Helm, 1979, 123-134. Income distribution figures for Egypt are from Ibrahim Hassan El-Issawy, "Interconnections Between Income Distribution and Economic Growth in the Context of Egypt's Economic Development", in Gouda Abdel-Khalek and Robert Tignor, *The Political Economy of Income Distribution in Egypt*, New York: Holmes and Meier, 1982, 88-131.

27. On the Iraqi *Infitah* see Robert Springborg, "Infitah, agrarian transformation and elite consolidation in contemporary Iraq", *The Middle East Journal*, 40, 1, Winter, 1986, 33-52; and Marion Farouk-Sluglett, Peter Sluglett and Joe Stork, "Not Quite Armageddon: Impact of the War on Iraq", and Marion Farouk-Sluglett, "Iraq's Transition to Capitalism" (a review of Isam al Kafaji's *Al-Dawla w'al-Tatawwur al-Ras' small fi'l-Iraq, 1968-1979*, in *Merip Reports*, 125-126, July-September, 1984).

28. Interview with Minister of Agriculture, Sadiq Abd al Latif Yunis, Baghdad, 13 November, 1983. In a press conference on 20 July, 1980 Saddam Hussein observed: "...we do not believe in abolishing private property. We think and believe that private property accompanies socialist activity indefinitely... We believe that socialist activity without private property cannot make a happy society, cannot answer the human needs of society... Some time ago, we discussed the agricultural sector and there was a proposal to increase the farmer's property of land. Before the Revolution the proposal was always to decrease that property. Now the proposal comes from the representative of the farmers' association who wants to increase the agricultural area allotted to the farmer. Irrespective of details, this is a sign of a changing reality. In some areas there is immigration into towns, so the agricultural area exceeded the need of some farmers. So, to increase the farmer's allotment is not refused in principle...", *Iraqi Policies in Perspective*, 18-19, 25.

29. Based on interviews with various officials in the Ministry of Agriculture in Baghdad, including the Minister; with the Minister for Agriculture of the Autonomous Region; with the Directors General of Agriculture in Nineveh and Arbil governorates; with various agronomists and farmers in those governorates; and on reports of the Governorate Agricultural Councils of Nineveh and Arbil Governorates for 1982-83. Interviews conducted in November-December, 1983. Law 35 of 1983 allows Iraqis, other Arabs and foreign companies to lease agricultural land for 5-30 year periods.

30. For these re-orientations see Adeed Dawisha, "Iraq: The West's Opportunity", *Foreign Policy*, 41, Winter, 1980-81, 134-153; Bruce Maddy-Weitzmann, "The Fragmentation of Arab Politics: Inter-Arab Affairs Since the Afghanistan Invasion", *Orbis*, 25, 2, Summer, 1981, 389-407; and Steven B. Nashkett, "Iraq and the Pursuit of Non-Alignment", *Orbis*, 26, 2, Summer, 1982, 477-494.

31. This he stated in an interview with U.S. Representative Stephen Solarz on 25 August, 1982. The text of that interview was finally released by Iraqi News Agency on 2 January, 1983, *FBIS*, 4 January, 1983.

32. See Henry Kamm, "Iraq is Improving Links to Both U.S. and Soviet", *New York Times*, 29 March, 1984; *FBIS*, 25 November, 1983.

33. See Fred Axelgard, "Decisive Net Cautious", *Middle East International*, 228, 29 June, 1984.

34. Kamm, "Iraq Improving Links".

35. *Ibid.*

36. Farouk-Sluglett, Sluglett and Stork, in "Not Quite Armageddon", argue that the Iraqi *Infitah* and the consequences of the war itself are leading 'inevitably to even greater reliance on the West and by implication a progressive narrowing of the room in which Saddam Hussein has to manoeuvre between the Superpowers. That may be true over longer term, but because the argument rests on the proposition of economic determinism in international relations, which is too narrow an interpretation, it may also prove incorrect. In any case two things remain true. First, that at present both Superpowers are intent upon maintaining good relations with Baghdad and Saddam has skillfully exploited this situation. Second Iraq's close association with the East Bloc and general isolation in the Arab World was, by the mid 1970s, unpopular in the country. The foreign policy aspects of Saddam's *infitah* have, therefore, met with general approval. How far he could go without losing it remains to be seen.

37. See Saddam Hussein, *Social and Foreign Affairs in Iraq*, including the translator's preface by Khalid Kishtainy. See also Arthur Campbell Turner, "Iraq: Pragmatic Radicalism in the Fertile Crescent", *Current History*, January, 1982, 14-17.

38. In the pre 1958 period there were 20 cabinets, or an average duration of about two years per cabinet. From 1958 to 1969 there were 14 cabinets, or an average duration of less than one year per cabinet. By comparison, during the six and a half years of the Gulf War, there has been only one cabinet reshuffle (on 27 June 1982), although individual ministers have occasionally been replaced.

39. Ghassam Salameh, "Checkmate in the Gulf War", *Merip Report*, 125/126, July-September, 1984, 15-22.

40. See in particular Suroosh Irfani, *Revolutionary Islam In Iran: Popular Liberation or Religious Dictatorship?*, London: Zed Press, 1984.

41. Batatu, "Class Analysis and Iraqi Society". On the narrow base of the *ancient regime*, see David Pool, "From Elite to Class: The Transformation of Iraqi Political Leadership", in Kelidar, *The Integration of Modern Iraq*, 63-87.

42. Eric Hooglund, "The Gulf War and the Islamic Republic", *Merip Reports*, 125/126, July-September, 1984, 31-37.

43. Edward Cody, "Kurds Join Other Rebels in Effort to Overthrow Iraqi Rulers", *Washington Post*, 7 January, 1982.

44. Martin von Bruinessen, "The Kurds Between Iran and Iraq", *Merip Reports*, 141, July-August, 1986, 14-27.

45. FBIS, 20 October, 1982; *Al Majallah*, 18-24 February, 1984, reported on secret contacts between the regime and ICP members in Europe.

46. See for example Jonathan Randal, "Iraqi Opposition Groups Organize, Argue and Hope in Damascus", *Washington Post*, 18 February, 1981.

47. See for example Ayoob, "Perspectives from the Gulf".

48. See for example Abbas Kelidar, "Iraq: The Search for Stability", *Middle East Review*, 11, 4 Summer 1979, 27-31; and Joe Stork, "The War in the Gulf", *Merip Reports*, 97, June, 1981.

49. For membership figures see Marr, "Iraq: Socio-Political Developments"; Richard F. Nyrop, *Iraq: a Country Study*, Washington D.C., American University, 1979; *Middle East Contemporary Survey*, 1979-1980, 504-505.

50. To a question about the percentage of Ba'thist members in the National Assembly asked at a press conference on 20 July, 1980, Saddam Hussein responded: "All members of the National Assembly are Ba'thists in our understanding of the word... we consider all the Iraqis Ba'thist except those who say they are not... One may not distinguish the organized Ba'thist from the unorganized one...", *Iraqi Policies in Perspective*, 32-34.

51. Hussein, *Social and Foreign Affairs in Iraq*, 58-59.

52. On the Popular Army, see *Middle East Contemporary Survey*, 1979-80, 507; Jean Gueyeras, "Iraq and the Gulf War"; and FBIS, 7 September, 1982.

53. Taha Yassin Ramadan, Commander of the Popular Army, stated in early 1984 that the Popular Army had grown from 230,000 before the war to 560,000, of which 100,000 were permanently at the battlefield. FBIS, 9 February, 1984. In an interview at that time he stated that the Popular Army had received new heavy weapons and that,

## *Political stability*

"We have sought to raise the Popular Army to a standard higher than that of a militia, but not to that of the regular armed forces... When you find a 3,000 man brigade you will find with it 500 men from the Popular Army". *Al Majallah*, 14-20 January, 1984.

54. See speech by Saddam Hussein on 10 July, 1977, published in *Democracy: Source of Power for the Individual and Society*, Baghdad: Al Huria, 1977.

55. *The Iraqi Army Sixtieth Anniversary, Sixth January, 1921-1981*, Baghdad: Al Adeeb Press, 1981, 68-71; Victor Kochor, "A Close Look at the Delicate Balance in Hussein's Iraq", *Middle East Times*, 7-13 December, 1986.

56. NOW, 14-20 September, 1979, 54-62.

57. See for example Saddam Hussein, *On Current Affairs*, Baghdad: Al Thawra Publications, n.d.; *One Common Trench of Two Opposite Ones?*, Baghdad: n.d.

58. See *One Common Trench or Two Opposite Ones*, 39-46.

59. William Drosiak, "Iraq is fearful of Kurdish Aid to Iranian Drive", *Washington Post*, 27 March, 1984.

60. *FBIS*, 12 January, 1984.

61. There are various interpretations of this event. See R. W. Apple, "Omen in Iraq: The Case of the Vanishing Brothers", *New York Times*, 23 November, 1983; Henry Kamm, "Iraqis Evince Cold Stability"; Ned Temko, "Saddam T-shirts and Watches Remind Iraqis of Who's on Top", *Christian Science Monitor*, 28 July - 3 August, 1984; and Robert Kaplan, "Bloodbath in Iraq".

62. For various interpretations of the underlying cause of their dismissal see Apple, "Omen In Iraq"; Temko, "Saddam T-shirts", and Kaplan, "Bloodbath". It was reported that Barzan was replaced by Saddam Hussein's son. See *Wall Street Journal*, 31 October, 1983.

63. *Report and Recommendations of an Amnesty International Mission to the Government of the Republic of Iraq*, 22-28 January, 1983, London: 1983, 21.

64. Farouk-Sluglett, Sluglett and Strok, "Not Quite Ammageddon", 26.

65. Based on observations at the front in 1985 and on conversations with Iraqi troops involved in fighting in 1986.

66. *Middle East Times*, 25-31 January, 1987.



## **LE PETROLE DANS L'ECONOMIE ET LA SOCIETE IRAKIENNES 1958-1986**

Nirou EFTEKHARI

Le modèle irakien de développement économique, moins bien connu que ceux d'autres pays pétroliers, en raison du secret qui a toujours entouré l'évolution politique et sociale de l'Irak, mérite une attention particulière.

Comme dans le cas algérien, l'écart entre le discours des dirigeants qui se sont succédés depuis la révolution du 14 juillet 1958 et la réalité économique, n'a cessé de s'élargir. Comme l'Algérie, l'Irak s'était donné pour objectif la construction du « socialisme » ; une industrialisation accélérée était considérée comme le principal moyen d'y parvenir.

Au cours de la première décennie après la révolution de 1958, en raison de conflits politiques intérieurs, la politique économique de l'Etat irakien est imprécise, voire contradictoire. Après le coup d'Etat du 17 juillet 1968 qui ramène au pouvoir le parti Ba'th, la politique économique se précise et l'Etat s'assigne, pour tâche prioritaire, la réalisation simultanée de trois objectifs résumés dans la devise : Unité, Liberté, Socialisme, dans une optique pan-arabe.

La doctrine économique de l'Etat ba'thiste, contenue dans la Charte de l'action nationale de 1971, rejette explicitement la voie capitaliste de développement considérée comme entravant l'émancipation de l'économie nationale, sa fondation sur des bases sociales et la prospérité de tous les citoyens. Il s'agit, pour les dirigeants ba'thistes, de créer les conditions de l'émancipation de l'économie nationale et de ses secteurs, par rapport à l'extérieur. La diversification de l'économie doit permettre de préserver le pays de l'emprise des Etats impérialistes et des firmes monopolistes qui, en imposant une économie de mono-production, ont compromis l'indépendance politique et économique.

Toutes les activités doivent être orientées vers l'avènement du « socialisme », considéré comme seul moyen grâce auquel l'Irak pourra assurer son indépendance. L'édification et l'extension d'un vaste secteur public relèvent ainsi d'une nécessité impérative ; elles doivent permettre à l'Etat de soumettre à son contrôle l'ensemble des activités économiques.

L'industrialisation, pièce maîtresse de la stratégie irakienne de « transition au socialisme », est appelée à jouer un rôle fondamental ; elle est considérée comme seule capable de bouleverser rapidement des structures productives archaïques, et d'utiliser pleinement et efficacement l'ensemble des ressources naturelles et humaines. Cependant, comme dans le modèle théorique algérien de développement, dit des « Industries industrialisantes », les conditions de financement de cette industrialisation volontariste sont, dans la plupart des écrits et discours officiels, ignorées. Il était pourtant évident qu'en raison de la faiblesse des structures productives de l'Irak, c'était par la mobilisation des recettes tirées de l'exploitation des ressources en pétrole que l'industrialisation intensive pouvait se réaliser.

Les revenus pétroliers fortement présents dans l'économie irakienne dans les années cinquante n'ont pas cessé depuis de faire sentir leurs effets. Ils sont à l'origine des transformations économiques, sociales, politiques, démographiques rapides qui se produisent en Irak dans les années soixante-dix, parallèlement à la hausse du prix du brut sur le marché mondial. Les réalisations économiques de cette période s'accompagnent d'importantes restructurations politiques, de l'hégémonie sans partage du Ba'th, parti laïc, sur une société profondément divisée par sa diversité ethnique et religieuse ; le déclenchement de la guerre avec l'Iran en septembre 1980 engage l'Irak dans une aventure tragique, coûteuse, et sans fin ; il est précédé par un processus rapide de concentration et de personnalisation du pouvoir.

La guerre, les dommages subis par les installations pétrolières et la baisse très sensible des recettes d'exportation mettent à l'épreuve la vitalité, la créativité et les performances productives des réalisations économiques des années passées, lorsque l'afflux massif des pétrodollars donnait les apparences de la prospérité, de la réussite, de la certitude du pouvoir. Outre ses effets meurtriers et destructifs pour les deux pays, la guerre met en évidence la fragilité et la faiblesse d'une économie artificiellement soutenue par la rente. Elle met en lumière le comportement économique de l'Irak confronté à une diminution subite de ses revenus pétroliers et permet d'entrevoir la place réelle du pétrole dans l'économie irakienne. Elle fournit paradoxalement l'occasion de s'interroger sur la valeur concrète du discours gouvernemental concernant le développement, le socialisme, l'après-pétrole, l'indépendance etc., notions fréquemment employées par le Ba'th pour légitimer son pouvoir.

Les difficultés de l'Etat irakien au cours des dernières années l'ont amené à s'interroger sur sa propre pratique économique. Il découvre la lourdeur et l'ineptie bureaucratiques dans le secteur public. Une ouver-

ture est faite en direction du secteur privé, qui prend à contre-pied discours et pratiques de la décennie précédente. L'Irak réalise ainsi à sa façon la politique d'*infitah*; ce changement qualitatif dans la pratique économique se reflète dans la politique extérieure, dans une modification du rôle régional et de la position politique vis-à-vis des super-puissances.

### I. Les années 1950 et 1960

#### *Le modèle d'accumulation du capital avant 1960*

Avant que le pétrole ne prenne son importance actuelle, l'économie était essentiellement agricole. Jusqu'en 1958, l'accumulation du capital provient essentiellement du secteur agricole ; elle en est tirée par les propriétaires terriens et les forces spontanées du marché, qui intègrent l'économie irakienne au marché mondial selon les prétendus avantages comparatifs.

A partir des années soixante, on assiste au développement d'un mode d'accumulation étatique que l'importance grandissante des revenus pétroliers, surtout au cours de la décennie suivante, ne cesse de renforcer. L'Etat, jusqu'à la Révolution anti-monarchique de 1958, s'appuyait essentiellement sur le surplus agricole et, de ce fait, représentait la grande propriété féodale et les intérêts britanniques ; il devient, au cours des trois dernières décennies, la cristallisation de nouveaux rapports sociaux polarisés par la redistribution de la rente pétrolière. Ce changement qualitatif dans la provenance des ressources de l'Etat et des classes dominantes, qui dans les années soixante et soixante-dix finissent par se confondre avec l'Etat, s'accompagne, au plan économique, du déclin de l'agriculture dont la crise, commencée dès les années trente, est renforcée par l'emprise grandissante du pétrole sur les équilibres socio-économiques de l'Irak. Le recul de l'agriculture est d'autant plus paradoxal que, d'une part, tous les régimes depuis 1958 ont accordé dans leurs discours une importance cruciale à son développement, en vue de l'après-pétrole, et que, d'autre part, le contexte naturel recèle de grandes potentialités.

Dans la plupart des pays du Moyen-Orient, le manque d'eau a, historiquement, rendu difficile, sinon impossible, une agriculture intensive. Au XX<sup>e</sup> siècle, une urbanisation accélérée suivie d'une industrialisation rapide ont renforcé cette pénurie. L'eau est aussi précieuse que le pétrole pour l'avenir économique de cette région du monde.

L'Irak, grâce au Tigre et à l'Euphrate, fait exception. L'étendue des terres cultivables (7,5 millions d'hectares sur une superficie totale de 44 millions d'hectares) est également remarquable. Cependant plus de 50 % des terres sous culture nécessitent un système élaboré d'irrigation (C. Moss Helms, 1984). L'Irak peut être divisé en une zone de pluies

abondantes au nord et au nord-est, une zone irriguée par les fleuves au centre-sud (la Mésopotamie) et une vaste zone désertique au sud et au sud-ouest qui couvre environ 40 % de la superficie totale.

Des handicaps ont, depuis toujours, menacé les activités agricoles et fini par rendre stériles certaines parties du territoire, particulièrement la forte salinité de la terre, conséquence d'un taux élevé d'évaporation, et d'un drainage insuffisant et inadéquat. La forte salinité de la terre a favorisé des types particuliers de cultures : la datte dont l'Irak est le premier exportateur mondial, l'orge, etc. Pour la même raison, aujourd'hui encore, une proportion non négligeable des terres est, chaque année, mise hors de culture (Penrose, 1978). Par ailleurs, l'Irak maîtrise mal le volume d'eau de ses fleuves ; la Syrie et la Turquie y puisent en amont une partie de leur propre consommation (Kelidar A., 1979). Cependant les difficultés naturelles et géographiques n'expliquent pas le recul considérable de l'agriculture au cours des dernières décennies. Jusque dans les années cinquante, dans les périodes de pluviométrie suffisante, l'Irak réussissait à dégager un surplus agricole exportable. La situation est aujourd'hui totalement différente : le pays dépend des importations pour nourrir sa population.

#### *Origines économiques et sociales de la Révolution de 1958*

La crise de l'agriculture irakienne a commencé dès les années trente et trouve son origine, en particulier, dans la structure très inégalitaire de la propriété agraire. A partir de 1932, année où l'Irak accède formellement à l'indépendance, tout en restant étroitement sous l'influence britannique, et jusqu'à l'effondrement de la monarchie hashémite, l'Etat établit des titres de propriétés afin d'intéresser, en principe, les propriétaires au maintien et à l'amélioration de la productivité des terres. Cependant cette intervention étatique n'a pratiquement eu pour conséquence tangible que la légalisation du pouvoir des grands chefs tribaux et la constitution d'une classe de grands propriétaires terriens très souvent absentéistes. Ceux-ci pratiquent une agriculture extensive et se désintéressent de toute amélioration de la fertilité de la terre. Le système de la jachère laisse ainsi à l'abandon, chaque année, la moitié des terres cultivables (Penrose, 1978). Parallèlement, s'est constituée une classe de petits propriétaires paysans et de paysans sans terre réduits soit à travailler chez les grands propriétaires de façon annuelle ou saisonnière et à des conditions draconniennes, soit à émigrer vers les villes.

A la veille de la révolution de 1958, 2 % des propriétaires détenaient 68 % de l'ensemble des terres cultivables, alors que 70 % n'en possédaient que 3,3 % (Theobald et Sa'ad, 1982). La classe des grands propriétaires terriens constitue la principale base sociale de la monarchie et des intérêts britanniques. Ces intérêts étaient à l'origine du transfert à l'extérieur d'une grande part du surplus agricole intérieur. Le sous-développement industriel de l'Irak, jusqu'en 1958, était ainsi le reflet

de son intégration au marché mondial et de sa place dans la division coloniale du travail (Sader, 1981). Cette extraversion économique avait également pour conséquence dramatique la dislocation et l'effondrement de l'économie locale fondée sur de vieilles industries artisanales et d'anciens moyens de transport (chameaux, bateaux à voile, etc.).

Comme le souligne H. Batatu (1979), les partis d'opposition qui ont participé à la révolution de 1958 étaient enracinés dans ces changements structurels. Une des dimensions de ces changements est l'émergence et l'expansion, dans les années quarante et cinquante, d'une classe moyenne ou petite bourgeoisie urbaine qui, dans ses franges supérieures, comprenait en nombre croissant des professions libérales, petits commerçants, employés civils, officiers de l'armée, etc. La croissance de ces nouveaux groupes sociaux était liée à l'expansion des services publics : éducation, armée, etc. ; cependant le gros de la population irakienne était encore concentré dans les campagnes, et la faiblesse de la bourgeoisie industrielle n'avait pas engendré une prolétarisation appréciable dans les villes. Dans les forces qui ont participé à la Révolution, les couches moyennes ont dépassé en importance, à la fois la classe ouvrière, encore en formation, et la bourgeoisie industrielle (Farouk-Sluglett, 1982).

#### *Les forces sociales et politiques des années soixante*

Le mouvement social qui a provoqué la chute de la monarchie en 1958 était très hétérogène dans sa composition et ses objectifs. Il représentait une coalition de forces politiques alliées contre les intérêts britanniques et leurs supporteurs locaux. La Révolution substitue au régime monarchique un régime républicain contrôlé par les « officiers libres ». En même temps, la lutte s'engage entre les principales formations politiques, essentiellement les communistes, les ba'thistes et les nassériens ; l'enjeu est le contrôle de l'appareil d'Etat. Elle est à l'origine de l'instabilité qui caractérise la vie politique irakienne, tout au long des années soixante.

Seule la maîtrise des leviers de l'Etat pouvait assurer à une petite bourgeoisie non possédante, l'extension et le renforcement de son pouvoir. La part importante des revenus pétroliers dans les recettes générales de l'Etat confère, dès le milieu des années cinquante, à l'Etat, une autonomie relative que l'évolution ultérieure du marché pétrolier mondial n'a fait que confirmer.

Face aux revendications populaires, chaque groupe multiplie les promesses afin d'augmenter son audience et justifier son ancrage dans l'appareil d'Etat.

Le Parti communiste irakien (P.C.I.) est incontestablement à cette époque, le parti le mieux organisé et le plus efficace, capable de mobiliser des masses considérables, en faveur de sa participation au pouvoir (Farouk-Sluglett, 1982). Sa présence et sa pression ne sont pas étrangères aux deux réformes fondamentales engagées par le régime du

général Qasim, dont l'assise propre était essentiellement militaire : la loi 30 de décembre 1958 promulgue la première réforme agraire et la loi 81 de 1961 reprend à l'Iraq Petroleum Company (I.P.C.) 99,5 % des aires sous concession.

La réforme de 1958, malgré ses lacunes, réussit à détruire le pouvoir économique et politique des cheikhs et des gros propriétaires. En 1963, une alliance anti-communiste entre ba'thistes et nassériens renverse le régime de Qasim ; elle est suivie par une répression impitoyable des communistes. Mais les ba'thistes sont à leur tour chassés du pouvoir en novembre 1963 et ne reviennent sur la scène politique que cinq ans plus tard. Les politiques populistes suivies depuis 1963 sont légitimées en termes de socialisme et de nationalisme arabes.

#### *Emergence et confirmation du secteur public*

Au cours des deux décennies qui suivent la révolution de 1958, l'économie irakienne se caractérise notamment par l'extension d'un vaste secteur public. L'augmentation rapide des revenus pétroliers dans les années soixante-dix accélère ce processus dont la logique remonte au déficit des années soixante, lorsque les différents groupes se livraient à une lutte sans merci pour le pouvoir politique.

En 1964, s'inspirant de l'expérience égyptienne de la décennie passée (Townsend, 1982), le régime d'Abdal-Salam Aref décrète la nationalisation de plusieurs grandes industries, des banques, de l'assurance, du commerce extérieur, etc. Environ un tiers de l'output industriel passe ainsi sous le contrôle gouvernemental (Penrose, 1978).

Trois ans après le conflit qui avait opposé l'I.P.C. au régime de Qasim, la Compagnie irakienne des pétroles (C.N.I.P.) est créée (février 1964). Les revenus pétroliers de l'Etat, malgré un faible taux de croissance, doublent cependant de 1961 (\$ 226 millions) à 1970 (\$ 521 millions).

Sans ces revenus, la balance commerciale de l'Irak aurait été constamment déficitaire.

#### *Revenus pétroliers et dépenses gouvernementales 1956-57 - 1968-69*

Année	Revenus pétroliers	Dépenses budgétaires	Dépenses budgétaires courantes d'investiss.	Total des dépenses	Total des revenus
1956-57	68,84	70,25	42,041	113,321	113,64
1960-61	95,09	114,29	47,565	161,855	151,29
1964-65	129,66	180,13	75,275	255,405	222,43
1966-67	151,67	250,51	68,914	274,424	292,16
1968-69	174,72	241,94	74,406	206,346	308,94

Source : M. Farouk-Sluglett et P. Sluglett (1985).

Dès le début, l'expansion des services publics profite essentiellement aux villes laissant à l'abandon des campagnes qui abritent pourtant une grande proportion de la population. Aussi les villes passent-elles de 38,9 % à 57,8 % de la population totale de 1957 à 1970 (Sluglett, 1985). Le renforcement du secteur public s'accompagne de la montée rapide d'une classe moyenne urbaine qui, selon Batatu, double de 1958 à 1968.

L'étalement poussée de l'économie, l'insécurité politique et la violence générale des années soixante n'empêchent pas, paradoxalement, le secteur privé de poursuivre, voire d'étendre ses activités. Ainsi en 1970, deux ans après la chute d'Abdal Rahman Aref, la part du secteur privé est de 80 % dans la production des biens et de 70 % dans la distribution (Sluglett, 1985). De même une application très mitigée et contradictoire de la Réforme agraire, sous les gouvernements de Qasim et des frères Aref, permet aux anciens grands propriétaires de conserver les terres les plus fertiles et de s'assurer le contrôle de l'irrigation.

En raison de l'instabilité politique générale et du conflit avec les compagnies pétrolières, la croissance économique de l'Irak, dans les années soixante, est relativement faible ; cependant au cours de cette décennie, plusieurs changements structurels importants se produisent qui, liés au secteur pétrolier, s'accentuent au cours de la décennie suivante.

A la suite de la loi de décembre 1961, l'I.P.C. réduit ses activités, cherchant à refuser au gouvernement les revenus dont il a besoin. Ainsi, la croissance de la production du pétrole brut qui avait été en moyenne annuelle de 22 % durant la décennie 1950-60, n'est que de l'ordre de 4,9 % sur la période 1960-70 (Al-Eyd, 1979). Selon le ministère du Pétrole et des Minéraux, de 1962 à 1970 les pertes financières qu'enregistre ainsi l'Irak excèdent 550 millions de D.I.

Le déplacement de la capacité de raffinage souffre de ce conflit. Parmi les pays pétroliers arabes du Golfe, l'Irak est ainsi le seul à échouer dans l'installation de raffineries d'exportation.

### *Le pétrole et l'économie irakienne dans les années soixante*

Malgré un faible taux de croissance jusqu'au début des années soixante-dix, le secteur pétrolier est à l'origine de modifications structurelles importantes de l'économie irakienne. Sa contribution au budget général de l'Etat, à la FBCF et aux recettes d'exportations est décisive. Sur la période 1953-73 prise globalement, il constitue environ un tiers du PIB, 80 % des recettes en devises et la presque totalité des dépenses planifiées de développement de l'Etat.

L'option industrialiste des régimes irakiens, dans la décennie soixante, n'est en effet possible que par la mobilisation des revenus pétroliers. La part de l'industrie dans les dépenses totales de développement est de l'ordre de 45 %, contre seulement 10 à 13 % sur la période 1958-61.

Celle de l'agriculture passe, par contre, de 50 % vers le milieu des années cinquante à seulement 8 % en 1963 (Wilson, 1982).

Dans la production des biens, le secteur industriel a connu la croissance la plus forte.

*Indices de croissance de la production de biens  
à l'exclusion du pétrole et à prix constants de 1969*

Année	Agriculture	Industrie	Construction	Total des biens à l'exclusion du pétrole
1953	100	100	100	100
1960	132	235	197	160
1965	145	326	229	191
1970	185	449	279	249
1975	181	768	486	334

Source : I.A. Hummadi.

Cependant, c'est exclusivement dans les industries de substitution aux importations, telles que textiles, vêtements, produits alimentaires, matériels de construction, produits chimiques et raffinés, etc, que le progrès est perceptible. L'importance des biens intermédiaires et d'équipements industriels dans les importations totales témoigne d'une industrialisation encore embryonnaire et partielle.

Le secteur agricole enregistre la croissance la plus faible, en contraste avec le fort taux de croissance démographique de l'Irak. Cette quasi-stagnation est due aux hésitations et contradictions de l'action gouvernementale. La loi de 1958 et son amendement de 1964 exigent des bénéficiaires de la Réforme agraire le paiement de compensations particulièrement mal ressenties (Sluglett, 1986). De plus, le processus de redistribution des terres est en retard sur le rythme de la confiscation. Ainsi, en 1965, seulement 46 293 personnes bénéficient de la redistribution des terres séquestrées, alors que 254 829 sont obligées de les louer auprès du ministère de la Réforme agraire qui se substitue aux anciens grands propriétaires. En 1968, sur les 4 millions donums (1 donum = 0,25 hectare) de terres expropriées seulement 2,75 millions sont redistribués, laissant ainsi inoccupée une proportion importante de terres cultivables (Farouk-Sluglett, 1982).

La principale raison, souvent invoquée, de la faiblesse et de l'incohérence de l'action gouvernementale, est l'insuffisance des cadres administratifs de l'Etat, son incapacité à assurer les services d'irrigation, de commercialisation, de distribution de crédits, etc., qui, auparavant, étaient essentiellement rendus par les propriétaires privés. Cependant l'intervention plus appuyée de l'Etat durant la décennie suivante ne corrigera pas la stagnation du secteur agricole. Si, en 1950, les exportations

agricoles financent 68 % des importations, cette part n'est plus que de 12 % en 1973 (Al-Eyd, 1979) et diminue encore au cours des années suivantes.

En bref, l'intervention de l'Etat a essentiellement eu pour conséquence de désorganiser les anciennes structures agraires, sans les remplacer par un modèle plus efficace. De plus elle n'a pas empêché les grands propriétaires de reconstituer certains de leurs priviléges.

Un autre changement fondamental des années soixante est la forte croissance du secteur tertiaire ; sur la base 100 en 1953 et en prix constants 1969, l'indice de la production de ce secteur passe à 178 en 1960, à 291 en 1965, à 338 en 1970 et à 728 en 1975. Cette croissance est directement liée à l'extension des emplois publics, c'est-à-dire à la mobilisation des revenus pétroliers. Elle s'accompagne d'un déplacement important de la population rurale vers les villes et d'une modification considérable de la structure de la population active. La part des services publics et privés (commerce, transports, communication, banques, assurance, etc.) dans le total des emplois passe de 31 % en 1957 à 36 % en 1960, 39 % en 1965, 41 % en 1970, et 42 % en 1975 (tandis que celle de l'agriculture suit le mouvement opposé : 58 % en 1957, 54 % en 1960, 51 % en 1965, 47 % en 1970, et 43 % en 1975 (Hummadi, 1979).

## II. *Les années 1970*

### *Le contexte politique*

Les années 1970 sont marquées par une relative stabilité politique. La longue période de conflits et de règlements de compte, ouverte par la Révolution anti-monarchique de 1958, se termine avec le coup d'Etat qui ramène au pouvoir le Ba'th en juillet 1968. Depuis, le Conseil du Commandement de la Révolution (CCR), organe collégial dont le nombre de membres a varié de 5 à 15, et composé, après 1970 exclusivement de ba'thistes, détient, seul, les pouvoirs législatif et exécutif (Samarbaksh, 1978). Il représente les intérêts de l'armée du Ba'th et du président. Dans la pratique, le CCR n'a jamais fonctionné comme une entité autonome et a été, pendant plusieurs années, soumis à l'autorité de Saddam Hussein, qui deviendra président en 1979.

L'usurpation du pouvoir par le Ba'th et sa personnalisation par Saddam Hussein vers la fin des années soixante-dix n'éliminent cependant l'instabilité politique que par le renforcement de l'appareil étatique, la répression, la violence, les purges et les alliances tactiques avec d'autres forces politiques.

Les problèmes chi'ite et kurde posent le défi le plus sérieux au pouvoir ba'thiste. Les musulmans chi'ites, majoritaires à raison d'environ 60 %, acceptent mal le rôle passif qui leur est imposé dans le processus de construction de l'Etat moderne irakien. De juillet 1968 à septembre 1977, pas un chi'ite n'a participé aux cachets du CCR (Bengio, 1985).

La communauté kurde est également entrée périodiquement en conflit armé avec le gouvernement de Bagdad.

Une fois au pouvoir, les dirigeants ba'thistes, contrairement aux frères Aref, comprirent qu'ils ne pouvaient s'établir durablement qu'en multipliant les appels aux forces populaires et partis politiques. La doctrine du « socialisme arabe », qui préconisait la solidarité nationale et l'harmonie sociale, avait pour objet d'acquérir auprès des masses une légitimité et une représentativité qui, au départ, manquaient. Le Parti communiste irakien étant, encore à cette époque, la force politique la plus influente et la mieux organisée dans les villes (Farouk-Sluglett et Sluglett, 1985), il était important d'obtenir sinon son appui direct, du moins son consentement. Il serait ainsi neutralisé politiquement, ses sympathisants attirés et incorporés progressivement au Ba'th, quitte à les exclure plus tard de façon violente. L'étape décisive de ce plan fut la constitution du Front Uni entre communistes et ba'thistes, en juillet 1973.

Les communistes irakiens acceptèrent d'adhérer au Front Uni et d'accorder au régime ba'thiste leur appui, en raison du contenu de la Charte d'action nationale du 15 novembre 1971, qui prônait l'édification du socialisme comme objectif ultime, et la théorie du développement dans la voie non-capitaliste développée à cette époque par les théoriciens des pays de l'Est conformément aux intérêts économiques et politiques de leurs gouvernements. La constitution du Front Uni fut accompagnée par le développement des relations militaires et commerciales entre l'Irak, l'URSS (Traité d'amitié de 1972) et d'autres pays du COMECON.

La constitution du Front Uni avait été précédée par des décisions qui avaient permis au régime ba'thiste de conforter sa légitimité et de répondre au schéma de la voie non capitaliste de développement : loi 117 de Réforme agraire de 1970, qui réduisait l'étendue des propriétés individuelles et supprimait les indemnités dues par les bénéficiaires de la Réforme agraire aux anciens propriétaires, nationalisation de l'IPC en juin 1972, extension du secteur public, volonté affichée de transformations socio-économiques rapides par la planification de l'économie, etc.

#### *La rente et la recherche de la légitimité*

Le conflit entre l'IPC et le gouvernement irakien remonte à la fin des années cinquante, et, depuis 1958, de nombreuses mesures avaient préparé la nationalisation des intérêts pétroliers étrangers de 1972 ; pourtant le régime ba'thiste proclame que cette nationalisation lui est entièrement due et conforme à sa doctrine du socialisme et de l'unité arabes. La nationalisation de l'IPC cherchait avant tout à établir la légitimité du Ba'th (Raoof, 1977).

Quoi qu'il en soit, la nationalisation de l'IPC, suivie par le quadruplement du prix du brut un an et demi plus tard, procure aux dirigeants ba'thistes une renommée d'indépendance et d'action dont n'ont jamais

jouï les régimes précédents. Elles autorisent le régime à multiplier les mesures populistes et grossir sa clientèle. En février 1974, par exemple, des réductions fiscales substantielles et des augmentations de salaire considérables sont décidées, les produits alimentaires essentiels sont subventionnés, en même temps est entamée une hausse générale et régulière des bas salaires. A la même époque, un décret gouvernemental décide l'embauche dans l'administration de tous les diplômés irakiens sans travail et de tous ceux qui en feraient la demande. Enfin, au début de 1975, les formalités d'octroi de la nationalité irakienne aux Arabes non irakiens sont considérablement simplifiées (Guerreau, 1978).

*Revenus pétroliers de l'Irak*

*Année Revenus  
(millions de dollars)*

1968	488
1972	575
1974	5 700
1977	9 600
1979	12 180

Source : J. Stark.

Les revenus pétroliers sont multipliés par dix entre 1972 et 1974. Leur contribution aux recettes générales de l'Etat passe de 52,3 % en 1971 à 87,2 % en 1976. La mobilisation de ces revenus permet au régime irakien de créer un vaste secteur dit « socialiste » dont la part dans le PIB passe, selon les statistiques officielles, de 26,7 % en 1970 à 77,7 % en 1978 (Chevalier, 1982).

L'effectif du secteur public, confondu très souvent avec le secteur « socialiste », connaît un développement considérable : en 1978, on compte 662 000 employés dans les services gouvernementaux, le double de 1972.

*Effectifs du secteur public  
(à l'exclusion des forces armées de l'ordre de 200 000 en 1977)*

*Année Nombre total*

1972	392 954
1973	404 454
1974	438 997
1975	482 131
1976	526 578
1977	580 132
1978	662 656

Source : *Annual Abstract of Statistics*, Ministère de la planification, Bagdad.

En 1977, le secteur public industriel (grands établissements industriels) emploie 105 700 personnes ; la grande majorité des salariés de l'Etat (550 000) est donc assignée à des fonctions administratives et autres tâches improductives. Le nombre élevé des effectifs du ministère de l'Intérieur (151 000 en 1978, soit 22,8 % du total du secteur public) mesure l'importance accordée par le régime aux fonctions de surveillance et de répression intérieure (Farouk-Sluglett et Sluglett, 1985).

Au total, la redistribution de la rente pétrolière, sous forme d'emplois dans les services gouvernementaux et d'avantages matériels et financiers divers, permet à l'Etat de poursuivre une politique de clientélisation :

« Vers la fin de 1977 entre 1/5 et 1/4 des habitants de l'Irak dépendent directement ou indirectement pour leur gagne-pain du gouvernement. Dans les villes, plus du tiers des personnes employées le sont par le gouvernement. » (Batatu, 1978.)

Le Ba'th en levant toutes les limitations au recrutement de ses membres a parallèlement considérablement élargi son assise sociale : en 1976, il compte 10 000 activistes et un demi-million de sympathisants, respectivement 25 000 et un million et demi cinq ans plus tard (Farouk-Sluglett et Sluglett, 1985). Désormais, pour tout Irakien ambitieux, l'adhésion au parti est une condition nécessaire.

#### *Le renforcement du pouvoir ba'thiste et sa personnalisation par S. Hussein*

Le cercle dirigeant du régime ba'thiste se rétrécit au cours des années pour se réduire finalement à quelques familles sunnites de Takrite, région d'origine de S. Hussein. Ce dernier est aujourd'hui à la fois président de la République, Premier ministre, commandant en chef des forces armées, secrétaire général du Ba'th et du CCR. Son cousin Khayrallah Talfak occupe le poste de ministre de la Défense, tandis que son demi-frère, Barzan Hussein Al-Takriti, dirigeait jusqu'à l'automne 1983 les services secrets.

L'accord d'Alger de mars 1975 par lequel l'Iran, dont la puissance militaire dans la Chatt al'Arab et dans le Golfe est reconnue, cesse de soutenir le Parti démocratique du Kurdistan de Barzani, en rébellion contre Bagdad depuis avril 1974, représente un nouveau facteur de stabilisation et de renforcement du pouvoir ba'thiste.

Au milieu de 1975, tous les éléments sont réunis pour que le Ba'th, longtemps incertain de son avenir en raison de la crise économique, de querelles intestines, des menaces de son voisin iranien militairement équipé par les Etats-Unis, etc, rompe son alliance tactique avec les communistes. Vers 1977-78, les forces armées sont presque entièrement aux mains du Ba'th et le régime est de plus en plus marqué par le culte de la personnalité du « grand leader ». La capacité de mobilisation et de contrôle des masses par le Ba'th atteint des sommets. Vers la fin des

années soixante-dix une campagne de répression brutale est déclenchée contre les communistes qui, profitant du climat politique libéral du début de la décennie, avaient renforcé leur ancrage dans certains des organes de l'Etat. L'opposition chiite, de plus en plus présente, fait aussi l'objet d'une répression violente, qui réplique au retentissement de la Révolution islamique en Iran. Selon un témoignage, au cours des quinze mois précédent le déclenchement de la guerre contre l'Iran, 5 000 membres d'Al Da'wa ont été exécutés (Bengio, 1985). La démission du président Bakr en juillet 1979 et son remplacement par S. Hussein sont liés à un conflit apparu dans le CCR à propos du traitement de l'opposition chiite. La victoire de S. Hussein a signifié la manière forte. Le 28 juillet 1979, le président annonce la découverte d'un complot dirigé, de l'intérieur du RCC et du parti Ba'th, contre lui et le régime, au profit de la Syrie ; vingt-deux membres du parti sont exécutés, trente-trois emprisonnés. Toute rivalité potentielle à l'intérieur du cercle dirigeant du parti est ainsi éliminée. Le pouvoir se concentre davantage encore dans les mains de S. Hussein.

#### *Tendances économiques majeures : la polarisation par le pétrole*

Le développement économique de l'Irak dans les années soixante-dix se caractérise par un mouvement contradictoire de continuité et de rupture par rapport à la décennie précédente ; dans un contexte politique relativement stable, sont poursuivies, en les radicalisant, la plupart des orientations économiques et sociales des régimes passés mais, par ailleurs, le gonflement soudain des revenus pétroliers et leur utilisation à des fins de légitimation font évoluer l'économie irakienne dans un sens opposé au programme de la Charte d'action nationale de 1971.

Les ruptures qui se produisent au cours de cette période dans les structures économiques, sociales et démographiques contrastent avec le projet initial de construction d'une économie « socialiste » et « auto-suffisante ». En particulier le renforcement de la dépendance vis-à-vis du secteur pétrolier s'accompagne d'une régression du secteur agricole et d'une inertie du secteur industriel d'autant plus paradoxale que des sommes énormes y sont injectées. Cependant S. Hussein répétait souvent : « Des deux derniers barils de pétrole qui resteront dans le monde, l'un sera irakien », voulant signifier par là, la rigueur de l'utilisation par l'Irak de ses ressources naturelles.

#### *Contribution des différents secteurs au PIB en prix courants (en %)*

	1970	1971	1974	1975	1977	1978	1979
Secteur pétrolier	30,7	37	61	49,7	49,7	43,78	61,36
Industrie	9,7	9,8	5	6	6,9	6,8	5,2
Agriculture	17,2	13,2	7	7	7,2	6,8	6

Source : *International Financial Statistic*.

Au cours de cette période, deux plans nationaux de développement, 1970/74-75 et 1976/80, se succèdent, dont la caractéristique principale est la priorité accordée au secteur industriel. Le choix industrialiste des années soixante, présent dans le plan de 1970/74, est fortement accentué dans le plan de 1976/80, à la suite de l'augmentation des revenus pétroliers. Au cours de ces deux plans, 5,199 millions de DI sont affectés au secteur industriel, soit 15,3 fois le total des investissements industriels de la période 1959-69. Pour la seule période 1976-80, les investissements industriels représentent 3,5 fois le total des investissements affectés au secteur industriel tout au long de la période 1951-75. De plus, le taux de réalisation de ces investissements, inférieur à 50 % pour les trois plans de la période 1959-69, est en moyenne de 83 % dans la période 1970/74-75 (Sader, 1983).

*Allocation des investissements planifiés par secteurs  
(millions de DI)*

Secteur	Plan 1965-69		Plan 1970/74-75		Plan 1976-80	
	Total	%	Total	%	Total	%
Agriculture	175	26	575	19	2 554	18,7
Industrie	187	28	839	28	4 360	32
Transport et communication	110	17	385	13	2 380	17,5
Construction	135	20	471	16	2 310	16,9
Autre	62	9	738	24	2 026	14,9
TOTAL	668	100	3 008	100	13 630	100

Source : M. Sader.

En ce qui concerne le secteur agricole, bien que le montant des investissements alloués progresse fortement, sa part relative dans le total des investissements reste constante au cours des années 1970. En outre le taux de réalisation des investissements dans ce secteur est de 56,8 %, pour le plan 1970/74-75, contre 80 % pour les transports et télécommunication, 60,4 % pour la construction et les services (on ne dispose pas de données sur le bilan du plan 1976-80). Ainsi tant la répartition des investissements que leur réalisation effective se sont effectuées au détriment du secteur agricole qui inclut encore 50 % de la population active irakienne contre 6 % pour le secteur industriel (Kelidar, 1982). L'exode rural commencé dans les décennies précédentes prend une ampleur démesurée dans les années soixante-dix.

Les investissements industriels, malgré leur importance, se concentrent sur un nombre réduit de projets relevant de l'extraction et de la transformation du pétrole, du gaz, du souffre, des phosphates, etc. Ces industries, dans leur ensemble, absorbent, dans les années soixante-dix,

50 % du total des investissements industriels planifiés. L'accent est particulièrement mis sur le développement des industries liées aux hydrocarbures avec de grands projets : complexe d'engrais chimiques de Bassora, complexe de liquéfaction du gaz naturel à Rumaila, unité de production d'éthylène de Bassora, usine de raffinage à Zuhaire.

Ces industries, conçues par les planificateurs irakiens comme axe de la stratégie d'industrialisation, n'entretiennent cependant avec le tissu industriel local, qui n'a pas dépassé le stade de la production des biens de consommation légers, que peu de rapports d'échange et de complémentarité : aussi se réduisent-elles à des enclaves industrielles tournées vers l'extérieur (Amin, 1982). La mise en place de grandes unités de transformation des hydrocarbures n'est ainsi pas accompagnée par la création d'industries métalliques et mécaniques (Sader, 1983) qui aurait permis au secteur industriel de se reproduire sur une base autonome et indépendante du marché mondial. L'absence d'une véritable industrie de biens d'équipement bloque également à long terme le processus d'intégration du secteur agricole et du secteur industriel tel qu'il était poursuivi par la stratégie de développement. Elle tend ainsi à accroître la dépendance technologique et financière de l'Irak vis-à-vis des firmes étrangères. En 1977, les équipements importés se montent à près de la moitié des importations et, en 1982, à près de 80 % (*Quarterly Economic Review of Iraq*, EIU, 1985).

La répartition des allocations d'investissements selon une logique sectorielle a, par ailleurs, écarté tout souci de planification régionale. Le développement des régions est fonction de leur poids politique.

La concentration des projets de développement dans les deux grands centres urbains, Bagdad et Bassora (75 % de l'ensemble des emplois industriels), accroît leur importance économique au détriment d'autres villes et régions (Kelidar, 1982).

L'industrialisation irakienne des années soixante-dix, déconnectée du tissu économique local, incohérente et déséquilibrée, ne s'articulait pas sur une dynamique propre de la société irakienne ; elle reflétait davantage le volontarisme des dirigeants ba'thistes ; en juxtaposant des unités industrielles modernes tournées vers l'extérieur à une structure économique inchangée, ils tentaient d'affirmer une image de progrès et de modernité. Même si le conflit avec l'Iran n'avait pas stoppé l'achèvement de « grands projets » industriels, leur mise en route définitive, loin d'éliminer les déséquilibres socio-économiques constatés, les aurait aggravés. L'effort d'investissement financé presque intégralement, par la rente pétrolière, n'a pas empêché durant les années soixante-dix des rythmes élevés d'accroissement de la consommation dans les classes moyennes urbaines.

Malgré des taux très élevés de FBCF qui, en prix constants, dans la seconde moitié de la décennie soixante-dix, ont atteint, voire dépassé 40 % du PIB, on peut s'interroger sur les performances économiques globales de l'Irak, le comportement productif de ses différents secteurs, notamment celui de l'industrie et de l'agriculture.

*FBCF 1973-76, en prix constants de 1969 (millions de DI)*

	1973	1974	1975	1976
Secteur public	204,2	410,1	572,6	676,6
Secteur privé	65	79	116,9	196,3
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
TOTAL	269,2	489,2	689,2	872,9
FBCF connu				
% du PIB	22,9	32,6	38,8	43,8

Source : Kadhim A. Al-Eyd.

*Les performances économiques globales*

Aux deux plans de 1970/74-75 et 1976/80, les dirigeants irakiens fixaient des objectifs de croissance extrêmement ambitieux : 16 % l'an pour le PIB, 33 % pour l'industrie, 7 % pour l'agriculture. Le plan de 1976/80 devait permettre à l'Irak d'acquérir son indépendance agro-alimentaire et de dégager des surplus exportables dans les pays voisins. La réalité a été toute autre.

Les données statistiques concernant l'évolution macro-économique de l'Irak sur cette période présentent une grande incertitude et des divergences considérables. Ainsi, selon les données officielles, le PIB à prix courants augmente en moyenne d'environ 25 % sur la période et de 15 %, en prix constants (AAS), mais une étude de l'ONU (Economic commission for Western Asia, Beyrouth), reprise par S. Amin, estime la croissance du PIB réel à 5,3 % par an seulement. Cette divergence s'explique sans doute par le choix d'un déflateur sous-estimé par les données officielles. Les augmentations monétaires des salaires à partir de 1974, et les goulots d'étranglement dans les domaines des transports et de la main-d'œuvre, à l'origine de retards importants dans la réalisation des investissements, ont en effet provoqué de fortes tensions inflationnistes. L'année 1975 a, de ce fait, constitué une année d'ajustement et de transition avant l'entrée en vigueur du plan 1976-80 avec plusieurs mois de retard.

En reprenant l'analyse de l'ECWA, on peut dire que les performances économiques, sur la décennie soixante-dix prise globalement, sont pratiquement nulles. En effet, bien que l'effort d'investissement (FBCF/PIB) ait été dans les années soixante-dix pratiquement double de celui des années soixante (40 % contre 20 %), le taux de croissance du PIB réel est resté inchangé : 5,3 %. On assiste ainsi à la dégradation du coefficient d'efficacité du capital :  $20/5,3 = 3,8$  pour la décennie soixante contre  $40/5,3 = 7,6$ , décennie soixante-dix (Amin, 1982). L'accroissement des investissements n'a pas permis de produire davantage. De plus, si l'on se souvient que la contribution du secteur pétrolier au PIB a considérablement augmenté dans les années soixante-dix, la stabilité du

taux de croissance du PIB réel implique que les performances productives des autres secteurs, notamment les secteurs agricole et industriel, se sont dégradées rapidement.

*Le secteur agricole*

A regarder les données officielles, la production agricole sur la période 1970-1979 est restée en moyenne pratiquement constante, alors que le pays a connu un taux de croissance démographique supérieur à 3 % par an. Le rendement par unité de superficie cultivée n'a guère varié, bien que l'effort de mécanisation et de fertilisation chimique, conduit par l'Etat, ait été relativement important.

*Indices de la production agricole totale, de la surface cultivée et du rendement moyen par Meshara pour toutes les cultures*

<i>Année</i>	<i>Production</i>	<i>Surface cultivée</i>	<i>Rendement moyen/Meshara</i>
1970	128,2	123,9	103,5
1971	127	79,5	159,7
1972	181,8	134,3	135,4
1973	112,7	87,7	128,5
1974	114,7	106,5	107,7
1975	100	100	100
1976	132,1	106,5	124
1977	117	78,4	149,2
1978	124,8	113,1	110,3
1979	103,2	95,4	108,2

Source : AAS.

Les taux de croissance de la production agricole et de la production alimentaire sont négatifs sur la période 1961-65 à 1970-77 ; ils passent respectivement de 1 à — 2,2 et de 1 à — 2,1 (S. Amin).

La dépendance alimentaire s'est donc aggravée, surtout dans les années soixante-dix au cours desquelles la redistribution de la manne pétrolière donne une grande impulsion à la demande de produits alimentaires dans les villes (croissance de 4 % par an, selon S. Amin).

*Importation et exportation de produits agricoles 1973-79  
(\$ millions)*

<i>Années</i>	<i>Exportation</i>	<i>Importation</i>	<i>Exp/Imp (en %)</i>
1973	7,625	24,604	31
1974	5,312	81,992	6
1975	5,833	90,510	6
1976	6,368	72,703	9
1977	5,983	91,029	7
1978	6,106	111,184	5
1979	6,535	148,548	4

Source: Arab Fund for economic and social development, *Joint Arab Economic report* (Kuwait, 1981, p. 201).

Les importations de blé sont de 1,5 million de tonnes en 1978, de 2 millions en 1979. Les seules exportations de produits agricoles sont les dattes.

La régression de la production agricole est d'autant plus surprenante que la propagande ba'thiste laissait entendre qu'une radicalisation des réformes agraires timidement appliquées dans les années soixante, et une injection accrue de moyens financiers dans le secteur agricole devaient renverser la tendance au déclin. Contrairement à la période des frères Aref, après 1968, la politique agricole est directement interventionniste. La loi 117 de 1970 a accru l'étendue des terres séquestrées, limité les propriétés individuelles, aboli les indemnités dues par les propriétaires de la Réforme agraire, etc.

Le total des terres expropriées depuis le début de la Réforme agraire passe alors à 2,575 millions d'hectares en 1975. Sur ce total 1,55 million seulement ont été distribués à 169 175 bénéficiaires, laissant ainsi à la disposition de l'Etat une partie importante des terres cultivables. Celles-ci sont soit louées à des opérateurs privés, soit prêtées à des petits exploitants regroupés en coopératives d'Etat. En cette même année 1975, le nombre de contrats de location excède légèrement celui des bénéficiaires (Farouk-Sluglett M. et Sluglett P.). Une nouvelle loi de Réforme agraire étend en 1975 la part des terres distribuées ; cependant celle de l'Etat est demeurée importante. Le nombre de coopératives agricoles locales, de 17 en 1961, passe à 1 923 en 1979 avec 345 029 membres. Pour cette même année on dénombre également 77 fermes collectives d'Etat et 65 coopératives spécialisées, avec respectivement 7 493 et 9 515 membres (AAS, 1983).

L'intervention de l'Etat dans l'agriculture n'a cependant pas fait sérieusement reculer les intérêts privés qui, au milieu de la décennie soixante-dix contrôlaient encore la moitié des terres cultivables. De même la structure de la propriété agraire, bien que, depuis 1958, elle se soit nettement modifiée au profit de la paysannerie pauvre, demeure très

inégalitaire ; une couche de propriétaires moyens s'est constituée grâce à la Réforme agraire, contrôlant environ 40 % des terres en propriété privée, mais la différence entre les franges les plus riches et les plus pauvres est encore considérable : en 1972, 3 % des propriétaires les plus riches contrôlaient plus de 30 % des terres, alors que le quart le plus pauvre ne disposait que de 3 % du sol (Farouk-Sluglett M. et Sluglett P., 1985). L'inégale répartition des revenus agricoles a poussé les producteurs les plus pauvres à abandonner les villages. La concentration des activités économiques et des services publics dans les villes, lieux privilégiés de la redistribution de la rente, l'écart entre les revenus urbains et ruraux qui n'a pas cessé de s'élargir, ont accéléré l'exode rural.

*Revenu moyen par habitant rural et urbain  
(en dollars courants)*

<i>Rural</i>	<i>Urbain</i>		<i>National</i>	
1970 - 1977	1970	1977	1970 - 1977	1970 - 1977
132	278	519	1 880	355 1 318

Source : S. Amin.

Vidant les campagnes de leurs éléments les plus actifs, l'exode rural ne laisse à la terre que le travail des femmes, des enfants et des vieillards. Il a engendré la baisse de la productivité du travail agricole. Entre 1960 et 1981 la population rurale passe de 57 % à 28 % de la population totale. Devant l'ampleur de l'exode, le gouvernement encourage l'immigration de paysans égyptiens et marocains qui se chiffre aujourd'hui à environ 1,5 million (MEED, octobre 1985).

L'effort du gouvernement pour l'équipement du secteur agricole n'a certes pas été négligeable : en 1979, on compte un tracteur pour 1,36 km<sup>2</sup>, et une moissonneuse pour 5,5 km<sup>2</sup>, contre, respectivement, 2,7 km<sup>2</sup> et 15 km<sup>2</sup> en 1970 (Edde, 1983). Cependant cet effort n'a pu remédier à l'inefficacité du travail agricole.

La répartition des dépenses d'investissement a défavorisé l'agriculture qui a manqué de facilités de crédit et d'un personnel qualifié se concentrant dans les grandes villes. Les petits fermiers ont souvent été négligés au profit de réalisations spectaculaires, telles que la construction des barrages, qui n'ont pourtant pas permis d'étendre considérablement le domaine irrigué. L'inondation et la forte salinité du sol ont continué à handicaper les activités agricoles.

*Le secteur industriel*

En 1978, environ 73 % de l'out-put des grands établissements industriels (10 ouvriers et plus) provenait du secteur « socialiste ». Comme

dans l'agriculture, le processus d'étatisation ouvert dans le secteur industriel au début des années soixante, s'est renforcé au cours de la décennie suivante. L'augmentation des revenus pétroliers et l'option industrialiste des plans de développement lui ont donné un nouvel élan.

La priorité accordée au secteur industriel n'a cependant pas permis à l'économie irakienne d'améliorer ses performances économiques globales. Comme dans d'autres pays pétroliers, l'industrialisation a signifié la réalisation de grands projets ayant peu de rapport avec le tissu économique national. Cette déconnexion par rapport aux structures économiques locales se lit dans la dépendance tant d'amont que d'aval par rapport au marché mondial qui résulte dans l'incapacité de l'appareil industriel à se reproduire ou à satisfaire la demande courante de produits industriels de consommation. Le volume global des importations durant la période 1970-78 a été multiplié par 4,6 par rapport à celui de la période 1960-69. La part des biens de production (matières premières industrielles, produits semi-finis et biens en capital) a atteint sur la période 1970-78, 77,7 % du total des importations contre 47,2 % durant la période 1960-69 (Sader, 1983).

*Exportations de l'OCED vers l'Irak, 1977, 1978 et 1979  
(en milliers de \$)*

	1977	1978	1979
Nourriture végétale et animale	290 591	336 546	594 842
Boissons et tabacs	15 408	23 442	74 873
Matières premières (fuel exclu)	43 081	34 788	107 353
Fuel minéral et lubrifiants	8 802	9 247	16 050
Huile et graisses végétales et animales	5 075	18 581	19 893
Produits chimiques	179 376	263 198	443 633
Produits industriels	849 414	1 098 970	1 973 130
Machines d'équipement et de transports	2 121 296	2 440 804	3 563 066
Produits industriels divers	155 567	233 719	408 565
Autres	60 847	30 659	46 200
Total des exportations	3 729 557	4 489 954	7 247 605
Total des importations	4 481 000	6 267 000	9 792 000

Source : J. Townsend.

La proportion des importations de biens manufacturés par rapport à l'offre totale (production plus importations) était de 39 % en 1970, de 50 % en 1977. Pour les biens intermédiaires, la proportion des importations par rapport à la production était respectivement 37 et 54 % à ces mêmes dates (S. Amin).

Le taux de croissance industrielle n'a été proportionné ni aux sommes injectées dans l'industrie, ni à l'ampleur de la demande. Alors qu'on projetait des taux de croissance de 33 % par an sur la période des deux plans, le taux effectif est généralement estimé à 6 ou 7 %. Les raisons de cette faible performance du travail industriel sont multiples. Certaines sont communes à l'ensemble des pays pétroliers qui se sont lancés dans des stratégies d'industrialisation rapide et accélérée. Cette industrialisation est techniquement mal maîtrisée et se traduit par des retards et surcoûts importants, épongés par une nouvelle ponction sur les revenus pétroliers. En Irak, le poids de ces difficultés s'est alourdi par une organisation bureaucratique du travail qui n'a pas pour souci majeur l'amélioration des conditions de la productivité, par le manque d'homogénéité de la classe ouvrière traversée par les divisions ethniques, etc.

Les décisions collectives sont toujours préférées aux initiatives individuelles, parce que les sanctions des erreurs sont particulièrement sévères, celles notamment, ayant trait aux firmes étrangères. La peur générale qui imprègne le processus de prise de décision, hiérarchisé à l'extrême, ne permet guère aux initiatives personnelles de s'exprimer ou de se traduire en acte. Le PDG d'un établissement industriel n'ose pas, par exemple, prendre lui-même une décision de licenciement d'un ouvrier, ou même la commande d'une simple pièce détachée (Townsend, 1982). L'effort et l'initiative individuelles sont bloqués par un système d'organisation du travail qui tire l'essentiel de sa cohérence et de sa solidité de la peur. La loi du travail procure à l'ouvrier une sécurité d'emploi presque complète. Elle ne prévoit, par contre, aucune incitation à l'accroissement de l'effort au-dessus d'un minimum ne remettant pas en cause sa « place de salarié d'Etat ». La mobilité des travailleurs s'est ainsi considérablement réduite, alors qu'elle apparaît nécessaire à la croissance industrielle.

Pour lutter contre cette apathie du secteur industriel public, le gouvernement a eu recours à des mesures d'encouragement financier, telles que les primes de productivité. Il a également essayé d'élever le degré de conscience et de conviction politiques des ouvriers en multipliant des appels aux « grandes masses », à la « nation arabe », etc. Cependant, l'impopularité du régime, spécialement parmi les chiites et les Kurdes qui constituent le gros de la classe ouvrière, a réduit l'efficacité de ces slogans (Penrose, 1978).

#### *Bilan des années soixante-dix*

L'évolution économique de l'Irak au cours de la décennie soixante-dix témoigne d'une grande restructuration axée sur la rente pétrolière. La contribution de la rente au PIB, à la FBCF, aux recettes budgétaires de l'Etat et aux recettes d'exportation, a augmenté considérablement au point de constituer le principal régulateur économique du pays.

La « sphère de la rente », c'est-à-dire l'ensemble des activités liées à la redistribution interne des revenus pétroliers, s'est élargie au détriment de la « sphère de la production », c'est-à-dire, essentiellement, des trois secteurs industriel, agricole, construction et BTP. Ce dernier secteur a certes connu une expansion rapide, mais liée à l'exode rural et à l'euphorie artificiellement créée par le boom pétrolier dans les villes.

Cette restructuration importante de l'économie irakienne par la rente s'est traduite par une ample modification de la structure de la population active :

*Population active par secteur économique en 1968 et 1977  
(Nombres en milliers)*

Secteur économique	1968		1977	
	Nombre	%	Nombre	%
Agriculture	254	54	943,9	31,5
Industrie	174	7,5	344,4	11,5
Construction	66	2,8	321,7	10,7
Distribution	280	12	177,8	5,9
Services divers	550	23,7	1 213,1	40,4
<hr/> TOTAL	<hr/> 2 324	<hr/> 100	<hr/> 3 000,9	<hr/> 100

Source : ministère de la Planification, 1978.

La baisse des effectifs de l'agriculture, sans qu'elle soit justifiée par ou entraîne un gain de productivité, s'est opérée au bénéfice essentiellement du secteur tertiaire (services publics, banques, assurances, transports, etc.), dont le dynamisme est principalement dû à la redistribution des revenus pétroliers par l'Etat. Le gonflement rapide des activités et des effectifs du tertiaire indique qu'une partie importante de la population irakienne concentrée dans les grandes villes (les quatre villes de Bagdad, Bassora, Mossoul et Kirkouk, représentent en 1977, 70,8 % de la population urbaine, qui elle-même constitue 63,5 % de la population totale ; 72 % en 1981) vit désormais des retombées directes ou indirectes d'une seule source de revenus, le pétrole.

La coexistence d'une économie de services florissante et de bases productives fragiles est rendue possible par l'importance du pétrole dans l'économie générale. Le divorce entre la production et la consommation a été concilié par les revenus pétroliers qui reportent à l'extérieur le manque à produire intérieur. L'intégration de l'Irak au marché mondial s'est ainsi achevée avec la fin des années soixante-dix.

### *III. Les années 1980*

Le 22 septembre 1980, l'Irak qui, de diverses façons, y a été incité par les pays modérés du Golfe, par l'Arabie Séoudite notamment, et par les Etats-Unis, pénètre en Iran, et, dans les premiers jours de l'offensive remporte de rapides succès. Quels étaient les objectifs de l'Irak ? Profiter de ce qui se représentait comme un chaos social et politique en Iran, pour remplacer la République islamique par un régime « modéré », libérer la voie navigable du Chatt el Arab de l'emprise iranienne, les trois îlots du Golfe occupés au temps du chah, mais aussi la province pétrolière du Khouzistan revendiquée comme *Arabistan*, et, ainsi, affaiblir définitivement un puissant voisin. Ils étaient aussi, par la chute du régime islamique, d'éliminer la menace d'un soulèvement des chiites irakiens qui y étaient incités par l'Iran révolutionnaire.

En même temps que la guerre, était d'ailleurs déclenchée une répression impitoyable de l'opposition chiite en Irak et entamée la déportation massive de résidents iraniens ou d'origine iranienne en Irak, considérés comme source d'agitation de la population chiite irakienne ; le nombre des déportés est évalué à 100 000. Ainsi se terminait, du reste, une pseudo-tentative de solution politique des tensions ethniques en Irak (O. Bengio, 1985) : en juin 1980 avait en effet été créée une Assemblée nationale dont 40 % des élus étaient chiites, mais les élections avaient été étroitement contrôlées et l'Assemblée n'avait aucun pouvoir et ne changeait rien à l'inexistence politique de la communauté chiite dans les institutions irakiennes.

La guerre pourtant, loin de parvenir à déstabiliser les institutions issues de la révolution iranienne, va renforcer leur évolution autoritaire et la domination du clergé fondamentaliste. Celui-ci lie son sort à la guerre en construisant une société organisée idéologiquement, politiquement et économiquement, sur la guerre, et ne vivant que de la redistribution des revenus pétroliers (N. Eftekhari, 1984). Une analyse erronée de la situation politique et sociale en Iran a ainsi jeté l'Irak dans un conflit interminable auquel la partie iranienne n'a manifestement aucun intérêt à mettre fin. Depuis juillet 1982, à la suite de la reprise par les Iraniens de la ville de Khoramshar, l'Irak a retiré ses troupes du territoire iranien et offert la paix, sans succès, on le sait, jusqu'à ce jour. Mais l'erreur irakienne n'est nullement fortuite, elle est la conséquence de l'évolution politique de l'Irak au cours de la décennie précédente : monopolisation du pouvoir par un petit nombre d'hommes, voire par un seul homme (l'invasion de l'Iran est la Kadisya de Saddam Hussein), incapacité de résoudre les problèmes politiques rencontrés et notamment les problèmes ethniques autrement que par la violence, etc. Le prolongement de la guerre va en outre rendre évident à tous le leurre que représentait l'économie irakienne telle qu'elle avait été mise en place par le régime ba'thiste.

### *Le coût humain de la guerre*

Les pertes en vies humaines sont évaluées à 100 000 hommes ; on doit aussi compter 150 000 blessés et 50 000 prisonniers de guerre en Iran. L'armée mobilise une part importante de la population active : 342 000 hommes en 1982 (E. Kamosky, 1983, reprenant les chiffres de l'Institut international d'études stratégiques), auxquels s'ajoutent les effectifs de l'Armée populaire, 450 000 hommes, dont la fonction est surtout de répression intérieure. Au total, près d'un million d'hommes sont mobilisés par la guerre, soit un tiers de la population active du pays. Une part importante du personnel des entreprises de toute nature est sur le front. Dans certains établissements, cette part est évaluée à 40/45 %, du personnel d'avant-guerre (MEED, octobre 1982). Il a, en conséquence, été fait appel à la main-d'œuvre féminine et surtout étrangère. Mais les transferts financiers des travailleurs étrangers, évalués à quatre milliards de dollars par an, étaient une lourde charge pour un pays privé d'une bonne part de ses ressources pétrolières, des restrictions ont donc été imposées à ces transferts, elles ont conduit de nombreux travailleurs à quitter l'Irak en 1984 : 50 % des travailleurs asiatiques et 30 % des travailleurs égyptiens qui constituaient le gros de la main-d'œuvre étrangère (M. Farouk Sluglett, P. Sluglett, J. Stork, 1984). L'Irak se trouve donc sur le plan de la main-d'œuvre, et plus largement de la démographie, dans une situation bien différente de celle de l'Iran qui n'a d'autre débouché pour ses millions de chômeurs que l'hécatombe de la guerre.

Durant une année et demie, le régime irakien a tout fait pour que la vie quotidienne ne soit pas affectée par la guerre (T. Niblack, 1984) ; l'Irak vit alors sur la lancée des années précédentes, la surchauffe de l'économie d'avant-guerre réduit les effets de la guerre, le marché est alors approvisionné comme il l'était auparavant. Depuis l'automne 1982, les choses ont changé, la pénurie a fait son apparition, avec des ruptures de stock sur des produits de première nécessité. Le pouvoir d'achat des consommateurs a été rogné par l'inflation qui, avec la guerre, s'accélère brusquement : l'indice des prix à la consommation qui était passé en cinq ans, de 1975 à 1980, de 100 à 191,9, fait plus que doubler dans la première année de la guerre, passant de 191,9 à 232,2, et continue sa progression à un rythme élevé dans les années suivantes (301,9 en 1982) (IMF et QER-Irak).

### *La guerre et le pétrole*

L'une des dimensions de la guerre entre l'Irak et l'Iran est, tout le monde le sait aujourd'hui, pétrolière. En réalité, dès le début, chacun des ennemis s'est acharné sur les installations pétrolières de l'autre parce que, pour l'un et pour l'autre, elles étaient essentielles à l'effort

de guerre dans des économies entièrement dépendantes du pétrole. Dans cette poursuite de la destruction des capacités économiques de résistance de l'adversaire, l'Irak a pourtant rencontré des limites ; alors qu'il disposait des moyens techniques pour priver l'Iran de ses possibilités d'exportation, il en a été empêché par les risques d'extension de la guerre aux autres pays du Golfe devenus bailleurs de fond de l'Irak en guerre. Ce n'est qu'en août 1985 que l'aviation irakienne entame des attaques sur le principal terminal iranien, celui de l'île de Kharg. Aussi, dans les premières années de la guerre, les installations pétrolières irakiennes ont-elles été beaucoup plus affectées que les installations iraniennes. Dès le milieu de 1982, l'Iran a repris ses exportations dans des quantités notables, au rythme de 1,5 MBJ environ. Par contre, la production de l'Irak qui était de 2,646 MBJ en 1980 tombe, dès 1981, à 0,897 MBJ et ne progressera que lentement dans les années suivantes, s'établissant à 1,203 MBJ en 1984. De même, les recettes pétrolières tombent de 26 milliards de dollars en 1980 à 10,4 milliards en 1981, et ne seront que de 8,36 milliards en 1983 (*Bulletin annuel de statistique de l'OPEP*).

La grande majorité du pétrole irakien (79 %) était avant guerre écoulée par les terminaux de la ville de Fao sur le Golfe, qui ont rapidement été rendus inutilisables dès le début du conflit. Le pipe-line qui traversait la Syrie a, de son côté, été fermé en avril 1982 à la suite d'un accord entre l'Iran et la Syrie qui, en contrepartie, obtenait de l'Iran des approvisionnements pétroliers à des prix avantageux. L'Irak ne disposait dès lors comme seule voie d'acheminement de son pétrole que du pipe-line reliant les champs pétrolifères du Nord du pays, à la Méditerranée au travers de la Turquie, mais ce pipe-line était d'une capacité maximum de 0,7 MBJ. Des pourparlers ont donc été engagés avec la Turquie pour augmenter la capacité de 35 à 50 millions de tonnes par an. Pour écouter le pétrole du Sud, un pipe-line a par ailleurs été mis en chantier reliant l'Irak à la côte de l'Arabie Séoudite sur la mer Rouge. Une première tranche de ce projet, mise en service à l'automne 1985, a permis l'exportation de 500 000 BJ, son achèvement en 1988 devrait porter la capacité de cette voie à 3,2 MBJ. Au total, avec la réalisation d'un autre projet de pipe-line au travers de la Jordanie, et l'agrandissement du pipe-line traversant la Turquie, l'Irak devrait disposer d'une capacité d'exportation de 4,1 MBJ (MEED, octobre 1985), supérieure à celle de l'avant-guerre. Ces perspectives incitent dès lors l'Irak à demander le relèvement de son quota alloué par l'OPEP en 1981, soit 1,2 MBJ. La production de l'Irak est d'ores et déjà au-dessus de ce chiffre, mais la demande pressante du gouvernement de Bagdad est de porter ce quota à 2,3 MBJ au moment où la production totale de l'OPEP est plafonnée à 16 MBJ (*Le Monde*, 22 avril 1986). Pour compenser la diminution de ses recettes pétrolières alors que la guerre exige l'achat à l'étranger d'armements coûteux qu'aucune autre ressource ne peut couvrir, l'Irak s'est tourné vers les pays arabes producteurs de pétrole du golfe Persique, Arabie Séoudite, Koweït et Emirats arabes unis pour

qui il représente un rempart contre les projets hégémoniques de l'Iran, mais qui, en même temps, ont cherché, pendant un certain nombre d'années, à éviter des représailles, et sont eux-mêmes dans une situation financière plus difficile du fait de la dépression des marchés pétroliers. L'Irak a parallèlement exigé de ses fournisseurs occidentaux, en particulier de la France (troisième fournisseur en 1983), le rééchelonnement de ses dettes civiles et militaires.

L'industrie de raffinage irakienne a, elle aussi, été durement touchée par la guerre ; la destruction des usines de Bassora a rendu nécessaire l'importation de produits raffinés pour la consommation intérieure, et la préparation de projets comme celui de la construction d'une raffinerie de 100 000 BJ en Turquie.

La gêne provoquée par la chute des revenus pétroliers et la hâte mise à les rétablir montre la dépendance de l'économie irakienne par rapport au marché mondial et l'inconsistance du discours qui prétendait que le pétrole était l'instrument de libération économique du pays. L'après pétrole est repoussé à un avenir incertain alors qu'on se flattait il n'y a pas si longtemps d'une gestion prudente des ressources naturelles ; bien davantage, une guerre engagée à la légère dilapide ces ressources qui sont consacrées, aujourd'hui, à l'achat d'armes de destruction, et, demain, après la fin de la guerre, à la reconstruction d'un pays dévasté. La nécessité pour les deux belligérants de maximiser leurs revenus pétroliers pour faire face aux dépenses militaires a, en outre, pesé sur le marché pétrolier au cours des dernières années ; les nécessités de la reconstruction auront un effet semblable et seront un obstacle dans les années à venir au redressement des prix.

#### *Les conséquences économiques de la guerre et le changement de politique économique*

Le coût financier du conflit est, en 1982, évalué à un milliard de dollars par mois (MEED, octobre 1982), les réserves de change qui étaient à la veille de la guerre de 35 milliards de dollars ont été entièrement dépensées, et l'Irak a contracté une dette publique extérieure évaluée à 40/45 milliards de dollars.

Au début de la guerre, les programmes de développement ne sont pas modifiés ; et le plan quinquennal 1981-1985 prévoit des dépenses de l'ordre de 130 milliards de dollars. Cependant, le rythme de croissance de l'économie irakienne, qui tendait à s'essouffler à la veille de la guerre, devient, avec elle, négatif. Le PIB, à prix constants, en montant global et par tête, régresse fortement :

*Pétrole, économie, société*

	1979	1980	1981	1982	1983
Taux de croissance du PIB à prix constants	24,6	— 5	— 35	— 15	— 10
Taux de croissance du PIB par tête à prix constants	21	— 7,2	— 37,3	— 17,7	— 12,7

Source : IMF et QER-Irak.

En effet, les dépenses improductives de l'Etat s'accroissent fortement tandis que la production diminue du fait du conflit. Les tensions inflationnistes sont en conséquence stimulées, elles sont aggravées par le marché noir des devises, qu'engendrent immédiatement les restrictions sur le transfert à l'étranger des devises. L'Etat tente un moment de contrôler l'inflation par le recours des importations. Mais l'importance du déficit commercial est telle qu'à la fin de l'année 1982, des mesures draconiennes doivent être adoptées qui atteignent durement à la fois la consommation et l'investissement : diminution de moitié des importations de certaines matières premières et des produits de luxe, interdiction d'engagement de tout nouveau projet de développement, dévaluation de 5 % du dinar irakien, négociation du report des échéances avec les pays créateurs, etc. Au prix de sévères restrictions, la balance commerciale parvient à se redresser en 1984.

*Balance commerciale (en millions de dollars)*

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Exportations de marchandises	12 422	24 070	29 514	11 826	11 621	11 413	13 011
Importations de marchandises	— 6 573	— 10 785	— 15 051	— 22 386	— 23 500	— 13 452	— 12 492
Solde	5 948	13 285	14 463	— 10 560	— 11 879	— 2 039	— 519

Source : IMF et estimations QER-Iran.

La forte réduction des revenus pétroliers n'a pas été compensée par une croissance rapide de la production intérieure qui devait pourtant à terme s'y substituer. La guerre a ainsi mis en évidence la place du pétrole dans l'économie irakienne, la faiblesse de l'appareil productif et la dépendance du marché mondial ; elle montre la faillite de quinze années de développement économique planifié dont l'idéologie du régime affirmait qu'il préparait l'après-pétrole en même temps que le socialisme. Bien au contraire, la guerre qui ne peut être considérée sans relation avec l'évolution socio-politique de l'Irak ba'thiste, a causé des dégâts énormes à l'économie et à la société irakiennes. Les conséquences s'en feront sentir sur plusieurs décennies tant sont considérables les pertes en vies humaines et les destructions matérielles. La seule réparation des termi-

naux pétroliers de Fao demanderait une année entière après l'arrêt complet des combats (MEED, octobre 1985). La reconstruction exigera, sans doute, une fois encore, le recours aux ressources naturelles ; l'Irak dispose de réserves pétrolières considérables qu'un régime impopulaire sera à nouveau tenté de dilapider pour se maintenir. Tout laisse donc prévoir que les besoins en devises conduiront à privilégier l'investissement dans le secteur pétrolier (MEED, octobre 1985). Les capitaux privés étrangers seront d'ailleurs attirés par une libéralisation économique sur laquelle il sera, pour la même raison, difficile de revenir dans l'après-guerre.

A la guerre a dû être consacrée la plus grande part des revenus extérieurs et des importations de l'Irak ; aussi les insuffisances de la production intérieure pour répondre aux besoins de la population n'ont-elles plus pu être compensées par l'appel au marché mondial. La guerre a donc contraint le régime à reconnaître ce qu'il ne voulait pas reconnaître jusque-là, l'inefficience du secteur économique public, l'échec des réalisations grandioses de la période précédente et la paralysie de l'appareil productif (Rapport à la neuvième Conférence régionale du Parti arabe socialiste ba'th).

L'échec est particulièrement patent dans le domaine de l'agriculture. En 1984, 3,1 milliards de dollars ont été consacrés à l'importation de produits alimentaires, en augmentation de 7 % par rapport à 1983. Les deux tiers des besoins alimentaires, 80 % de la consommation de blé, 75 % de la consommation de riz et des autres céréales ont été importés dans cette année-là (MEED, octobre 1985). Pour réduire cette dépendance, une reconversion radicale de la politique économique, en réalité engagée dès 1980, est officialisée par une loi de 1983 ; elle autorise le développement de l'entreprise privée dans les limites d'une « propriété non exploiteuse » que les textes omettent de définir ; soit une politique de l'*infitah* dont l'Egypte avait déjà donné l'exemple.

La reprivatisation des terres agricoles est engagée par l'Etat (voir à ce sujet, R. Springborg, 1985). Le ministère de l'Agriculture et de la Réforme agraire peut désormais louer pour une période de 5 à 20 ans des terres agricoles sans limite d'étendue aux individus et sociétés qui en font la demande, à la seule condition qu'ils soient arabes. Ainsi, dans des régions à forte pluviométrie, des entrepreneurs privés obtiennent la disposition de surfaces de plus de 250 hectares (en contradiction avec la loi de Réforme agraire de 1970), à des prix largement inférieurs à ceux du marché privé. En 1985, 171 000 hectares ont été distribués à un millier d'entrepreneurs (MEED, octobre 1985).

En même temps, est procédé à la privatisation des coopératives agricoles et des fermes collectives dont le nombre passe, entre 1979 et 1983, respectivement de 1 923 à 811, et de 77 à 10 (AAS, 1983). Les membres des coopératives sont reconvertis en entrepreneurs.

Parallèlement différentes mesures sont prises en faveur du secteur agricole privé : vente d'équipements agricoles importés à des prix intéressants, octroi de crédits aux entreprises privées, libération du marché

des produits agricoles, relèvement des prix agricoles officiels, etc. Cette privatisation semble avoir porté ses fruits si l'on en juge par les chiffres de production dans les branches qu'elle a plus particulièrement touchées (R. Springborg, 1985).

La politique de privatisation a aussi été appliquée dans les autres secteurs économiques. Tout particulièrement dans le commerce extérieur dont la physionomie est profondément restructurée. En 1979, le secteur privé n'avait traité que 11 % des exportations et 1 % des importations ; trois ans plus tard, ces chiffres sont respectivement passés à 46 % et 15 % (d'après les données de AAS, 1983). L'accroissement du rôle de l'entreprise privée dans l'activité des autres secteurs est plus modeste, de 1980 à 1982, elle passe de 59,2 % à 63,6 % dans la valeur ajoutée combinée des secteurs construction, transports, communications, industrie et commerce.

La réorientation de la politique économique n'en restera sans doute pas là ; au milieu de 1985, Saddam Hussein et la presse officielle s'en prenaient encore violemment aux comportements bureaucratiques, aux abus et détournements dont se rendraient coupables les hauts fonctionnaires.

Le changement radical de l'orientation de la politique économique au cours de ces années de guerre, durant lesquelles le divorce entre la réalité et la vérité officielle ne peut plus être caché par le recours à la rente pétrolière, dénonce la faillite de la politique économique suivie durant les quinze années qui ont précédé la guerre : une économie que l'on prétendait développer selon une logique programmatrice d'Etat couvrait en fait le développement de rapports rentiers et de conduites bureaucratiques qui bloquaient le progrès de la productivité du travail ; l'indépendance que l'on proclamait acquise grâce à une gestion avisée des ressources pétrolières, cachait son contraire : la dépendance totale par rapport aux revenus pétroliers et l'intégration achevée au marché mondial.

Le renversement des rapports internationaux de l'Irak, poursuivant d'ailleurs des tendances antérieures, est significatif des changements structurels intervenus dans l'économie et la société irakiennes. Avant la guerre, l'Irak se présentait comme le champion de la lutte contre l'impérialisme et les régimes arabes « réactionnaires », comme le défenseur inconditionnel de la cause palestinienne, il avait rompu avec l'Egypte à la suite de Camp David, etc (T.Y. Ismael, J.S. Ismael, 1985). Les difficultés financières rencontrées du fait de la baisse des revenus pétroliers le contraignent à se rapprocher des régimes conservateurs qui, par leurs aides financières, soutiennent désormais son effort de guerre. L'Arabie séoudite, hier « base de l'impérialisme américain », et la Jordanie, « Etat fantoche », sont, avec les Emirats arabes unis, les plus proches alliés de l'Irak qui s'est, en outre, rapproché de l'Egypte et a soutenu son retour dans la Ligue arabe. L'Irak, enfin, a renoué avec les Etats-Unis des relations diplomatiques qui étaient interrompues depuis dix-sept ans.

BIBLIOGRAPHIE

- Al-Bakr, Ahmed Hassan, *The National Action Charter*, 15 novembre 1971.
- Al-Eyd Kadhim A., *Oil revenues and accelerated growth, absorptive capacity in Irak*, New-York, Praeger, 1979.
- Amin S., *Irak et Syrie : 1960-1980*, Paris, Editions de Minuit, 1982.
- Annual Abstract of statistics*, Central statistical organization, Ministry of Planning, Baghdad.
- Arab Economic Report*, General Union of chambers of Commerce, Industry and Agriculture for Arab countries, Beirut, 1985.
- Axelgard F., « The outlook for Iraq's war economy », *Middle East International*, London, 22 March 1985.
- Batatu H., *The old social classes and the revolutionary movements of Iraq : a study of Iraq's old landed and commercial classes and of its communists, Bathists and free officiers*, Princeton University Press, 1978.
- « Class analyses and Iraq Society », *Peuples Méditerranéens*, 9, juillet-septembre 1979.
- Bengio O., « Shi'is and politics in Ba'thi Iraq », *Middle Eastern Studies*, London, january 1985.
- Birks J.S. and Sinclair C., « The challenge of human resources development in Iraq » in *Iraq : contemporary state*, London, Groom Helm, 1982.
- Chevalier A., « Irak : des ambitions économiques à nouveau contrecarrées », *Economie Prospective Internationale*, 11, Paris, La documentation française, 3<sup>e</sup> trimestre, 1982.
- Cooley J.K., « Conflict within the Iraqi left », *Orbis*, Summer 1982.
- Eddé H., « Proche-Orient : études économiques, Syrie-Irak », *Revue de la faculté des sciences économiques*, Beyrouth, Université Saint-Joseph, septembre 1983.
- Eftekhari N., « La rente et la dépendance en Algérie », *Peuples méditerranéens*, 26, Paris, 1984.
- Elazhary M.S., *The Iran-Iraq war*, London, Groom Helm, 1984.
- Farouk-Sluglett M., « Socialist' Iraq 1963-1978 - Toward a reappraisal », *Orient*, 2, 1982.
- Farouk-Sluglett M., Sluglett P. and Stork J., « Not quite armageddon impact of the war on Iraq », *Merip Reports*, july-september 1984.
- Farouk-Sluglett M. and Sluglett P., « From revolution to dictatorship : Iraq 1958-85 », London, Kegan Paul International, 1987.
- Grumman S.R., *Iran-Iraq war, Islam embattled*, Washington D.C., Center for strategic and international studies, Georgetown University, 1982.
- Guerreau A.A., *L'Irak, développement et contradictions*, Paris, Le Sycomore, 1978.
- Gueyras J., « L'Irak dans le piège de la guerre », *Le Monde*, Paris, avril 1984.
- Hummadi I.A., *Economic Growth and Structural Changes in the Iraq economy, with emphasis on agriculture : 1953-75*, Michigan, Ann Arbor, 1979.
- « Irak : Neuf ans de pouvoir baassiste », *Le Monde Diplomatique*, avril 1977.
- Iraq, Ministry of Planning, *Revolution and development in Iraq, celebrating the 12th anniversary of the 17-30 July Revolution*.
- Ishow H., « L'exode rural en Irak et ses conséquences économiques et sociales », *L'Afrique et l'Asie modernes*, 1<sup>er</sup> trimestre 1983.
- Ismael Tareq Y. and Jacqueline S., « Iraq's interrupted revolution », *Current History*, January, 1985.
- Kanovsky E., *The Iran-Iraq war, its economic implications*, Tel Aviv University, Shiloak center for Middle eastern and African studies, occasional papers, mai 1983.
- Kuhrsi A.A., Butterfield D.W. and Hark Park S.C., Programme for quantitative studies in economics and population, *Industrial activity in Iraq : a quantitative analysis and some projections to the year 2000*, Faculty of social sciences, Mc Maste University, Hamilton, Canada, novembre 1981.
- Kashkette Steven B., « Iraq and the pursuit of non alignment », *Orbis*, summer 1982.

## Pétrole, économie, société

- Kelidar A., « Iraq : the search for stability », *Middle east review*, 4, summer 1979.  
The integration of modern Iraq, New York, St Martin Press, 1979.
- Lachlan Keith Mc, « Iraq : problems of regional development » in *Integration of Modern Iraq*, op. cit.
- Middle East Economist Digest*, la collection, London.
- Middle east and north Africa (The)*, 1985.
- Moss Helms C., « Iraq, eastern flank of the arab world », Washington, D.C., The brookings Institution, 1984.
- Niblack T., *Iraq, the contemporary state*, op. cit.  
« Le golfe dans la politique étrangère de l'Irak » in *Quelle sécurité pour le golfe ?*, IFR, Paris 1984.
- Penrose E., « Industrial policy and Performance in Iraq » in *The integration of modern Iraq*, op. cit.
- Penrose Edith and E.F., *International relations and national development*, London, Westmen Press, 1978.
- Quarterly Economic review of Iraq*, The economist intelligence unité, la collection, Londres.
- Problèmes économiques*, « Aperçus sur l'économie irakienne » n° 1455 ; « L'économie de l'Irak », n° 1581, Paris, La Documentation Française.
- Raoof A., « Ideology and politics in Iraq oil policy : the nationalization cf 1972 » in *O.P.E.C. and the Middle east*, New-York, Praeger Publisher, 1977.
- Rondot P., « Irak : les voies arabes de la puissance », *Croissance des jeunes nations*, 231, Paris, septembre 1981.  
« Irak-Iran, un troisième front : l'économie », *Croissance des jeunes nations*, 253, Paris, septembre 1983.
- Sader M., « Le développement industriel de l'Irak », *Maghreb Machrek*, 92, Paris, avril-juin 1981.
- Le développement industriel de l'Irak, Beyrouth, CERMOC, 1983.
- Samarbakhsh A.G., *Socialisme en Irak et en Syrie*, 1978.
- Springborg R., « Infitah, Agrarian transformations, and elite consolidation in contemporary Iraq », *The Middle East Journal*, Winter 1986.
- Stevens P., « Iraqi oil policy : 1961-1976 », in *Iraq : the contemporary state*, op. cit.
- Stork J., « State power and economic structure : class détermination and state formation in contemporary state », in *Iraq : The contemporary state*, op. cit.
- Theobald R. and Sa'ad J., « Problems of rural development in an oil rich economy : Iraq 1958-1975 », in *Iraq : contemporary state*, op. cit.
- Townsend J., « Industrial development and the decision making process », in *Iraq : the contemporary state*, op. cit.
- Wilson R., « Western soviet and egyptian influences on Ifraq' development planning », in *Iraq : the contemporary state*, op. cit.



## **PETROLE, GUERRE ET CULTURE... DE/POUR L'ETAT IRAKien**

Zouhaïer DHAOUADI

Finirons-nous par nous habituer au concept quasi théorique d'Etat-pétrolier ? Certaines mutations sociétales dans les pays producteurs de pétrole et plusieurs efforts d'appréhension nous y conduisent inexorablement. La notion d'Etat-pétrolier est lourde de conséquences. Elle suppose une structuration particulière de la société, une affirmation spécifique du rôle de l'Etat et de sa culture.

L'Etat, la société et la culture ont, dans ce cas précis, des rapports agencés autour du capital pétrolier (exploitation, circulation, distribution). Plusieurs auteurs ont relevé la complexité du processus d'émergence et de structuration de l'Etat pétrolier. L'Etat pétrolier est, quant à sa nature fondamentale, un phénomène historique total. Il suppose une économie, une mentalité collective, une culture particulières. L'Etat irakien, dans sa forme et sa nature actuelles, semble émerger de ces conditions.

### *Le discours sur le pétrole : un discours outil sur le pétrole*

Certains ont relevé la profondeur des effets du pétrole sur l'Etat et la société en Irak. B. Vernier (1963) y percevait un facteur déterminant de la dépendance du pays<sup>1</sup>. Depuis l'accroissement de l'exploitation du pétrole, le rôle économique de l'Etat a connu une extension réelle. L'évolution politique de l'Irak a permis, légitimé, cette option. L'orientation

économique collectiviste, affirmée et réaffirmée à l'occasion de coups d'Etat et de congrès du parti Ba'th, a provoqué la convergence des institutions sociales, politiques et administratives autour de l'Etat comme principal agent économique. Le secteur public, dit socialiste, devenu le pilier et le moteur de l'activité économique, est valorisé comme ayant permis la reconquête de la souveraineté nationale, en termes d'autonomie des décisions économiques, et la réalisation de la justice sociale. Le programme originel du Ba'th (1947) présente l'esquisse de cette option étatiste<sup>2</sup>. Son orientation est radicalisée durant les années soixante<sup>3</sup>. L'Etat est au centre de l'œuvre révolutionnaire sur le triple plan de « l'Union, de la Liberté, et du Socialisme ». Aflak avait théorisé le rôle inévitablement grandissant de l'Etat<sup>4</sup>. Il le percevait comme outil des changements envisagés par le projet ba'thiste.

Le neuvième congrès du parti Ba'th irakien (1982) a mis en évidence l'ampleur de l'extension du corps de l'Etat et l'étendue de son intervention qualifiée de tendance non scientifique<sup>5</sup>, ayant des « conséquences psychologiques, politiques... néfastes<sup>6</sup> ». L'explication « étatique » de ce développement de l'appareil et du rôle de l'Etat irakien au cours des deux dernières décennies, renvoie à deux facteurs : le premier, le plus important, est la prise du pouvoir par le Ba'th, en 1963, le second « l'accroissement des capacités économiques de l'Etat » lui-même.

La propagande et le discours officiel établissent une nette distinction dans l'analyse des « capacités économiques » des Etats de la région. Autant la presse, les publications et communiqués du parti Ba'th évoquent avec une facilité manifeste et discourent sur le pétrole des autres Etats, autant le pétrole irakien est considéré comme une donnée ordinaire, superfétatoire même de l'économie de l'Irak. Les pays du Golfe sont taxés d'Etats ou mini-Etats-pétroliers, leurs dirigeants sont des princes du pétrole (*oumarasnaft*), leurs territoires sont des « îles émergées de la mer du pétrole », leur pétrole est un « marécage de trahison des causes nationales arabes ».

Le discours officiel irakien sur le pétrole irakien est un discours sur l'absent ordinaire. Le pétrole irakien serait-il une donnée secondaire, ordinaire, simple, purement économique, nor stratégique ? Il serait au service de l'Etat, qui lui-même serait au service du « peuple arabe entier » ! La production artistique irakienne (essais, poésie, cinéma, nouvelles) adopte ce mode de traitement du pétrole (des pétroles). Le silence à propos du rôle, de la fonction, de l'exploitation et du devenir du pétrole se constate d'ailleurs curieusement aussi dans la presse et la littérature des autres pays de la péninsule arabique. Seules ont droit à de pompeuses couvertures, les rencontres internationales de l'OPEP et organismes similaires. Les blancs du discours sur le pétrole en font un discours incolore, inodore, silencieux. Un romancier irakien le compare à un chuchotement d'affaires. Ce mutisme sur son propre pétrole atteint tous les secteurs de la presse politique, y compris la presse des oppositions légales ou clandestines. L'islamisme irakien par exemple ne traite pratiquement pas de la question. Les communistes font, de congrès en

congrès, quelques timides propositions qui ne remettent aucunement en cause la politique de l'Etat ba'thiste.

Le discours critique sur le pétrole est un discours sur le pétrole des autres. Avant l'éclatement de la guerre avec l'Iran, l'Irak, à l'occasion des réunions internationales sur le pétrole, dénigrat ses voisins arabes du Golfe, leur reprochait la modération de leurs positions.

Le thème fondamental du discours officiel sur le pétrole saoudien, par exemple, est à connotation religieuse : la volonté du ciel (Allah) s'est affirmée pour que jaillisse des sables un deuxième miracle (le premier miracle ou cadeau, *hiba*, étant la religion islamique). Les Arabes musulmans doivent saisir le sens profond de ce don du ciel. Il s'agit de l'octroi d'un moyen pour l'union autour de la parole d'Allah<sup>7</sup>. Le pétrole est pratiquement présenté comme une récompense d'Allah à ses fidèles et une épreuve pour ses ennemis. Le pétrole comme un rapport religieux, tel est le fond du discours. L'occultation de sa fonction de « rapport social », de sa fonction économique, de ses effets politiques, etc., est manifeste.

Le discours officiel arabe (irakien y compris) sur le pétrole est en outre un discours contraint. Il n'est produit qu'exceptionnellement, lors d'occasions spéciales et à des fins déterminées. Peu de statistiques sont livrées, rares les analyses publiées, interdites les enquêtes relatives au pétrole. Le discours officiel irakien (et arabe) sur le pétrole est un discours suspect. Le pétrole est une propriété publique-privée (de l'Etat).

Le discours sur le pétrole est une compétence exclusive, minoritaire et discrétionnaire. Les approches du pétrole par les discours étatiques (arabes) diffèrent ; elles tendent, toutes, à sa sacralisation. Le discours étatique irakien sur le pétrole a cependant une dimension spécifique : il a développé les capacités économiques et financières de l'Etat. Là s'arrêtent les mots, et s'achève la révélation. Le dernier congrès du Ba'th irakien a joint aux développements laudatifs une note critique sur l'étatisation excessive de la vie économique et politique : « Les rapports Etat-masses se sont détériorés<sup>8</sup> ». Il s'agit en fait de l'introduction à une revalorisation du capital privé, et à un « libéralisme rationalisé ». Au total, l'usage interne du pétrole (et de la rente) demeure un élément secondaire du discours, un non-dit. Le pétrole est, avant tout, une question extérieure, étrangère aux débats nationaux.

Ce débat escamoté est remplacé par un autre, relatif à l'usage arabe du pétrole irakien. Le discours officiel sur l'usage arabe du pétrole irakien est clairement destiné à deux publics : les Irakiens eux-mêmes et les « masses arabes ». Il s'agit d'un effort de renouvellement des capacités d'auto-légitimation de l'Etat irakien lui-même<sup>9</sup>.

Nous pouvons repérer les principaux thèmes<sup>10</sup> de ce discours, saisir la logique interne de sa violence à l'égard des autres pays arabes du Golfe :

— La rente du pétrole est mise au service du peuple arabe / Elle sert à moderniser le pays / Elle donne le moyen de réaliser localement la justice sociale / « Le pétrole est une voie vers le progrès ».

- Le pétrole développe une «industrie industrialisante» et modernisatrice de l'économie locale et arabe : « le pétrole doit être une fenêtre sur la technologie ».
- Le pétrole est un instrument de renforcement des capacités militaires arabes. « Le pétrole doit être une arme contre Israël et ses alliés ».
- Le pétrole renforce les liens inter-arabes en facilitant les mouvements migratoires vers les pays producteurs. Le pétrole doit être un facteur de réunification des Arabes.
- La rente pétrolière pourrait contribuer au développement économique des pays arabes non producteurs de pétrole : « Le pétrole doit être un outil d'unité arabe ».

Ces thèmes constituent les fondements du « rôle du pétrole dans le combat du Ba'th ». Ils sont aussi les principaux éléments de la critique des politiques des autres pays arabes producteurs du pétrole, notamment ceux du Golfe (Arabie, Qatar, Emirats-Unis, etc.).

Le discours étatique irakien concernant le pétrole comprend certes quelques critiques idéologiques à l'égard des effets de la rente pétrolière, comme l'importation d'un « mode de vie comparable à celui des sociétés de consommation », « la modernisation anarchique », « les faibles réalisations d'intégration économique inter-arabe<sup>11</sup> ».

Depuis le déclenchement de la guerre avec l'Iran, le discours officiel irakien relatif à l'usage arabe du pétrole de l'Irak a changé de thèmes, ou plutôt opéré un inversement de ses axes et de son contenu. Le pétrole arabe reste utile : « Il [le pétrole arabe non irakien] doit venir en aide à l'Irak en guerre. » Le pétrole devient un moyen de « solidarité arabe » (*tadhamoun arabi*) et non d'unité (*ouebda*). La prolongation de la guerre a fini par escamoter la différence doctrinale et symbolique entre « solidarité » et « unité » : la rationalité de l'économie de guerre a allégé le poids de l'idéologie. Le pétrole des pays du Golfe n'est plus la cause des défaites historiques des Arabes mais l'un des outils de la résistance financière et économique de l'Irak en guerre.

En dépit de cette mutation du discours, sa logique interne reste inchangée. L'Irak reste « à l'avant-garde de l'action militante arabe contre les ennemis de la nation ». « L'Iran prend la place d'Israël, et l'intégrisme khomeyniste celle du sionisme ». L'extrémisme verbal anti-sioniste est relégué au second plan du discours, l'Irak s'occupe de la défense de la nation arabe contre le péril persan-intégriste ! La presse irakienne présente le bombardement des chantiers et des installations pétrolières irakiennes comme le prix de la défense par l'Irak des installations pétrolières de tous les pays arabes du Golfe. Cette ruse de l'idéologie s'accompagne d'un renversement des alliances politiques au sein du monde arabe. L'Irak n'est plus à la tête du camp des « révolutionnaires arabes » contre les « Etats pétroliers du Golfe et leurs alliés « réactionnaires » mais défend ces derniers contre les alliés d'hier, devenus amis de l'Iran khomeyniste.

*Le volontarisme autoritaire de l'Etat*

Le discours de l'Etat sur la culture devient de plus en plus le discours de la culture d'Etat. La presse écrite, la radio, les publications des ministères « idéologiques », témoignent de cette évolution. Un volontarisme culturel d'Etat cherche à produire de nouvelles normes, valeurs, conduites individuelles et collectives. Ce volontarisme culturel d'Etat cherche à fonder une culture individuelle de masse volontariste et mobilisatrice. Les thèmes de ce discours désignent l'Etat comme fondement de la société irakienne. Les discours des dirigeants politiques et militaires irakiens, les rapports présentés aux différents congrès du parti Ba'th, les déclarations du gouvernement irakien gravitent autour de l'idée de l'Etat nécessaire, inévitable, voire suffisant pour que le peuple, l'individu existent et s'épanouissent.

L'Etat est « l'agent distributeur des richesses nationales ». Dans le cadre de l'occultation des questions pétrolières, apparaît l'image d'un Etat distributeur sous des formes multiples (allocations pécunierées, services sociaux, etc.) de la rente pétrolière... Autour de cette fonction de redistribution des surplus se structure l'idée d'un Etat producteur, juste et efficace.

Le système de légitimation du pouvoir se fonde sur les capacités redistributives de l'Etat, provenant elles-mêmes des surplus d'origine pétrolière, et produisant une capacité d'action de l'Etat sur la société. Aussi le style de l'action étatique sur la société est-il foncièrement autoritaire.

Le neuvième congrès du Ba'th irakien (juin 1982) annonce l'avènement de la « société révolutionnaire » et des « nouvelles pratiques et valeurs des masses, sous l'impulsion de l'action étatique<sup>12</sup> ». Le nouvel Etat irakien se veut générateur de « l'homme nouveau » en Irak. Il est aussi son seul cadre de réalisation et d'épanouissement en tant que « nouvelle race d'humains ». L'Etat, né de la conquête ba'thiste du pouvoir (1958) confirmée par le coup d'Etat de juillet 1968, ne surgit pas d'une société civile cohérente, structurée et socialisée. L'institution étatique irakienne paraît comme le produit d'un acte volontariste et autoritaire<sup>13</sup>. L'Etat irakien, qui se trouve confronté à l'accroissement des demandes sociales que l'augmentation des revenus pétroliers tend à gonfler, réagit autoritairement dans une solitude extrême. La distribution de la rente et les dépenses sociales dont bénéficie la population prennent la forme d'un don autoritaire de l'Etat. Nul débat n'a lieu. Le mystère enveloppe l'univers du pétrole sur lequel l'Etat exerce une maîtrise totale. Paul Vieille a constaté le même phénomène en comparant les cas de l'Algérie et de la Norvège : « La direction idéologique et politique renonce à s'expliquer avec la nation sur la nature des revenus pétroliers<sup>14</sup>... ». Ainsi, dans le cas irakien, l'Etat s'extériorise par rapport à la société. Il la domine. La guerre contre l'Iran renforce cette tendance, aggrave ce rapport de domination. L'autoritarisme intrinsèque au projet ba'thiste (hégémonie des militaires, parti unique et dominant..., prise et exercice violent du pouvoir) s'appro-

fondit dans la gestion des effets entrelacés des besoins contradictoires d'une population culturellement déchirée par les attractions de la société de consommation soudainement projetée par l'économie du pétrole au sein du pays. La soif d'un bien-être copié sur le modèle moderne/occidental, qui se manifeste dans la base sociale immédiate de l'Etat, renforce la diffusion de conduites individuelles et collectives en rupture avec le système de valeurs traditionnelles et culturellement axées sur la consommation de produits importés. La guerre, pourtant, renverse cette tendance : au modernisme, de nouvelles valeurs se sont substituées. Elles s'articulent autour de l'idée nationale/ethnique. La demande sociale de consommation des produits finis étrangers est comprimée par l'austérité de guerre. L'Etat a abandonné le projet d'indépendance, de développement, d'unité arabe. Il se fixe un seul objectif : se maintenir.

### *Le discours de/pour l'Etat*

Depuis 1979 l'Etat irakien réoriente sa stratégie de réponses aux demandes sociales de bien-être, de consommation et de paix, par un effort de réactivation des valeurs nationalistes et « révolutionnaires ». L'Etat exige l'émergence d'un nouvel ethos : une nouvelle rentabilité, un nouvel esprit public, de nouvelles valeurs et mœurs collectives. Le rapport au dernier congrès du Ba'th irakien relève que l'édification de la « société révolutionnaire » se fonde sur de nouvelles mœurs et pratiques que l'Etat doit instituer. Telle est la condition de l'adhésion (soumission) des masses aux objectifs de l'Etat<sup>15</sup>. Par la diffusion de nouvelles pratiques et mœurs, l'Etat/Parti/Armée cherche à re-souder la société, à déterminer ses réflexes, ses besoins, ses représentations, ses revendications. Le rapport du parti y voit « la dimension fondamentale de la pratique générale de l'appareil de direction dans la société nouvelle », et le facteur déterminant de la « structuration du sentiment nationaliste<sup>16</sup> ».

« La société irakienne nouvelle » devrait façonner ses goûts culturels de consommation, de plaisir même, en fonction des capacités financières et économiques de l'Etat. Le rapport au précédent congrès du parti Ba'th insistait sur les nouvelles conditions de vie du citoyen irakien, sur le progrès social dont il bénéficiait, sur les nouveaux droits sociaux, sur les biens de consommation modernes auxquels il accédait. La demande populaire de ces mêmes biens de consommation est désormais stigmatisée et présentée comme une « tendance à la dégénérescence ».

Les valeurs nouvelles auxquelles se réfère le nouveau rapport s'articulent à la situation de guerre. « La société révolutionnaire » serait plutôt la « société de guerre », voire la « société guerrière ». La première valeur à inculquer est « le nationalisme » et « la soumission à la patrie<sup>17</sup> ». « Mais le nationalisme ne prend sa dimension véritable et globale que dans le cadre de la révolution du 17-30 août et sous la direction du camarade Saddam Hosseine<sup>18</sup> ». En découle la nécessité d'une lutte

implacable contre les tendances consommatoires, les spécificités religieuses ou tribales... et l'égoïsme individualiste. Le citoyen irakien est appelé à agir avec sincérité et « collectivement » pour être en droit d'exiger de l'Etat la justice et l'égalité réelle entre tous les citoyens<sup>19</sup>.

Le rapport propose un exemple de travail éducatif : « L'exemple le plus marquant et le plus avancé du travail éducatif est celui du parti dirigeant la révolution et l'avant-garde<sup>20</sup> ». Eloge du parti ou éloge de l'autorité ? La littérature et la pratique politique ba'thiste ont toujours traité cette question du rapport Etat/Parti/Autorité comme un principe idéologique essentiel. Certains auteurs y perçoivent l'influence doctrinale du marxisme<sup>21</sup>. Le parti/Etat se présente comme le dépositaire de la vérité, de l'idée juste et des moyens légitimes de transformation de la réalité. Cette position marque une évolution par rapport aux idées politiques du ba'thisme. Le sixième congrès du parti Ba'th tenu antérieurement à 1979 revendiquait encore la séparation entre l'Etat et le parti<sup>22</sup>. L'accroissement du rôle économique de l'Etat ba'thiste (par suite de son option socialiste selon certains auteurs<sup>23</sup>, et des nécessités de la guerre Irak-Iran) ont déterminé cette emprise totale de l'Etat sur la société. Les « valeurs nouvelles » auxquelles appelle le dernier rapport du parti Ba'th comme « le courage », « l'abnégation », « la crédibilité », « la sincérité », « l'honnêteté », « le travail collectif »... « ne peuvent se réaliser que sous l'autorité de l'Etat et sous la direction du camarade Saddam Hosseine<sup>24</sup> ».

Au début de l'expérience ba'thiste en Irak, l'Etat et le parti insistaient sur le caractère franchement laïc et moderniste de leurs options politiques et idéologiques. « Le parti n'a pas permis l'édification d'un Etat sur le modèle religieux », écrivait J. Hunein. Le laïcisme et le modernisme, autoritaires parfois, étaient présentés par les idéologues ba'thistes comme des critères de progressisme. Aussi, le discours ba'thiste combine-t-il la mystique nationaliste arabe à un laïcisme agressif dans une société qui est de forte tradition religieuse, contrairement aux pays du Golfe.

Par ailleurs, le discours officiel irakien sur le pétrole n'a en vue que l'accroissement de la légitimité de l'Etat, de son autorité et de son action sur la société. La main (la volonté) de Dieu en est exclue. Avec la guerre, le pétrole devient une arme de défense, un facteur de renforcement du patriotisme. Toutefois, si le discours officiel sur le pétrole reste « laïc » avant et depuis la guerre, le laïcisme change le contenu. Le rapport du neuvième congrès du parti ba'th met l'accent sur la position doctrinale à l'égard de l'islam devenu « essence fondamentale du nationalisme arabe » et déplace, ainsi, la position de la question, au niveau théorique. Les ba'thistes sont hostiles au confessionnalisme, mais se rangent désormais du côté de la religion contre l'athéisme<sup>25</sup>. L'islamisme est analysé dans une perspective strictement politique : il est hostile au nationalisme arabe ba'thiste et nassérien. Il a en outre été un facteur de blocage de l'éveil des mouvements indépendantistes dans les pays arabes, dominés par l'Occident, les Turcs ou les Persans...

Le rapport réduit les causes de l'apparition des mouvements islamistes dans le monde arabe aux défaites politiques et militaires subies par les pays arabes depuis le début des années soixante : échec de l'unité égypto-syrienne en 1961, défaite ba'thiste en Irak (26-3-63), échec de l'Union tripartite (juillet 1963), défaite de juin 1967, demi-échec de la guerre d'octobre 1973, politique de Sadate. Ces défaites ont créé un état de stress, des troubles psychologiques et mentaux parmi les intellectuels, les partis et les mouvements politiques, au sein des masses. Avec elles est apparue « une forte tendance à la révision des valeurs et des principes, des structures intellectuelles politiques, sociales, religieuses, militaires et économiques qui étaient dominantes avant la défaite<sup>26</sup>... »

Le discours officiel limite la réflexion sur le phénomène islamiste aux seules causes politiques, escamote les autres facteurs, liés au rythme, au contenu et aux formes de la modernisation qu'a connu l'Irak, élude les effets de la diffusion par l'Etat, au sein de la société, du modèle culturel laïc, moderniste et militaire, et du mode de vie « occidental » axé sur la consommation. Concernant le pétrole et la guerre, le discours officiel part de l'Etat et y revient ; l'Etat en est le cœur, la raison, la finalité : discours d'auto-légitimation autoritaire.

### *Un Etat pour les enfants de la guerre*

Le dispositif d'auto-légitimation consiste en une diffusion totalitaire de l'auto-image de l'Etat, qui s'adresse à toutes les classes et catégories sociales. Elle prend les formes les plus totalitaires lorsqu'on analyse son contenu, ses formes et ses moyens dans la presse et l'édition destinées aux enfants. Le catalogue général des livres pour enfants publiés en Irak depuis 1980 présente tous les caractères d'une volonté de manipulation idéologico-politique des enfants.

Une collection spéciale est réservée à la guerre contre l'Iran ; intitulée « Kadisyah Saddam », elle comporte seize titres (*Histoires de la guerre*, *Le Char n° 1*, *Mission de nuit*, *Le guerrier martyr*, *Deux chars de nuit*, etc.). Les couvertures contiennent toutes des armes et des cadavres. Aucun des livres n'est exempt d'une photo de Saddam Hussein. Le sentiment nationaliste qui y est véhiculé touche au chauvinisme raciste.

Cette politisation déborde la collection portant sur la guerre. Elle est la caractéristique principale des autres collections comme celles intitulées : « Ma patrie » et « Série historique ». La « Collection poétique » (contes pour enfants) reprend des thèmes parmi les plus politisés : *L'aigle arabe*, *Le dirigeant de la victoire*, *Chants de la victoire*, *Chants pour la guerre*, *L'enfant et le char*, etc. Seule la « collection scientifique » est épargnée par la contamination militaire. Par contre, le thème du pétrole y est représenté par un petit livre traçant sommairement l'histoire du pétrole (sa découverte, son utilisation). Cette histoire du pétrole pour enfants passe sous silence le pétrole irakien. Le silence sur le pétrole

a partout la même rigueur, jusque pour les enfants. La pédagogie est soumise à la politique.

Cette politisation de l'univers mental des enfants se retrouve dans les revues, magazines et ouvrages pour les jeunes. Examinons une revue pour enfants *Majallati* (Ma revue)<sup>27</sup>: trois pages seulement, sur la vingtaine de la livraison, sans images d'armes ; deux photos imposantes de Saddam Hussein ; un discours revanchard et nationaliste à outrance ; l'idéologie de la guerre parcourt toute la revue : pour inculquer la propriété aux enfants, on compare l'action des insecticides sur les mouches à celle des canons irakiens sur les avions iraniens (p. 2) ; une leçon sur le dessin : une page illustrant la guerre ne doit montrer que les exploits des soldats irakiens en évitant de montrer même un cadavre iranien de peur de salir le cahier et la salle de cours ! (p. 3) ; une leçon de chasse : les oiseaux, lapins, renards et même les gazelles ne s'effrayent plus des éclats d'obus lorsqu'ils sont tirés par des armes irakiennes, au contraire, ils s'en réjouissent ! La représentation des réactions individuelles et collectives des Irakiens en face de la réalité de la guerre est représentée à travers un conte illustré pour enfants, dont les thèmes sont :

- la valorisation de la scolarisation des enfants par l'Etat ;
- l'organisation des dons féminins de bijoux à l'Etat ;
- l'organisation des dons de sang par les jeunes ;
- la joie de voir le pays produire des bananes malgré la guerre ;
- un appel à la lutte contre le gaspillage et la sur-consommation ;
- l'organisation des engagements volontaires de jeunes dans l'armée.

Ces thèmes représentent les activités et pratiques « d'une maison à l'heure de la Kadisya de Saddam » (pp. 10, 11). L'Etat est au centre, la spontanéité organisée : on exige l'adhésion à l'Etat de la guerre et à la guerre de l'Etat. La page 16 est réservée à une concours de dessins pour enfants : il s'agit de reproduire le soldat de la Kadisya...

#### *Guerre et raison culturelle d'Etat*

La vie intellectuelle et culturelle irakienne n'est qu'une autre face de la vie politique. Elle est comme un écho des débats-monologues idéologiques au sein des instances dirigeantes du parti Ba'th. Les écrits de Aflak, Elhourani, El Arsouzi même et autres écrivains ba'thistes ne laissent guère d'espace de liberté à la création artistique et intellectuelle. Le parti commande la création qui doit porter au jour/exprimer/illustrer le devenir/destinée national arabe. Le pouvoir culturel comme exercice d'hégémonie est octroyé par le pouvoir politique (parti/armée/Etat) en fonction de la demande idéologique planifiée par lui en rapport avec la conjoncture.

L'espace culturel et artistique irakien connaît les mêmes encadrements que l'information, la communication, la vie parlementaire, syndicale, ou même la recherche académique. Les mêmes silences, les mêmes auto-

limitations, les mêmes discours. Peu de poèmes, nouvelles, romans, pièces de théâtre, films, documentaires et reportages traitent du pétrole. Celui-ci n'est évoqué que pour discourir sur les capacités financières de l'Etat-providence irakien, de son adresse politique et de son sens de la justice sociale.

L'art et la littérature ne traitent de la question du pétrole qu'au second degré, ils ne traitent que de ses effets heureux (glorification de la nationalisation du pétrole par l'Etat, comme thème de poésie sur commande par exemple). La question n'est, de toutes façons, pas un sujet de prédilection pour l'art et la littérature irakienne (seule exception, peut-être, celle d'Abderrahman Mounif, d'origine irako-jordano-saoudienne qui, dans sa trilogie, *Moudoun El Melh* (Les cités de sel), parle des effets du pétrole sur la culture et la société dans la région du Golfe). La guerre irako-iranienne, par contre, bien qu'elle soit tardive, suscite une abondante production artistique et littéraire.

Le thème de la guerre est présent dans la littérature arabe classique, dont certains genres (surtout la poésie) ont développé une sorte d'art dans la description de l'art de la guerre. L'art de la guerre et l'art de parler de la guerre se sont largement liés dans la poésie<sup>28</sup> anté-islamique. Cette poésie continue à inspirer la littérature contemporaine même si la guerre a beaucoup changé dans ses moyens, ses objectifs, ses protagonistes et ses enjeux. Cette influente thématique, sémantique et esthétique est déplorée par certains critiques et historiens (officiels) des idées et de l'art irakiens (officiels) contemporains<sup>29</sup>.

Depuis la défaite arabe de 1967, la guerre a réapparu dans la littérature et les arts irakiens, comme un des thèmes les plus expressifs de l'engagement des intellectuels d'Irak, en faveur des causes arabes (palestiniennes et libanaises surtout). La critique (politisée) littéraire irakienne distingue deux périodes dans le traitement romanesque de guerre, et cette même critique se périodise en deux temps. Avant le déclenchement de la guerre irako-iranienne, la production tant créative que critique est centrée sur la guerre israëlo-arabe ; l'idéologie valorise alors l'humanisme (révolutionnaire), l'universalisme de l'action militaire et militante contre le sionisme et l'impérialisme. Les dirigeants ba'thistes de l'Irak (après le coup d'Etat de 1968) se considéraient comme porteurs de ces valeurs universelles. Certains romans et recueils de nouvelles comme *Les Jeux* de Khaled Raoui (Bagdad, 1977), *L'épreuve et la rancune* de Chaker Sokri (Bagdad, 1971), *Du calme au silence* de Ghazi Abadi (Bagdad, 1977), *Les exils* de Saad Baza (Bagdad, 1972), étaient appréciés pour leurs qualités stylistiques, idéologiques et politiques réelles et/ou supposées.

Avec le déclenchement de la guerre avec l'Iran, l'appréciation change. Le *fidayine* palestinien n'est plus le héros consacré des œuvres artistiques, mais le soldat égyptien. Il n'est plus question de valoriser la révolution, la libération et l'unité des Arabes, mais la défense de la patrie, du peuple et de l'Etat. L'intérêt pour la guerre comme thème littéraire a grandi, mais la faveur n'est plus pour le même genre de guerre. La guerre révolutionnaire palestinienne intéresse moins le dirigeant

ba'thiste en Irak, que la guerre de l'Egypte contre Israël. La guerre, la culture de la guerre et le discours (en tous genres) sur la guerre deviennent raison d'Etat.

La création et la critique littéraires se métamorphosent et s'adaptent à cette nouvelle exigence de la raison culturelle d'Etat : le citoyen nationaliste (anti-iranien) et hostile à l'intégrisme religieux khomeyniste doit avoir toutes les qualités supposées ou réelles du soldat au front. De chaque citoyen/soldat sont exigés les mêmes scrupules éthiques et politiques et le même courage militaire que ceux dont fait preuve le soldat Hanafi (héros du roman *Les malheurs de Hanafi près du kilomètre 101*, de Abdel Awn Erradhouane).

Ce thème de la guerre irano-irakienne en littérature est l'exemple même de culture décrétée, produite, planifiée par les pouvoirs politiques et militaires à des fins de mobilisation de la société et de légitimation de l'Etat. L'Etat irakien publie périodiquement un volume d'une série qui comprend déjà une centaine de nouvelles s'inspirant de la guerre, dont le titre est : *Nouvelles dans l'embrasement du feu*. De qualité documentaire et artistique inégale, ces nouvelles soulignent l'attitude politique et militaire exemplaire de tout citoyen irakien face à la guerre. Un thème est constant, la glorification du martyre, comme dans le « roman » : *Les étoiles ne voyagent jamais*. Une véritable littérature fascinée par la mort, le feu, la destruction, la violence, est née, alors qu'au début de la guerre, les textes réunis dans le premier volume des *Nouvelles dans l'embrasement du feu* appelaient à la victoire sur les Iraniens par la prolongation et l'intensification de la guerre (*Après ce temps*, de A. Abdeljabar). Les soldats irakiens ne sont décrits qu'au cours d'opérations offensives, d'attaques générales et victorieuses. L'héroïsme se mesure, au niveau romanesque, à la disponibilité pour donner ou se donner à l'Etat et à la guerre. L'humanisme et le pacifisme sont décriés par la critique littéraire (A. Moukhif) alors qu'ils étaient la trame idéologique de fond de la littérature consacrée à la cause palestinienne.

L'évolution défavorable et le prolongement sans fin de la guerre ont pourtant revalorisé les thèmes idéologiques humanistes (traitement des prisonniers de guerre, distinction entre le nationalisme anti-iranien et l'anti-intégrisme, etc.) et pacifistes (écho des propositions irakiennes pour un cessez-le-feu), et les héros irakiens meurent inutilement dans une guerre qui dure à cause de l'entêtement iranien (volume trois et quatre de la série) alors qu'ils mourraient auparavant pour la défense de l'Irak (deuxième volume) ou pour vaincre et battre l'ennemi persan (premier volume).

Il est remarquable que ce mouvement ne touche pas les femmes écrivains<sup>30</sup> et que les héros irakiens sont rarement féminins. La femme reste à l'écart du mouvement « d'affirmation des qualités réelles de l'homme irakien dans la guerre » contre l'Iran<sup>31</sup>. Cette absence peut être perçue, au sein de l'idéologie dominante comme une qualité en soi. Le chef Saddam garantit le retour des hommes (soldats) à leurs foyers, à leurs épouses et à leurs enfants<sup>32</sup>. Les femmes l'aident par la patience,

comme le dit un célèbre proverbe arabe. Essindi ignore dans son analyse l'impact de la guerre sur l'économie et les femmes<sup>33</sup>, alors que Michel Aflak écrit que la guerre a brisé trois des « élans » de l'Irak moderne : l'édification économique, l'évolution sociale de la femme, et la solution de la question palestinienne<sup>34</sup>.

« L'Irak ne creuse plus des puits de pétrole mais des tranchées de guerre », écrit un ministre irakien en 1985<sup>35</sup>. La culture et la production intellectuelle et artistique ont suivi le mouvement. Peu prolyxe sur la question pétrolière et ses implications sociétales. Les lettres, les recherches académiques et les arts irakiens ont adopté la guerre de l'Etat contre l'Iran. Le pétrole reste un simple thème mobilisateur du nationalisme<sup>36</sup>, et la trame du discours mobilisateur en faveur de la guerre lie « pétrole-richesses-nature-femmes-honneur-territoire-souveraineté » contre l'Iran qui avait des ambitions expansionnistes sur tous ces plans. La poésie et la prose produites à propos de ces ambitions iraniennes se trouvent confortées par la recherche historique sur les conditions de l'invasion de l'Irak par les troupes de Badi Chah en 1732. Le discours historique devient un discours politique sur le passé<sup>37</sup>. Plusieurs articles et études sont publiés sur la bataille de Kadisya qui opposa Arabes et Perses au premier siècle de l'Hégire. La relecture politique de l'histoire procède aussi par la publication éclectique des *hadith*-s du prophète et de son compagnon Ali, à propos des Perses et des autres peuples et ethnies qui ont résisté aux premières conquêtes des guerriers de l'islam<sup>38</sup>. Dans la production intellectuelle, artistique et littéraire, les thèmes dominants gravitent de plus en plus autour de la mort en martyre, de l'amour de la patrie/soumission à l'Etat. Le passé y est valorisé. La mort, le passé et l'Etat constituent les trois axes du discours culturel, nationaliste irakien. Passéiste, le discours nationaliste se développe surtout sur le plan de la culture, désignant, ainsi, la différence ethnique et l'opposition historique de nature politique entre les Irakiens et les Iraniens.

L'intérêt (officiel) pour le patrimoine culturel national semble marqué par cette triple tendance de la valorisation du passé, de l'étatisation, et de l'approfondissement de la différence/opposition avec l'Iran. Les cérémonies de la « Semaine nationale du folklore irakien », tenue en avril 1986 à Bagdad, ont été célébrées sous le signe du slogan : « La conscience du passé est celle du présent ». Le passé est prioritaire, le présent est pressant et grave<sup>39</sup>. Les travaux de cette « semaine du folklore » ont recommandé l'accroissement de l'encadrement étatique du folklore populaire par le biais de l'archivisation (radio, photo, télévision, vidéo), et ont insisté sur la spécificité irakienne (contes et proverbes populaires, habits, rites, cérémonies, instruments de musique, modes de vie, recettes alimentaires, soins, etc.) et leur profonde différence avec l'Iran<sup>40</sup>. A la guerre, aux inquiétudes et aux questionnements de la société, l'Etat répond par le passé et par ses propres choix.

Byzerte, août 1987

NOTES

1. Bernard Vernier, *L'Irak aujourd'hui*, Paris, A. Colin, 1963, p. 437.
2. Le programme du Ba'th de 1947 proposait : la nationalisation des richesses nationales (article 26) ; la distribution égalitaire des richesses nationales (article 27) ; l'égalité entre tous et la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme (article 28) ; la nécessité de la direction et de la gestion étatique des richesses naturelles, des grandes industries et des principaux services, du commerce intérieur et extérieur (articles 29-31-36-37) ; la participation ouvrière à la direction des sociétés, usines et entreprises (article 32) ; la limitation de la propriété foncière et agricole (article 30) ; la gratuité du logement (art. 33) ; le droit au travail pour tous (art. 40) ; la suppression des différences entre classes sociales (art.. 42).
3. Chibli Ismi, *Le Parti Ba'th, période des années quarante* (en arabe), Beyrouth, Ettalia, p. 71.
4. Michel Aflak, *Sur la vie du Ba'th* (en arabe), Beyrouth, Ettalia, p. 301.
5. *Rapport au neuvième congrès régional du parti Ba'th*, juin 1982, Bagdad, 1983 (en arabe), p. 110.
6. *Ibid.*, p. 111.
7. *Allocution du roi d'Arabie devant la délégation officielle des pèlerins tunisiens* en 1975, Tunis, publication non datée du Guide du pèlerin.
8. Rapport cité p. 111.
9. Les éléments de ce discours se trouvent dans des brochures anonymes publiées par le ministère de l'Information, par le ministère des Affaires étrangères, et dans les pages de l'organe officiel du Parti.
10. Ces thèmes sont également repris dans l'ouvrage de Mahmoud Abdel Foudhaïl, *Le pétrole et l'unité arabe* (en arabe), Beyrouth, éd. du Centre d'étude sur l'unité arabe, 1979.
11. Thèmes évoqués par Abdel Foudhaïl, *ibid.*, p. 60, et suivantes.
12. Rapport cité, p. 170.
13. Paul Vieille, « Le pétrole, comme rapport social », *Peuples méditerranéens*, 26, p. 13.
14. *Ibid.*, p. 14.
15. Rapport cité, p. 171.
16. *Ibid.*, p. 172.
17. *Ibid.*
18. *Ibid.*, pp. 172-173.
19. *Ibid.*, p. 175.
20. *Ibid.*, p. 174.
21. Ce point de vue est développé par plusieurs intellectuels comme les poètes Naji El Hazeb, Modhafar Ennewab, et les écrivains Aziz El Hadj (dans ses premiers écrits) ou même Issam Khafagi.
22. Kassem Salem, *Le Ba'th et la patrie arabe*, pp. 279 et suivantes.
23. Ilyas Farah, *Développement de la pensée socialiste du Ba'th*, Beyrouth, Dar Ettala, 1973.
24. Rapport cité, pp. 173 et 177.
25. Rapport cité, p. 264.
26. Rapport cité, p. 271.
27. Revue pour enfants publiée par Dar Thaquafat El Atfal, Beyrouth (publication officielle). Nous avons pris, à titre d'exemple, le n° 11, XVI, daté du 18-3-85.
28. Mehdi El Azaoui, *Lectures de la littérature de la guerre*, Thourath Echaabi (Le patrimoine populaire), Bagdad, 1985, p. 17.
29. Ali Abdel Hassine Moukhif, *Le roman de la guerre, étude* (en arabe).
30. Abdelkader Samaraï, « Dimensions de la littérature romanesque en Irak », (en arabe), *El Keça*, n° 49, juillet 1986, Le Caire, p. 47.

31. Badrkhān Essindi, « Quand la guerre révèle les qualités d'un peuple », *Atthawra*, 28-1-86.
32. *Atthawra*, 6-1-1986.
33. *Op. cit.*
34. Michel Aflak, Interview, *Atthawra*, 6-11-85.
35. *El yarmouk*, 14-7-85.
36. Ce thème se développe ainsi : l'Iran a attaqué l'Irak pour le priver de son pétrole (*Atthawra*, 22-11-85) ; l'Irak se battra pour sauvegarder ses richesses pétrolières jusqu'au bout (*Ibid.*) ; malgré la guerre, l'Irak a développé sa production pétrolière de deux millions de barils/jour en 1977 à trois millions de barils/jour en 1988 (*Ibid.*). L'Iran divise l'OPEP (*Atthawra*, 16-9-1985) et détruit l'alliance de l'OPEP avec les pays du tiers monde (*Ibid.*). L'Irak demeure le premier producteur du monde de dattes malgré la guerre (*Al Kadisya*, 26-3-1986).
37. Revue *Afak Arabia*, n° 8, avril 1982, p. 83.
- A. Jabar Salem, « La poésie irakienne et l'invasion de Badr Chah », *Al Kadisya*, 26-3-1986.
38. *Al Kadisya*, 25-2-1986, p. 7.
39. Compte rendu, *Atthawra*, 16-4-1986.
40. *Ibid.*

**FROM GANG TO ELITE:  
THE IRAQI BA'TH PARTY'S  
CONSOLIDATION OF POWER, 1968-1975**

Marion FAROUK-SLUGLETT  
Peter SLUGLETT

The account given of the Ba'th in most general outlines of Middle Eastern politics suggests that it has a complex structure, comparable in many ways to a Communist party, with a central committee, a carefully elaborated ideology and an agreed line which is either followed or formally amended at party congresses. To the extent that the Ba'th has an elaborate hierarchical organisation this picture is not entirely false, but it is a mistake to attribute too much importance to structural or ideological issues in day to day matters, especially since the Party's seizure of power. Personal relationships and common sectarian or geographical origins were and are decisive factors in Party affiliation, which was often, though not always, more a declaration of group solidarity personal fealty to a particular individual than a political or ideological statement.

The extent of the importance of such ties can readily be appreciated from a brief survey of the fortunes of the Party since its origins. Fu'ad al-Rikabi, the Shi'i founder of the Iraqi Ba'th in the early 1950's, presided over an organisation which was almost entirely composed of his Shi'i relatives and class-mates; his successor 'Ali Salih al-Sa'di's following was made up largely of his own associates from the Bab al-Sharqi area of Baghdad, and the Ahmad Hasan al-Bakr/Saddam Husain group which came to power in 1968 had a core membership based in the first instance

on Sunnis from Takrit. In much the same way, the core of the Syrian President Hafiz al-Asad's support comes from members of his own ethnic community, the Alawites, a compact ethnic minority from the mountains behind Latakia.

As these examples illustrate, the cause of Ba'thism has been espoused by people from a variety of different social and confessional backgrounds in the Arab Middle East. Its content enables it to be utilised as a rallying point by any group with aspirations towards 'Arab unity' or 'Arab socialism', since it has a degree of ideological flexibility which derives from its basis in a long established canon of vague populist-nationalism particularly suitable for mass mobilisation and mass organisation. This is not to deny that many individual Ba'thists are sincerely convinced of the validity of Ba'thist doctrine, but since assertion and dogma are more conspicuous than either strategy or analysis, it will be clear, first, that a wide variety of interpretations is possible, and secondly, that the existence of this ambiguity enables Party leaders to justify or explain more or less any steps they take as being directed towards the achievement of Ba'thist goals.

#### *The Fortunes of the Iraqi Ba'th between 1963 and 1968*

In its years in the wilderness between November 1963 and July 1968, the main focus of the Iraqi Ba'th Party's activity was in small, loosely interconnected conspiratorial groups of like-minded friends and kinsmen. At this stage Ba'th 'policy' was more the organisation of the steps necessary to seize power than the construction of a political party whose programmes would actually attract people to its ranks. Thus contemporary statements which sounded like assertions of ideological purity were generally either *prises de position* on the part of competing groups or *post hoc* justifications for actions that had been taken on entirely pragmatic grounds<sup>1</sup>.

By the beginning of 1964, the senior Ba'thist officers who had sided with 'Abd al-Salam 'Arif against their comrades at the end of 1963 had decided to distance themselves formally from 'Ali Salih al-Sa'di, although they were unable to secure his final expulsion from the Party until 1965. These moves had begun at a time when 'Arif was gradually tightening his personal hold on the reins of government, and in fact al-Bakr, Hardan al-Takriti and Salih Mahdi 'Ammash were gently but firmly removed from positions of power by the spring of 1964. Both al-Bakr and Hardan came from Takrit, and they were almost certainly responsible for the appointment of al-Bakr's young relative, Saddam Husain, then aged 27, as principal full-time organiser of the non-military wing of the Party in 1964.

Although it is difficult to follow the Party's progress during this period of its clandestine existence, Saddam Husain's own version of these years states that he was arrested and imprisoned in October 1964 'in the wake of a large scale round-up'<sup>2</sup>, and released, or rather 'sprung' in 1966.

By September 1966 he had become deputy Secretary-General of the Party<sup>3</sup>. Other prominent Party members in these years were 'Abd al-Karim al-Shaikhli from Baghdad, one of Saddam Husain's associates in the attempt to assassinate 'Abd al-Karim Qasim in 1959, Murtada al-Hadithi, originally from Takrit, 'Abdullah Sallum al-Samarra'i and 'Abd al-Khalil al-Samarra'i, all of whom became members of the Regional Command (that is, in Ba'th parlance, the Iraqi national command) in 1964, and Taha al-Jazrawi, now known as Taha Yasin Ramadan, from Takrit, Salah 'Umar al-'Ali, from Takrit, and 'Izzat Mustafa, from 'Ana, who were appointed to the same body in 1966 after the major internal upheavals which resulted in the formation of two separate Ba'th parties in Syria and Iraq<sup>4</sup>. Of these, only Taha Yasin Ramadan was still in a position of power in 1986; Shaikli, al-Hadithi and 'Abd al-Khalil al-Samarra'i were either executed or assassinated on Saddam Husain's orders, while the others were removed from power between 1969 and 1977.

Although the Ba'th's activities were officially proscribed between 1963 and 1968, and many Ba'thists were arrested for parts of the period, there was never any serious attempt under either of the 'Arifs to identify, still less to punish, the real perpetrators of the bloodbath of February-March 1963. Given the essentially conservative nature of the 'Arifs and their governments, and the fact that they did not differ substantially from the Ba'th on matters of principle, al-Bakr and his colleagues were generally able to bide their time in relative comfort, waiting for circumstances to change in their favour.

The political situation became particularly volatile after 'Abd al-Salam 'Arif's death in April 1966. While 'Abd al-Rahman Bazzaz had managed to bring a certain 'stability' to the political scene, his patron's disappearance meant that his enemies in the armed forces could now combine to bring about its removal, and he was forced to hand over the premiership to Brigadier Naji Talib a few months later. However, internecine struggles between the military gradually made Talib's position untenable, and he too resigned in May 1967. At this point al-Bakr was widely tipped as a possible successor<sup>5</sup>, although in the end 'Arif himself took over as both Prime Minister and President; al-Bakr probably came to the conclusion that the time was not ripe for a move on his part, given the intense Nasserist euphoria which preceded the war of June 1967<sup>6</sup>.

However, the political weight which Ba'thist officers still carried became apparent once more in the spring of 1968, when 'Abd al-Rahman 'Arif approached a number of Ba'thists and nationalists in order to sound out their opinions, and if possible to associate them more closely with the government, then headed by Tahir Yahya. Two days before the meeting, thirteen of those who had been invited met at al-Bakr's house to discuss tactics. The discussions with 'Arif eventually broke down, largely because of Tahir Yahya's fears for his own authority, but a few weeks later, most of the thirteen, with some abstentions but with the addition of Salih Mahdi 'Ammash, who brought the number of Ba'thists involved up to five, submitted a note to 'Arif calling for the formation

of a government of national unity<sup>7</sup>. Given that the Ba'thists and the nationalists had managed to cooperate at least for a period in 1963, this move may have been an attempt on the group's part to take power, or even to be admitted to power, without a military coup.

This initiative also came to nothing, but it is interesting for a number of reasons, especially in the context of the coups a few weeks later. First, it showed that the Ba'th were flexible enough to be prepared to collaborate with the nationalists if this would enable them to enter a government. Secondly, the government itself, or perhaps more accurately 'Arif himself, clearly regarded the group as *ministrables* rather than as 'opposition'. Finally, it illustrates how essentially accessible and amenable to the Ba'th those in power still were, in spite of their having been pushed out in 1963-64.

### *The Coups of July 1968*

In July 1968, al-Bakr's patience was finally rewarded. Infighting within the regime and in particular within the armed forces had reached its peak, and Tahir Yahya resigned on 15 July<sup>8</sup>. The Ba'th, possibly in association with other 'opposition' *groupuscules*<sup>9</sup>, had made contact with three of the four key individuals upon whom the security of the Arif regime ultimately rested: Colonel 'Abd al-Razzaq al-Nayif, Director of Military Intelligence; Colonel Ibrahim 'Abd al-Rahman al-Da'ud, the commander of the Republican Guard, which acted as the regime's 'anti-army', and Colonel Sa'dun Ghaidan, the commander of the 10th Armoured Brigade, which was the Republican Guard's tank regiment. On the Ba'th side, the arrangements that al-Bakr and his friends arrived at with al-Nayif and al-Da'ud were naturally entered into in circumstances of the greatest secrecy, so much so in fact that even after the coup had taken place, the extent of Ba'th involvement and participation in it as a party rather than as a group of like-minded individuals was not clear either to the public at large or even to Party rank and file.

The timing of the coup seems to have been partially connected with the political crisis occasioned by Tahir Yahya's resignation, but a further important factor was that this also coincided with the absence in Britain of the fourth key figure, Brigadier Slaibi, who had hitherto provided the continuity and acted as the ultimate anchor of the regimes of both the 'Arif brothers<sup>10</sup>. Early in the morning of 17 July, Sa'dun Ghaidan brought al-Bakr, Hardan al-Takriti, 'Ammash and a number of other Ba'thist officers into the headquarters of the 10th Armoured Brigade; al-Da'ud took over the radio station, which was in fact controlled by the Republican Guard which he commanded, and al-Nayif took charge of the Ministry of Defence. As the conspirators had foreseen, the regime, deprived of its essential foundations, offered no resistance. Since they had no scores to settle with 'Arif, and as he was not considered to constitute any real threat, the conspirators allowed him to go into exile<sup>11</sup>.

At this stage the '17 July Revolution' seemed to exhibit all the features of a classic military coup, where members of the armed forces take power by seizing a few vital installations or by gaining control of key military units. However, it soon became apparent that the successful execution of these manœuvres was only the prelude to much more far-reaching developments, which culminated in the emergence of the al-Bakr/Saddam Husain wing of the Ba'th as 'the government' 13 days later. On 18 July, the formation of a 7 man Revolutionary Command Council (RCC) was announced, consisting entirely of officers:

Name	Civilian Function	Military Function
Ahmed Hasan al-Bakr (B, +, *)	President of the Republic	President of the RCC and C in C Armed Forces
Salih Mahdi 'Ammash (B)	Minister of Interior	—
Hardan al-Takriti (B, *)	—	Chief of Staff; Commander of Air Force
'Abd al-Razzaq al-Nayif	Prime Minister	formerly Director of Military Intelligence
Ibrahim 'Abd al-Rahman al-Da'ud	Minister of Defence	Deputy C in C, Armed Forces; formerly Commander of Republican Guard
Hammad Shihab al-Takriti (I, +, *)	—	Commander of Baghdad Garrison
Sa'dun Ghaidan (I)	—	Commander of Republican Guard; formerly Commander of 10th Armoured Brigade (Republican Guard Tank Regiment)

B = Ba'thist

+ = cousins

• = from Takrit

I = Independent; no known party affiliation in July 1968

Through their access to the military, the RCC and the President exercised — and continue to exercise — supreme executive authority. The Ba'thist officers were eventually able to seize control by successful approaches to the commander of the Baghdad garrison, Hammad Shihab al-Takriti, (a cousin of Ahmad Hasan al-Bakr, but not, so far as can be ascertained, a Ba'thist before 1968) and Sa'dun Ghaidan, who had been promoted after 17 July from the command of the Republican Guard's Tank Regiment to the command of the Guard itself. Ghaidan had apparently briefly flirted with the Ba'th Party in 1963<sup>12</sup>. The new regime's somewhat anodyne and often contradictory pronouncements after 17 July (apart from routine denunciations of Zionism and assertions that Palestine would be liberated 'immediately') gave little clue of its likely policy orientation<sup>13</sup>. The whole of this brief period was marked by

rumours and prophesies of imminent collapse, which were to be amply justified by events. Behind the scenes, al-Bakr was busily consolidating his position, in particular by giving commissions to over 100 Ba'thists in the Republican Guard and other key units.

The Ba'th takeover on 30 July was considerably facilitated by the departure on 29 July of al-Da'ud, the Minister of Defence, for a tour of inspection of the Iraqi troops in Jordan, which left the Chief of Staff, Hardan al-Takriti, one of al-Bakr's most trusted associates, in charge of the armed forces. Khadduri, who gives a detailed account of these events (given to him, presumably, by Saddam Husain), says that the Prime Minister, al-Nayif, was arrested by a 'group of officers led by Saddam Husayn' after having had lunch with al-Bakr at the Presidential Palace<sup>14</sup>. Having won over Sa'dun Ghaidan and Hammad Shihab al-Takriti to their cause, the Ba'th were easily able to isolate al-Nayif and al-Da'ud, who were powerless without their military units.

#### *The Government of 30 July 1968*

The coyness displayed by al-Bakr and his associates about the nature and extent of Ba'thist participation in the events of 17 July was immediately discarded after their successful consolidation of power 13 days later. Although the membership of the RCC was not announced for some time, its composition remained as before, except of course for the exclusion of al-Nayif and al-Da'ud. Rather quaintly, Shihab and Ghaidan, neither of whom had had any previous connection with the Party, were soon 'declared to be Ba'thists' in a party circular, and in this sense the composition of the RCC was now solidly Ba'thist. The day after seizing power (31 July) al-Bakr announced that the 17 July revolution was a 'natural extension of the 14 July (sc. 1958) revolution, and a profound re-assertion of the pro-Union progressive leanings for which the 8 February 1963 Revolution was carried out'<sup>15</sup>.

The new 26 man cabinet included 10 former members of the 17 July ministry, and consisted of 14 Ba'thists, 9 independent nationalists and 3 Kurds. However, real power lay with the RCC and especially with al-Bakr himself, who was the only member of the government to have personal and political links with important figures in both the armed forces and in the Ba'th Party. In the course of the first two years of their rule, al-Bakr and his associates devoted themselves to imposing Ba'thist rule on the country, and to trying to stamp out or absorb all opposition. In particular, the regime endeavoured to secure its base in the armed forces and the security apparatus, by removing, transferring or retiring any officers whose loyalty was thought suspect, and replacing them with trusted, if often inexperienced, Ba'thists<sup>16</sup>.

In September, the new regime issued its first provisional constitution, which declared Islam to be the religion of the state, 'socialism' as the foundation of the economy, and the RCC (and, by extension, its chairman)

as the supreme executive authority<sup>17</sup>, to which the cabinet and the (projected) national assembly were to be subordinate. The third of these provisions, stressing the supremacy of the RCC, is evidently the one that has been most assiduously respected since 1968. The RCC is accountable to the Ba'th Party, but even this degree of accountability is no more than formal; in any case, membership of the Regional Command (the Party leadership) and the RCC has been identical since September 1977. As far as the two other institutions are concerned, the cabinet has never exercised more than purely technocratic functions, and the national assembly, which eventually came into being in 1980, has deliberative rather than legislative powers. Hence, with an absolute monopoly of all judicial, legislative and executive authority, the RCC, at least while al-Bakr was still at the helm, functioned as a kind collegiate dictatorship.

A few days after the promulgation of the provisional constitution the regime began what was to become its almost routine practice of combining a campaign of terror with blandishments of various kinds and assurances of its ultimate good faith. The general atmosphere was all too familiar from the Ba'th's previous incarnation in 1963, with raids on private houses in the middle of the night and gangs of armed thugs once more roaming the streets. The Ba'thist militia, the National Guard, became a familiar sight at demonstrations and strikes, arresting and often killing those taking part in them<sup>18</sup>. In general, the principal theme of the period between the autumn of 1968 and the middle of 1969 is the Ba'th leadership's clear determination to stay in power at all costs, to smash all actual or potential opposition, to entrench itself in vital positions, and to extend and develop the machinery of the Party as an instrument of control.

The absence of any clear ideological line should come as no surprise, given the organisational structure of the Ba'th Party in 1968, and the fact that the coup of 30 July had been carried out by a group of officers, each of whom felt equally entitled to play a, or the, key role in government, and who also knew that unless he succeeded in securing an unassailable power base, he would always be vulnerable to the ambitions of his colleagues. Sa'dun Ghaidan and Hammad Shihab had played essentially subordinate and ancillary roles in the two coups, and were thus not serious contenders for supreme power; the real struggle in the immediate aftermath of 30 July was between al-Bakr (backed up by Saddam Husain), 'Ammash, and Hardan al-Takriti, each of whom had their own following in the armed forces, which, if properly activated, could easily constitute a threat to the others. It was thus not long before disputes between the three came to the surface.

Providentially for al-Bakr, the main focus of disagreement was between his two rivals, over the spheres of influence of their respective ministries, Interior ('Ammash) and Defence (Hardan al-Takriti). Both men were trying to build up separate security bodies to strengthen their own power bases, which led to mutual accusations that each was trespassing on the territory of the other. In the meantime, al-Bakr, who had greater

experience and a far shrewder grasp of the overall situation, was quietly making sure of his own position, but by very different means. He too was building up his own security apparatus, headed by his young relative Saddam Husain, but his chosen instrument was the Ba'th Party organisation, which had been controlled by Saddam Husain since the split with the Syrian Ba'th in 1966.

At the same time as manœuvring the Party into a position where it would be able to take greater control of the RCC, al-Bakr and Saddam Husain were also assiduously 'Ba'thising' the armed forces. The Chief of Staff, Faisal al-Ansari, and eight divisional commanders, were dismissed at the end of December and replaced by Ba'thists or trusted sympathisers. al-Ansari was succeeded by Hammad al-Shihab of the RCC, whose own post as Commander of the Baghdad garrison was taken over by his colleague Sa'dun Ghaidan. In addition, more than 3000 new commissions were announced by the end of 1970, enabling al-Bakr and Husain to install what amounted to political commissars at all levels, individuals who were part of a chain of command which effectively bypassed the formal military hierarchy and led ultimately to Saddam Husain himself<sup>19</sup>. Thus while the Iraqi Ba'th regime is normally described as 'civilian' rather than 'military', and while civilians have outnumbered the military on the RCC since 1969, these civilians have always been supported by an officer corps which has become increasingly Ba'thised with the passage of time. In consequence, the distinction is rather more blurred than the 'civilian' label seems to imply.

The close ties between al-Bakr and Saddam Husain, together with Husain's utter ruthlessness, presumably account for the latter's rise from relative obscurity in 1966 to the second most important position in the state apparatus some three years. Husain was in charge of the National Security Bureau of the RCC (*maktaba al-amn al-qawm*), which functioned as the President's personal security apparatus, dealing particularly with the collection of information on political and religious opposition movements within the country. He also had overall control of the 'official' security service (*al-amn al-'amm*), which was run on a day to day basis by Nadhim Kazzar, as well as the Ba'th militia, the National Guard. Hence al-Bakr was able to concentrate on trying to maintain or to gain the support of the armed forces (and also on isolating 'Ammash and Hardan al-Takriti), while Saddam Husain, at the apex of the various security services and also at the head of the Party organisation, was able both to check all potential threats to the regime and to ensure that Ba'thists, and especially Ba'thists loyal to him, were placed in key posts in the security apparatus and in the civil service generally.

While this process of consolidation was taking place, the regime put on a series of show trials, presumably in an attempt to discourage further manifestations of opposition. In December 1968, a special Revolutionary Court, whose members were apparently not legally qualified<sup>20</sup> was established to try the 'enemies of the people', sitting continuously throughout 1969. 53 people were executed, many in public, in the course

of 1969, for alleged offences against the state, which included spying for Britain, Israël or the United States. Some of the accused were forced to confess their 'crimes' on television<sup>21</sup>.

This spate of accusations and executions was evidence of the regime's consciousness of its vulnerability and of its general inability to attract popular support. On a regional level, these fears were further heightened by the evident hostility to the regime displayed by Iraq's neighbour Iran (and indeed, although to a lesser extent, by most other states in the region); Iran chose to take much of the Ba'th's 'socialist' rhetoric seriously, increasing its aid to Mulla Mustafa Barzani as well as conducting a vigorous propaganda campaign against Baghdad. In January 1970, Iraqi security uncovered a plot to overthrow the regime, apparently master-minded by Tehran; another 'special court' sentenced 42 people to death between 21 and 24 January for their part in the affair. The executions were carried out immediately<sup>22</sup>.

Although the recapitulation of these grim details may give the impression of an indiscriminate campaign of terror against all opposition from whatever quarter, a close examination of events reveals a more consistent pattern. In the trials and in its propaganda pronouncements generally, the regime made every effort to demonstrate its opposition to Britain, the United States, the Shah, Israel, and 'imperialism, Zionism and reaction' in general. At the same time, through such foreign policy departures as the recognition of the German Democratic Republic in July 1969 and the development of closer links with the Soviet Union and other socialist countries, it was attempting to prove that it was now able to match or outbid the Communist Party in its claim to constitute the 'real' left.

#### *Relations with the Kurds, 1969-70*

In the prevailing atmosphere of distrust between the Ba'th and the two other main political organisations, the Communist Party and the Kurdish Democratic Party, it was of vital importance for the regime to try to neutralise the potential opposition which both groups could muster, whether together or on their own. As far as the Kurds were concerned, the Ba'th regime was 'ideologically' closer to the Ahmad/Talabani group, but was forced to face the fact of Barzani's greater appeal in, and de facto control of, the Kurdish areas. In such circumstances the Ba'th seems to have realised fairly quickly that there was little to be gained in practical terms from attempting to set up Ahmad and Talabani as the 'real' Kurdish leadership.

Almost all the factions of the Kurdish movement tended to be suspicious of the Ba'th, although neither the KDP nor the Kurds in general had suffered particularly in February 1963. Indeed, the KDP had agreed to collaborate with the Ba'th just before Qasim's overthrow, although the alliance did not last more than a few months. In 1968 it appears that

members of the Ba'th had made once more made overtures both to Barzani and his rivals in the period before the coup; precise details of these contacts are elusive<sup>23</sup>, but the fact that the cabinet of the 30 July coup included representatives of *both* main Kurdish factions (a notable success for Ahmad and Talabani) suggests that some preparations must have been made.

The regime's first moves on the Kurdish question seemed promising. It was almost immediately announced that the June 1966 Declaration would be respected, and an amnesty was proclaimed for all those who had taken part in the fighting. However, the Ba'th's obvious bias towards the Ahmad/Talabani group eventually goaded Barzani into action, both against them and against the regime itself; in mid-December 1968 his forces attacked a train between Kirkuk and Arbil, killing 20 soldiers and civilians<sup>24</sup>. A period of serious fighting ensued, the first outbreak on this scale since the middle of 1966.

This potentially dangerous turn of events coincided with the 7th regional Congress of the Ba'th Party, during which Saddam Husain and his associates emerged as the majority group on the RCC. Two considerations seem to have been uppermost in shaping the resolutions on the Kurdish question which emerged from the Congress. First, the new regime was still profoundly insecure, and rested on an extremely narrow base. Secondly, five months after the coup, the armed forces were by no means purged of those who might, under certain circumstances, wish to take power for themselves, and the army and air force were the respective support bases of Salih Mahdi 'Ammash and Ha.dan al-Takriti, whose personal ambitions were very evident. For such reasons it would not do for the regime to let the conflict be contained, still less in any sense decided, by the military.

Accordingly, the Congress resolutions on the Kurdish question were mild and conciliatory, and continued to stress the need for a peaceful settlement based on the June 1966 Declaration. However, this approach seems to have given further confidence to Barzani and his followers, who interpreted caution as a sign of weakness and proceeded to step up their operations once more as soon as the snows began to melt. Early in March 1969 an audacious attack by Barzani's forces on the oil installations at Kirkuk succeeded in causing some \$5 million worth of damage and reducing oil pumping capacity by 70 % for about ten days<sup>25</sup>.

Once more, the advocates of conciliation towards the Kurds on the government side seem to have won the day; in a speech in Arbil in May, Sa'dun Ghaidan held out the promise of Kurdish autonomy, and on 28 June the government announced the creation of the new all-Kurdish province of Dohuk, which had been promised in the June 1966 Declaration<sup>26</sup>. On 9 October several linguistic and cultural concessions were announced<sup>27</sup>, possibly the first fruits of the negotiations with Barzani which had been going on in secret since September. By this time the Ba'th seems to have understood once and for all that however politically sophisticated the Ahmad/Talabani group might seem, the only way of

arriving at a long term resolution of the Kurdish problem was to conclude a viable agreement with Barzani himself.

For obvious reasons the Ba'th regime's attitude towards the Kurds had been (and would continue to be) entirely governed by pragmatic considerations. In the first place, it was desirable and sensible that an acceptable solution should be achieved and every effort was expended to this end, principally, as subsequent relations between the Kurds and the government were to show, to give the latter the necessary breathing space to consolidate its own still shaky authority. Secondly, the Ba'th had learnt from its predecessors and its own previous experience in government that, given the cordial relations between Iran and Barzani, the Kurds were, for all practical purposes, invincible in terms of the kind of offensive the Iraqi armed forces could mount against them. Finally, the continuation of this costly and apparently endless war in the North would undoubtedly strengthen the hand of the non-Ba'thist officers in the armed forces. Thus by January 1970 a businesslike dialogue was under way, between Mahmud 'Uthman, Barzani's *chef du cabinet*, and Saddam Husain, which culminated with the publication of the Manifesto on Kurdish autonomy of 11 March 1970.<sup>28</sup>

As future events were to show, the main function of the Manifesto was to enable the Ba'th to gain time in order to recast its Kurdish policy more to its own advantage at some future point<sup>29</sup>. Barzani duly broke off relations with Iran, and gave his full if somewhat reluctant support to the Ba'th regime. A high level body, consisting of Kurdish and Ba'thist representatives, was charged with the task of working out precisely how the provisions of the Manifesto would be implemented by March 1974. Hence, at least on the surface, the framework for a durable settlement appeared to have been laid, and the Party was able both to congratulate itself and to gain the approval of others (particularly the Communists) for its 'success' in having begun to 'solve' the Kurdish problem. With these negotiations with the Kurds under way, and the development of the North Rumaila oilfield proceeding apace, the Ba'th leadership could now devote itself more singlemindedly to the task of consolidating its hold on the state apparatus.

#### *Further Power Struggles: the Emergence of Saddam Husain*

The war of words over events in Jordan which was waged on Baghdad radio in the autumn of 1970 accompanied and to some extent concealed the bitter struggle for supremacy within the higher councils of the Ba'th which had been continuing intermittently since July 1968. This struggle centred primarily around the person of Saddam Husain, in the sense that the capacity of any other individual to remain in a position of power had now become almost entirely dependant on that individual's acceptability to the Deputy Chairman of the RCC. Those who disagreed with

Saddam Husain, or who posed a threat, actual or potential, to his position, were either summarily dismissed, or, if they had a major power base of their own, gradually eased out<sup>30</sup>.

In view of these highly personalised politics, it is of course absurd to analyse the struggles which accompanied the rise of Saddam Husain in *ideological* terms; as well as investing an essentially sordid and violent series of events with a certain dignity, this characterisation obscures rather than clarifies the real nature of what was taking place, as if a historian of inter-war Chicago was to attempt to explain the interaction between Capone and his rivals in terms of competing political theories. Furthermore, since all internal Party decisions are secret, and as the RCC has never published a record or minutes of its proceedings, the details of decision-making are naturally a matter for conjecture. Hence the account which follows, describing the events which culminated in the emergence of Saddam Husain, can only be based on an analysis of the *results* of the various steps taken by the leadership, since it is not possible to reconstruct the processes which produced these results.

At the end of 1969, and indeed for some time afterwards, there were still substantial pockets of opposition to al-Bakr and Saddam Husain both within the armed forces and the party leadership. One civilian member of the RCC, 'Abdullah Sallum al-Samarra'i, the Minister of Culture and Information, was demoted to Minister of State in December 1969, then dismissed from the RCC and put out to grass as Iraq's ambassador in India in 1970. In November 1969, it was announced that the office of Deputy Premier had been abolished, a move directed against the two holders of the post, Salih Mahdi 'Ammash and Hardan al-Takriti; the effect was to prevent either from chairing cabinet meetings in Ahmed Hasan al-Bakr's absence. Their powers were further reduced in April 1970, when both were relieved of their ministries (and replaced by Sa'dun Ghaidan at Interior and Hammad al-Shihab al-Takriti at Defence), and appointed 'Deputy President'. A series of high level military transfers and promotions accompanied this reshuffle.

All in all, it proved rather harder to get rid of 'Ammash and Hardan al-Takriti than Saddam Husain had perhaps envisaged, but eventually the events in Jordan in September 1970 provided Husain and al-Bakr with the excuse they needed to remove Hardan al-Takriti and purge his leading supporters from the armed forces<sup>31</sup>. The non-intervention of the Iraqi Army on the side of the Palestinian Resistance could be laid fairly and squarely at the door of Hardan al-Takriti as Deputy Commander in Chief of the Armed Forces; it was also put about that Saddam Husain had favoured intervention but that Hardan had insisted on thwarting his wishes<sup>32</sup>. Hardan was exiled to Algeria in October 1970, and later took refuge in Kuwait, where he was assassinated in 1971<sup>33</sup>. 'Ammash was not finally ousted until September 1971, when he was appointed to the Iraqi Embassy in Moscow at the same time as another of Saddam Husain's rivals, 'Abd al-Karim al-Shaikhli, was also dismissed from the RCC and appointed Iraq's representative at the United Nations. The various

changes between November 1969 and September 1971 can be summarised as follows:

<i>RCC November 1969</i>	<i>September 1971</i>
Ahmad Hasan al-Bakr	Still serving
Saddam Husain	Still serving
Hardan al-Takriti	Removed October 1970 (*)
Salih Mahdi 'Ammash	Removed September 1971
Sa'dun Ghaidan	Still serving
Hammad Shihab	still serving (+)
'Abd al-Karim al-Shaikhli	Removed September 1971
Salah 'Umar al-'Ali	Removed July 1970
'Abdullah Sallum al-Samarra'i	Removed (?) March 1970
'Abd al-Khaliq al-Samarra'i	Still serving (++)
Shafiq Kamali	Removed (?) 1970
Taha al-Jazrawi (= Taha Yasin Ramadan)	Still serving
'Izzat Mustafa	Still serving
'Izzat al-Duri	Still serving
Murtada al-Hadithi	Still serving

(\*) Assassinated in Kuwait, March 1971

(+) Killed by Nadhim Kazzar, July 1973

(++) Removed after Kazzar plot, July 1973<sup>34</sup>

However, although Saddam Husain had evidently managed to establish himself as the strong man of the regime well before September 1971 when 'Ammash and Shaikhli were dropped, neither the degree to which he had succeeded in doing so nor the means which he had employed to this end were obvious to most Iraqis, including most members of the Ba'th Party. This was because al-Bakr, Husain and their immediate circle always contrived to present their rule as that of the Ba'th Party as a whole, and to foster the image of the RCC (and the Regional Command, since all members of the RCC except Sa'dun Ghaidan were also members of the Regional Command) as a collegiate body in which collective decisions were arrived at in a democratic fashion. This image of the 'Party in government' was further reinforced by the systematic penetration by Party members of all governmental and military institutions and all mass organisations, and also in the media by the constant use of the Party's ideological cachet to legitimate the various pronouncements issued by the regime. Thus it was always 'the Party' or 'the Revolution' which was hailed as having brought the regime to power, and in whose name the totality of its actions were carried out. Of course, the leadership took great pains to build upon and improve the existing Party apparatus, with the result that by 1976, when the regime had been in power for 8 years, the Party itself could claim some 10,000 'activists' (*'udu*) and half a million 'sympathisers' (*mu'ayyid*)<sup>35</sup>.

Hence it is extremely difficult to disentangle and specify relationships between what was evidently a very small and tightly knit group at the top and rank and file Party members in the country as a whole. It is not clear, for example, how (or if) the leadership managed to convince the

rest of the membership that the Party, rather than al-Bakr, Saddam Husain and their circle were in power — or indeed what this meant to the 'ordinary' Party member — especially as it was well known both inside and outside the country that a large number of the leaders came from the same small town, and that an appreciable number even came from the same extended family.

*The Uneasy Road to Reconciliation: The Ba'th, the Communists and the Kurds, 1970-1972*

In spite of the severe depletion of its cadres during and after 1963, and the confusion caused by the break away of 'Aziz al-Hajj's Central Command group in 1967, the Communist Party still commanded a formidable measure of support at the end of the 1960's. Conscious of its own narrow base, the Ba'th made a number of tentative overtures towards the ICP during 1969 and 1970, to which the ICP generally responded that it would be prepared to enter some form of coalition with the Ba'th and other 'progressive national parties', but only in return for assurances of free speech, freedom to organise and the release of political prisoners<sup>36</sup>. At the same time, however, the Communists were closely monitoring the Ba'th's actions, and were evidently impressed by the recognition of the GDR, the Soviet oil contracts in June and July 1969 and the award of a major concession for sulphur extraction to a Polish company a few weeks earlier<sup>37</sup>.

In general the Ba'th's relations with the Communists in the period before the nationalisation of the Iraq Petroleum Company in June 1972 seem to have been at least partly conditioned by the state of its relations with Barzani and the KDP. This was particularly evident after the negotiations culminating in the Manifesto of March 1970, which ushered in a brief period of Ba'th/Kurdish amity and also heralded the resumption of verbal and occasionally physical attacks upon Communists. Judging from the regime's own pronouncements, it seems that the Ba'thists knew that they needed a real rapprochement with the Communists, but considered the latter's conditions unreasonable. In June, speaking to a mass rally in Kirkuk, where he shared the platform with Idris and Mas'ud Barzani, Taha Jazrawi complained: 'We extended our hand to the ICP and other national forces ... but our calls [were] either rejected or'.

The Ba'th's exasperation at the Communists' continuing unwillingness to participate in a National Progressive Front was expressed in some detail in the media a few weeks later. The tone of these statements is a further indicator of the regime's evident distaste for the Communists on the one hand, and on the other of its recognition that, given the nature of the social and economic programmes it was attempting to implement, and its growing reliance on the Soviet Union and the socialist countries in the continuing battle with IPC, it was more and more in need of Communist support. Thus the Communists were criticised for their support of Qasim,

and also, rather paradoxically, because they 'never took power and never staged revolution'<sup>39</sup>. The implication here is of course that only the Ba'th is entitled to lead because it had 'set off the revolution single-handed', and that in the event of a national front being formed it must be understood that the participating bodies must accept Ba'thist hegemony. Thus what was proposed was not a coalition but an alliance in which the Ba'th was to be the senior and dominant partner. The Communists' evident unwillingness to accept such conditions at the time was castigated as 'irresponsible negativeness' by President al-Bakr in the course of a press conference on 20 July 1970.

Although the National Front which actually materialised in 1973 was an arrangement which did not differ very materially from the one just described, it is fair to point out that by that time the Ba'th were giving what appeared to be earnests of their progressive intentions in a manner and to an extent which the Communists found difficult to continue to ignore. It is also important to recall that the Communist parties of the Third World were very much influenced at this time by theories of the 'non-capitalist road' to socialism and the 'objectively progressive' role of the national bourgeoisie, which were much in vogue in the Soviet Union and the socialist countries in the early 1970's and indeed for some time afterwards<sup>40</sup>. This at its Second Nation Congress in September 1970, the ICP praised the regime's positive achievements in the social and economic fields and its avowedly anti-Zionist and anti-imperialist foreign policy, while criticising the continuing absence of democratic liberties and the suppression of the 'struggle of the masses for freedom'<sup>41</sup>.

In the months which followed, the Communists were faced with the cruel paradox of suffering attacks and harassments from the Ba'th at the same time as being presented with increasing evidence of the regime's efforts to cement its relations with the socialist countries. Thus in January 1971, commenting on the increase in trade with Eastern Europe, a member of the RCC stated 'The socialist countries are our friends, and we buy from our friends'<sup>42</sup>. On the other hand, some three weeks later the Communists announced that they were not prepared to take part in trade union elections because of extensive intimidation and malpractice on the part of the authorities. Again, in the course of the year, a number of Communists were arrested and later either found dead — in such cases the regime would deny knowledge or responsibility — or tortured to death in prison, including Qasim Jawad, 'Aziz Hamid, Thabit Habib al-'Ani and Shaikh 'Ali al-Barzanchi<sup>43</sup>. By November 1971, however, the regime began to change its tactics, professing to be more seriously interested in forging a durable alliance with the ICP, although it was still the case that Communists were being arrested, tortured and imprisoned<sup>44</sup>.

Part of the reason for this change of direction was the deterioration of relations between the Ba'th and the Kurds. It had not taken long for cracks to appear in the facade; naturally enough, since the regime was merely buying time and not seriously concerned to implement Kurdish

autonomy. For his part, Barzani clearly intended that Kirkuk should be the capital of the 'autonomous area' rather than the regime's choice, Arbil. If a census had been taken, it would have shown that the area round Kirkuk, where the main oilfields were located, had a substantial Kurdish population, but, precisely for that reason, none was ever taken, in spite of constant complaints from the Kurdish side that the regime was dragging its feet on this issue. The length to which Barzani's enemies (whether fellow Kurds or members of the regime) were prepared to go were revealed a botched attempt to assassinate his son Idris early in December 1970.

This uneasy atmosphere continued throughout 1971, with the appearance of correct and friendly relations being maintained even after the spectacular failure of an attempt to assassinate Barzani himself in September, which, although allegedly masterminded by the notorious Nadhim Kazzar, was carried out at a time when Kazzar enjoyed the full backing and protection of Saddam Husain. In May 1971, Saddam Husain took over the chairmanship of the Ba'th/Kurdish committee, presumably in attempt to speed matters along, and perhaps also in view of the impending crisis in Iraq's relations with Iran, in which it would be to Baghdad's advantage to have Barzani more firmly on its side. However, Barzani himself had never been entirely convinced by the Ba'th's protestations of good faith, and Iran's increasing bellicosity, and its evident intention to act as the United States' stalking horse in the Gulf after Britain's withdrawal at the end of 1971<sup>45</sup> seems to have combined to persuade him that a closer alliance with Tehran would offer him greater security than the vague and generally inadequate assurances he had been able to extract from Baghdad.

However, at the end of 1971 the final rupture still lay some way ahead and the Ba'th's National Action Charter, announced in mid-November, seemed to represent another attempt to gather support for the regime from as many quarters as possible. The charter reiterated the main points of the March Manifesto on Kurdish autonomy, spoke about reorganising the national economy, freeing it from foreign dependence and developing relations with 'friendly and socialist countries', declared that the state was responsible for guiding economic activity, that the target of the revolution would be 'the liberation of oil wealth from foreign domination and exploitation', and stressed the regime's intention to seek 'the realisation of the broadest coalition among all the national, patriotic and progressive elements in a democratic, popular and unitary system'<sup>46</sup>.

There were good reasons for this appeal for support. By the autumn of 1971, the regime found itself threatened simultaneously from a number of different quarters. In the first place, there was the long-standing dispute with Iran, which had taken on a new and potentially ominous dimension with the creation of the United Arab Emirates and the well publicised increase in American military supplies. Relations with most Arab countries were scarcely more cordial. Further afield, although trade continued to be fairly buoyant, Iraq's formal relations with the West were

in some disarray. Relations with the United States had been broken off in 1967, (and were not to be resumed until December 1984); diplomatic relations with Britain (and Iran) were broken off on 30 November 1971 following Iran's occupation of three small islands in the Gulf, the Tunbs and Abu Musa. The boom in Iraqi/West German and Iraqi/Japanese relations was still to come, which meant that Iraq's only firm West European 'friend' was France. Apart from this connection, whose importance in 1971-72 can hardly be over-estimated, the ensemble of Iraq's diplomatic, political and economic future was predicated almost exclusively on its relations with the Soviet Union and the other Comecon countries.

#### *The Background to the Nationalisation of the Iraq Petroleum Company*

One of the main reasons for Iraq's political isolation from the West at this point was the poor state of relations between the government and IPC, which had deteriorated further since the signature of the agreement with the Soviet Union to develop North Rumaila in 1969. In the course of a major speech in November 1971, a few days after the proclamation of the National Action Charter, President al-Bakr hinted to IPC that the regime had no intention of letting the present unsatisfactory situation continue; as we have seen, the Charter itself had suggested that the regime was thinking of taking a stronger line with the Company, although there was as yet no clear sign that this was any more 'serious' than the kind of rhetoric which had long been familiar both to the Iraqi public and to IPC. However, events in the Gulf in November and December 1971 and Libya's nationalisation of BP (which held a 23.75% share in IPC) in December seem to have combined to encourage the regime to take more positive steps, further fortified by the knowledge that North Rumaila would begin production in the spring of 1972.

A few days after the publication of the National Action Charter, a Communist Party spokesman, the economist Safa' al-Hafid, declared that the document contained 'certain very positive elements'<sup>47</sup>, and it is clear that the Communists regarded it as a statement of intent to which they could make a constructive response. Along with the Ba'th's domestic and international enemies, the Communists (from a different perspective but for essentially similar reasons) regarded the regime's policy of friendship with the Soviet Union, its expressed determination to arrive at an appropriate settlement of the Kurdish problem and its apparent desire to end the IPC monopoly as mounting and ultimately convincing evidence of its commitment to a left-leaning political line. For the regime's enemies, this served to confirm its negative character, while the Communists found themselves under increasing pressure to give their support to policies for which, at least in broad outline, they had themselves been agitating for years. By April 1972, the ICP had come out more unequivocally in support of the Ba'th, asserting that recent

developments 'marked a turning point in the people's struggle' and declaring its willingness to participate in a National Progressive Front<sup>48</sup>. A few days later, Alexei Kosygin, the Soviet Prime Minister, personally inaugurated production at North Rumaila, and on 9 April he and al-Bakr signed a 15 year Iraqi-Soviet Friendship Treaty, providing for cooperation in political, economic, technical, cultural and other fields. It was obviously impossible for the Communist Party to distance itself from such a dazzling achievement.

These were certainly heady days. A week after the opening ceremony, the first shipment of North Rumaila oil left Fao for the Soviet Union, and deals to sell the new oil had been concluded with governmental agencies or private firms in Brazil, the USSR and the GDR in the course of February and March. The rapprochement with the Communists was given concrete form by the appointment of 'Amir 'Abdullah and Mukarram Talabani to the cabinet on 15 May. Three days later, the government delivered an ultimatum to IPC, to the effect that it must either restore previous production levels and sort out its outstanding differences with the government, or face nationalisation. The Company refused, and was duly nationalised on 1 June: Syria followed suit a few hours later. No action by any Iraq government since the 1958 Revolution was greeted with such universal enthusiasm, and the Ba'th was able to live off the moral capital generated by this act for many years.

The nationalisation of IPC was the culmination of a series of policies which had, in an important sense, begun to take on a momentum of their own, in what appeared to be a generally 'leftward' and 'progressive' direction. This orientation partly reflected the short term political ambitions of the inner circle of the regime, but it was also an attempt to find consent for its own rule, through the pursuit of policies which, given the strong leftist tradition in Iraqi politics, would be generally welcomed. However, while appealing to the progressive constituency within the country, by constant references to 'building socialism', and even initiating wide-ranging discussions on how this might be achieved, the regime was to some extent alienating itself from its 'natural allies' among the middle classes. This alienation was never total, and, as events were to show, the Ba'th's capacity to tap this key reservoir of support enabled it to modify some of the developments which it had promoted in the first place, and to satisfy some of the aspirations for social and economic change which it had encouraged, by utilising the oil revenues to buy acquiescence on its own terms.

However, by the end of 1972 the Bath's apparently decisive tilt towards the left aroused a wave of opposition to Iraq both in the West and in the more conservative states in the Gulf. One of the consequences of this was that Iran became more and more closely involved in the affairs of Iraqi Kurdistan, supplying Barzani with extensive quantities of money and sophisticated weapons. As a result, the Iraqi regime was able to portray itself as the victim of campaigns and conspiracies masterminded by 'Western imperialism' and carried out by the West's local 'agents',

a stance which seemed to validate its progressive and left-wing credentials even further. In such circumstances, the Iraqi Communists could scarcely do less than give the regime their support.

#### *The Formation of the National Patriotic Front*

The appointment of the two Communist ministers to the Cabinet at the end of May 1972 had been preceded by lengthy negotiations between the Ba'th and the Communists at least since the proclamation of the National Charter in November 1971. In spite of this, Communists were still being murdered and attacked by the Ba'th in the summer of 1971<sup>49</sup>, and although the Party continued to voice its support for the 'positive' aspects of the regime's policies<sup>50</sup> its situation was still extremely precarious. A visible improvement in relations followed the dismissal of 'Ammash and Shaikhli, which further strengthened Saddam Husain's position in the RCC.

In November 1971 the National Action Charter was proclaimed, and although not mentioning the Communist Party by name, the document stressed the desirability of an alliance between the Ba'th and the 'national and patriotic progressive forces in Iraq'. There were of course to be major constraints upon the activities of any future 'partners' of the Ba'th in such an alliance: al-Bakr stressed a few days later that 'the responsibility for leading the army and directing it politically falls on the RCC alone ... no Party other than the Ba'th Party will be able to carry out any forms of political or organisational activity within the armed forces'<sup>51</sup>. As the statement also implies, there would also be no place for members of the KDP or ICP on the RCC, which, at least in theory, was the supreme decision-making body.

Although the regime obviously wanted to persuade the KDP to enter the National Front, it was clear by the autumn of 1972 that Ba'th/Kurdish relations were under considerable strain. A series of articles attacking the Kurdish leadership appeared in the Ba'thist daily *al-Thawra* in October and November; the Kurds were advised to sever their links with Iran and put an end to their campaign of sabotaging railway lines and oil installations<sup>52</sup>. At the end of the year the Iraqi Air Force was reportedly bombing villages in the north, and a new 'Kurdish war' seemed imminent, although a major conflict did not in fact break out until the spring of 1974. In such circumstances there was little immediate prospect of meaningful Kurdish participation in the Front, and despite the evident misgivings and reluctance of some leading Ba'thists, the regime remained, for the time being at least, highly dependent on Communist support. In spite of this, the National Patriotic Front did not come into formal existence until al-Bakr and Saddam Husain had won yet another power struggle within the Ba'th leadership itself, and had ousted the most formidable opponent of the prospective alliance.

*The Defiance and Defeat of Nadhim Kazzar, June-July 1973*

Even when judged by the fairly undemanding standards set by many of his colleagues and contemporaries in the Ba'th leadership, Nadhim Kazzar's reputation as a sadistic murderer and torturer is particularly unsavoury. Khadduri, who does not often permit himself the luxury of personal criticism of leading Ba'th personalities, cannot conceal his distaste for Kazzar's activities, although he was 'an effective party member [and] took an active part in the massacre of Communists ... in 1963'<sup>53</sup>. For reasons which are not entirely clear, Kazzar gradually became estranged from Saddam Husain, who, presumably well aware of his particular talents, had appointed him to head the security services in 1969. It is conceivable that he could not stomach Saddam Husain's new-found enthusiasm for the Communists, or that he considered the strategy mistaken, but given his previous record it seems more plausible that he had begun to fear for his own position in view of the fact that al-Bakr and Saddam Husain were increasingly concentrating power in their own hands.

Thus Kazzar devised a plan which had the attraction of enabling him to dispose of almost all his rivals more or less simultaneously, involving the assassination of most of the Party leaders at Baghdad airport as they greeted al-Bakr on his return from a trip abroad on 30 June 1973. He took the precaution of kidnapping two of the military members of the RCC, Lt-General Shihab, the Minister of Defence, and Lt-General Ghaidan, the Minister of Interior, and then sent special detachment of his own men to the airport to carry out the rest of the plan. Fortunately for the rest of the RCC, al-Bakr's aeroplane was delayed and the would-be assassins left the airport, presumably under the impression that the President had somehow got wind of the plot.

Having watched al-Bakr's arrival on television and having, thus seen for himself that the plot had misfired, Kazzar left Baghdad by road in the direction of the Iranian frontier, taking the two ministers with him as hostages, threatening (over the radio) to kill them if he was not given a safeconduct out of the country. The party was sighted by the armed forces just inside Iraq; Kazzar killed Shihab and seriously wounded Ghaidan before being captured himself. The successful foiling of the plot was immediately announced on Baghdad radio, and a special court under the presidency of 'Izzat al-Duri was set up to 'try' the conspirators. On 7 July, it was announced that the court had found Kazzar and 23 others guilty, and that they had been executed immediately afterwards.

Kazzar's fall had a number of important consequences. In the first place it enabled the regime to lay the blame for many of its previous excesses at his door, although Kazzar's evidently intimate connections with Saddam Husain meant that the latter could not possibly have been unaware of the activities of his subordinate. In addition, since the executions were followed almost immediately by the conclusion of the agreement between the Bath and the Communists for which the Bath

had been angling over the previous 15 months, it could be inferred that the 'leftist' element within the regime had succeeded in gaining the upper hand. The Communist Party certainly seems to have come to this conclusion; even before the 'trial' of the conspirators, it indicated its willingness to join in 'a single united front' which it considered as 'the firm answer to the plots being hatched by the enemies of the country'<sup>54</sup>.

Although the attempted coup is generally considered to have been confined to Kazzar himself, the Ba'th leadership immediately promulgated a number of administrative and 'constitutional' measures to safeguard and consolidate its position. Thus al-Bakr himself took over the Defence portfolio, the intelligence services were reorganised under Sa'dun Shakir al-Takriti and Barzan al-Takriti, Saddam Husain's younger brother, and the Provisional Constitution was amended to redefine and amplify the powers of the president. The RCC, reduced to seven (al-Bakr, Saddam Husain, Sa'dun Ghaidan, 'Izzat Mustafa, 'Izzat al-Duri, Murtada al-Hadithi, Taha Yasin Ramadan), seems to have lost some of its former importance, and no new members were added until a major reshuffle in September 1977. The most visible and most immediate consequence of the affair was the announcement within a few days of the fall of Kazzar of the formation of the National Patriotic Front between the Ba'th and the Communists. The absence of any Kurdish participation indicated the next major item on the regime's agenda, the task of finding a permanent solution to the Kurdish problem, which was to be its principal preoccupation over the following twenty months.

#### *The Ba'th, the Kurds and Iran, 1973-1974*

Although the October War provided a brief respite in the hostilities between the regime and the Kurds, as well as leading to the temporary resumption of diplomatic relations with Iran, the situation in the Kurdish area had become increasing critical with the passage of time. Furthermore, by the end of 1973, it was clear that there had been an important change in the nature of the conflict, in the sense that the 'Iranian' dimension had assumed greater significance than before. By October Barzani had a sophisticated anti-aircraft system in position around his headquarters in Hajj 'Umran, and had rallied a number of Kurdish deserters from the Iraqi Army as well as a host of Kurdish students and 'intellectuals' from both inside and outside Iraq to the Kurdish cause<sup>55</sup>. For its part the regime behaved as if the Ba'th was faithfully implementing all the provisions of the March Manifesto in the most generous manner while at the same time managing to preserve the 'national unity' of Iraq.

In the period between 1972 and 1975 the Ba'th seemed almost to be outbidding the Communists on the level of their leftist rhetoric. Saddam Husain presented himself as an embattled leader, besieged by imperialism and reaction, declaring that the country's enemies would 'not make an Allende of us as they did in the experiment of Chile'<sup>56</sup>. Although it was

quite clear that real power lay with the seven-man RCC, and more particularly with al-Bakr and Saddam Husain, al-Bakr claimed in September 1973 that since the formation of the National Patriotic Front in July, 'governing authority' had actually been in the hands of the Front, and that its members bear responsibility for governing along with the Ba'th party, calling on the KDP to join in<sup>57</sup>. The Communists must have been further encouraged by the Ba'th's attitude towards the Soviet Union; al-Bakr declared in the same anniversary speech that the nationalisation of IPC would have been impossible without the assistance of the Soviet Union, and that the episode 'proved the validity of faith and confidence in the relations between our people and revolution and the forces of progress and socialism in the world, foremost of which is the friendly Soviet Union.

#### *Open Warfare, 1974-1975*

Well before hostilities had broken out in earnest between the regime and the Kurds in the spring of 1974, relations between Iraq and Iran had begun to resume their familiar pattern, of cross-border violations and military incidents. In mid-February, the situation had become more than usually tense, with over a hundred casualties on the two sides and both parties requesting the despatch of United Nations observers to the frontier area. The negotiations continued after a fashion until March, but the regime was now evidently determined to press ahead with its Autonomy Law whether or not it managed to secure the active consent and cooperation of the KDP.

In the bitter fighting which followed, there is no doubt that Barzani attracted the support of the vast majority of the Kurds, including those who had long entertained doubts on the score of the 'feudal', 'reactionary', and 'tribal' style of his leadership. The Ba'th were never able to attract a significant number of Kurds, or any particularly distinguished Kurdish personalities, to their own cause. Apparently, even those Kurds on the left wing of the KDP who were vehemently opposed to Barzani's links with Iran and were the most eager for an alliance with the Ba'th 'admitted in the spring of 1974 that Saddam Husain and the other Ba'th leaders did not want an agreement'<sup>58</sup>.

By the beginning of 1975, there seemed little prospect of the regime 'winning' in the sense of inflicting a decisive military defeat on the Kurds. In addition to the high human cost of the war, military expenditure escalated sharply, from ID 102 mn in 1972 to ID 236 mn in 1974 and ID 356 mn in 1975<sup>59</sup>. The dispute was developing in such a way that it was in danger of escalating into an all-out war between Iran and Iraq, which would clearly threaten the stability of the region as a whole. Furthermore, there was no obvious end in sight, since although Iran was prepared to step up its support for the Kurds whenever the Iraqi army went onto the offensive — according to a KDP analysis of these events — Iranian

military assistance was always either inadequate or slow in coming if the Kurds themselves began to take the offensive. Clearly, the Shah had no intention of allowing the Kurds to become strong enough to defeat the Iraqi army<sup>60</sup> since this would undoubtedly influence the Iranian Kurds, whose situation as an ethnic minority was even less enviable than that of their fellows in Iraq.

For their part Barzani and his supporters were by now totally dependent on Iranian assistance, a dependence which he was desperately trying to modify by constant appeals and wild promises to the United States. If the Shah could be convinced to stop supporting the Kurds their resistance would collapse, as both Barzani and the Iraqi regime were well aware. However, in addition to the different interests of the three parties most directly concerned with the conflict, other powers both inside and outside the region were anxious to find some way of reaching a settlement or at least of containing the situation. A variety of diplomatic contacts between the two sides took place at the end of 1974 which were eventually followed by meetings at ministerial level and separate discussions with Presidents Sadat and Boumedienne. The outcome of these negotiations was the Algiers Agreement, concluded by Saddam Husain and the Shah at the beginning of March, which effectively terminated hostilities in Kurdistan and paved the way for a swift and permanent demarcation of the disputed frontier between Iraq and Iran. Within 48 hours of the signature of the Agreement, the Iranians removed their heavy field guns, and the Kurdish resistance collapsed.

#### *Postscript, 1975-1979*

The Algiers Agreement of 1975, the defeat of the Kurds which followed it, the cooption of the Communist Party and the virtual elimination of opposition groups within the Ba'th itself, accompanied by the enormous increase in oil revenues which accrued directly to the regime meant that Saddam Husain and his immediate associates were able to entrench themselves securely within the state system and were free to act with the minimum of constraints. Two important developments characterise the years between the Algiers Agreement and Saddam Husain's ultimate assumption of the Presidency in 1979. In the first place, the regime gradually loosened its ties with the socialist countries, moving generally into the orbit of the West on the global level and towards the more moderate Arab states on the regional level. Secondly, this period saw the apparently irreversible concentration and accumulation of power in the hands of Saddam Husain himself and a few trusted subordinates. By the time that Saddam Husain took over from al-Bakr in July 1979, even the 'Takriti' cliche had become outmoded, as many of the original Takritis had shown too much ambition, or had not been prepared to give sufficiently blind obedience, to be tolerated at the real centre of power.

Also, by the time the Ba'th Party had ceased to exist as an independent entity in all but a formal sense; already in September 1977 all members of the Party's Regional Command had become members of the RCC, which meant the Party and the state were now virtually indistinguishable.

The Party itself became an instrument of surveillance, manipulation and control rather than a conventional political organisation, and it is arguable that the wheel has now gone full circle; from gang to elite and back to gang again.

University of Durham

#### REFERENCES

1. Although it is important not to overstate the case, since it was essential for any splinter group to be seen to be attached to one main faction or another. Thus al-Salih's reign of murder and terror earned him the disapproval of 'Aflaq and the less ruthless elements in the Iraqi Party, so that his 'derecognition' meant that he could be more easily disowned as an embarrassment by the Ba'thist officers around Ahmad Hasan al-Bakr in November 1963. In the same way the al-Bakr/Husain group sought 'Aflaq's approbation in the late 1960's after the Syrian and Iraqi factions had split, showing their concern to have some form of institutional links to the National or Regional Commands. Cf. Phebe Marr, *The Modern History of Iraq*, (Boulder and London, 1985) p. 188, which refers to al-Sa'di's 'radicalism' and his 'militant wing' as 'doctrinaire to the core'.
2. Amazia Baram, 'Saddam Husain: a Political Profile', *Jerusalem Quarterly*, 17, Fall 1980, pp. 115-144.
3. Majid Khadduri, *Socialist Iraq: a study in Iraqi Politics since 1968*, (Washington, 1978), p. 17.
4. For details, see Tabitha Petran, *Syria*, (London, 1972), pp. 177-86.
5. *L'Orient* (Beirut), 6 May 1967; *Egyptian Gazette*, 7 May 1968; *Le Monde*, 10 October 1968.
6. Cf. *L'Orient*, (Beirut), 6 May 1967; *Le Monde*, 10 October 1968.
7. *New York Times*, 22 April 1968; cf. *Middle East Record*, (MER), 1968, pp. 514-15.
8. *Arab Report and Record*, (AAR), 1-15 July 1968.
9. Khadduri, *Socialist Iraq...*, p. 22.
10. Hanna Batatu, *The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq: a Study of Iraq's Old Landed and Commercial Classes and of its Communists, Ba'thists and Free Officers*, (Princeton, 1978), pp. 1011, 1025, 1062-63, 1073-74.
11. A few months later Eric Rouleau described how Hardan al-Takriti insisted on taking 'Arif to his own home, made him coffee and urged him to lie down before his flight; 'after a few hours' rest' 'Arif is quoted as saying, 'I bade farewell to all the officers and wished them every success.' These homely details serve to underline the essential community of outlook between the victors and the vanquished; the coup still seemed to represent the defeat of the faction of the 'government' by another. *Le Monde*, 9 October 1968.
12. For al-Shihab's connections with al-Bakr, see E. and E.F. Penrose, *Iraq: International Relations and National Development*, (London, 1978), p. 354; for Ghaidan's political background, see Batatu, *Old Social Classes...*, p. 1074.
13. Cf. *Le Monde*, 11 October 1968.
14. Khadduri, *Socialist Iraq...*, pp. 28-29.
15. MER, 1968, p. 521; the Arabic *wahdawi* has been mistranslated as 'united'.
16. Batatu, *Old Social Classes...*, p. 1092.
17. See *Le Monde*, 24 September 1968. A second provisional constitution was promulgated in 1969, and a number of important revisions were made in 1973 and 1974. Khadduri (*Socialist Iraq...*, pp. 183-198) gives a composite version of the document, which has survived in this form of suspended animation (in the sense that it has never been subjected either to a referendum or to the national assembly) at the time of writing (1986).

18. See *Le Monde*, 15 November 1968. In a demonstration on 7 November in which at least three participants were killed by the National Guard, more than 30 demonstrators were arrested and themselves accused of murder. *L'Humanité*, 14 December 1968.

19. Batatu, *Old Social Classes...*, p. 1093.

20. In the course of an interview on Baghdad Radio on 6 February 1969, the President of the Revolutionary Court, Lt-Col. 'Ali Hadi Wudwud, said that 'one of the first provisions of [words indistinct] court procedure stipulates that no lawyers shall be appointed members of the court. However, the court has a legal adviser who does the legal work of the court. The adviser is consulted when decisions are made'. SWB, 8 February 1969.

21. *Guardian*, 30 June 1969.

22. 'C'étaient eux ou nous » a déclaré le General Hardan al-Takriti' (*Le Monde*, 26 January 1970). See also *Guardian*, 31 January 1970; *Christian Science Monitor*, 3 March 1970.

23. Sa'ad Jawad, *Iraq and the Kurdish Question 1958-1970*, (London, 1981), pp. 238 and 271n.

24. *Times*, 19 December 1968.

25. Chris Kutschera, *Le Mouvement National Kurde*, (Paris, 1979), pp. 267-68; *Financial Times*, 4 March, 15 March 1969; *Sunday Times*, 11 May 1969.

26. *International Herald Tribune*, 24-25 May 1969; BBC, SWB, 29 June 1969.

27. Principally relating to the use of Kurdish as a language of instruction in the area, the publication of Kurdish newspapers and the creation of a Kurdish literary academy.

28. See Uriel Dann, 'The Kurdish National Movement in Iraq', *Jerusalem Quarterly*, 9 (1978), p. 141.

29. One consequence of the Manifesto was that the Ahmad/'alabani faction now became redundant and dissolved itself in the course of 1970. See Ferhad Ibrahim, *Die kurdische Nationalbewegung, eine Fallstudie zur problematik ethnisher Konflikte in the Dritten Welt* (Berlin, 1983), p. 578.

30. 'ando kull miftah bi-jaybo (he has all the keys in his pocket) as the saying goes in Iraqi colloquial.

31. Cf 'Hardan al-Takriti als Sundenback' *Neue Zürcher Zeitung*, 22 November 1970.

32. *New York Times*, 16 October 1970, *Guardian*, 16 October 1970; the *New York Times* had Hardan al-Takriti cast in the more heroic mould.

33. Two other senior officers, Taha al-Shakarji and Hasan al Naqib, were removed from command positions at the same time.

34. Adapted from Table 58-2 in Batatu, *Old Social Classes...*, pp. 1086-89.

35. *Ibid.*, p. 1078.

36. Cf. *Neue Zürcher Zeitung*, 12 May 1970.

37. *Financial Times*, 2 May 1969.

38. BBC, SWB, 2 June 1970.

39. *Ibid.*, 13 July 1970.

40. See for example, R.A. Uljanovskij, 'Besonderheiten und Schwierigkeiten der national-demokratischen Revolution auf dem nichtkapitalistischen Entwicklungsweg', in *Asien und Afrika im Revolutionären Weltprozess*, (Berlin-GDR 1972), pp. 23-54; the discussion in *Problems of Peace and Socialism*, January/February 1972, and G. Brehme (ed.), *Die national-demokratische Staat in Asien und Afrika*, (Berlin-GDR 1976). The development of these theories specifically in the context of Soviet/Middle Eastern relations has been discussed by Helene Carrere d'Encausse in *La Politique Soviétique au Moyen-Orient, 1955-1975*, (Paris 1975). In January 1972, the GDR newspaper *Neues Deutschland* reported that the Ba'th's National Action Charter showed the regime's intention 'den kapitalistischen Entwicklungsweg grundsätzlich abzulehnen'.

41. BBC, SWB, 15 November 1970.

42. *New York Times*, 5 January 1971. However, a more realistic trend was noted in the *Neue Zürcher Zeitung* on 29 April: 'Interessant ist ... das langsame — aber doch stetige — Ansteigen der Importe aus den Ostblockstaaten, die keine so spektakulären Zuwachstaten zeigen wie die Lieferungen die westlichen Länder'.

43. See ARR, 10 February 1971, 10 May 1971, Batatu, *Old Social Classes*, p. 1105.

44. Conversations with some of those arrested and tortured, 1975-76.

*M. Farouk-Sluglett, P. Sluglett*

45. See Bary Rubin, *Paved with Good Intentions, the American Experience and Iran*, (London, 1981), pp. 125-35.
46. The text is quoted in full in Khadduri, *Socialist Iraq...*, pp. 199-229. It is of some interest that the word 'Islam' does not appear in the document.
47. *Le Monde*, 21/22 Novembre 1971.
48. *ARR*, 1 April 1972.
49. *Le Monde*, 27 August 1971.
50. *L'Humanité*, 15 June 1971.
51. *ARR*, 17 November 1971.
52. *BBC, SWB*, 20, 31 October, 15, 17, 18 November 1972.
53. *Socialist Iraq...*, pp. 63-64.
54. *BBC, SWB*, 6 July 1973.
55. Kutschera, *Le Mouvement National Kurde...*, pp. 290-93.
56. *Saddam Hussein on Current Events in Iraq*, (London, 1977), p. 18.
57. *BBC, SWB*, 4 September 1973.
58. Kutschera, *Le Mouvement National Kurde...*, p. 298.
59. *Fiches du Monde Arabe*, 1401/9, 27 August 1980.
60. Mirella Galletti, 'L'Ultima Rivolta Curda in Iraq', *Oriente Moderno*, 55, 1975, p. 466.

## LES LIMITES DU DEVELOPPEMENT : REMARQUES SUR L'ETAT ET LA SOCIETE EN IRAK

F. MAHDI

Certains, des journalistes surtout, entendent accréditer l'idée que l'Irak, sous le régime ba'thiste d'aujourd'hui, a accompli un grand pas vers le développement<sup>1</sup>. Il y a lieu d'examiner les limites de ce genre de développement dans un pays du Tiers monde comme l'Irak. S'agit-il de cette « modernisation » qui fait de l'Irak, comme d'autres pays riches du Tiers monde, une sorte de poubelle pour le marché américano-européen ?

Saddam Hussein, l'homme fort de l'Irak depuis 1968, nourrit l'ambition de faire de ce pays le premier du Moyen-Orient. Et, d'une certaine façon, l'Irak s'est acheminé dans la voie du développement depuis les années 1920. Un exemple : l'Education nationale. Le nombre des étudiants entrés à l'université est passé de 8 568 en 1958-59 à 75 270 en 1975-76 ; celui des lycéens de 73 911 en 1958-59 à 499 113 en 1975-76 ; celui enfin des écoliers de 502 306 à 1 765 092<sup>2</sup>. Mais le « développement » le plus marquant n'est-il pas celui qui transforme la société irakienne en une société de consommation ?

Il convient donc de s'interroger sur les mesures qui ont été mises en œuvre pour développer l'Irak et y créer une société homogène ainsi qu'un Etat fort et respecté.

### 1. Vers une société civile

Deux facteurs dominants ont sensiblement pesé sur l'évolution de la société irakienne : le chi'isme et le « tribalisme ».

a) *Le chi'isme*

La société irakienne, à l'opposé de la société égyptienne, n'a pas connu d'identification entre religion d'Etat et religion de société. Les anciens Irakiens ont gardé leur religion, babylonienne quand la Mésopotamie est devenue une partie de l'empire achéménide (550-331 av. J.-C.), chrétienne quand leur pays a été incorporé à l'empire sassanide (226-651 ap. J.-C.), et chi'ite alors que les Etats ommeyyade (661-750), abbasside (750-1258), ottoman (1299-1920) étaient sunnites. Aujourd'hui encore, la direction des affaires appartient à une majorité de sunnites tandis que la population reste pour la plus grande part chi'ite.

La méfiance réciproque de l'Etat et de l'institution religieuse chi'ite a conduit la seconde à se protéger et à se démarquer du premier de plusieurs façons, d'abord et avant tout par sa philosophie religieuse et politique, établie dès le XI<sup>e</sup> siècle. A ce titre l'on prétend se refuser à recevoir salaire de l'Etat et à accomplir la prière du vendredi (la doctrine chi'ite exige en effet pour la prière la présence d'un imam « juste »).

Avec l'avènement de l'Etat séfévide en Iran (1502-1737), le chi'isme irakien a connu un tournant majeur. Le fait que l'Iran soit devenu un Etat chi'ite et ait imposé cette doctrine par la force à la société iranienne a eu une influence considérable sur l'institution chi'ite irakienne jusqu'à la fin de l'occupation ottomane de l'Irak, en 1917, et pour les raisons suivantes :

— L'Irak est devenu le théâtre de batailles entre l'Empire ottoman et l'Etat séfévide.

— Les massacres des sunnites de Bagdad par les Séfévides et la profanation de la tombe de l'imam sunnite Abu Hanifa<sup>3</sup> ont entraîné en réponse d'autres massacres, de chi'ites cette fois, non seulement en Irak mais aussi dans tout l'Empire ottoman.

— Le fait que les chi'ites irakiens soient arabes et que la plupart de leurs ulémas soient iraniens contribue à projeter les problèmes politiques iraniens sur l'Irak<sup>4</sup>.

Avec la colonisation de l'Irak par les Anglais en 1917 et l'instauration d'un Etat irakien en 1924, les idées d'égalité, de citoyenneté, de respect des opinions différentes, etc., commencent à s'imposer en Irak. Ainsi certains chi'ites ont-ils participé et participent-ils encore à la direction des affaires, mais le pouvoir est toujours resté entre les mains des sunnites, et de façon plus sensible encore de 1963 à nos jours. De plus, l'institution religieuse, à Najaf, demeure méfiante et n'accepte pas les initiatives d'intégration totale, non sans raison d'ailleurs, eu égard à la brutalité déployée par le gouvernement à partir de 1968 dans le but de liquider cette institution<sup>5</sup>.

b) *Le tribalisme*

Le facteur tribal présente lui aussi un obstacle de taille dans l'évolution vers une société civile.

L'Irak a été la proie des Bédouins venus d'Arabie dès la chute de l'empire abbasside en 1258 et jusqu'à la colonisation anglaise, en 1917. Il est évident que ce phénomène, étalé sur six siècles, n'a pas été sans conséquences néfastes sur la stabilité du pays, particulièrement des campagnes<sup>6</sup>. Le déferlement continual des Bédouins pendant cette longue période a régulièrement détruit les coutumes de la société paysanne et déstabilisé le monde rural, empêchant notamment le développement de l'agriculture. Mais cette déstabilisation a pris fin après la révolution de 1920, lorsque les cheikhs des tribus sont devenus propriétaires terriens<sup>7</sup>.

En outre, l'institution chiite (ici se conjuguent les deux facteurs qui ont marqué de leur empreinte la société irakienne) est toujours parvenue à la conversion des tribus au chiisme dans les régions du Sud tandis que les tribus du Nord (zone à dominante sunnite) sont restées attachées au sunnisme<sup>8</sup>.

Mais en fin de compte les tribus kurdes (sunnites) ont joué au nord de l'Irak un rôle semblable à celui des tribus méridionales pour empêcher l'avènement d'une société civile.

Chiisme et tribalisme ont conservé leur force grâce, en partie, à la conscience collective (au sens de Durkheim) et à la structure socio-économique archaïque qui a dominé tout l'Orient jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

## *2. Du wilayat à l'Etat*

L'Irak, sous la domination ottomane, était divisé en trois *wilayats* ou unités administratives : Bagdad, Bassorah, Mossoul.

La notion de *wilayat* qui signifie aussi province, préfecture, trouve ses racines dans les administrations babylonienne, assyrienne, égyptienne, achéménide, sassanide et islamique. Mais, sous les Ottomans, cette fonction connaît une nette dégradation, car les compétitions entre les prétendants à la charge de *wali* laissent peu de place aux critères de compétence ou à la volonté de chaque candidat d'améliorer les conditions de vie dans sa circonscription. Importe plutôt la capacité de payer le sultan ottoman pour acheter son poste ! En conséquence, de tels *walis* n'ont eu de cesse d'augmenter les impôts afin de rentrer dans leurs frais.

Cette période d'obscurité pour tous les pays sous domination ottomane a duré environ cinq siècles, marqués par des fléaux tels que le choléra, la peste, l'ignorance et la corruption.

Les trois *wilayats* de l'Irak ont alors peu de relations. Le *wilayat* de Mossoul (Nord de l'Irak) reste très proche économiquement et socialement de la Turquie et de la Syrie. Le *wilayat* de Bassorah est en contact avec l'Inde et l'Iran<sup>9</sup>. Chaque *wilayat* appartient ainsi à une aire d'influence bien distincte.

Devenir Etat en 1924, après une longue période de déstabilisation (depuis la fin de l'Etat abbasside et la destruction de Bagdad par les Mongols en 1258), fut pour l'Irak une résurrection.

Mais le concept d'Etat au sens européen accusait un divorce total avec le concept de *wilayat*. En ont découlé des transformations radicales : l'abandon définitif du système du *katatiib* (enseignement du Coran à la mosquée) et l'adoption d'un système d'enseignement à l'europeenne où l'Etat construit écoles, lycées, universités, envoie des étudiants dans les pays européens (surtout France et Angleterre), la constitution d'une armée nationale dont la plupart des officiers sont sunnites, originaires de Mossoul et de Ramadi (Nord-Ouest) et les soldats chiites et méridionaux. Et le vent de civilisation européenne d'apporter également parlement, députés, élections, partis, journaux, etc. Quant à l'administration étatique, en Irak comme dans tous les pays du Moyen-Orient, elle est influencée par le modèle français, et suit, dans le domaine juridique, l'école française.

Enfin, et ce n'est pas le moindre changement, avec la découverte du pétrole en Irak se renforce le rôle de l'Etat, s'affirme la présence de compagnies pétrolières étrangères (surtout britanniques, américaines, françaises, hollandaises) et se multiplient les intérêts européens (britanniques tout spécialement) jusqu'à la fin des années cinquante.

### *3. La période de déstabilisation*

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'Irak, comme tous les pays du Moyen-Orient, présente le plus grand intérêt pour l'Europe de l'Ouest et pour les Etats-Unis, économiquement et géopolitiquement. Tout le Moyen-Orient devient alors l'otage de Yalta, puis de la guerre froide ; entre les deux blocs il est désormais un enjeu.

Après cette date, les mouvements pour l'indépendance prennent leur essor. En Iran, le processus d'alliance entre l'aile gauche du clergé chiite, les *bâzâris*, et le mouvement populaire s'est fait jour entre 1950 et 1953, lors de la bataille livrée par Mossadegh pour nationaliser l'Anglo-Iranian Oil Company<sup>10</sup>. Il s'est, il est vrai, soldé par un échec dans un premier temps, à cause du coup d'Etat du général Zahidi aidé de la CIA. La révolution du 23 juillet 1952 qui amène Nasser et ses amis au pouvoir, la nationalisation du canal de Suez en 1956, la guerre déclenchée par la France, l'Angleterre et Israël contre l'Egypte, la révolution du 14 juillet 1958 en Irak, etc., relèvent de la même poussée nationaliste. Les Américains et les Européens ne sont pas restés les bras croisés devant ces mouvements patriotiques pour l'indépendance et la nationalisation de l'industrie pétrolière<sup>11</sup>.

En fait, la politique américaine a consisté à déstabiliser le Moyen-Orient, d'abord par l'appui fourni à Israël, deuxièmement, et au sein de chaque pays, par son action sur les communautés minoritaires. Bien entendu, des facteurs intérieurs dans des pays comme l'Irak, le Liban, la Syrie, ont aussi beaucoup contribué à créer les conditions de la déstabilisation. Ce processus s'est engagé en Irak dès le lendemain de la révolution du 14 juillet 1958<sup>12</sup>. Mais la CIA n'en a pas moins joué un rôle

## *Limites du développement*

prédominant à partir du coup d'Etat du 8 février 1963, comme l'a reconnu Ali Salih Al Sadi, vice-premier ministre dans le premier gouvernement ba'thiste :

« Nous sommes venus au pouvoir dans un train américain <sup>13.</sup> »

De même, le roi Hussein de Jordanie, au cours d'un entretien avec le journaliste égyptien Muhammad Hassanienne Haicle, a déclaré :

« Vous m'avez dit que la CIA était derrière les événements de 1957 en Jordanie. Permettez-moi de vous dire que je suis sûr que ce qui s'est passé le 8 février 1963 [c'est-à-dire le coup d'Etat ba'thiste en Irak] était aussi soutenu par la CIA. Certains dirigeants de Bagdad ne connaissent pas cette vérité comme je la connais. Il y avait eu plusieurs pourparlers entre le parti Ba'th et la CIA à Koweït. Savez-vous qu'il existait une station de radio secrète qui émettait vers l'Irak pour fournir aux responsables irakiens les noms et les adresses des communistes irakiens afin de les arrêter et de les massacer <sup>14.</sup> »

En ce qui concerne le coup d'Etat du 17 juillet 1968 qui ramène le parti Ba'th au pouvoir, contentons-nous de citer les propos de Hanna Batatu qui peut être considéré comme le meilleur spécialiste de l'histoire politique irakienne contemporaine :

« While the coup of July 30 was purely bathist in conception, that of July 17 appears to have been a many-sided affair and is, in some of its aspects, rather vague <sup>15.</sup> »

### *4. Un parti unique et le glissement vers l'Etat policier*

Saddam Hussein, l'homme fort de l'Irak après les coups d'Etat des 17 et 30 juillet 1968 (d'abord vice-président du comité de révolution et, à partir de 1979, président de l'Irak) a rêvé d'intégrer la société irakienne, de faire de l'Irak le premier pays du Moyen-Orient, de le sortir du Tiers monde et surtout de devenir lui-même l'unificateur et le leader du monde arabe, depuis le Golfe jusqu'à l'Atlantique ! Tous ces rêves sont légitimes, si l'on a les moyens de les réaliser ! Quel a été le sort du premier rêve : intégration de la société irakienne et création d'un Etat fort, dans une société fragile, telle que nous l'avons dépeinte sommairement, et sans tradition étatique ? Pour le réaliser, le chef de l'Etat a choisi la manière brutale : briser tous les mouvements politiques, s'appuyer sur un seul parti, le Ba'th, et un seul leader, lui-même. Au fond, l'obsession de Saddam Hussein n'est-elle pas de parvenir à égaler le roi Sargon II d'Assyrie, comme l'a suggéré Claudia Wright un an avant la guerre avec l'Iran <sup>16.</sup> Mais Sargon II se reconnaîtrait-il dans la création d'un Etat

policier, despotique qui, selon Amnesty International, figure parmi les plus opprassifs du monde<sup>17</sup> ?

Pour comprendre le glissement vers cet Etat terroriste qui a amené la destruction du pays et le déclenchement de la guerre, il importe d'examiner les points suivants :

a) *Un parti leader*

Tout d'abord, comment concevoir l'idée de parti dans le monde musulman ? Dans « le Coran, le terme *hizb*, habituellement traduit par « faction » et qui dans le monde musulman actuel sert fréquemment à désigner le « parti » au sens moderne, est le plus souvent pris en mauvaise part<sup>18</sup> ». Mais les partis Ba'th en Irak et en Syrie ne méritent-ils pas, en définitive, cette connotation péjorative de faction ? Malgré la fragilité de son pays, Saddam Hussein est hanté par l'idée d'un parti leader en Irak. Dans le rapport politique adopté par le huitième congrès régional du parti Ba'th, en 1974, le parti ba'thiste est clairement proclamé leader tandis que les autres partis se trouvent marginalisés au sein du « Front patriotique nationaliste progressiste » ; il s'agit surtout en l'espèce des partis tant communiste que démocrate du Kurdistan.

Au contraire du Parti communiste, qui professe une théorie et une idéologie solides, et du parti de Daawa basé sur des principes islamiques, la doctrine du parti leader Ba'th demeure floue. Voici la mise au point que lui consacre H. Batatu au moment d'examiner la pensée de son fondateur Michel Aflaq :

« But the logical difficulties that, on examination, his ideology betrays, are not due merely to his romantic style, but also to his undisciplined eclecticism: his thoughts are a mixture of an essentially humanitarian nationalism and aspects of the individualism of the Enlightenment, the democratism of the Jacobins, the youth idealization of Mazzini, the class standpoint of Marx, the elitism of Lenin, and over and above that, a strong dose of Christian spirituality and a nationalistically interpreted Islam. The mixture is often mechanical. In other words, Aflaq makes no serious attempt to synthesize the ideas that he imbibed<sup>19</sup>. »

L'absence de structure solide a poussé le parti Ba'th en Irak et en Syrie à travailler contre les trois buts (Unité, Liberté, Socialisme) inscrits à son propre programme. Aucun mouvement ou parti dans le monde arabe n'a autant cherché à liquider l'OLP que les deux partis Ba'th (surtout celui du président Assad). Aucun mouvement ou parti au pouvoir dans le monde arabo-islamique n'a autant violé les droits de l'homme que ceux des deux pays. Il suffit pour s'en rendre compte de considérer les moyens proposés par Aflaq lui-même. C'est d'abord la croyance en la vertu du coup d'Etat (*inkilab*)<sup>20</sup> et, par conséquent, en l'alliance privilégiée avec les militaires et les nervis. Ainsi Aflaq, fondateur du parti, a permis en

1964 l'accession d'un jeune homme de vingt-sept ans au commandement régional, malgré son passé : il avait en effet participé à la tentative d'assassinat en 1959 du premier ministre irakien Abdel Karim Kasim (à l'origine de la chute de la monarchie en 1958 et très largement considéré comme un patriote) et était accusé d'avoir assassiné un cadre du Parti communiste dans la région de Tikrit (ce pour quoi il était alors sous les verrous). Cet homme n'est autre que le président irakien actuel.

La tragédie politique de l'Irak s'incarne en Saddam Hussein à partir de son accession au commandement régional. Si durs qu'ils paraissent, ces propos ne sont nullement exagérés en ce qui concerne les antécédents de Saddam Hussein. Dans le livre commandé par le président lui-même et rédigé par le journaliste égyptien Amir Iskander, Saddam Hussein raconte que dès l'âge de dix ans il possédait un revolver<sup>21</sup> ; il relate également comment il a participé à la tentative d'assassinat du premier ministre irakien Kasim, comment, en une tout autre occasion, il a menacé de son arme un chauffeur lors d'une simple altercation sur la voie publique<sup>22</sup>, comment, en 1961, il a été arrêté par la police égyptienne parce qu'il méditait de supprimer un autre ressortissant irakien suspect de sympathies nassériennes, comment, enfin, il a été relaxé en cette circonstance grâce à l'intervention du président Nasser lui-même<sup>23</sup>.

Au prix d'un coup de force historique, Amir Iskander a « reconstitué » l'arbre généalogique de la famille de Saddam Hussein<sup>24</sup>, dans le seul but d'établir une liaison avec l'imam Ali (gendre du Prophète) et par là même conférer à Saddam Hussein une autorité mythique pour créer les conditions d'une certaine restauration de la Succession, sur le modèle monarchique qui existait déjà en Irak avant le 14 juillet 1958.

D'un point de vue pratique, l'esprit factieux du Parti ba'thiste s'est également manifesté par le glissement du pouvoir des mains des officiers du Nord-Ouest de l'Irak (depuis 1963) à celles des officiers originaires de Tikrit. Comme par hasard, la petite ville de Tikrit n'est autre que le berceau de Saddam Hussein, au Nord-Ouest de l'Irak encore.

Comme dans tous les régimes dirigés par un parti unique, le régime irakien a créé une armée dite populaire et une armée de métier ba'thiste convaincue, une police politique qui peut être considérée comme l'une des plus redoutables au monde, a fait main basse sur les syndicats de travailleurs et de paysans, sur l'Union des étudiants, des femmes, etc.

Dans un pays tel que l'Irak, l'existence d'un parti monopoliste travaille au recul de la conscience de classe, de la conscience de soi, et au retour à une forme de conscience collective. De fait, l'*asabyia* (solidarité tribale), telle qu'elle était décrite par Ibn Khaldoun<sup>25</sup>, se réalise en Irak, dirigé par un groupe socio-géographique très étroit, les « Tikritis », et en Syrie, aux mains des Alaouites.

Au surplus, en accaparant le pouvoir et en luttant pour le garder par tous les moyens<sup>26</sup>, Saddam Hussein a créé autour de sa personne un véritable culte. C'est l'homme aux quarante-cinq titres prestigieux, un nouveau Haroun Al Rashid tel que le présentent les *Mille et une nuits*. Il se veut l'objet d'une grande popularité : tous les Irakiens peuvent

téléphoner à Monsieur le Président, lui demander d'intercéder pour sauver la vie d'un malade ou celle d'un condamné ou encore de relâcher un détenu. L'armée irakienne, c'est l'armée de Monsieur le Président<sup>27</sup>; toute victoire remportée est celle de Monsieur le Président. En Irak, un-seul-leader - un-seul-homme - un-seul-penseur - un-seul-écrivain - un-seul-théoricien - un-seul-tacticien - un-seul-génie - un-leader-de-nécessité - l'homme-miracle<sup>28</sup>.

Ce culte de la personnalité dans un pays fragile, sans institutions solides, n'a fait que réduire le rôle du parti qui est devenu une institution policière (la délation est généralisée), voire une sorte de maffia.

b) *Les efforts pour détruire le Parti communiste irakien*

L'existence d'un Parti communiste en Irak peut être considérée comme le signe tant de l'évolution vers une société de classes que d'un certain développement économique, industriel et culturel. Le Parti communiste irakien, fondé en 1937, est devenu la force politique la plus importante dans les années soixante, sans égale dans cette région du monde si l'on excepte le PC soudanais. Il a joué un rôle indiscutable dans la vie politico culturelle. Toutefois, dans les années soixante, le Parti a commis de nombreuses erreurs : il a d'abord mené une politique opportuniste vis-à-vis du régime Kasim (1958-1963), ce qui a entraîné le massacre de milliers de communistes après le coup d'Etat ba'thiste et nationaliste de février 1963. Puis, en 1973, le Parti est entré dans le « Front patriote nationaliste progressiste », pactisant ainsi avec ses pe.sécurateurs de 1963 (les ba'thistes), en même temps d'ailleurs que le Parti démocratique du Kurdistan.

Les échecs du PC irakien, qui jusque-là disposait d'une base très large et s'était gagné les sympathies des intellectuels de la gauche indépendante, ont sans doute contribué à faire prévaloir la voie du « suivisme » vis-à-vis de l'Union soviétique.

La direction de ce parti, vieux, archaïque, opportuniste, borné et qui tient aujourd'hui Saddam Hussein pour un malade et un fasciste, pour le valet des intérêts impérialistes dans la région<sup>29</sup>, ne voyait en lui entre 1970 et 1978 qu'un progressiste, le Castro de l'Irak, le camarade Saddam, le socialiste, un vrai militant contre l'impérialisme<sup>30</sup> !

Malgré ces prises de position aberrantes, aucun développement digne de ce nom n'est aujourd'hui possible sans le concours du Parti communiste irakien, et aucune participation de celui-ci aux affaires n'est possible sans une direction dynamique, intelligente et apte à accorder la priorité aux intérêts nationaux.

c) *Le mouvement kurde*

C'est après le démembrément de l'Empire ottoman que la question des minorités (kurde, copte, etc.) au Moyen-Orient a été mise à l'ordre du jour et a commencé à revêtir une importance capitale.

### *Limites du développement*

Les Kurdes ou, comme on les appelle en Turquie les « Turcs des montagnes » et en Iran les « Aryens », n'ont que récemment réussi à se faire réellement entendre, bien que le mouvement autonomiste kurde soit apparu dès les années 1940 à l'initiative de Mala Mustapha Al Barazani.

La politique de l'autruche suivie par le gouvernement central dans cette affaire n'a abouti à rien, pas plus que les massacres perpétrés par l'armée de Bagdad contre la population civile du Kurdistan irakien (incendie et bombardement de villages, voire récemment usage d'armes chimiques).

Avec l'accord du 11 mars 1970 entre le régime ba'thiste et le parti kurde de Barazani, Saddam Hussein a pu se féliciter d'avoir fait un grand pas dans la voie de la stabilisation de la société irakienne. Mais, en pratique, l'accord est resté lettre morte.

A l'évidence, l'aspiration de Saddam Hussein à devenir le seul leader de l'Irak et sa volonté de mettre sous le boisseau tout mouvement politique à l'exception du parti Ba'th a compromis — et compromet toujours — le règlement de toute question de minorités. Aussi a-t-on assisté à une tentative d'assassinat sur la personne de Mustapha Al Barzani (1971), et à des chantages exercés sur les Kurdes postulant à des emplois administratifs (la condition exigée d'eux était tout simplement d'avoir adhéré au parti Ba'th, c'est-à-dire à un parti qui ne reconnaît d'autre nation que la nation arabe !).

Bref, tous les articles de l'accord étaient loin d'être appliqués, ce qui a conduit au déclenchement d'une guerre entre l'armée de Bagdad et la communauté kurde en 1974. Et comme il est toujours difficile de venir à bout d'une guérilla, il ne restait qu'une solution à Saddam Hussein : s'accorder avec le chah. L'accord d'Alger en 1975 stipulait ainsi l'arrêt de toute aide iranienne aux Kurdes irakiens mais, en contrepartie, prévoyait la cession par Saddam Hussein au chah de la moitié du fleuve Chat-el-Arab, sacrifice durement ressenti par l'opinion, surtout dans un tel marché.

En fin de compte, à la lumière de la guerre engagée par l'Irak contre l'Iran, il se vérifie que la question kurde ne peut être réglée ni par la force ni par un pacte avec le voisin iranien, lui-même en butte aux mêmes problèmes. Il n'est pas de solution, en fait, sans une véritable participation des Kurdes irakiens à la vie politique de leur pays.

#### d) *Le mouvement islamique*

Le mouvement islamique, d'obédience chiite, était marginal avant le coup d'Etat du 17 juillet 1968. Tout au plus s'était-il signalé jusque-là en se prononçant contre certaines réformes sociales telles que la réforme agraire de 1959.

Vis-à-vis de ce mouvement, l'attitude de Saddam Hussein a été identique à celle qu'il a adoptée à l'égard des autres (communiste, kurde, etc.) : volonté de contrôler ou de museler autoritairement tout

groupe non-aligné. Il a entrepris dès 1968 de contrecarrer le mouvement chi'ite et, bien entendu, après le début des hostilités Iran-Irak, son action à l'encontre des chi'ites s'est durcie. Il s'est employé notamment à liquider et à emprisonner des milliers de sympathisants du parti Al Daawa<sup>31</sup>.

Assurément les divergences sunnites-chi'ites n'avaient jamais pu, avant lui, être réduites. Chacun campait sur ses positions, servi par une inattaquable logique aristotélicienne. Aucun des régimes qui se sont succédé de 1924 à 1968 n'avait donc réussi à éteindre le différend avec l'institution chi'ite. Saddam Hussein n'y est pas mieux parvenu que ses prédécesseurs ; il a même durci la tension. Car aussi bien le rêve du président de briser le mouvement chi'ite a-t-il tourné au cauchemar : par les persécutions contre l'organisation chi'ite, le régime ba'thiste a obtenu le résultat inverse.

Avec l'aide de l'Iran, les chi'ites irakiens ont formé, équipé et entraîné une armée en territoire iranien ; ils y ont mis également sur pied un haut comité islamique dirigé par Hudjat Al Islam Muhammad Baker Al Hakim (lequel réside toujours en Iran en compagnie des autres membres de ce comité), un journal, une radio dirigée sur l'Irak, etc.

Au total, le Parti islamique chi'ite irakien est aujourd'hui le premier à diriger la lutte contre le régime ba'thiste de Bagdad, de concert avec les Kurdes. Du reste, un pacte d'alliance a été conclu entre les deux mouvements, ratifiant de la sorte une convergence d'intérêts qui jusque-là ne se traduisait pas dans les faits.

Ce sont des facteurs à la fois intérieurs (une société fragile, une mosaïque de populations, le passage du *wilayat* à l'Etat, etc.) et extérieurs (les intérêts économiques et géopolitiques dans la région, l'accord de Yalta et la Détente) qui ont installé au pouvoir des hommes tels que Saddam Hussein en Irak, le chah en Iran, mais aussi Papa Doc en Haïti, Marcos aux Philippines, etc.

L'ambition de Saddam Hussein de créer un seul parti leader à sa dévotion et de faire disparaître toute force opposante a fini par transformer le parti en une maffia et, paradoxalement, par renforcer tous les mouvements politiques, au premier rang desquels se situe désormais le mouvement chi'ite, doté pourtant d'une base relativement étroite avant l'arrivée du Ba'th au pouvoir en 1968.

Prétendant rééquilibrer la démographie irakienne par l'apport migratoire de quatre millions d'étrangers (sunnites), le président n'a pas non plus rencontré le succès escompté.

L'échec dans les domaines de l'industrialisation et de la réforme agraire a été tout aussi complet, de même en ce qui concerne culture et éducation. Le régime n'a réussi en effet qu'à créer une intelligentsia factice. Les universités de l'Irak sont remplies de professeurs incomptents. En France maints enseignants voire même facultés pourraient en rendre témoignage<sup>31</sup>.

## *Limites du développement*

Pareille politique, reposant sur l'alternative simpliste de la carotte et du bâton, n'en a pas moins constitué quinze millions d'Irakiens en otages de Monsieur le Président.

Juillet 1987

### NOTES

1. Cf. Amir Iskander, *Saddam Hussein, le militant, le penseur et l'homme*, Paris, Hachette-réalités, 1980 ; Fouad Matar, *Saddam Hussein ou le Devenir irakien*, Paris, Le Sycomore, 1980 ; Paul Balta, *Ira-Irak, une guerre de 5 000 ans*, Paris, Anthropos, 1987.

2. Hanna Batatu, *The Old social classes and the revolutionary movements of Iraq: a study of Iraq's old landed and commercial classes and of its communists, bathists and free officers*, Princeton University Press, 1978.

3. Abu Hanifa, juriste musulman, fondateur de l'école hanafite, né vers 696 et mort à Kufa en 767.

4. Ali Wardi, *Certains aspects sociaux de l'histoire moderne de l'Irak* (en arabe), Bagdad, 1969, t. I, p. 9.

5. Ibrahim Muhammad, « La position islamique vis-à-vis du funeste coup d'Etat du 17 juillet 1968 » (en arabe), paru dans l'organe du mouvement islamique irakien, *Liwa as Sadr*, 309, 15 juillet 1987.

6. Ali Wardi, *op. cit.*, pp. 17-20.

7. Hanna Batatu, *op. cit.*, pp. 63-152.

8. Ali Wardi, *op. cit.*, pp. 17-20.

9. Hanna Batatu, *op. cit.*, p. 49.

10. Alain Chenal, « Le chi'isme et les événements d'Iran », *Pouvoirs*, n° 12, 1980, p. 120.

11. Pour comprendre le jeu américain, cf. Males Copeland, *The Game of nations*, London, 1969 ; Wilbur Crane Eveland, *Rops of sand, America's failure in the Middle East*, trad. par Salamin Wahib dans l'organe communiste irakien, *Iraq Al Ghad*, publié en Syrie à partir du n° 3, janvier 1987.

12. De 1958 à nos jours, l'Irak n'a pas connu moins de vingt tentatives de coup d'Etat, dont cinq ont abouti.

13. Lors d'une interview réalisée par la revue égyptienne *Al Taliya* en 1967. Nous traduisons de l'arabe.

14. Lors d'une interview réalisée par le journal égyptien *Al Ahraam*, 27 sept. 1963, cité par Hanna Batatu, *op. cit.*, pp. 985-986.

15. Hanna Batatu, *op. cit.*, p. 1073.

16. Claudia Wright, « Iraq new power in the Middle East », *Foreign affairs*, winter 1979-1980, pp. 257-277.

17. Cf. les rapports annuels d'Amnesty international de 1968 à ce jour.

18. Pierre Rondot, « Les partis dans le monde musulman », *Pouvoirs*, n° 12, 1980, p. 81.

19. Hanna Batatu, *op. cit.* pp. 730-731.

20. Michel Aflaq, *Fi Sabil al Bath*, Beyrouth, 1976 (9<sup>e</sup> éd.), p. 126.

21. Amir Iskander, *op. cit.*, p. 43.

22. *Ibid.*, pp. 45-49.

23. Hanna Batatu, *op. cit.* p. 1084.

24. Voir dans le livre d'Amir Iskander, p. 21, l'arbre généalogique de la famille.

25. Ibn Khaldoun, *Al Mukadama*, Beyrouth, 1980.

*F. Mahdi*

26. Cf. le rapport politique adopté par le huitième congrès régional du parti arabe socialiste Bath, Bagdad, 1974.
27. C'est le titre officiel : tout Irakien est obligé de l'appeler ainsi même dans la conversation courante.
28. Cf. le rapport politique adopté par le deuxième congrès régional du parti arabe socialiste Bath, Bagdad, 1982.
29. Cf. l'organe communiste irakien *Al Ghad al Dimocratie*, 1986-1987.
30. Parcourir à ce propos l'organe communiste irakien *Tarik al Shaab*, 1973-1978.
31. Ibrahim Muhammad, *art. cit.*
32. Le parti communiste irakien ne procède malheureusement pas autrement en envoyant ses membres étudiants à la chasse aux diplômes dans les pays du bloc de l'Est.

## **LES CHIITES D'IRAK : UNE MAJORITE DOMINEE A LA RECHERCHE DE SON DESTIN**

Pierre MARTIN

Définir les grandes tendances qui ont animé la communauté chiite d'Irak depuis l'indépendance formelle du pays, le 3 octobre 1932, est une entreprise malaisée ; d'abord parce que peu de communautés majoritaires (les chiites représentent environ 55 % de la population irakienne) ont exprimé de façon aussi peu convaincante leur identité, mais aussi parce qu'à l'heure où l'on n'envisage schématiquement pour cette communauté que deux alternatives : l'allégeance confessionnelle et l'allégeance nationale, il est bon de rappeler ce qui fait la particularité d'une communauté qui reste dominée politiquement, y compris dans l'absence apparente de projet collectif susceptible de mobiliser l'ensemble du chiisme irakien. Le chiisme, qui est la principale composante de la société irakienne, par le nombre et par les valeurs qu'il véhicule (ce qui est le fondement de la personnalité de l'Irak par rapport aux autres pays arabes), demeure une culture dominée avec tout ce que cela implique comme limites à l'expression de l'identité, pouvant parfois aboutir à la perte de l'identité chiite, mais bien plus souvent au refoulement de celle-ci au plus profond de soi, comme si des siècles de misère, de soumission et de mépris n'avaient pas fini de laisser des traces. Pour la plupart, le chiisme se vit intérieurement et non dans le projet politique. Le politique vient se greffer à partir d'autres marques identitaires : tribales, régionales, sociales et nationales, ce qui donne un large éventail d'attitudes — où les revendications proprement chiites ne sont pas absentes —

qui paraissent manquer de cohérence, mais où l'on peut déceler si l'on y prend garde les motivations dominantes de la personnalité chiite irakienne. La résurgence du facteur religieux comme base d'inspiration d'un projet politique, pour la première fois depuis le début du siècle, est un fait remarquable qui traduit les tensions nées des bouleversements sociaux considérables des dernières décennies. Le choix de 1932 comme point de départ de cette étude peut sembler arbitraire tant on sait que l'indépendance officielle de l'Irak n'a été qu'un mot vide de tout contenu ; cette date n'en constitue pas moins une étape dans l'évolution du pays après la période du mandat, marquée par la difficile construction de l'Etat sous le règne de Faiçal contre les chiites et contre les Kurdes ; elle inaugure, après la défaite des adversaires de l'Etat irakien, une nouvelle phase de l'intégration nationale.

### *Quels chiites irakiens ?*

A part quelques centaines de milliers de chiites répartis entre les Kurdes (les Kurdes Fayli dont certains ont joué un rôle de premier plan dans l'histoire moderne de l'Irak), les Turkmènes et les Persans (la communauté persane, très influente, a aujourd'hui pratiquement disparu suite aux mesures d'expulsions massives ordonnées par le régime ba'thiste), la quasi totalité des chiites irakiens est arabe et d'origine bédouine plus ou moins récente. C'est là un fait capital qui a marqué les mentalités et ce jusqu'à nos jours.

### *Bédouins et conversions récentes*

Le nomadisme n'est pas un facteur favorable au développement d'une pratique religieuse intense. Ibn Khaldun avait déjà remarqué en 1377, qu'en raison de leur « nature primitive et non civilisée », les bédouins étaient réfractaires à l'adoption d'une religion si ce n'est superficiellement<sup>1</sup>. Plus près de nous en 1907, Habib Chiha assure que la plupart des bédouins négligeaient alors leurs prières ainsi que les autres préceptes de l'islam et que si on les questionnait sur la nature de leur religion, ils répondraient simplement qu'ils suivaient la religion de leur shaykh<sup>2</sup>. Dans les années vingt, un shaykh tribal exprimait sa désillusion quant à la nouvelle religion qu'il croyait avoir adopté, la *Mâgrâtiyya*, prononciation déformée de *dîmûqrâtiyya* (démocratie), à laquelle le roi Faiçal semblait s'être converti. Le passé bédouin explique en partie l'ignorance de nombreux chiites irakiens quant au dogme de leur religion. Il explique aussi que l'islam de ces derniers soit souvent fortement teinté de valeurs tribales. Dans bien des cas, les tribus chiites ont continué à vivre selon le code d'honneur bédouin, glorifiant la virilité, les faits d'armes et le refus de se soumettre à toute autorité extérieure à la tribu, plus que selon les principes de la *sharî'a*. Les réflexes de solidarité tribale ou régionale jouent aujourd'hui encore de façon très nette.

De nombreuses tribus chi'ites — et non des moindres — ne se sont converties au chi'isme qu'au cours des deux derniers siècles. C'est le cas des Bani Tamîm, installés au sud-ouest de Bagdad, Zubayd, qui se sont sédentarisés entre Hilla et la capitale irakienne, et des Rabî'a, qui sont sur la rive droite du Tigre dans la région de Kut. La Mésopotamie est probablement le dernier réceptacle des dernières grandes vagues d'invasions bédouines qui, jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, ont profondément modifié la structure sociale du pays. Venues des déserts du Najd, du Hassa ou de la Djézireh, ces tribus se sont peu à peu sédentarisées dans les vastes plaines irriguées par le Tigre et l'Euphrate. Elles se sont alors adaptées au rite religieux ambiant, certaines tribus se trouvant ainsi divisées entre une branche sunnite et une branche chi'ite. La conversion au chi'isme a été favorisée par l'action prosélytique des *mu'min*, sorte de religieux itinérants allant porter la bonne nouvelle de village en village. Il y avait parmi ces *mu'min* d'authentiques étudiants sortis des écoles religieuses des villes saintes et envoyés par les plus importants membres du clergé dans les campagnes comme missionnaires, mais aussi de véritables charlatans qui répandaient les superstitions les moins islamiques et qui en profitait, tel Tartufe, pour vivre aux dépens des tribus. Toutefois, pour imparfaite qu'elle ait été, la campagne de conversion au chi'isme porta ses fruits, puisqu'elle réussit à former un pays chi'ite homogène qui occupe en gros le Sud de l'Irak à partir de Bagdad. On peut se demander comment des conversions aussi massives ont pu avoir lieu à la barbe et au nez du gouvernement sunnite ottoman. L'explication tient au fait que les campagnes du Sud mésopotamien ont longtemps échappé à tout contrôle. Des rapports de l'administration ottomane montrent cependant que le prosélytisme chi'ite inquiétait les fonctionnaires locaux. L'action des *mu'min* fut également facilitée par l'assimilation aux yeux des tribus entre sunnisme, pouvoir et répression ; le traditionnel esprit d'indépendance tribale trouvait ainsi une expression religieuse.

#### *Chi'isme, sédentarisation et tribalisme*

La sédentarisation a renouvelé la hiérarchie tribale : les éleveurs de chameaux formaient l'aristocratie bédouine qui n'avait que mépris pour les éleveurs de moutons, ou pire encore, les paysans agriculteurs et les habitants des marais — les fameux *ma'dân* si bien décrits par Thesiger<sup>3</sup>. En raison de sa configuration géographique, l'Irak a en effet cette particularité qu'il ignorent les autres pays arabes, d'avoir des bédouins éleveurs de buffles et même des bédouins pêcheurs. Les tentes en poils de chèvre et de chameau cédaient la place aux habitations en roseaux. Parallèlement, la sédentarisation a aussi correspondu à un morcellement des grandes confédérations tribales. Ramenées à des dimensions plus réduites, les tribus avaient tendance à tomber sous l'autorité de shaykhs tyranniques. C'est le cas de la grande confédération tribale des Muntafiks. Originaires du centre de l'Arabie, ils étaient

apparus aux confins de la Mésopotamie à la recherche de pâturages dès le XV<sup>e</sup> siècle. En se sédentarisant, les tribus Muntafiks se convertirent au chi'isme, tandis que leurs shaykhs, les Sa'adûn, restaient attachés au sunnisme et au prestige que leur conférait l'appartenance à une tribu chameilière. La conversion au chi'isme s'est donc identifiée dès son origine à la nécessité pour les tribus sédentarisées ou semi-sédentarisées de trouver des valeurs religieuses qui soient adaptées à leur nouvelle situation. Le chi'isme s'est imposé à partir de la déchéance au regard du code bédouin d'un statut lié à la sédentarisation. Par son dogme, refusant toute légitimité au pouvoir et glorifiant la lutte contre l'oppression, et par ses rites, qui permettent d'exprimer la souffrance de façon collective, il fournissait le cadre idéal au monde tribal pour manifester son opposition face à certains shaykhs et au pouvoir sunnite. C'est cette adéquation parfaite entre chi'isme et tribalisme dans le Sud mésopotamien qui permet de comprendre la particularité du chi'isme irakien.

Le milieu bédouin et la persistance d'un semi-nomadisme n'ont pas été favorables à la formation d'un clergé nombreux et présent dans les moindres villages, comme c'est le cas en Iran. Les campagnes chi'ites sont restées jusqu'à nos jours dépourvues de toutes institutions religieuses, les membres du clergé étant confinés dans les villes saintes, où la majorité des religieux est depuis longtemps iranienne ou d'origine iranienne. Le rayonnement des villes saintes sur les campagnes a pourtant été de tous temps considérable, mais il existait toujours entre les tribus misérables et illétrées et les *mujtahid*<sup>4</sup> l'intermédiaire des shaykhs tribaux chi'ites dont beaucoup, surtout dans le Moyen-Euphrate, étaient également sayyids. C'est donc à travers le prisme tribal que les tribus recevaient toujours les directives du clergé. Malgré une vive conscience de leur différence avec les sunnites, peu de chi'ites des campagnes étaient au début du siècle capables d'expliquer en quoi consistait cette différence. Le mélange du tribalisme et de l'ignorance a amené les chi'ites irakiens à une pratique religieuse plutôt sélective. Alors que les fêtes et commémorations spécifiquement chi'ites comme Ashûra<sup>5</sup>, les *qirâya*<sup>6</sup>, les *ta'ziya*<sup>7</sup>, les *shabîh*<sup>8</sup> pendant le mois de Muharram, et les visites en pèlerinage aux tombeaux des Imams chi'ites ont toujours attiré des foules importantes, les autres aspects du rite étaient négligés, comme par exemple les cinq prières quotidiennes (réduites, il est vrai, à trois chez les chi'ites, les prières du midi et de l'après-midi, celles du coucher du soleil et de la nuit étant faites ensemble dans la foulée de la précédente), la prière du vendredi (qui ne revêt pas la même importance que chez les sunnites, les chi'ites répugnant par ailleurs à faire leur prière derrière un imam sunnite) ou le respect du jeûne pendant le mois de Ramadan (les chi'ites n'ont pas la même rigueur dans le jeûne que les sunnites). Bizarrement, ce sont certains rites communs aux chi'ites et aux sunnites qui sont l'objet d'une moindre attention de la part des chi'ites. Cela n'a pas manqué de susciter des réactions de la part des sunnites toujours prompts à railler les « mauvais

musulmans » que sont à leurs yeux les chi'ites, et à considérer l'ignorance des rites et un certain sous-développement lié au tribalisme comme des tares spécifiquement chi'ites. A quoi il faut ajouter les traditionnelles plaisanteries présentant les femmes chi'ites comme des femmes faciles du fait de la possibilité qu'ont les hommes chi'ites de contracter des mariages temporaires — le fameux *zawâj al-mut'a* —<sup>9</sup>, pour une période parfois très courte, ce que les sunnites estiment être de la prostitution. Même aujourd'hui, où la majorité des chi'ites vit dans un cadre urbain, fort éloigné de la société rurale et tribale qui dominait encore au début du siècle, on remarque toujours le même laxisme des chi'ites quant à certains aspects du rite. C'est là une façon de se différencier des sunnites.

#### *Villes saintes, clergé et bandes armées*

La présence sur l'actuel territoire de l'Irak des quatre plus importantes villes saintes du chi'isme a joué un rôle capital dans l'enracinement de la communauté en terre mésopotamienne. C'est là qu'est né le chi'isme, là où se sont déroulés les événements qui au VII<sup>e</sup> siècle ont provoqué la séparation des partisans d'Ali d'avec le reste de la communauté musulmane. Ces événements sont toujours très présents dans les consciences chi'ites, le calendrier des commémorations chi'ites, qui sont nombreuses, permettant de revivre chaque année les tragédies d'il y a treize siècles avec une intensité jamais démentie. La terre de Najaf et de Kerbela, qui a été témoin des drames du passé, est une terre sacrée. Autour des tombeaux scintillants d'or des Imams chi'ites à Najaf, Kerbela, Kazimayn et Samarra, se sont développées de nombreuses institutions religieuses où les étudiants viennent suivre les cours des *marja'*<sup>10</sup>. Là résident les plus grands *mujtahid*, en particulier à Najaf, qui est le passage obligé de tous ceux qui souhaitent s'élever dans la hiérarchie du clergé chi'ite. L'ensemble des cercles d'études et des institutions religieuses constitue ce qu'on appelle la *hawza 'ilmiyya*, sorte d'immense université d'où sortiront les futurs membres du clergé. Les villes saintes chi'ites ont toujours été une source d'inquiétude pour les pouvoirs en place. Pendant longtemps, et même après l'occupation britannique en 1917, elles ont constitué des enclaves échappant à toute autorité gouvernementale d'où le clergé lançait anathèmes et appels au *jihâd* contre les puissances occidentales, et en particulier contre la Grande-Bretagne. L'autonomie de ces villes, surtout de Najaf la plus rebelle de toutes, avait permis dès le XIX<sup>e</sup> siècle d'en faire le refuge de toutes les idées en opposition au pouvoir ottoman comme à celui du chah de Perse, depuis les idées les plus rétrogrades jusqu'aux plus avancées. Le clergé chi'ite représentait une force qu'aucun gouvernement ne pouvait prétendre ignorer ni à Istanbul ni à Téhéran. La nationalité ou l'origine iranienne de la plupart des grands religieux n'a, semble-t-il, jamais diminué leur influence sur les tribus chi'ites. On raconte qu'en 1920, l'ayatollah Kashani, qui ne parlait que le persan,

avait sillonné les campagnes chi'ites afin d'inciter à l'insurrection contre les Anglais, et qu'il se faisait comprendre par gestes<sup>11</sup>. Toutefois, c'était une exception car tous les *mujtahid* parlaient l'arabe, la langue du Coran, et les villes saintes présentaient un aspect cosmopolite où se faisait une symbiose entre culture arabe et culture persane et même indienne. L'argument ethnique a souvent été utilisé par les gouvernants successifs de l'Irak pour tenter de présenter le clergé chi'ite comme un élément étranger au pays, recherchant des objectifs incompatibles avec les intérêts de l'Irak. Mais les campagnes xénophobes n'ont jamais suscité d'esprit anti-persan parmi les chi'ites irakiens, habitués à accueillir les religieux du pays voisin. Il y avait dans les villes saintes, partageant le pouvoir avec le clergé, des bandes armées chargées de défendre les quartiers contre les attaques fréquentes venues du désert. Des shaykhs de quartiers en étaient les chefs. La rivalité des Zugurt et des Shumurt à Najaf, qui constituaient les deux bandes principales, est restée célèbre.

Lorsque, en 1914, les premiers détachements britanniques avaient débarqué à Fao, ils avaient dû affronter les bataillons de *mujāhidin* chi'ites venus prêter main forte à l'armée ottomane. Les religieux chi'ites avaient, en effet, appelé à la défense de l'Etat ottoman musulman contre les envahisseurs. Après l'effondrement de l'Empire ottoman, ces mêmes religieux allaient prendre la tête du mouvement d'opposition à la Grande-Bretagne, réclamant l'avènement en Irak d'un Etat islamique et arabe indépendant, sans lien avec la Grande-Bretagne. A chaque étape de la mainmise britannique qui devait aboutir à l'instauration du régime hachémite au début des années vingt, les Anglais trouvèrent dans les ulémas chi'ites leurs ennemis les plus intraitables. La révolution de 1920, qui a vu s'insurger la majeure partie du pays chi'ite contre les Britanniques, fait aujourd'hui partie de la mythologie nationale. Le rôle dirigeant joué alors par les religieux est indiscutable. Malgré leur détermination et le pouvoir immense sur les masses chi'ites du Sud de l'Irak dont ils disposaient, les *mujtahid* avaient dû reculer à chaque étape du renforcement de la domination britannique sur le pays. Surtout, ils n'avaient pu enrayer la dynamique de la construction de l'Etat irakien sous tutelle de la Grande-Bretagne. Les chi'ites furent tenus à l'écart des instruments du pouvoir (essentiellement l'armée et le gouvernement), comme ils l'avaient toujours été à l'époque ottomane. La plupart des hauts postes de l'Etat étaient investis par la bourgeoisie arabe sunnite, tandis que le clergé vaincu entamait un mouvement de repli dans les villes saintes. Conscients de l'impossibilité de gouverner le pays sans un minimum de participation chi'ite, les Anglais et le roi Faiçal vont favoriser l'émergence d'une classe de politiciens chi'ites, ainsi que la réussite de certaines familles de commerçants chi'ites. Au projet politique islamique des ulémas du début des années vingt, défenseurs acharnés de l'indépendance des pays islamiques, allait faire place, après que la société tribale chi'ite ait été matée par la force militaire, une nouvelle phase où l'ambiguité dominera les rapports entre l'Etat et les chi'ites.

### *Révoltes tribales et politiciens*

A l'indépendance du pays, en 1932, l'intégration de la grande masse des chi'ites à une communauté nationale encore à venir était loin d'être acquise. Les chi'ites vivaient encore majoritairement dans les campagnes tribales du Sud, dans un état d'arriération et de pauvreté difficilement imaginable. La politique des Ottomans à la fin de leur règne, puis des Britanniques, avait consisté à faire des shaykhs tribaux les instruments de leur politique. Les tribus avaient été dépossédées de leurs terres ancestrales au profit de shaykhs dont les sentiments probritanniques étaient proportionnels aux faveurs qu'ils réussissaient à s'attirer. En remerciement pour leur collaboration, les shaykhs se voyaient attribuer des postes au sein du gouvernement ou des sièges de députés au parlement. La caricature de système parlementaire mis en place par les Anglais allait vite servir de tremplin pour toute une classe de politiciens chi'ites opportunistes et corrompus qui n'hésitaient pas à avoir recours à la pression de la violence tribale pour améliorer leur position personnelle au gouvernement, au parlement, dans les partis, ou pour l'attribution de terres. Alors qu'au début des années vingt, il était courant d'entendre : « les tribus sont l'armée des *mujtahid* », il était plus juste de dire dans les années trente, « les tribus sont l'arme des politiciens ». L'utilisation des révoltes tribales par ces derniers à des fins égoïstes est ce qui a caractérisé le mieux la communauté chi'ite après l'indépendance.

### *Le parti Ikha et la cause chi'ite*

Les agissements du parti Ikha et de shaykh Abdul-Wâhid Sikar en 1935 illustrent parfaitement notre propos. Après la mort de Faiçal en 1933, et son remplacement par son fils Ghâzi, l'opposition nationaliste regroupée au sein du parti Ikha décida de mettre à profit cet affaiblissement de l'exécutif et d'exploiter le mécontentement des tribus. Lui-même sunnite, Abdul-Wâhid Sikar était le shaykh de la tribu chi'ite des Fatla dans le Moyen-Euphrate. Nationaliste et ambitieux, il s'était acquis un prestige indéniable lors de la révolution de 192J contre les Anglais dont il avait été un des dirigeants. Ayant finalement trouvé son intérêt à une participation au jeu politique, il s'était mis au service du parti Ikha. L'influence de shaykh Abdul-Wâhid Sikar se limitait à la région de Diwaniyya, mais en se faisant le champion de la cause chi'ite face au gouvernement, il pouvait rallier à lui une grande partie du pays chi'ite. Le gouvernement de Ali Jawdat, formé en août 1934, avait exclu la participation de membres de l'Ikha, et comptait, il est vrai, encore moins de ministres chi'ites que les gouvernements précédents. Avec les leaders chi'ites de l'Ikha dont Sayyid Muhsin Abu Tabîkh et Sayyid Alwân al-Yâssiri, il adressa une lettre à l'ayatollah Muhammad Hussayn Kâshef al-Ghata, le plus grand *mujtahid* de l'époque, qui résidait à Najaf. Dans cette lettre, ils lui demandaient de convoquer chez lui à Najaf une confé-

rence des shaykhs tribaux afin de débattre des réformes nécessaires dans les régions du Moyen-Euphrate. La conférence se tint le 11 janvier 1935, mais déjà il semblait clair que Abdul-Wâhid Sikar et les autres shaykhs tribaux de l'Ikha étaient plus intéressés par des gains politiques immédiats que par les réformes auxquelles ils avaient souscrit. En effet, l'objectif réel apparaissait bien être le renversement du gouvernement de Ali Jawdat. Une pétition fut envoyée au roi qui reçut même plus tard une délégation de shaykhs partisans de l'Ikha. Afin de renforcer leur pression sur le pouvoir, les dirigeants de l'Ikha commencèrent à inciter les tribus à la rébellion. Dans la région de Diwaniyya, puis de Hilla, l'atmosphère devenait de plus en plus tendue. Les rassemblements tribaux étaient l'occasion de discours enflammés contre le gouvernement, de danses guerrières et des armes étaient distribuées. Alors que l'insurrection tribale gagnait l'ensemble du Moyen-Euphrate, le gouvernement de Ali Jawdat fut contraint de démissionner et fut remplacé par celui de Yâssîn al-Hâshemi, le leader de l'Ikha. L'arrivée au pouvoir d'une équipe composée de nationalistes calma un moment la situation dans le Sud. Par réaction aux prétentions des leaders chiites de l'Ikha et de Abdul-Wâhid Sikar à représenter à eux seuls la cause chiite, une autre moitié du monde tribal avait sollicité l'ayatollah Kâshef al-Ghata, lui demandant de dénoncer Abdul-Wâhid Sikar comme un opportuniste qui ne faisait qu'exploiter les revendications légitimes des chiites à des fins personnelles. Le vénérable *mujtahid* se trouva bientôt dans une situation embarrassante, car tout en étant parfaitement conscient des motivations réelles de Abdul-Wâhid Sikar, il ne pouvait se détourner d'un appel en faveur des chiites. Aussitôt le gouvernement de Ali Jawdat renversé, Abdul-Wâhid Sikar ne devait d'ailleurs plus parler des droits des chiites, tout occupé qu'il était à réclamer du nouveau gouvernement les avantages qu'il estimait devoir lui revenir. Pour ce faire, il n'hésita pas à venir pavoiser dans les rues de Bagdad accompagné de forces tribales armées jusqu'aux dents, dans l'intention évidente de faire valoir à l'Ikha que c'était bien lui le vainqueur. Cette attitude déclencha la fureur des shaykhs chiites opposés à l'Ikha et à Abdul-Wâhid Sikar. A leur tour, ces shaykhs allaient tenter de fomenter une rébellion des tribus au cours de l'été 1935. Ces shaykhs tribaux en appellèrent de nouveau à l'ayatollah Kâshef al-Ghata, afin qu'il reprenne le flambeau de la cause chiite, mais cette fois-ci contre l'Ikha et Abdul-Wâhid Sikar. Sollicité de toutes parts, le *mujtahid* délivra une *fétwa* ambiguë, dans laquelle il demandait à la fois la restauration de l'ordre et le respect des droits des chiites. Surtout, il mettait en garde contre les partis politiques, qui sont selon son expression « une drogue à l'ouest et une maladie à l'est ». L'ayatollah Kâshef al-Ghata mit aussi en garde les chiites contre les politiciens dont les seules motivations étaient d'utiliser la misère des croyants à des fins personnelles. Une liste de réformes fut non officiellement présentée au gouvernement, reprenant les thèmes débattus le 11 janvier 1935, lors de la conférence de Najaf. Les demandes chiites transmises par le *mujtahid* étaient modérées :

une représentation plus juste de la communauté chi'ite au sein du parlement, la nomination de juges chi'ites dans davantage de tribunaux, respecter la liberté de la presse, assurer des élections libres dans les districts chi'ites et enfin la réduction des impôts. Ceci fait, l'ayatollah Kâshef al-Ghata, probablement échaudé par son expérience avec les partis politiques, se retira de la scène politique pour ne plus se consacrer qu'aux affaires strictement religieuses.

Dans les années trente, de tels scénarios devaient se répéter maintes fois. De 1932 à 1936, on ne compte plus les révoltes tribales plus ou moins importantes, toujours réprimées dans le sang par l'armée. Les raisons de ces soulèvements étaient fondamentalement les mêmes que dans les années vingt : la haine des tribus chi'ites pour les Britanniques, le refus de se soumettre à l'autorité du gouvernement, de payer les impôts, la lutte pour la terre, la nécessité de combattre les infidèles comme le clergé avait appelé à le faire dans les années 1910-1920. A cela, d'autres facteurs étaient venus s'ajouter : l'antagonisme croissant entre les tribus et leurs shaykhs, suite à la politique d'attribution des terres poursuivie par la monarchie hachémite, les rivalités entre shaykhs dans la course aux faveurs gouvernementales, l'opposition entre les shaykhs promus propriétaires terriens et les autres, le refus de la conscription militaire (qui fut la cause de plusieurs insurrections). Paradoxalement, alors que le monde tribal continuait à rejeter farouchement toute tentative de contrôle, un mouvement s'était fait jour pour défendre les droits des chi'ites dans le cadre de la monarchie, visant essentiellement à une participation plus grande de ceux-ci dans les différents rouages de l'Etat. C'est bien ainsi que l'entendait l'ayatollah Kâshef al-Ghata dans sa demande de réformes. De nombreux shaykhs chi'ites dans le Bas et le Moyen-Euphrate exploitaient la soumission héréditaire de leurs correligionnaires en leur faisant croire que les tentatives de réformes visant à les associer davantage aux affaires du pays, n'étaient qu'un moyen détourné d'attaquer leur autonomie et leur particularisme. D'autres, comme Abdul-Wâhid Sikar, utilisaient à leur profit les velléités chi'ites de présenter des revendications au gouvernement. La baisse d'influence, dans les années trente, du clergé chi'ite a correspondu à l'ascension des shaykhs tribaux qui ont peu à peu assuré le leadership de la communauté chi'ite en remplacement des religieux. En situation de rivalité avec la monarchie qui se renforçait, ces shaykhs tribaux n'ont jamais pu dépasser leurs divisions et la défense de leurs intérêts à court terme, pour assumer un véritable rôle dirigeant de leur communauté à l'instar de ce qui avait été celui du clergé dix ans auparavant. Les rapports qu'entretenaient les shaykhs tribaux chi'ites avec la politique ne dépassaient pas le clientélisme, et les partis politiques eux-mêmes n'étaient que des regroupements autour de quelques notables rivaux et qui n'excédaient pas les limites des villes. La grande majorité des chi'ites les ignoraient, isolés dans les campagnes où ils vivaient par l'ilotisme, l'analphabétisme et l'absence de moyens de communications qui caractérisait alors le Sud chi'ite. La misère, les épidémies de choléra, la bilharziose, la lutte contre

une nature hostile étaient leur principal souci. Les politiciens irakiens devaient continuer à exploiter de façon éhontée la cause chiite et le tribalisme pour faire et défaire les gouvernements qui se succédaient — il y eut 59 gouvernements du 10 septembre 1921 au 14 juillet 1958 — sans le moindre souci des intérêts de la population. Le premier chiite à occuper le poste de Premier ministre en 1947, Sâlih Jabr, était de ceux-là.

*Sâlih Jabr, un politicien chiite opportuniste*

Sâlih Jabr était né à Nassiriyya en 1900. Fils de charpentier, ses chances d'ascension sociale paraissaient plutôt minces. Par son mariage avec la fille de shaykh Addâi al-Jaryân, le chef des Albû Sultân, une tribu habitant la région de Hilla, apparentée aux Zubayd, il devint lié aux shaykhs tribaux propriétaires terriens. L'opportunisme qui le caractérisait fit le reste. La fréquentation de la faculté de Droit de Bagdad lui permit de se présenter comme avocat. Toutefois, il avait commencé comme petit fonctionnaire au service des Britanniques dans le district des Muntafiks où il aidait à la collecte des taxes et impôts. Il parvint à accéder rapidement à des postes de responsabilité en faisant jouer certains appuis. La protection de Rustum Haydar, un chiite d'origine libanaise, et proche conseiller de Faiçal, lui fut d'un grand secours. On le nomma gouverneur de Kerbela, puis ministre de l'Education. Dans le cabinet formé par Nûri Sa'id le 5 octobre 1942, il y avait Sâlih Jabr comme ministre des Finances. Le régent Abdulillâh, qui ne se sentait pas à l'aise avec un Premier ministre aussi puissant que Nûri Sa'id, tentait de favoriser des rivaux comme Sâlih Jabr. De nombreux rapports britanniques montrent que la puissance tutélaire fondait de grands espoirs sur un homme qui avait l'avantage d'être chiite, apparenté aux grands propriétaires terriens et en même temps soumis à l'influence de ses protecteurs. En mars 1947, Nûri Sa'id abandonnait le pouvoir, laissant pour la première fois depuis la fondation de la monarchie un chiite investir la fonction de chef du gouvernement. Les Anglais avaient pensé que l'arrivée d'un chiite au pouvoir permettrait de désamorcer la vague des mouvements sociaux qui menaçaient l'avenir de la monarchie. Le programme du gouvernement de Sâlih Jabr prévoyait la révision du traité anglo-irakien de 1930, qu'à l'unanimité les Irakiens voulaient abroger, la signature d'un traité entre l'Irak et la Transjordanie, fidèle en cela au projet cher à Nûri Sa'id du « Croissant fertile », le tout sous le signe d'un anticommunisme accru. A l'instar de ses prédécesseurs, Sâlih Jabr s'attaqua aux partis, bâillonna la presse et fit emprisonner les responsables de l'opposition, tandis que les dirigeants du Parti communiste irakien, arrêtés sous le mandat de Nûri Sa'id, étaient condamnés à la peine de mort pour certains et à une longue détention pour les autres. Dans l'ensemble du pays, les grèves allaient en se durcissant, notamment au port de Basra où les communistes étaient actifs. La question de la Palestine, qui se précisait, était aussi une grave hypothèque pour l'avenir. Le plan de partage adopté le 28 novembre 1947 par les Nations

Unies avait soulevé l'indignation des Arabes. Pour faire bonne figure, le gouvernement de Sâlih Jabr encourageait les volontaires irakiens à aller se battre sur le front de Galilée. Les Britanniques devaient pourtant féliciter le Premier ministre irakien pour ses « positions raisonnables » sur le sujet. Mais c'est la révision du traité de 1930, voulue par les Britanniques, qui mit le feu aux poudres. Dès novembre 1947, les communistes avaient appelé au renversement du gouvernement de Sâlih Jabr, accusé de conduire des négociations secrètes avec les Britanniques. De fait, le 15 janvier 1948, Nûri Sa'id et Sâlih Jabr s'envolaient pour Londres afin de procéder à la signature du nouveau traité. Aussitôt, les rues de Bagdad étaient le théâtre de manifestations imposantes au cours desquelles la foule criait : « A bas Nûri Sa'id ! A bas Sâlih Jabr ! » De Londres, Sâlih Jabr qualifie de « menées séditieuses » le vaste mouvement qui va s'amplifier jusqu'à se transformer en une insurrection, la plus massive que la monarchie ait jamais connue, et qui est restée célèbre sous le nom de Al-Wathba (Le Bond). Le 26 janvier, de retour de Londres, Sâlih Jabr se mit à menacer les manifestants puis prononça un discours à la radio, appelant au calme, et promettant des détails sur le traité et ses clauses. Ce discours fit l'effet d'un véritable détonateur car l'insurrection se propagea instantanément à l'ensemble du pays. Le Parti communiste irakien lança un appel à la lutte armée jusqu'à l'annulation du Traité de Portsmouth, le renversement de Sâlih Jabr et la formation d'un cabinet national démocratique<sup>12</sup>. Le 27 janvier au soir, Sâlih Jabr s'enfuyait vers le Moyen-Euphrate, puis vers l'Angleterre où il trouva refuge. Revenu au pouvoir au début de 1949, après la répression sanglante de l'insurrection, Nûri Sa'id attira dans son sillage Sâlih Jabr qui se posa très vite en tant que rival. Sâlih Jabr commença à utiliser la cause chiite comme moyen de renforcer sa position. Son action devint de plus en plus confessionnelle. Il réussit, en de nombreux endroits, et avec l'aide des shaykhs tribaux, à exploiter les processions de Ashûra à son profit, les cortèges se divisant en deux factions, l'une lui étant acquise. En juin 1951, il fonda son propre parti, le Parti socialiste national. La référence au socialisme n'était là que pour mystifier la population irakienne à un moment où les luttes sociales ne connaissaient aucun répit. Le parti de Sâlih Jabr était en fait un parti confessionnaliste chiite, militant, entre autres, pour une représentation plus juste de la communauté au sein des organes de l'Etat, et se faisant l'écho des exigences d'une clientèle essentiellement composée de shaykhs tribaux chiites. Qu'a bien donc pu représenter pour les chiites ce premier chef de gouvernement issu de leur communauté ? Il revient à Sâlih Jabr d'avoir écrit une page particulièrement noire de l'Irak : son nom reste associé à l'infamie d'avoir signé le Traité de Portsmouth qui a été à l'origine d'une mobilisation sans précédent des masses urbaines. Il demeure également accolé à celui de Nûri Sa'id, l'homme probablement le plus hâï du peuple irakien, l'agent des Anglais. Les sentiments antibritanniques viscéraux des chiites irakiens dans leur majorité font qu'à part le soutien que lui ménageait le milieu des propriétaires terriens chiites,

sa véritable base, Sâlih Jabr et son gouvernement n'ont pu symboliser une revanche chiite dont l'enjeu aurait été l'Etat. C'est au contraire contre sa politique de répression et d'alliance avec l'ancienne puissance mandataire que ses coreligionnaires se sont levés. Un autre politicien chiite, Fâdhel al-Jamâli, qui sera le troisième chef de gouvernement chiite du 17 juillet 1953 au 19 avril 1954, rejoint Sâlih Jabr dans la catégorie des serviteurs de la monarchie. Né en 1907 à Kazimayn, il était le fils d'un religieux chiite à la fonction de *muzawwer* (guide des pèlerins dans les sanctuaires chiites). Ministre des Affaires étrangères en 1948, il avait alors défendu le principe de la révision du traité avec la Grande-Bretagne et participé aux négociations en cours avec les Anglais. Fâdhel al-Jamâli, qui sera également le représentant de l'Irak à l'ONU, faisait toutefois preuve de davantage de libéralisme que Sâlih Jabr (ce qu'il devait peut-être à un niveau d'études supérieur à celui de son prédécesseur) notamment dans son refus de considérer la répression comme une solution aux problèmes du pays.

*Sayyid Muhammad al-Sadr, uléma et politicien nationaliste*

La figure de Sayyid Muhammad al-Sadr, qui succéda à Sâlih Jabr comme Premier ministre à partir du 29 janvier 1948 jusqu'au 16 juin de la même année, est hautement symbolique et doit être considérée à part. Né en 1887 à Samarra, il fut à la fois un uléma chiite respecté et un politicien aux aspirations patriotiques indéniables. Il était le fils de l'ayatollah Sayyid Hassan al-Sadr, un *mujtahid* influent qui avait toujours considéré l'intervention en Irak de puissances étrangères comme un fléau qu'il fallait combattre. La famille al-Sadr elle-même était une famille religieuse dont de nombreux ulémas célèbres étaient issus. Il s'agissait d'une famille de sayyids qui était à la tête de propriétés d'importance moyenne dans la région de Samarra. Sayyid Muhammad al-Sadr avait reçu une éducation religieuse traditionnelle qui le destinait à devenir, comme ses parents et grands-parents, un membre du clergé chiite. Il choisit pourtant très tôt d'entamer une carrière politique, ce qui lui semblait d'une plus grande efficacité dans la lutte contre les tentatives de domination étrangère qui se précisaien au début du siècle. Il joua un rôle capital avant et pendant la révolution de 1920. Muhammad al-Sadr servit alors d'intermédiaire entre le clergé chiite des villes saintes qui avait proclamé le *jihâd* contre les Britanniques — proclamation à laquelle il s'était associé en tant qu'uléma — et les politiciens nationalistes de Bagdad. Lui-même à la tête du Hizb Haras al-Istiqlâl (parti des gardiens de l'indépendance), il s'illustra par son action en faveur d'un rapprochement entre sunnites et chiites. Ce rapprochement se concrétisa en 1919 et 1920 puisque, fait sans précédent, on vit des sunnites et des chiites organiser des cérémonies religieuses communes hostiles aux Britanniques. Dans un pays où la méfiance entre les deux communautés musulmanes puisait sa source dans un antagonisme multiséculaire, un tel événement devait faire date. La nécessité d'unir sunnites et chiites

comme préalable à tout mouvement nationaliste susceptible d'aboutir resta un leitmotiv de l'action de Muhammad al-Sadr. Sous le mandat, les sayyids n'agirent pas en ordre cohérent : certains sayyids collaborèrent avec les Anglais, d'autres, comme Muhammad al-Sadr, s'opposèrent à eux tout en soutenant le roi Faiçal. En 1922, la puissance mandataire exila vers l'Iran les *mujtahid* qui avaient décidé d'empêcher les élections de l'Assemblée constituante par leurs fétwas excommuniant les musulmans qui auraient participé au scrutin. Muhammad al-Sadr faisait partie des ulémas exilés. De Téhéran, il écrivit à son père, l'ayatollah Hassan al-Sadr, pour l'informer des contacts fructueux qu'il avait avec les représentants des bolcheviks dans la capitale iranienne. Ce que les Anglais ne manqueront pas d'exploiter pour le présenter comme un agent bolchevique. Plus tard, en 1926, il fondera une éphémère Union des ulémas qui préconisaient des contacts plus étroits entre le clergé chiite d'Iran et d'Irak, mais aussi entre le clergé d'une part, les bolcheviks et les Turcs kémalistes de l'autre. Il ne faut toutefois pas y voir d'autre souci que celui de contrer les Britanniques dans la région. De retour en Irak, Muhammad al-Sadr continua de soutenir Faiçal contre les exigences anglaises. Par l'intermédiaire d'un agent personnel au Palais, il était en contact permanent avec le roi qui lui réservait une grande estime. Dans les années quarante, à cause de son intimité avec le régent Abdullilah, certains n'hésitèrent pas à le qualifier de « Raspoutine de l'Irak ». C'est son attachement à la monarchie, lié à la diminution de l'influence du clergé, qui a, semble-t-il, conduit Muhammad al-Sadr à ne plus apparaître aux yeux de l'opinion que comme un serviteur du régime hachémite, malgré un passé nationaliste exemplaire. Lorsqu'en 1947, le régent le chargea de former un nouveau gouvernement à la suite de Sâlih Jabr, le pays était en pleine insurrection. La nomination d'une personnalité comme Muhammad al-Sadr, uléma chiite nationaliste, devait désamorcer, espérait le pouvoir, la crise aiguë consécutive à la signature du Traité de Portsmouth. Toutefois, la réelle popularité dont il jouissait jusque-là ne résista pas aux événements. Le Parti communiste en particulier, qui avait joué un rôle important dans le soulèvement de Al-Wathba, décrivit alors Muhammad al-Sadr comme « un ange gardien — à cause de son habit de religieux — qui n'est qu'un agent camouflé de l'impérialisme britannique »<sup>13</sup>. Pour Fahd, le secrétaire général du PCI, le gouvernement d'al-Sadr n'avait d'autres buts que de nier les acquis de Al-Wathba. De fait, le gouvernement d'al-Sadr n'apporta rien de positif pour les adversaires de la Grande-Bretagne et, dans l'incapacité de réaliser un minimum de consensus dans le pays, fut rapidement remplacé.

#### *Ja'far Abû't-Timmân, une opposition intransigeante aux Anglais*

Un autre politicien chiite, Ja'far Abû't-Timmân, est sans doute celui qui a bénéficié tout au long de sa vie d'un capital de sympathie indéniable et le seul. Pour un large éventail d'Irakiens, même les communistes,

il a symbolisé l'opposition intransigeante aux Anglais. Né en 1881 dans une famille commerçante chiite de Bagdad, il bénéficiait au départ du prestige acquis par ses parents. Le grand-père de Ja'far Abû't-Timmân, qui était à la tête d'une immense fortune, grâce aux transports par chameaux et par bateaux sur le Tigre dont il était le premier négociant, avait dilapidé tous ses biens pour soutenir l'effort de guerre des *mujâhidîn* chiites qui étaient partis combattre les Anglais dans le Sud aux côtés des Ottomans en 1915. Bien qu'il fût, de 1935 à 1945, le président de la Chambre de commerce de Bagdad, Ja'far Abû't-Timmân avait perdu le sens du commerce de son aïeul. De même que Muhammad al-Sadr, il avait été un important dirigeant de la révolution de 1920, et avait également œuvré à rapprocher sunnites et chiites. L'alliance des deux communautés musulmanes était, il devait le répéter à maintes reprises, la seule façon de briser la domination anglaise. Il fut l'âme du Parti nationaliste dans les années vingt. D'autres politiciens chiites tentèrent plusieurs fois de l'amener à prendre des positions sectaires. Cela se produisit en 1927, à un moment de crise entre Faiçal et les Anglais. Ceux-ci avaient réussi à attirer dans leur camp la majorité des chiites de la Chambre des députés. Ja'far Abû't-Timmân fut l'objet de multiples pressions afin qu'il rejoigne le mouvement, au nom de la solidarité confessionnelle, mais ces tentatives échouèrent. Le Parti nationaliste (al-Hizb al-Watani) qu'il dirigeait prit une coloration socialiste à la fin des années vingt. Avec une base d'artisans et de petits commerçants, ce parti s'identifiait totalement à son chef et fondateur dans son combat pour l'indépendance totale. Aussi, lorsqu'en 1933, Ja'far Abû't-Timmân abandonne son parti, ayant perdu toute illusion quant à la possibilité de faire vivre une opposition parlementaire sous le régime hachémite, le parti ne s'en relèvera pas. A partir de ce moment, Ja'far Abû't-Timmân jeta tout son poids aux côtés du groupement réformiste et nationaliste connu sous le nom de Ahâli. Le premier, il proposa que des contacts soient établis entre Ahâli et l'armée. Ces contacts aboutirent au premier coup d'Etat de l'histoire de l'Irak moderne en octobre 1936. Toutefois, les idées libérales et réformistes de Ahâli, inspirées de la Révolution française, devaient rapidement être étouffées par la nature dictatoriale du nouveau régime dirigé par Hikmat Sulaymân et le général kurde Bakr Sidqi. Ce dernier devait s'attirer la haine implacable des chiites par la répression féroce des révoltes tribales de 1936 dans le Moyen-Euphrate.

Pour clore la série de tableaux des politiciens chiites d'après l'indépendance, il faut citer Muhammad Mahdi Kubba. Originaire de Samarra, d'un milieu de commerçants chiites, il est de tous les personnages déjà décrits celui qui manifestait les sentiments panarabes les plus virulents. L'éducation religieuse qu'il avait reçu l'avait amené à côtoyer dans les écoles coraniques les étudiants non arabes qui formaient la majorité de l'assistance. Les querelles fréquentes qui l'opposaient à ces derniers avaient renforcé la fibre arabiste en lui. Muhammad Mahdi Kubba fut l'un des fondateurs du Club al-Muthanna et son vice-président de

1935 à 1941. Ce club regroupait les nationalistes arabistes et allait sombrer dans la défaite du mouvement de Rashîd al-Gaylânî auquel il avait apporté son soutien en 1941<sup>13</sup>. Il devint le leader de l'Istiqlâl de 1946 à 1959. Ce parti recrutait dans la petite-bourgeoisie citadine, chez les étudiants, les professeurs, les militaires et aussi dans les tribus. Ardemment panarabe, il entretenait des amitiés solides avec les partis similaires des autres pays arabes et avec Hâjj Amîn al-Husseini, le mufti de Jérusalem célèbre pour ses sympathies pro-allemandes. Muhammad Mahdi Kubba repréSENTA l'Istiqlâl au sein du Front national unifié qui tenta de regrouper en 1957 outre l'Istiqlâl, le Ba'th, le Parti national démocrate et le Parti communiste irakien. Au lendemain de la révolution antimonarchique de juillet 1958, il fit partie du premier cabinet dirigé par Qassem, avant de démissionner en 1959, en compagnie des Ba'thistes, au moment de la rupture de Qassem avec Nasser.

#### *Une communauté chi'ite en évolution*

Les politiciens chi'ites irakiens, sous le régime hachémite, ont été portés par l'évolution lente mais tangible de leur communauté. Au début des années vingt, il existait une adéquation presque parfaite entre l'appartenance confessionnelle et la position sociale dans le Centre et le Sud du pays, là où se concentrat la grande masse des chi'ites. La plupart des propriétaires terriens étaient sunnites tandis que les paysans étaient chi'ites. Les dirigeants de la ville de Basra, sunnites, régnaien sur une cité chi'ite. Si l'on excepte les villes saintes, où le pouvoir des *mujtahid* était considérable, on voit que dans la plupart des villes du Sud, l'élément sunnite, quoique minoritaire, était toujours dominant. Chez les Muntafiks chi'ites, la domination de shaykhs sunnites provenait de celle exercée par les éleveurs de chameaux sur les paysans et les habitants des marais. A Bagdad, où les deux communautés étaient à égalité numériquement, les plus grandes familles étaient sunnites. Dans les années trente, les officiers de l'armée sont sans exception sunnites, et les soldats chi'ites. Durant la période du mandat, les Britanniques et Faiçal avaient encouragé la participation de chi'ites au gouvernement, en partie pour faire contre-poids aux ambitions de la bourgeoisie sunnite arabe et nationaliste. Toutefois, la communauté chi'ite était restée dramatiquement sous-représentée. Dans les années vingt, on estime à 7 % seulement le pourcentage de participation chi'ite aux ministères (le ministère de l'Education était traditionnellement réservé à un chi'ite). La bourgeoisie arabe sunnite des villes était la classe dominante dans tous les domaines. Seules quelques familles de commerçants chi'ites étaient parvenues à asseoir une certaine richesse.

C'est à partir de l'indépendance, et surtout dans les années quarante, que la situation commença à évoluer de façon sensible. Le fait le plus marquant est la réussite économique éclatante de certaines familles chi'ites, dans le commerce, ou dans l'exploitation de domaines fonciers. L'accès à des postes officiels leur étant toujours difficile, à cause

de la traditionnelle domination des sunnites, les chi'ites se dirigeaient vers des activités commerciales où ils allaient prendre une place prépondérante. Au début des années cinquante, ils avaient réussi à évincer les sunnites dans le commerce à Bagdad et à Basra. L'exode massif de la riche communauté juive à cette époque, suite aux attaques dont elle avait été l'objet, laissa entre les mains des chi'ites des pans entiers de l'activité commerciale de Bagdad. L'accumulation de fortunes considérables par certaines familles laissait apparaître le gouffre au sein de la communauté chi'ite entre les plus riches et la masse des paysans sans terres, dont la misère ne faisait qu'augmenter. En même temps, le poids des shaykhs chi'ites propriétaires terriens s'était sans cesse renforcé. C'était le résultat de la politique d'attribution des terres des gouvernements successifs comme moyen de prendre pied dans la société tribale du Sud. Les shaykhs bénéficiaient ainsi de la crainte que suscitaient leurs tribus dans les cercles du pouvoir. Il n'est donc pas surprenant qu'aucun n'ait hésité à utiliser l'argument de la violence tribale comme levier dans une carrière personnelle. A la veille de la révolution antimonarchique de 1958, sur les sept plus gros propriétaires terriens d'Irak, six étaient chi'ites. Les familles chi'ites arrivèrent à posséder plus de 45 % des terres cultivées du pays<sup>14</sup>. A partir des années quarante, les révoltes tribales ressembleront de plus en plus à de véritables jacqueries paysannes essentiellement dirigées contre les shaykhs. La rupture des liens de solidarité traditionnels, et l'introduction de la lutte des classes au sein du monde tribal, si ce n'était pas un phénomène totalement nouveau, contribuait à la désintégration d'une société déjà menacée par l'exode rural.

L'ascension d'une classe de nantis chi'ites explique la plus grande participation chi'ite au gouvernement. De 1925 à 1958, le nombre de shaykhs chi'ites représentés au parlement avait plus que doublé. Avant 1947, pas un seul chi'ite n'avait pu accéder au poste de Premier ministre. Mais, entre 1947 et 1958, ils furent quatre chi'ites à gouverner le pays. Après le gouvernement de Sâlih Jabr, les chi'ites vont pouvoir également accéder aux fonctions de ministre des Affaires étrangères et de l'Intérieur. Dans les années cinquante, la proportion de chi'ites représentés au gouvernement atteindra 35 %. Toutefois, leur poids au niveau gouvernemental ne sera jamais décisif et l'exclusion politique restera encore la caractéristique de la communauté, d'autant plus que l'armée, pilier de l'Etat irakien en construction, devait demeurer dirigée par des sunnites.

Les politiciens chi'ites irakiens de la monarchie illustraient bien cette modification lente des rapports de force au sein de la communauté chi'ite. Le comportement de la majorité d'entre eux indiquait qu'ils se considéraient comme les rescapés d'une communauté dominée et soumise. Le carriérisme, l'opportunisme et le clientélisme devaient leur apparaître comme les seuls moyens de réaliser leurs ambitions. D'un point de vue politique, il en résulte qu'on trouve difficilement un dénominateur commun pour caractériser le chi'isme des politiciens. Depuis les collaborateurs de Nûri Saïd jusqu'aux nationalistes intransigeants, l'éventail est large,

d'autant plus que, pour beaucoup, la politique n'était qu'un moyen. L'opposition aux Britanniques semble cependant unir les politiciens chi'ites comme Mohammad al-Sadr, Ja'far Abû't-Timmân et Muhammad Mahdi Kubba — c'est-à-dire les politiciens faisant preuve d'une vraie vision politique — ce qui pourrait traduire, à un niveau primaire, les véritables sentiments de la communauté.

*Chi'ites et communisme : une adhésion en masse*

Le Parti communiste irakien diffère radicalement des partis à éclipses ou des clientèles que nous avons déjà évoqués. C'est le premier parti politique irakien à avoir recruté sur des bases réellement politiques et, qui plus est, à avoir recruté en masse. Enfin, il n'est pas exagéré d'affirmer qu'il a constitué le plus important pôle de regroupement des chi'ites irakiens, le parti qui a bénéficié de l'adhésion la plus massive d'une fraction significative de la communauté chi'ite. Cette identification de nombreux chi'ites au communisme demeure jusqu'à aujourd'hui la manifestation la plus tangible d'une volonté chi'ite qui, il est vrai, a parfois eu tendance à paraître floue. C'est d'autant plus remarquable que le PCI n'a jamais recruté sur des bases confessionnelles.

Notre propos n'est pas de retracer l'histoire du mouvement communiste en Irak, mais de définir dans quelle mesure il a pu exprimer les aspirations des chi'ites irakiens. C'est vers la fin des années vingt que s'étaient formés les différents groupes qui allaient donner naissance au PCI en 1935. A Bagdad, de jeunes communistes s'étaient regroupés dès 1926 au sein du club Al-Tadhâmun (La Solidarité). Le club allait s'illustrer pour la première fois en 1927 lors de l'affaire Anîs al-Nusûli. Ce dernier était un enseignant syrien dans une école secondaire de Bagdad. Il publia en janvier 1927 un ouvrage sur l'histoire des Omeyyades où Ali n'était pas présenté sous un jour favorable. Les leaders chi'ites se plaignirent auprès du ministère de l'Education de ce qu'ils considéraient comme un sacrilège. Le gouvernement fit retirer l'ouvrage de la circulation afin de ne pas envenimer ses rapports déjà difficiles avec les chi'ites. Certains chi'ites ne s'estimèrent pas satisfaits. A Najaf et à Kerbela, les religieux commencèrent à dénoncer le gouvernement, accusé d'être à l'origine de la campagne anti-chi'ite. Le bruit se répandit alors que le roi Fayçal avait licencié al-Nusûli. Quelques jours plus tard, trois enseignants de l'école d'al-Nusûli protestèrent publiquement contre les mesures du ministère envers leur collègue. Ils furent immédiatement licenciés. Les six cents élèves de l'école manifestèrent dans la rue pour soutenir leurs enseignants, au nom de la liberté d'expression et contre « la bigoterie ». L'école fut fermée dix jours, mais les trois enseignants furent réintégrés. Le club Al-Tadhâmun était à l'origine du mouvement de protestation étudiant. C'était déjà le signe du refus de tout sectarisme confessionnel et d'un clivage qui, au sein de la communauté chi'ite, allait opposer les communistes aux religieux et aux partisans de la tradition.

*Les débuts du PCI, Mahdi Hâshim et les chi'ites*

Jusqu'en 1935, les différents cercles communistes s'étaient organisés autour de trois pôles : Bagdad, Basra et Nassiriyâ. Le mouvement était alors majoritairement urbain, arabe, et recrutait dans les couches les plus défavorisées de la classe moyenne. Les Arabes sunnites semblaient avoir été les adhérents les plus nombreux de cette période. Les chi'ites représentaient un pourcentage très inférieur à celui des sunnites, ce qui peut s'expliquer par l'influence encore importante de la religion et du clergé, et par le niveau d'éducation généralement bas des membres de la communauté où l'analphabétisme dominait. Les idées communistes étant nouvelles en Irak, elles touchaient d'abord un public relativement cultivé. La fondation du PCI en 1935 avec les premiers comités centraux confirmait la place prépondérante des Arabes sunnites et des chrétiens chaldéens, notamment à la direction du mouvement. Les Arabes sunnites occupaient dans le parti à ses débuts une place parallèle à celle qu'ils occupaient dans la société irakienne. Les priviléges sociaux qui avaient été les leurs sous le règne ottoman les avaient préparés mieux que d'autres à assumer des responsabilités. Toutefois, la proportion de chi'ites allait vite augmenter, surtout à la base, sous l'effet des grèves et des mouvements sociaux des années trente. Parmi les membres fondateurs du PCI, le seul chi'ite du premier comité central en 1935, Mahdi Hâshim devait connaître une vie mouvementée. Né en 1908 à Najaf, il était le fils d'un paysan qui devint par la suite *mu'min*. Turc azéri originaire d'Iran par son père, arabe par sa mère, Mahdi Hâshim était avant tout marqué par la culture chi'ite qui avait imprégné son enfance. Quant à son origine ethnique mêlée, elle est bien représentative de la population urbaine de l'Irak, et de Bagdad en particulier. Télégraphiste à Nuqrat al-Salmân dans le désert du Sud, il entra en contact avec les communistes de Bagdad en 1929. Il fonda avec d'autres l'Association contre l'impérialisme en 1935, dont il fut l'un des membres les plus actifs. Ayant perdu son travail dès que ses sympathies politiques furent connues, il devint responsable du PCI pour le Moyen-Euphrate, Najaf et Diwaniyya. En octobre 1935, il fut arrêté pour la première fois et emprisonné à Erbil. Le coup d'Etat de Bakr Sidqi, le 29 octobre 1936, avait déclenché l'enthousiasme populaire, et le PCI s'était risqué à publier une déclaration de soutien au nouveau régime. Les communistes emprisonnés furent libérés dont Mahdi Hâshim. Un an plus tard, il était déchu de sa nationalité irakienne par le gouvernement militaire qui avait remplacé celui de Hikmat Sulaymân, et il était expulsé vers l'Iran. Il devint alors membre du parti Tudeh, le Parti communiste iranien, et joua le rôle d'émissaire entre le PCI et le Tudeh. A cet effet, il revint plusieurs fois clandestinement en Irak, notamment dans le but d'aider les communistes irakiens à résoudre leurs dissensions. Il dirigea les comités de grève mis en place par le Tudeh, lors de la grève générale qui paralysa l'Iran en 1949. La répression l'obligea à quitter l'Iran précipitamment. Il se réfugia en URSS où on le retrouve de 1953 à 1958 en tant que commentateur poli-

tique à la radio de Moscou. Les problèmes du PCI, qui de nouveau était la proie de luttes intestines, ne le laissaient pas indifférent. Mais il semble qu'à cette époque il ne parvint pas à intéresser les Soviétiques aux difficultés rencontrées par le parti irakien à trouver la voie de l'unité. Se trouver exclu de l'ordre existant, de certaines fonctions et priviléges — non pas tant les individus en tant que tels mais les groupes religieux auxquels ils appartenaient — a été un facteur important de l'adhésion au communisme. Dans un article publié en janvier 1946 dans l'organe du Tudeh, *Mardam*, Mahdi Hâshim reprenait certains griefs spécifiquement chi'ites :

« Au sein de l'ensemble du corps diplomatique, il n'y a que deux chi'ites ; parmi les 80 officiers supérieurs de l'armée, trois seulement sont d'origine chi'ite, alors que 90 % de la troupe est chi'ite. »

La haine des étrangers était aussi à la base de ses options. Mahdi Hâshim avait vécu le siège de Najaf par les Anglais en 1920. La maison de sa famille et celle de ses voisins avaient été détruites en représailles au feu nourri qui était venu du quartier<sup>15</sup>. Les exactions commises par les Britanniques devaient engraver en lui la haine des Occidentaux qui devint plus tard synonyme de communism.

#### *Les années quarante : luttes sociales et recrutement en masse en milieu chi'ite*

Dans les années quarante, la composition du PCI commença à se modifier. D'un parti majoritairement arabe à ses débuts, il se transformait en une organisation plus représentative de la mosaïque ethnique et religieuse de l'Irak. Le poids relatif des Arabes sunnites et des chrétiens diminuait, notamment à la direction du parti, tandis que certaines minorités comme les juifs d'abord, au début des années quarante, puis les Kurdes ensuite, vers la fin de ces mêmes années, faisaient une entrée en force dans les hautes instances du PCI. Numériquement parlant, les chi'ites étaient la majorité. Ceci apparaît clairement si l'on regarde les régions où les adhésions au PCI ont été les plus massives : elles correspondent au pays chi'ite. Dans le Sud, Basra, Amarah, Nassiriyya, Hilla, Kerbela et le district des Muntafiks étaient des réservoirs importants pour le recrutement du parti. L'organe du PCI, *Al-Qâ'ida*, était largement diffusé dans les provinces chi'ites soumises à la loi des gros propriétaires terriens, telles que les régions de Kut, d'Amara et des Muntafiks. Dans les faubourgs de Bagdad, le journal était davantage vendu dans le quartier chi'ite de Kazimayn que dans le quartier sunnite qui lui fait face A'dhamiyya<sup>16</sup>. Quant aux provinces majoritairement arabes et sunnites comme la région de Mossoul ou celle des Dulaim, elles restèrent dépourvues d'infrastructure communiste jusqu'en 1948. Les raisons de l'adhésion en masse des chi'ites au mouvement communiste tiennent essentiellement à l'aggravation des conditions de vie dans les campagnes et dans

les villes. Les paysans sans terre, qui formaient la majorité de la communauté, n'avaient pour survivre qu'une alternative : quitter leur région pour les grandes villes où ils allaient grossir la population misérable des nouveaux quartiers qui, à Bagdad et à Basra, se constituaient pour les accueillir. Face à une armée peu sûre, le pouvoir royal avait finalement trouvé dans la classe des shaykhs tribaux un allié indispensable. Les shaykhs en avaient profité pour accaparer ce qui restait des terres des tribus ainsi que celles de leurs rivaux. L'urgence d'une réforme agraire n'était jamais apparue aussi pressante. Dans les villes, une classe ouvrière combattive s'était développée, notamment à partir des industries introduites par les Anglais. Les gros bataillons du prolétariat irakien se trouvaient au port de Basra, dans les chemins de fer ainsi qu'à Kirkouk, près des installations pétrolières. Les ouvriers des chemins de fer avaient été les premiers à former un syndicat en 1929. En 1933, le boycott de l'électricité de Bagdad, suite à une hausse vertigineuse des prix, avait manifesté la force du jeune mouvement syndical. Il y avait dans les années quarante, seize syndicats affiliés à des métiers dont douze étaient contrôlés par le PCI. Le mouvement ouvrier n'avait pas seulement des mots d'ordre revendicatifs concernant les salaires, les conditions de travail et les libertés syndicales. Très vite, il acquit une conscience nationaliste qui en fit un acteur important de tous les mouvements qui agitaient le pays. Ainsi, la première grève générale des ouvriers des chemins de fer en 1945 avait été l'occasion pour réclamer l'abrogation du traité de 1930 liant l'Irak à la Grande-Bretagne. Les chi'ites constituaient l'immense majorité des adhérents aux syndicats. S'ils formaient la base du recrutement du PCI, les chi'ites n'occupaient pas dans le parti toute la place qui aurait dû leur revenir au regard de la majorité qu'ils étaient dans le pays. Leur nombre à la base du parti et dans les échelons intermédiaires, quoiqu'en constante augmentation, ne représentait guère plus de 38 % dans les années quarante. Cette sous-représentation relative ainsi que leur rôle secondaire à la tête du parti amènent à nuancer l'opinion selon laquelle le communisme en Irak n'aurait été qu'une version nouvelle et moderne du chi'isme. Il est vrai que de nombreux points étaient communs au dogme chi'ite et à l'idéologie communiste : la défense des opprimés, la lutte contre l'injustice, l'opposition au pouvoir, la haine de la domination étrangère et même un certain goût pour le martyrologue. Jusqu'au mot *shuyû'i* (communiste), que certains appartaient à *shî'i* (chi'ite). Il est incontestable que ces similitudes ont favorisé la pénétration communiste en milieu chi'ite et que certains militants ont joué sur cette ambiguïté des mots et des thèmes mobilisateurs, notamment auprès des paysans illétrés et sous l'influence de la religion. Mais le PCI recrutait d'abord dans les villes, où le chi'isme en tant que tel n'était pas le motif principal de l'adhésion au communisme.

La direction du PCI des années quarante s'identifie à la personne de Fahd, de son vrai nom Yûsif Salmân Yûsif, un chaldéen de Mossoul, qui pour toute une génération de communistes irakiens est demeuré le dirigeant historique du mouvement. Pendu en public à Bagdad avec trois

autres responsables du parti en 1949, il est rentré dans la légende du PCI. Aux côtés de Fahd, et souvent en situation de rivalité avec lui, il y avait Abdallah Mas'ûd, un chi'ite du Sud. Abdallah Mas'ûd était né en 1911 dans un petit village situé près du Shatt al-Arab. Son père était un *qâri*, c'est-à-dire qu'il récitait, lors des commémorations religieuses, l'histoire du martyre de Hussein à Kerbela et celle des Imams chi'ites. Il devait enseigner à son fils la récitation du Coran et les *ta'ziya* si bien que quelques années plus tard, alors qu'il fréquentait l'école secondaire d'al-Ashâr, la ville la plus proche de son village, il n'était pas rare de voir Abdallah Mas'ûd réciter le martyre de Hussein face à la foule dans les processions de *Ashûra*. Instituteur à al-Ashâr en 1935, il prit contact avec le cercle communiste de Basra, suite à la lecture d'un livre intitulé *Al-Ishtirâkiyya* (Le Socialisme) écrit par un chrétien libanais. Ce livre lui avait fait l'effet d'une révélation où il avait compris pour la première fois que la misère et l'injustice n'étaient pas le fruit d'une fatalité divinement inspirée<sup>17</sup>. En 1937, il partit pour Bagdad poursuivre des études de droit. Il se mit aussitôt en rapport avec les communistes de la capitale et devint, aux côtés de Fahd, l'une des figures les plus en vue du parti. Mais c'est le retour d'URSS de Fahd en 1938 qui marqua un tournant important de son itinéraire. En l'absence de Fahd, Abdallah Mas'ûd avait assuré la direction du PCI à Bagdad. A son retour, celui-ci redevint le véritable animateur de l'organisation, même si Abdallah Mas'ûd avait conservé sa place privilégiée au sein du comité central. Le 29 octobre 1941, Abdallah Mas'ûd était arrêté et emprisonné à Fao. Le PCI payait ainsi le soutien imprudent qu'il avait accordé au régime de Rashid Ali al-Gaylâni au moment de la courte guerre qui avait opposé l'Irak à la Grande-Bretagne. La reconquête de l'Irak par les Anglais et sa reprise en main sous la férule de Nûri Sa'id avait inauguré une vague de répression contre les partisans du régime précédent, accusés sans distinction de sympathies nazies. Abdallah Mas'ûd avait donc été arrêté comme « nazi », ce qui l'avait amené à protester auprès de l'ambassade britannique à Bagdad dans une lettre où il proclamait ses convictions démocratiques et antifascistes. L'amalgame fait par les Britanniques s'était avéré un moyen de pression efficace, et avait contraint le PCI à faire publiquement une autocritique de sa politique envers le régime d'al-Gaylâni et à reconnaître à la Grande-Bretagne le mérite de son combat antinazi. Le 27 avril 1942, Abdallah Mas'ûd était relâché. Certains insinuèrent qu'il avait été libéré à dessein, les Britanniques étant parfaitement au courant de sa rivalité avec Fahd. Ce dernier était entre temps devenu secrétaire général. Abdallah Mas'ûd reprit sa place au comité central et au bureau politique. Mais très vite il s'opposa à Fahd. En l'absence de Fahd, de nouveau en URSS, Abdallah Mas'ûd présida le parti en 1942. Il convoqua alors un congrès extraordinaire sans en avertir les autres membres du comité central. Le congrès le choisit pour nouveau secrétaire général, tandis que les partisans de Fahd étaient exclus. Une majorité écrasante de la base ainsi que les juifs du parti avaient pris la défense d'Abdallah Mas'ûd, sans que de réelles diver-

gences politiques avec Fahd soient apparues. Rentré d'URSS, Fahd commença des négociations avec le « camarade Riyâdh » (le pseudonyme d'Abdallah Mas'ûd), en même temps qu'il dénonçait « les saboteurs du parti » dans un nouvel organe de presse *Al-Qâ'ida*. Les négociations entre les deux hommes furent rompues sur l'initiative de Fahd. La lutte pour le pouvoir au sein du PCI fut résolue par la police qui arrêta en une nuit l'ensemble du comité central d'Abdallah Mas'ûd, le 13 mai 1943. *Al-Sharâra* (L'Etincelle), le journal pro-Mas'ûd cessa de paraître. Fahd reprit le contrôle du parti réunifié. Après sa libération, Abdallah Mas'ûd devait s'éloigner du PCI, jusqu'à adhérer en 1946 à l'*Ittihâd al-Watani* (l'Union Nationale), parti d'inspiration marxiste éphémère qui disparut un an après sa formation. Il est difficile de voir un symbole dans le combat mené par Abdallah Mas'ûd pour prendre la direction du PCI. Son opposition à Fahd était davantage personnelle que politique. Toutefois, il faut remarquer qu'une majorité de chi'ites l'avait suivi dans son entreprise.

#### *La pénétration des idées communistes en milieu chi'ite*

Le début des années cinquante correspond à l'ascension des Kurdes dans les plus hautes instances du parti. De 1949 à 1955, tous les secrétaires généraux du PCI sont Kurdes. Il n'est pas exagéré de dire que le PCI tourne alors autour d'un axe kurde. Parallèlement, la proportion des chi'ites, déjà majoritaires, ne cesse d'augmenter à tous les échelons de l'organisation. Pour la première fois, les chi'ites occupent au sein du PCI une place équivalente à leur poids numérique dans la société irakienne. Les Arabes sunnites enregistrent à l'opposé une diminution sensible de leur représentation relative au sein du PCI. Surtout, ils perdent leur prépondérance à la tête du parti. La politique soviétique en Palestine et la rapide reconnaissance d'Israël par Moscou avaient engendré une certaine perplexité, surtout parmi les Arabes sunnites qui se sentaient les plus concernés par la perte de la Palestine. Les Kurdes et les chi'ites, qui constituent les groupes les plus défavorisés de la population irakienne, se trouvèrent ainsi associés y compris au sein du comité central et des plus hautes instances du parti. Les minorités non musulmanes quant à elles avaient perdu l'importance qu'elles avaient acquises dix années auparavant, les juifs à cause de l'exode vers Israël dans les années 1949-51, et les chrétiens parce qu'en tant que minoritaires, ils avaient moins de moyens de défense face à la répression.

En milieu chi'ite, les communistes remplissaient le vide laissé par le clergé chi'ite en pleine chute d'influence depuis les années trente. Ils le faisaient d'autant mieux que la communauté chi'ite avait peu à peu connu une polarisation sociale hostile aux shaykhs tribaux, aux propriétaires terriens — même s'ils étaient chi'ites — et au gouvernement. Pourtant, l'influence de la religion demeurait : celle-ci mobilisait toujours des foules importantes comme l'atteste le débat dans le journal communiste clandestin *Kifâh al-Sijîn al-Thawri* (Le Combat du Prisonnier Révo-

lutionnaire). Dans ce journal diffusé dans les prisons apparut dans un numéro daté du 2 février 1954 un article traitant de la religion en ces termes :

« ... les révolutionnaires honnêtes combattent souvent à juste titre les conceptions passées liées à un ordre social féodal, mais parfois sans bien comprendre le problème. ... De nos jours, on peut toujours rencontrer des révolutionnaires qui attachent une grande importance à assister aux processions commémorant le quarantième jour après le martyre de Hussein. ... Même si ces derniers infiltreront ces processions afin de récolter des signatures pour le Mouvement de la paix, ils ne manifestent aucun désir de libérer les masses de traditions archaïques qui les enchaînent, oubliant ainsi que le rassemblement de vastes foules pour ces cérémonies de deuil est en lui-même une grande victoire pour les ennemis du peuple. »

Trois mois plus tard, un article intitulé « Quelle attitude adopter envers les processions husseinites ? » réfutait l'opinion précédemment émise. L'auteur du nouvel article affirmait :

« ... Le problème est de savoir si nous devons condamner ces processions et tenter d'en détacher les gens du peuple ou si nous ne devrions pas plutôt les transformer en une arme du mouvement révolutionnaire. Mais il faut d'abord reconnaître que ces processions existent que nous le voulions ou pas... et tout indique qu'elles continueront à exister et qu'elles ne sont pas appelées à perdre de leur importance dans un proche avenir. Au contraire, elles ont pris une importance croissante d'année en année !!! et elles continueront à exister même après l'avènement d'une démocratie populaire en Irak... En nous opposant à des croyances qui, en fait, sont respectables, nous ne ferions que nous isoler de la masse du peuple... Le paysan qui n'a jamais pensé aller à la ville est prêt à faire des centaines de kilomètres à pied pour visiter Kerbela... C'est là un facteur d'ouverture vers le monde... Hussein ne s'est-il pas révolté contre l'injustice<sup>18</sup> ? »

Un tel débat illustrait bien le dilemme de nombreux communistes chi'ites. Parmi eux, le nombre croissant de sayyids et de fils de religieux avait contribué à relancer la question de la religion. Les sayyids avaient en effet investi de nombreux postes de responsabilité au sein du parti, jusque dans les plus hautes instances. Qu'il suffise de citer Ali al-Sayyid Abbûd al-Sayyid Salmân, responsable du PCI pour Najaf et fils de sayyids de la célèbre bande de Zugurt, Muhammad Hussein Abû'l-Iss, qui sera au comité central en 1958, ou encore Hussein al-Râdhî, futur premier secrétaire du PCI. Les fils de religieux n'étaient pas moins nombreux

tels Ahmad Jamâl al-Dîn, Hussein Muhammad al-Shabîbi, membre du comité central et du bureau politique de 1947 à 1949, qui fut pendu avec Fahd en 1949, et qui était connu sous son pseudonyme de « camarade Sârem », Muhammad Râdhî Shubbâr, membre du comité central en 1951, ou encore les dirigeants communistes déjà évoqués comme Mahdi Hâshim et Abdallah Mas'ûd. Ces sayyids et fils de religieux retrouvaient au sein du PCI la fonction dirigeante traditionnelle de leur famille.

A partir de 1955, les Kurdes voyaient leur ascension au sein du PCI prendre fin. Les années qui précédèrent la révolution antimonarchique furent témoins d'une arabisation du parti aux dépens des minorités. La rencontre des Soviétiques, des communistes arabes et des nationalistes arabes dans une opposition commune au Pacte de Bagdad (février 1955), favorisait cette arabisation. Le PCI reconnaissait le mouvement nationaliste arabe comme un mouvement progressiste et s'identifia plus d'une fois à l'arabisme comme lors de la nationalisation du canal de Suez en 1956. Les Arabes sunnites retrouvaient leurs positions des débuts du parti, mais cette fois-ci ils avaient affaire à un parti majoritairement chi'ite jusque dans les échelons supérieurs. Un certain esprit régionaliste semble avoir caractérisé les Arabes sunnites membres de la direction du parti à la fin des années cinquante, les natifs de la ville de Anah — dans la province de Ramâdi — étant alors particulièrement nombreux. Ce régionalisme ne paraît pas avoir affecté les chi'ites, probablement parce qu'ils se sentaient majoritaires et qu'ils ne ressentaient pas le besoin de faire jouer certaines solidarités pour s'imposer. L'insurrection de Najaf et de Hayy en 1956 allait illustrer de façon éclatante la pénétration du communisme en milieu chi'ite. L'agression tripartite contre l'Egypte fut le détonateur. Mais la haine des Anglais et de Nûri Sa'id, le désir d'une plus grande liberté, ainsi que la dégradation des conditions de vie dans les campagnes, étaient les raisons profondes du mouvement. A Najaf, la première ville sainte du chi'isme, les communistes organisèrent d'immenses manifestations dans un endroit normalement consacré aux rassemblements religieux. Le clergé chi'ite était défié dans sa propre ville, mais son influence sur le cours des événements apparut nulle. La répression sanglante des manifestations de Najaf provoqua un mouvement insurrectionnel qui s'étendit à Hayy, plus au sud. La puissance des communistes à Najaf s'explique par la nature même de la ville sainte. Il n'existe aucune ville en Irak qui soit plus réfractaire que Najaf. Les passages souterrains qui abondent en font un lieu idéal pour les mouvements clandestins. Najaf, qui a toujours vu coexister en ses murs la plus grande richesse et la misère la plus noire, demeurait à la fois le bastion des idées les plus rétrogrades et celui des idées les plus révolutionnaires. De nombreuses personnalités de la ville, écrivains, poètes, scientifiques, mécènes, étaient favorables aux idées du PCI. Les descendants du célèbre clan des Zugurt s'étaient mis au service du parti. La répression féroce qui s'était abattue sur la ville avait fait de nombreux morts et avait montré que c'était à Bagdad que l'affrontement avec le pouvoir devait avoir lieu pour avoir une chance de succès.

### *Les chi'ites d'Irak*

*Hussein al-Râdhi, secrétaire général chi'ite d'un PCI au sommet de sa puissance.*

La chute de la monarchie hachémite en 1958 troubla l'équilibre délicat entre les principaux groupes du pays, les Arabes, les Kurdes, les chi'ites et les sunnites. La majorité chi'ite se méfiait d'un projet unioniste qui la noierait dans un monde arabe majoritairement sunnite. Le nationalisme arabe en Irak n'a pas été reçu aussi naturellement qu'en Syrie car la majorité du peuple irakien est composée de groupes minoritaires au sein du monde arabe. Le PCI mit Qassem sur un piédestal, alors que ce dernier rassemblait une vaste coalition de chi'ites, de Kurdes, d'Assyriens, et de Persans qui refusaient l'arabisme unioniste. Les événements de Mossoul et de Kirkouk en 1959 montraient bien que le PCI se tenait aux côtés des adversaires de l'arabisme unioniste. Mais cette fois, son parti pris apparut trop évident alors que les Kurdes et les Assyriens communistes entraînaient l'ensemble du PCI vers un type d'affrontements ethniques et confessionnels. Le rejet des projets d'union avec la RAU était politique pour le PCI<sup>19</sup>, mais celui-ci devait aussi compter avec les aspirations des groupes ethniques et confessionnels qui componaient sa base. Les chi'ites ne jouèrent pas au PCI le mauvais tour que les Kurdes lui avaient joué dans le Nord de l'Irak. Ils ne tentèrent pas d'attirer leur parti vers des positions à coloration confessionnelle. Mais ils furent les plus enthousiastes à soutenir Qassem face aux ba'thistes et aux nassériens. Le PCI attira dans ses rangs encore davantage de chi'ites.

Durant toute cette période, le PCI eut à sa tête un chi'ite d'origine persane, Hussein al-Râdhi. Né à Najaf en 1924, il appartenait à une famille de sayyids qui vécut toujours proche du seuil de la pauvreté. Son père était employé dans une minoterie ; ses frères travaillaient comme petits artisans. Les nationalistes arabes accusèrent souvent Hussein al-Râdhi d'être un Persan hostile à l'arabisme, mais selon les habitants de Najaf, il était complètement arabisé. Dans les études, il n'allait pas plus loin que l'école normale primaire pour instituteurs de Bagdad. C'est en 1942 qu'il entendit parler pour la première fois du PCI. Il était alors instituteur à Diwaniyya. Il adhéra au parti sous le pseudonyme de Mukhtar. En 1946, on lui enleva son poste à cause des idées qu'il professait. Il partit pour Bagdad où il devait tenter de gagner sa vie comme marchand de rue ambulant — il vendait de la viande bouillie. Arrêté en 1949, il resta un an en prison. A partir de 1951, il dirigea le parti dans les provinces du Sud. Il devint alors une figure connue au port de Basra. Admis au comité central en 1953, il représenta le PCI à la conférence de Londres qui rassemblait les partis communistes des pays sous influence britannique. En 1954, ayant préconisé l'abandon de la ligne sectaire du PCI envers les autres forces de l'opposition, il fut expédié dans le Moyen-Euphrate. Le parti le rappela à Bagdad en juin 1955. Dans la seconde moitié des années cinquante, le PCI avait eu à sa tête un Arabe sunnite, Amer Abdallah Umar al-Amîri, et un Kurde, Jamâl

al-Haydari. A partir de la révolution de 1958, Amer Abdallah renforça son autorité, surtout grâce à ses relations étroites avec Qassem. Mais lorsqu'il partit pour l'Europe de l'Est en 1959, Hussein al-Râdhi devint le véritable chef du parti. Responsable des organisations paramilitaires du PCI, ce dernier est l'artisan de la politique qui consistait dans les années 1958 et 59 à multiplier les démonstrations de force communistes. Amer Abdallah accusait Hussein al-Râdhi — désormais connu sous le pseudonyme resté célèbre de Adel Salâm — de vouloir donner l'impression que les communistes étaient à la veille de prendre le pouvoir en multipliant défilés et parades militaires. De fait, dans le monde entier, on se mit à présenter l'Irak comme un pays où les communistes faisaient la loi. Cette image d'un pays soumis à la volonté des milices du parti, à laquelle Hussein al-Râdhi avait fortement contribué, donnait des arguments aux adversaires du PCI et permettait à Nasser de dénoncer le « régime athée et tyannique » de Bagdad, une fois consommée la rupture avec Qassem. Le PCI était alors au sommet de sa puissance. Qassem avait besoin du Parti communiste pour faire face aux complots ourdis contre lui par les officiers anticomunistes de l'armée, les ba'thistes et les nassériens. La tentative de putsch de Mossoul en mars 1959 avait été écrasée dans le sang par les Forces de la résistance populaire, au sein desquelles les Partisans de la paix, d'obéissance communiste, représentaient la force principale. Etant apparu comme le sauveur du régime de Qassem, le PCI entendait en recueillir les fruits. Par le biais des « institutions démocratiques », il contrôlait par ailleurs une foule d'organisations : syndicats ouvriers, associations paysannes, fédérations d'étudiants, ligues féminines, organisations de jeunes. Au cours de cette phase triomphale, les chi'ites occupaient tous les postes importants au sein de l'appareil du parti. Le premier secrétaire, les responsables des organisations paramilitaires, les responsables de Bagdad, du Moyen-Euphrate du Sud, tous étaient chi'ites. Jamais l'adhésion des chi'ites au PCI n'était apparue aussi massive. La révolution de 1958, qui avait brisé le leadership des shaykhs tribaux au sein de la communauté chi'ite, alors que le clergé n'était pas encore sorti de sa période de repli, semblait avoir fait du Parti communiste le premier pôle d'identification des chi'ites. La modification rapide de la composition sociale de la communauté, au sein de laquelle les citadins pesaient d'un poids croissant, avait grandement favorisé les actions de socialisation communistes. La désintégration accélérée de la société rurale et tribale du Sud par un exode rural continu depuis les années trente avait correspondu à la formation de nouveaux quartiers dans les faubourgs de Bagdad et de Basra où venaient s'entasser les paysans récemment urbanisés. Là où les shaykhs tribaux étaient les plus nombreux, comme dans la région d'Amarah, c'était par vagues successives que les paysans avaient déserté les campagnes. Surnommés les *shargawiyya*, ces paysans migrants de la région d'Amarah devaient constituer une masse importante dans les faubourgs nord et est de Bagdad. Des quartiers entiers furent investis, où la misère devenait la principale caractéristique. Parmi les *shargawiyya*,

ceux qui ne trouvaient pas une fonction au sein de la police — une importante filière d'emploi pour les *shargawiyya* — trouvaient naturellement refuge auprès du PCI.

A partir des événements de Kirkouk (juillet 1959), les relations entre Qassem et le PCI commencèrent à se dégrader sérieusement. Amer Abdallah avait reproché à Hussein al-Râdhi de manquer de souplesse envers le *za'im*. Au moment des événements de Kirkouk, d'autres voix s'élevèrent dans le parti pour rendre Hussein al-Râdhi responsable du dérapage du mouvement vers un affrontement interethnique entre Kurdes et Turkmènes. Le premier secrétaire fut alors obligé de composer avec ses adversaires au sein du parti et accepta un secrétariat collégial à quatre. En mars 1960, Qassem refusait de légaliser le PCI. Hussein al-Râdhi s'insurgea et dénonça le blocage exercé par les autres membres du secrétariat en vue d'adopter une attitude plus dure envers Qassem. Le suivisme du PCI envers le *za'im* ne pouvait aboutir selon lui qu'à une perte d'influence des communistes. Le coup d'Etat de 1963, qui amena les ba'thistes au pouvoir, prit les allures d'une véritable tragédie pour le PCI. Le 3 mars 1963, Hussein al-Râdhi lançait un appel à la résistance armée contre les putschistes. Vite affiché sur tous les murs de la capitale, cet appel ne faisait aucune mention de Qassem. Arrêté, Hussein al-Râdhi devait mourir sous la torture le 7 mars 1963, en compagnie d'un autre chi'ite ex-membre du bureau politique, Muhammad Hussein Abû'l-Iss. Ils rejoignaient ainsi le long cortège des martyrs du parti.

*Le PCI, véritable organisateur de la résistance chi'ite au coup d'Etat ba'thiste*

La grande majorité des chi'ites soutenait toujours Qassem. Tous les quartiers de Bagdad qui ont alors offert une résistance au coup d'Etat ba'thiste étaient chi'ites sans exception : Madînat al-Thawra, Karrâda al-Shargiyya, Kreimat, Shâkirîyya, Shawwâka, Kazimayn, et Aqd al-Akrâd — ce dernier quartier étant habité par des Kurdes Fayli. L'explication n'en est toutefois pas confessionnelle. De nombreux Arabes sunnites ont participé aux combats contre les ba'thistes, mais ils l'ont fait à partir des quartiers chi'ites où ils avaient trouvé refuge. Les quartiers chi'ites étant les plus pauvres, il était normal qu'ils soient les bastions de la résistance à un coup d'Etat anticomuniste qui avait un fort parfum de revanche sociale. C'est à partir des quartiers chi'ites que le PCI organisa la résistance dont il fut le fer de lance. La réussite du coup d'Etat amorça une impitoyable répression anticomuniste. Plus d'un millier de militants devaient y laisser la vie. C'était partout dans le pays la revanche des nationalistes arabes et celle des possédants, en particulier de la bourgeoisie sunnite.

*Divisions et déclin*

Le PCI se réfugia dans la clandestinité. Azîz al-Hâjj, un Kurde Fayli chiïte, prit la direction du parti. Tout au long des années soixante, la proportion déjà importante de chiïtes au sein du parti allait encore augmenter, tandis que les Arabes sunnites voyaient leur nombre décroître rapidement, laissant aux Kurdes la seconde place qui était la leur auparavant. Le caractère sunnite prononcé du régime des frères Aref et la relative bipolarisation confessionnelle qu'il engendra explique le phénomène en partie. Mais il semble aussi que l'identification massive des chiïtes au PCI, « le parti des martyrs », après le coup d'Etat de 1963, ait découragé de nombreux Arabes sunnites. En 1967, le PCI connaissait une nouvelle crise interne et se scindait en deux. Azîz al-Hâjj prenait la tête du PCI « Commandement central » et était suivi par de nombreux militants dont une part substantielle venait du Moyen-Euphrate et de Madînat al-Thawra, là où se trouvaient des fortes concentrations de *Shargawiyya*. Le PCI « Comité central », le seul reconnu par Moscou, devait élire Azîz Muhammad, un Kurde sunnite, au poste de premier secrétaire. Le PCI « Commandement central », en plus des distances qu'il prit envers Moscou, adopta une ligne intransigeante par rapport au pouvoir. En choisissant une politique indépendante, le PCI « Commandement central » exprimait la volonté de nombreux militants de ne plus être sacrifiés sur l'autel des intérêts supérieurs de l'Union soviétique, ce qui les avait amenés dans un passé récent à une sanglante défaite face aux forces anticomunistes. L'attitude envers Moscou resta le clivage principal entre les deux PCI, puisqu'au lendemain du coup d'Etat ba'thiste de 1968, le PCI « Comité central » rechercha une appréciation nuancée du nouveau pouvoir — dont le premier représentant Ahmed Hassan al-Bakr s'était pourtant illustré en 1963 dans la répression anticomuniste — suivant en cela les directives soviétiques, à un moment où l'URSS tentait de se rapprocher du régime irakien. Tandis que le Ba'th et le PCI « Comité central » se faisaient des avances discrètes, l'autre branche dirigée par Azîz al-Hâjj réitérait son analyse négative du nouveau régime avec lequel il refusait tout contact. Arrêté en mars 1969, Azîz al-Hâjj fut détenu dans le sinistre Qasr al-Nihâya, de terrible réputation, où il subit différentes tortures. Celles-ci eurent raison de lui, puisqu'il finit par appeler publiquement ses partisans à déposer les armes et à collaborer avec le Ba'th. Sa défection fut un coup sévère pour le PCI « Commandement central » qui mit un temps à se ressaisir. Un autre chiïte, l'architecte Ibrâhim al-Allâwi, originaire du Moyen-Euphrate, dirige depuis l'organisation. Pendant ce temps, le PCI « Comité central » avait observé une trêve politique avec le Ba'th. Le rapprochement de l'Irak avec les pays socialistes, avec les voyages de Saddâm Hussein à Moscou en 1970 et 1972 et la signature d'un traité d'amitié et de coopération avec l'URSS, favorisait celui du Ba'th et du PCI « Comité central ». En 1973, le PCI « Comité central » signait le Pacte national avec le Ba'th et le Parti démocratique kurde, avec lesquels il se trouvait associé au sein d'un Front

national progressiste. Le renforcement du pouvoir du Ba'th après les accords d'Alger de 1975 qui provoquaient l'effondrement du mouvement kurde, et la monopolisation du pouvoir par Saddâm Hussein à partir de 1978, aboutirent au retour de la répression. L'arrestation de nombreux militants communistes en 1978, et l'exécution d'une vingtaine d'entre eux accusés d'avoir voulu constituer des cellules au sein de l'armée, devaient mettre un terme à une alliance que beaucoup de communistes avaient jugée avec méfiance. A la fin des années soixante-dix, les divisions internes et l'ambiguïté de la politique du PC prosoviétique avaient considérablement diminué l'influence des communistes. Ce déclin correspondait à celui de la gauche dans les pays arabes de façon générale et à la montée du mouvement religieux. Dans le cas de l'Irak, le recul important du PCI peut s'expliquer par plusieurs facteurs. La soumission aux intérêts de la politique soviétique avait découragé de nombreux militants. Parmi les chiites, en particulier, beaucoup estimaient que l'alliance avec le Ba'th de 1973 à 1978 était une alliance contre nature. Certains devaient rallier le PCI « Commandement général » où la proportion de chiites et de Kurdes devint importante. D'autre part, l'affrontement entre les communistes et les nationalistes à la fin des années cinquante et au début des années soixante avait laissé des traces profondes dans les esprits. Ce conflit contribua à affaiblir le PCI en même temps que l'ensemble des forces favorables au sécularisme face à l'influence croissante du mouvement islamiste chiite. Enfin, l'incapacité du PCI à s'implanter solidement dans l'armée au sein du corps des officiers ou des unités d'élite l'avait rendu très vulnérable face à des adversaires beaucoup mieux armés comme les événements de 1963 devaient l'illustrer. Les chiites, qui étaient la majorité du PCI, restaient exclus des hautes sphères de l'armée, apanage traditionnel des sunnites. Un autre facteur dans la perte d'influence du PCI tient à la persistance en son sein de réflexes de solidarité tribale, confessionnelle et ethnique. Les véritables pogroms menés par les Kurdes communistes contre les Turkmènes à Kirkouk en 1959 en sont la meilleure preuve.

Lorsque le régime de Saddâm Hussein entreprit en septembre 1980 d'attaquer l'Iran, le PCI fut le seul parti à condamner l'entreprise. En cela, il reflétait probablement l'opinion non seulement de la grande masse des chiites mais aussi de la grande majorité du peuple irakien. Le PCI avait salué la victoire de la révolution islamique en Iran comme celle des forces anti-impérialistes. Son enthousiasme fut rapidement mis à mal, mais cela suffit pour que le pouvoir le suspecte de vouloir répandre le défaitisme ou même de trahison. Lors d'un plenum du comité central tenu clandestinement en novembre 1981, le PCI annonçait son intention de reprendre la lutte armée comme forme principale de lutte contre le régime ba'thiste. Quand les dirigeants du Ba'th avertirent l'opinion du retrait des forces armées irakiennes de la majeure partie des territoires iraniens occupés, au cours de l'été 1982, le PCI déclara que « ces mesures ne changeaient pas la nature agressive de la guerre menée contre l'Iran, et qu'elles n'excusaient pas la dictature fasciste du crime de l'avoir

commencée<sup>20</sup> ». Parallèlement, le PCI réitérait son appel en faveur de l'avènement d'un gouvernement de coalition démocratique « ouvert à toutes les forces patriotiques antifascistes<sup>21</sup> ». Mais il n'était plus que l'ombre de la force imposante qu'il avait représenté vingt ans auparavant. Il n'était plus le pôle d'identification majeur au sein d'une communauté chiite dont le niveau de vie s'élevait par ailleurs régulièrement grâce à la redistribution de revenus pétroliers en pleine expansion depuis le milieu des années soixante-dix. Les quartiers chiites de Bagdad les plus défavorisés devaient faire l'objet d'une attention particulière de la part du pouvoir. Les services municipaux élémentaires faisaient leur apparition dans les anciens bastions du PCI.

### *Les chiites et le Ba'th : histoire d'un divorce*

On imagine difficilement aujourd'hui que le Ba'th à ses débuts ait pu en Irak être dirigé par des chiites et qu'il ait attiré dans ses rangs nombre de ceux-ci. La branche irakienne du Ba'th était fondée le 7 avril 1949, à un moment où les sentiments nationalistes arabes étaient exacerbés par l'affaire de Palestine. L'organisation se développa d'abord dans les collèges de Bagdad et de la banlieue sunnite d'A'Dhamiyya, auprès d'étudiants et de lycéens que le parti nationaliste Istiqlâl par son côté peu militant n'enthousiasmait guère. Peu à peu, il étendit son influence à Nassiriyya, à Basra et à Najaf, dans le pays chiite, ainsi qu'à Ramadi. Mais c'est sous l'impulsion de Fu'âd al-Rikâbi, un chiite de Nassiriyya, qu'il commença à apparaître dans la vie politique du pays. Fu'âd al-Rikâbi prit le contrôle du parti en 1951. Né en 1931, il appartenait par sa mère, une cousine de Sâlih Jabr, à la tribu des Al Rikâb, influente dans la région de Nassiriyya. Son père était un petit fonctionnaire. A l'école de Nassiriyya, il devait très tôt se sentir attiré par la politique, l'arabisme ambiant sous la monarchie des années quarante dirigeant ses sympathies vers l'Istiqlâl. En 1949, il entra au collège d'ingénieurs de Bagdad. C'est là qu'il vit pour la première fois les communistes à l'œuvre. Leur efficacité, la rigueur de leur organisation et de leur militantisme l'impressionnaient, surtout comparées avec les méthodes de l'Istiqlâl, et il se mit à penser que la cause nationaliste devait s'inspirer de leur exemple. En 1950, il adhéra au Ba'th, et un an plus tard, il en était le dirigeant. Sous son autorité, le nombre des adhérents au parti augmenta rapidement, en même temps qu'il dotait celui-ci d'une organisation plus efficace. Son principal soutien venait alors des étudiants de la capitale ainsi que de sa province natale. La première apparition publique du parti fut en 1952 lors des manifestations contre le renouvellement de l'accord avec l'Iraq Petroleum Company. C'est encore sous la direction de Fu'âd al-Rikâbi que les liens avec le Ba'th en Syrie s'officialisent. En 1957, après la suppression des partis, le Ba'th rejoint les autres formations de l'opposition, l'Istiqlâl, le Parti national démocrate et le Parti communiste, au sein d'un Front national uniifié clandestin. Fu'âd

al-Rikâbi repréSENTA le Ba'th à la direction du Front. La révolution anti-monarchique de 1958 fit au début appeler à la participation du Ba'th. Fu'âd al-Rikâbi devint le premier ministre ba'thiste dans l'histoire de l'Irak. Ministre du Développement en 1958, il n'était plus que ministre sans portefeuille un an plus tard, alors que les relations entre Qassem et le Ba'th se détérioraient. Malgré les pressions de Michel Aflaq, il préférait ne pas rompre les ponts avec Qassem. Il finit malgré tout par démissionner le 7 février 1959, consommant la rupture avec le *za'im*. Depuis la proclamation de la République Arabe Unie (Syrie-Egypte), le 1<sup>er</sup> février 1958, les courants nassériens et anti-nassériens s'affrontaient au sein du Ba'th. Fu'âd al-Rikâbi prit clairement le parti de Nasser et alla même jusqu'à souhaiter la dissolution du Ba'th afin de ne pas gêner l'unité avec les nassériens. Au moment où s'aggravaient les dissensions internes du parti, deux complots d'inspiration ba'thiste contre Qassem échouèrent. Coup sur coup, Saddâm Hussein, alors jeune étudiant, organisait un attentat où Qassem échappait de peu à la mort, et Ahmad Hassan al-Bakr faisait une tentative ratée de putsch au profit de Abd al-Salâm Aref. La répression s'abattit sur le parti. Fu'âd al-Rikâbi réussit à s'enfuir en Syrie, tandis que le Ba'th se réfugiait dans la clandestinité. Le destin de Fu'âd al-Rikâbi devait alors se séparer de celui du Ba'th. Quittant le parti en 1961, juste avant la rupture de l'union syro-égyptienne, il allait suivre sa propre voie et diriger plusieurs petites formations nassériennes socialisantes jusqu'en 1971 où, ayant été arrêté par le régime de Saddâm Hussein à qui il reprochait sa politique dictatoriale, il fut tué dans sa prison à Ba'qûba.

*Un triumvirat chi'ite à la tête du Ba'th - civils et militaires*

Après l'échec des complots de 1959 contre Qassem et la répression anti-ba'thiste qui s'ensuivit, c'est un autre chi'ite de Nassiriyâ, Hâzem Jawâd, un cousin de Fu'âd al-Rikâbi, qui s'efforça de préserver les cellules ba'thistes qui subsistaient en Irak. Hâzem Jawâd était le fils d'un *mu'azzi*<sup>22</sup> pauvre et appartenait à une famille de religieux déshérités. Il fut rapidement aidé dans sa tâche par deux militants revenus clandestinement de Syrie, Ali Sâlih al-Sâ'adi et Tâleb Shabib, également chi'ites. Ali Sâlih al-Sâ'adi était un Kurde Fayli chi'ite, mais il était totalement arabisé et ne manifestait, semble-t-il, aucune conscience kurde. Né à Bagdad en 1928, dans une famille pauvre d'ouvriers agricoles, il vécut une enfance de vagabondage où il apprit à se débrouiller par lui-même pour assurer sa survie. Tombé sous l'influence de Fu'âd al-Rikâbi, il avait adhéré au Ba'th en 1952. Grâce à ses qualités d'organisateur, il fut élu en 1958 membre du commandement régional irakien du Ba'th. Pourchassé par la police de Qassem, il s'était réfugié en Syrie en 1959. Quant à Tâleb Shabib, c'était un Arabe chi'ite de Rumaytha. Il était né en 1930 dans une famille de propriétaires terriens ruinés et était le neveu du chef de l'importante tribu chi'ite al-Dhawâlim, shaykh Khawwâm al-Abd Abbâs. De 1948 à 1951, il avait milité au PCI, puis avait rejoint le Ba'th

en 1953. C'est donc sous la direction de ce triumvirat chi'ite que le Ba'th se mit à préparer la chute de Qassem. Ali Sâlih al-Sa'adi mit sur pied la section paramilitaire du parti. Il fut l'un des dirigeants du coup d'Etat du 8 février 1963 qui renversa Qassem. A l'issue des combats sanglants où les ba'thistes, qui avaient de nombreuses complicités dans l'armée parmi les officiers, devaient prendre rapidement le dessus, un régime ba'thiste s'établit en Irak. Tout naturellement, les trois principaux responsables du parti eurent une place de choix au sein du nouveau gouvernement. Ali Sâlih al-Sa'adi, l'artisan du coup d'Etat, et le secrétaire du parti après Fu'âd al-Rikâbi, devint vice-président du Conseil, puis ministre de l'Intérieur. Hâzem Jawâd eut d'abord le portefeuille de l'Intérieur, puis celui de ministre d'Etat pour les Affaires présidentielles. Quant à Tâleb Shabîb, il fut ministre des Affaires étrangères. A ce moment, les trois hommes étaient tous membres du commandement national et du commandement régional du Ba'th, les plus hautes instances du parti. Ali Sâlih al-Sa'adi entreprit de donner une importance croissante à la Garde nationale, la milice ba'thiste qui s'était illustrée contre les communistes lors du coup d'Etat. Principal dirigeant civil du parti, c'était ainsi une façon de s'imposer face aux militaires avec lesquels une sourde rivalité était déjà perceptible. En même temps, les rapports de Ali Sâlih al-Sa'adi et de Michel Aflaq étaient loin d'être amicaux. Le plébéien qu'était le secrétaire du Ba'th avait peu de points en commun avec l'intellectuel chrétien d'origine syrienne qu'était Michel Aflaq. Enfin, une rivalité se faisait jour entre Ali Sâlih al-Sa'adi et Hâzem Jawâd, au point que les deux hommes en vinrent à se considérer comme ennemis. En liaison avec les ba'thistes syriens et Nasser, Ali Sâlih al-Sa'adi tenta de former une union tripartite entre l'Irak, l'Egypte et la Syrie, mais ce fut un échec et la rupture avec Nasser. Les ingrédients pour une crise majeure au sein du Ba'th étaient réunis. Tandis que Abd al-Salâm Aref consolidait son pouvoir aux dépens des forces politiques qui l'avaient soutenu, la division du parti éclata au grand jour. Suite à une vive altercation entre Abd al-Salâm Aref et Ali Sâlih al-Sa'adi dans le cadre du Conseil de commandement de la révolution, Hâzem Jawâd soutenu par Tâleb Shabîb dénonça Ali Sâlih al-Sa'adi comme un complotEUR. Ce n'était là qu'un nouvel épisode de la discorde qui régnait entre Ali Sâlih al-Sa'adi et Abd al-Salâm Aref. En mars 1963 déjà, les deux hommes s'étaient opposés à propos de la réforme du statut personnel qui mettait sur un pied d'égalité hommes et femmes pour les héritages. Voté sous le régime de Qassem en 1959, ce statut était à présent présenté par Aref comme incompatible avec la *shari'a* et purement et simplement annulé. Cela suscita la fureur de Ali Sâlih al-Sa'adi qui, au nom d'une idéologie qu'il voulait progressiste, accusa Aref de n'être qu'un réactionnaire. Un peu plus tard, Ali Sâlih al-Sa'adi s'opposa à Aref, à Hâzem Jawâd et à Tâleb Shabîb sur l'opportunité de réaliser un front commun avec les nassériens, le secrétaire du Ba'th étant partisan de l'indépendance de son parti par rapport à ces derniers. La plupart des officiers ba'thistes, et c'est là l'important, prirent le parti de Hâzem Jawâd. Des hommes comme Tâher

Yahya, Hardâن al-Tikrîti et al-Mahdawi, tous officiers sunnites, avaient pris ombrage de l'autorité grandissante de Ali Sâlih al-Sa'adi lorsqu'il était vice-président du Conseil. Le déclin rapide de la popularité du premier régime ba'thiste — responsable de la rupture avec Nasser et de la reprise de la guerre au Kurdistan — avait été exploité par les ennemis de Ali Sâlih al-Sa'adi. La Garde nationale, choyée par ce dernier, fut attaquée par l'état-major de l'armée qui l'accusait d'être une source de désordre. Il apparut alors clairement que Hâzem Jawâd, Tâleb Shabib, Aref et Ahmad Hassan al-Bâkr feraient tout pour éliminer Ali Sâlih al-Sa'adi du gouvernement, du Conseil de commandement de la révolution mais aussi du commandement régional du Ba'th. Le congrès régional du Ba'th le 13 septembre 1963 permit au secrétaire du parti de renforcer ses positions. En fait, le congrès avait accentué la division du Ba'th. Aux côtés de Ali Sâlih al-Sa'adi se tenaient la Garde nationale, la fédération des étudiants, les syndicats ouvriers, et quelques officiers ba'thistes. Hâzem Jawâd ralliait à lui la plupart des officiers ba'thistes. Le dénouement de la crise fut inattendu. Le 11 novembre 1963, Ali Sâlih al-Sa'adi et ses partisans étaient expulsés en avion vers Madrid. La direction du Ba'th issue du dernier congrès et favorable au secrétaire du parti fut remplacée. Quelques jours plus tard, Hâzem Jawâd était à son tour exilé et la plupart des dirigeants civils du parti chassés.

Au-delà du jeu complexe des rivalités personnelles, 1963 a marqué un tournant important pour le Ba'th. La défaite de Ali Sâlih al-Sa'adi consacrait la victoire des militaires au sein du parti. Même Hâzem Jawâd, qui avait servi de figure de proue dans l'offensive contre le secrétaire général, était obligé de se soumettre à la loi des nouveaux maîtres du parti. Les officiers ba'thistes étaient presque tous Arabes sunnites des régions du Haut-Euphrate ou du Haut-Tigre. La majorité des dirigeants civils, y compris ceux qui s'étaient opposés à Ali Sâlih al-Sa'adi, étaient chi'ites. Ce serait toutefois une erreur de donner un caractère confessionnel aux divisions internes du Ba'th. Sunnites et chi'ites se trouvaient répartis dans toutes les factions. Les désaccords politiques ne recouvriraient pas un clivage confessionnel, ni les rivalités personnelles, comme on l'a vu. On peut cependant se poser des questions si l'on considère la modification radicale de la composition du Ba'th irakien à partir de la défaite de Ali Sâlih al-Sa'adi.

#### *L'effondrement de la représentation chi'ite au sein du Ba'th*

Jusqu'en novembre 1963, le Ba'th représentait bien l'alliance des sunnites et des chi'ites dans le combat nationaliste arabe. De 1952 à 1963, la majorité des membres du commandement régional irakien du parti était même chi'ite. À la base, de nombreux chi'ites militaient dans les rangs du parti qui exprimait ainsi un sentiment nationaliste répandu en Irak avec cette spécificité du Mashrek qui différencie le ba'thisme du nassérisme — à la coloration sunnite plus évidente — et à laquelle les chi'ites étaient plus particulièrement sensibles. Le coup d'Etat du

8 février 1963 fut la première épreuve pour les chi'ites du Ba'th. La majorité de la communauté était restée attachée à Qassem, qui se présentait parfois lui-même comme un chi'ite et dont le nationalisme aux couleurs de l'Irak flattait le particularisme chi'ite. La répression anticomuniste avait essentiellement visé les quartiers chi'ites de la capitale, et les chi'ites étaient ceux qui avaient payé le plus lourd tribut à l'arrivée au pouvoir du Ba'th. Toutefois, c'est la défaite de Ali Sâlih al-Sâ'adi en novembre 1963 qui fut le point de départ de la chute brutale de la représentation chi'ite au sein du parti. A partir de 1963, les Arabes sunnites sont plus de 85 % du commandement régional du Ba'th. La proportion des chi'ites tombe à 6 %. C'est le même phénomène dans les échelons inférieurs où la participation chi'ite subit un très important recul. Il semble que les raisons de ce déclin soudain soient multiples. La majorité des chi'ites avait soutenu Ali Sâlih al-Sâ'adi pour une simple raison : il représentait l'autorité civile dans le parti face aux militaires. La caste des officiers, d'où les chi'ites étaient encore exclus, était ressentie comme hostile par les militants chi'ites et confessionnellement marquée. Les positions indépendantes du secrétaire du Ba'th envers les nassériens ne devaient pas déplaire, d'autre part, à ces derniers. Mais ce sont surtout les pratiques discriminatoires de la police sous le régime d'Aref qui constituent la principale explication. Les ba'thistes chi'ites furent plus durement traités que leurs collègues sunnites. Cela n'était pas une discrimination confessionnelle volontaire de la part du pouvoir, mais plutôt la conséquence malheureuse de solidarités régionales. De nombreux ba'thistes sunnites étaient apparentés aux responsables de la police, tous étant originaires des provinces situées au nord de Bagdad ou de celle de Ramadi. Ceux qui n'étaient pas du même clan ou de la même tribu étaient au moins de la même ville et de la même province. La « sunnisation » du Ba'th devait bientôt être liée à l'influence croissante des Tikritis et parmi eux des officiers comme Ahmad Hassan al-Bakr. Déjà sensible en 1963, la « tikritisation » du Ba'th devait se renforcer jusqu'à l'arrivée au pouvoir du tandem Ahmed Hassan al-Bakr - Saddâm Hussein en 1968. A partir de cette date, le Conseil du commandement de la révolution, qui est l'instance suprême du pouvoir ba'tiste, comprenait plus de 94 % de sunnites et un nombre dérisoire de chi'ites. Parmi ces derniers, le plus connu est Sa'adûn Hammâdi, l'actuel président du parlement irakien, originaire de Kerbela, qui a successivement occupé les postes de ministre du Pétrole de 1969 à 1974, puis de ministre des Affaires étrangères, jusqu'à son remplacement par Târeq Azîz. La participation croissante de civils au gouvernement à partir de 1973 ne permit pas pour autant une réinsertion des chi'ites dans les organes du pouvoir. Toutefois, l'exclusion presque complète de la communauté chi'ite des principaux rouages de l'Etat tient davantage au caractère dictatorial du régime irakien, où tous les postes clefs sont occupés par des compagnons d'armes de Saddâm Hussein, qu'à une volonté de ségrégation confessionnelle. De nombreux efforts pour associer les chi'ites au développement économique ont été faits, notamment depuis le début de la guerre.

Toutefois, le temps paraît loin où les chi'ites dirigeaient le parti. Une fois de plus, la communauté chi'ite vit exclue du pouvoir et dominée politiquement.

*Le clergé chi'ite : du repli à la revendication islamiste*

Aucune force ne s'est opposée à la construction de l'Etat irakien sous la tutelle britannique comme l'a fait le clergé chi'ite de 1920 à 1924. Le combat des grands ayatollahs du début du siècle contre la domination étrangère en terre d'Islam avait connu son apogée avec les fétwas appelant au *jihâd* contre les Britanniques en 1914 et 1920, interdisant aux musulmans de collaborer avec le gouvernement ou de participer aux votes sous peine d'excommunication, ou encore avec l'organisation effective de la lutte armée par les religieux. Les ulémas usèrent de toute leur influence, qui était considérable, et utilisèrent tous les moyens pour tenter de bloquer la dynamique de la construction d'un Etat qu'ils percevaient comme l'instrument de la domination étrangère et comme une menace pour leur pouvoir. Les tribus chi'ites furent le bras armé des *mujtahid* et contribuèrent à donner un aspect redoutable au défi des religieux. La Grande-Bretagne eut beaucoup de mal à s'imposer, mais elle réussit dans son entreprise. Pour cela, il avait fallu vaincre militairement la révolution de 1920, mater les tribus, expulser les plus grands *mujtahid* vers l'Iran, et développer une politique machiavélique de division du monde tribal. La défaite du clergé et des tribus étant consommée, la monarchie hachémite put fortifier son pouvoir. Le clergé entamait un mouvement de repli dans les villes saintes, tandis que les tribus devenaient la proie des manipulations de politiciens sans scrupules.

*Le repli dans les villes saintes*

Au moment de l'indépendance, en 1932, l'influence du clergé était encore importante, mais on pouvait déjà prévoir son déclin. Ne voulant pas cautionner un régime contre lequel ils s'étaient battus, les ulémas choisirent de se limiter aux affaires strictement religieuses, abandonnant la politique aux politiciens. La réserve devint une règle, comme savent la pratiquer les chi'ites lorsqu'ils sont en position de faiblesse face à un adversaire plus puissant. Le courant quiétiste, qui est une constante au sein du clergé chi'ite, reprit toute son importance. Il n'est donc pas étonnant, dans ces conditions, que le leadership au sein de la communauté chi'ite soit passé entre d'autres mains. Le monde tribal, agité par des mouvements insurrectionnels anarchiques, ressentait plus ou moins confusément la nécessité d'avoir des représentants face à un Etat dominateur. Les religieux ayant abandonné tout projet politique, c'est vers les partis et les politiciens que se tournèrent les shaykhs tribaux.

Il y avait, dans les années trente, plusieurs grands *mujtahid* à Najaf. Trois d'entre eux avaient une importance particulière : l'ayatollah Abû'l-

Hassan Isfahâni, l'ayatollah Muhammad Hussein Nâ'ini ainsi que l'ayatollah Muhammad Hussein Kâshef al-Ghata, le seul Arabe, les deux premiers étant Iraniens. L'ayatollah Abû'l-Hassan Isfahâni jouissait d'un grand prestige en tant que dirigeant de la révolution de 1920 et responsable des *fétwas* interdisant d'abord en 1921 de participer aux consultations à propos de l'élection de Faiçal comme roi d'Irak, puis en 1922 toute participation aux élections. Il avait fait partie, en 1923, du groupe des ulémas qui, en signe de protestation contre l'expulsion de certains religieux, décidèrent de s'exiler à leur tour en Iran. Toutefois, après différentes tractations avec des envoyés de Faiçal, il devait rentrer en Irak l'année suivante. Jusqu'en 1946, l'année de sa mort, il refusa obstinément toute prise de position politique malgré les nombreuses sollicitations dont il était l'objet. L'ayatollah Muhammad Hussein Nâ'ini était célèbre pour la part extrêmement active qu'il avait prise dans le débat sur la constitution qui avait profondément divisé le clergé chiite dans les années 1908-1909. Figure de proue de la tendance constitutionnaliste des ulémas « libéraux », il fut l'auteur d'un ouvrage où il s'attachait à défendre le régime constitutionnel dans les deux empires musulmans — ottoman et persan — au nom de l'islam<sup>23</sup>. Proche de l'ayatollah Abû'l-Hassan Isfahâni, il devait suivre le même itinéraire que celui-ci, depuis le *jihâd* contre les Britanniques en 1920 jusqu'à l'exil en Iran de 1923 et le retour à Najaf l'année suivante. De même que l'ayatollah Abû'l-Hassan Isfahâni, dernier représentant avec lui du clergé combattant du début du siècle, il abandonna toute activité politique à son retour d'exil et eut même des relations amicales avec Faiçal et Ghâzi. L'ayatollah Muhammad Hussein Kâshef al-Ghata n'était pas, comme les deux précédents, un *marja'* important. Son influence ne dépassait guère les frontières de l'Irak et son passé n'était pas aussi glorieux, comme il s'était tenu à l'écart des grands mouvements des années vingt. Il fut l'enjeu en 1935 des luttes et des rivalités entre shaykhs tribaux qui voulaient l'attirer dans différentes factions manipulées par les partis et les politiciens. Il profita de l'occasion pour faire valoir les droits des chiites face à un gouvernement dominé par l'élément sunnite. L'ayatollah Muhammad Hussein Kâshef al-Ghata soumit à Bagdad un cahier de vœux et de doléances dans lequel, outre une meilleure représentation des chiites au gouvernement et l'augmentation du nombre des *qâdhîs ja'farites* — c'est-à-dire des juges chiites — dans les tribunaux, il demandait que le pouvoir remédie à l'état d'abandon où les régions du Bas et du Moyen-Euphrate avaient été laissées. Il préconisait au gouvernement de doter ces régions chiites déshéritées d'hôpitaux, d'écoles, de banques agricoles et qu'on y entreprenne une réforme agraire. Toutes ces revendications, qui se situaient dans le cadre de l'Etat irakien, étaient radicalement différentes de celles du clergé des années vingt. Le temps n'était plus au refus total du nouvel Etat, mais aux démarches envers celui-ci, considéré comme un recours éventuel. Les mésaventures rencontrées avec les partis politiques contribuèrent à convaincre l'ayatollah Muhammad Hussein Kâshef al-Ghata de se tenir à l'écart des affaires politiques,

ce qu'il fit jusqu'à sa mort en 1954. Ainsi, les trois plus importants *mujtahid* de l'époque prirent soin de garder le silence même lors des occasions importantes. La baisse d'influence du clergé dans ces années ne doit toutefois pas encore être confondue avec une baisse du sentiment religieux. Les cérémonies chi'ites continuaient à attirer de nombreuses foules. La loi du silence fut respectée en 1941, alors que le mufti de Jérusalem lançait un appel au *jihâd* contre les Britanniques. Aucun religieux chi'ite important ne s'y associa, même si certains d'entre eux devaient considérer avec faveur la rupture avec la Grande-Bretagne consommée par le régime d'al-Gaylâni. A la mort de l'ayatollah Hussein Qummi, trois mois après celle de l'ayatollah Abû'l-Hassan Isfahâni, en 1947, la direction religieuse chi'ite devait s'éloigner de l'Irak pour s'établir à Qumm en Iran. Le nouveau *marja'* le plus important, l'ayatollah Hussein Burûdjjerdi, était farouchement opposé à toute intervention du clergé dans les affaires politiques. Ses positions conservatrices dans tous les domaines, à quoi s'ajoutait le déplacement vers l'Iran du centre de gravité religieux<sup>24</sup>, créèrent un vide que les communistes en Irak s'activaient à combler. Le partage de la Palestine en 1948 suscita pourtant des *fétwas* appelant les musulmans à aller combattre sur le front de Galilée. Mais le mouvement de désaffection à l'égard du clergé allait se poursuivre et même s'aggraver dans les années cinquante.

L'ayatollah Muhammad Hussein Kâshef al-Ghata devait lui-même reconnaître publiquement ce sévère déclin. Lors d'un entretien avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne chez lui à Najaf le 6 octobre 1953, le religieux exprimait son inquiétude quant à la diffusion

« d'une propagande hostile sur une grande échelle au point que de nombreux noyaux, regroupant des jeunes ardents et inspirés, œuvrent en son nom dans cette cité même qui est un sanctuaire de l'islam<sup>25</sup> ».

La propagande hostile en question était bien sûr celle du Parti communiste dont les idées avaient largement gagné la communauté chi'ite. Les enfants des ulémas, comme on l'a vu, n'étaient pas à l'abri de ces influences. De nombreux militants actifs du PCI à Najaf étaient, de notoriété publique, apparentés à des ulémas et à des sayyids. La visite de l'ambassadeur britannique à Najaf n'était évidemment pas innocente. Alarmé de la montée du communisme dans le pays et du durcissement des mouvements sociaux sous leur direction, le pouvoir avait recours au clergé pour obtenir une condamnation religieuse des idées marxistes.

Dans l'ensemble du pays, de nombreux signes indiquaient l'affaiblissement du sentiment religieux. A Najaf, le nombre des étudiants dans les écoles religieuses avait diminué de façon importante (6 000 étudiants en 1918, 1 954 dont 326 Irakiens seulement en 1957). La jeunesse chi'ite semblait davantage attirée par les écoles gouvernementales. Les ulémas chi'ites avaient perdu leur monopole dans la formation des nouvelles générations. Dans les écoles gouvernementales, les jeunes chi'ites

entraient en contact avec un nouveau mode de pensée, largement influencé par les idées occidentales. Parallèlement, la situation matérielle du clergé était devenue critique. A la différence de leurs collègues sunnites, les ulémas chi'ites dépendent en effet, pour leur subsistance, des seules contributions de leurs fidèles, ce qui garantit leur indépendance face au gouvernement. La baisse de leur prestige avait correspondu à une dégradation de leurs revenus. Le clergé ne devait jouer aucun rôle dans les événements majeurs que connut l'Irak, ni en 1948, ni en 1952, ni en 1956, dates des grandes insurrections urbaines. Car c'est là un fait important : la majorité des Irakiens, à la fin des années cinquante, et parmi eux les chi'ites, basculait vers les villes. La base sociale traditionnelle du clergé chi'ite, la société tribale et rurale du Sud, était en voie de marginalisation. Face à un environnement aussi défavorable, l'avenir du clergé apparaissait bien sombre.

### *La renaissance islamique*

C'est à partir des villes saintes, à la fin des années cinquante, que la réaction des religieux se fit jour. La révolution antimonarchique de 1958 avait été plutôt bien accueillie par les ulémas, même si le meurtre de Faiçal II avait choqué nombre d'entre eux. Qassem avait pris soin de réunir les plus grands *mujtahid* et ceux-ci, que la puissance du Parti communiste effrayait, s'étaient placés sous la protection du *za'im*. En février 1959, le journal progressiste *Sawt al-Ahrâr* avait accusé les chefs religieux chi'ites «d'être des réactionnaires et les ennemis du régime républicain». A la suite de quoi, lors d'un rassemblement à Kerbela sous la direction de l'ayatollah Mohsen al-Hakîm, les *mujtahid* ripostèrent par un message d'attachement à Qassem. Le soutien du clergé chi'ite à Qassem fut de nouveau exprimé face à la propagande nassérienne dénonçant «les débordements impies des communistes irakiens qui mettent l'islam en danger dans ce pays». L'ayatollah Mohsen al-Hakîm répondit à Nasser que l'islam n'était nullement menacé en Irak. Pourtant, les ulémas chi'ites étaient bel et bien inquiets. C'est le défi communiste en milieu chi'ite qui motiva la riposte des religieux. En 1959, l'Association des ulémas combattants voyait le jour à Najaf. L'activité de celle-ci était alors essentiellement intellectuelle et visait, par ses publications, à reconquérir la jeunesse chi'ite. La revue *Al-Adhwa* (Les Lumières) devint l'instrument d'une mobilisation se voulant uniquement culturelle. Pourtant, le ton politique de la revue devait se préciser au fil des numéros. De jeunes ulémas, comme le *hujjatulislam* Muhammad Bâqer al-Sadr, neveu du sayyid Muhammad al-Sadr déjà évoqué, allaient acquérir une certaine notoriété par le ton nouveau, combatif, de leurs articles. Les appels à l'unité des musulmans, à la lutte contre Israël et contre le colonialisme, tranchaient avec la réserve des discours religieux précédents. Le 3 avril 1960, l'ayatollah Murtadha Al Yâssîn, l'oncle maternel de Muhammad Bâqer al-Sadr, promulguait une *fétwa* déclarant le communisme impie et interdisant aux musulmans d'adhérer au PCI sous peine d'excom-

munication. L'ayatollah Mohsen al-Hakîm délivra une fétwa dans le même sens. Pour la première fois depuis les années 1920, le clergé chi'ite prenait position sur un terrain clairement politique. Le décès du *marja'* suprême, l'ayatollah Burûdjerdî, en 1961, rendait à l'Irak sa primauté religieuse, le *mujtahid* le plus influent étant alors l'ayatollah Mohsen al-Hakîm qui résidait à Najaf. C'est sous sa protection que le mouvement de renaissance islamique allait prendre son essor.

Appartenant à une vieille famille religieuse irakienne et arabe, l'ayatollah Mohsen al-Hakîm était partisan d'une certaine réserve des ulémas par rapport aux affaires politiques. Il était toutefois favorable à une campagne d'islamisation de la société, visant à former les jeunes générations aux valeurs de l'islam. Le mouvement de renaissance islamique fut donc au début intellectuel et surtout marqué par les nombreux ouvrages de Muhammad Bâqer al-Sadr. Ecrivain prolix, ce dernier devait publier à un rythme accéléré un corpus impressionnant de livres aux thèmes les plus variés traités toujours dans la volonté de démontrer la supériorité de l'islam. Alors que le PCI était au sommet de sa puissance, il s'attacha à réfuter le marxisme, le matérialisme et la dialectique au nom des principes de la religion. Mais, quand la vague communiste commença à refluer, il entreprit de décrire le fonctionnement d'une économie islamique, rejetant dans une même condamnation capitalisme et socialisme. Dans d'autres ouvrages, il aborda les problèmes du pouvoir en Islam, de la femme musulmane, de l'agriculture irakienne en crise, de l'éducation et de la banque islamique sans usure. Parallèlement, il écrivit de nombreux traités de droit musulman. Conscient du vide qui caractérisait la pensée islamique dans de nombreux domaines, il s'efforçait de jeter les bases de théories politiques et économiques où l'islam apparaissait comme l'unique alternative pour résoudre les problèmes de notre temps. En même temps, Muhammad Bâqer al-Sadr engageait une action de grande envergure pour sortir de son isolement la *hawza 'ilmiyya*. Il commença à solliciter les plus grands *mujtahid* afin qu'ils prennent la responsabilité de la campagne d'islamisation. Cette campagne visait d'abord à redonner toute leur importance aux fêtes et commémorations chi'ites : les processions d'Ashûra, les *mawlûds* du Prophète et des Imams redevinrent l'occasion de rassemblements de masse. Toute une infrastructure d'enseignement de la religion se mit en place dans l'ensemble du pays chi'ite. La propre sœur de Muhammad Bâqer al-Sadr, Amina Haydar, surnommée Bint al-Huda, commença à organiser l'éducation religieuse des femmes. Toute une entreprise de socialisation des croyants au nom de l'islam cherchait ainsi à concurrencer les institutions laïques officielles. À la fin des années cinquante, le plus ancien des partis islamistes chi'ites d'aujourd'hui, le parti Da'wa, avait vu le jour, probablement indépendamment de la volonté de Mohsen al-Hakîm ou de celle de Muhammad Bâqer al-Sadr, dont la démarche se situait au niveau du clergé et non pas des partis.

*La confrontation avec le pouvoir et la revendication islamiste*

L'arrivée au pouvoir du tandem ba'thiste Ahmad Hassan al-Bakr - Saddâm Hussein en 1968 marqua la fin d'une étape et le début de la confrontation entre le pouvoir et le clergé. Le régime ba'thiste multiplia les provocations à l'égard des religieux. Le gouvernement montrait qu'il ne tolérerait pas le maintien d'institutions dont le contrôle lui échappait, ni une propagande qui opposait les principes de l'islam aux idées du pouvoir en faveur de la laïcité et du nationalisme arabe. Les années 1970 allaient voir s'échelonner des manifestations religieuses de plus en plus massives. La plus importante se déroula en février 1977 entre Najaf et Kerbela. Passant outre à l'interdiction du gouvernement de célébrer publiquement le quarantième jour du martyre de Husseïn, des chiites s'apprêtaient à se rendre en masse à Kerbela où se trouve le tombeau du troisième Imam chiite. A Najaf, l'armée attaqua le cortège à l'aide de blindés. Les manifestants qui parvinrent à Kerbela appellèrent par leurs slogans au renversement du régime assimilé à la tyrannie et à l'impiété. La riposte des autorités fut brutale : des milliers de chiites furent arrêtés, des religieux exécutés. Le clergé semblait ainsi avoir retrouvé une base sociale. Celle-ci était en fait très hétérogène : paysans du Moyen-Euphrate victimes de la baisse des eaux du fleuve après la construction du barrage de Tabqa en Syrie, petits commerçants, artisans, étudiants, instituteurs et militaires du bas de l'échelon, laissés pour compte de la politique du régime, tous se retrouvaient derrière les mots d'ordre du clergé. La « tikritisation » du pouvoir, qui engendrait un renforcement de son caractère sunnite, fut alors à l'origine d'une réelle bipolarisation confessionnelle dans le pays.

L'ayatollah Muhammad Bâqer al-Sadr s'était imposé comme le véritable pilier du mouvement de renaissance islamique qui, à la fin des années soixante-dix, fut en mesure de menacer le pouvoir alors qu'une guerre civile larvée se faisait jour. La victoire de la révolution islamique en Iran et le retour triomphal de Khomeyni à Téhéran, après quatorze années d'exil à Najaf, galvanisèrent le clergé chiite militant. Pour beaucoup d'ulémas, l'heure de la revanche semblait être venue. L'ayatollah Muhammad Bâqer al-Sadr reprit alors à son compte la théorie du *wilâyat al-faqîh* élaborée par Khomeyni, selon laquelle le pouvoir devait être confié à un religieux particulièrement savant et éclairé. Pour la première fois en Irak, une partie du clergé réclamait le pouvoir pour lui-même. Une autre partie du clergé, dirigée par l'ayatollah Abû'l-Qassem al-Khoï, qui avait remplacé l'ayatollah Mohsen al-Hakîm à la tête du chiisme irakien à la mort de celui-ci en 1970, refusait toute prise de position politique. Nommé représentant personnel de Khomeyni en Irak, l'ayatollah Muhammad Bâqer al-Sadr tentait de s'opposer à l'expulsion massive vers l'Iran de chiites soupçonnés de sympathies envers le mouvement islamiste. Arrêté à plusieurs reprises, il délivra une *fétwa* interdisant aux musulmans d'adhérer au Ba'th et rendit licite l'usage de la violence contre la répression du pouvoir. En 1980, la première action armée du mouvement isla-

miste fut le prétexte que recherchait le gouvernement. Muhammad Bâqer al-Sadr fut exécuté avec sa sœur Bint al-Huda le 9 avril de la même année. Une répression sanglante, des vagues successives d'expulsion de dizaines de milliers d'Irakiens accusés d'être d'origine iranienne avaient décliné le clergé chi'ite en Irak, qui fut dès lors réduit à sa plus simple expression. Tandis que l'ayatollah al-Khoï, demeurant à Najaf, se murait dans un silence total, les fils du défunt ayatollah Mohsen al-Hakim se réfugiaient en Iran d'où ils allaient diriger le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak, organisme qui coiffe toutes les organisations islamistes irakiennes. La guerre avec l'Iran islamique prolongeait ainsi l'affrontement interne à l'Irak entre le Ba'th et le clergé islamiste. L'échec de ce dernier a montré les limites d'un mouvement qui remettait en cause l'Etat irakien tel qu'il avait existé depuis 1920. Cet échec, toutefois, ne règle pas la question des rapports entre le clergé chi'ite et l'Etat, aucun religieux n'ayant accepté de revenir sur les acquis d'une évolution propre au chi'isme qui vise, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, à attribuer toujours davantage de pouvoirs aux *mujtahid*.

Révoltes tribales, politiciens, Parti communiste, Ba'th, clergé et mouvement islamiste sont autant de manifestations qui ont caractérisé la communauté chi'ite d'Irak depuis l'indépendance. De celles-ci et des tableaux des principales personnalités chi'ites qui ont marqué la vie du pays, que peut-on retenir ? Ce qui apparaît est l'extraordinaire hétérogénéité de cette communauté. Tant dans ses aspirations politiques que dans les représentants qu'elle s'est donnée, elle semble n'avoir jamais connu de mouvement d'identification unanime. L'origine bédouine plus ou moins récente de la majorité des chi'ites irakiens peut peut-être expliquer ce manque d'unité. L'esprit traditionnel d'indépendance des tribus se perpétuant ainsi dans un comportement politique éclaté. Au-delà de cette incohérence apparente, on discerne plusieurs constantes : la quête d'une plus grande justice sociale, la haine de la domination étrangère, le besoin que soit respecté le particularisme chi'ite irakien, la volonté d'être associé au pouvoir, un certain opportunisme assez répandu dans les comportements individuels. Définir la communauté chi'ite par ces constantes est à la fois peu et beaucoup. Beaucoup pour une communauté dominée politiquement aujourd'hui comme elle l'a toujours été. Des siècles d'exclusion ont induit un certain type de rapport avec le pouvoir dont l'opportunisme fait partie. La communauté chi'ite d'Irak n'a pas été transcendée par d'autres formes d'identification, nationale comme en Iran, confessionnelle comme au Liban. A la différence des chi'ites libanais, les chi'ites irakiens ont eu affaire à un Etat fort, bénéficiant depuis peu d'importants revenus pétroliers, et ils n'ont pas eu à se définir à l'intérieur d'un système confessionnel. Récemment, ils ont perdu leur caractéristique de communauté la plus déshéritée. Que leur reste-t-il de différence avec les sunnites ? Certes, l'élévation importante du niveau de vie n'a pas totalement fait disparaître certaines disparités héritées du passé. Mais c'est bien l'exclusion politique qui reste aujourd'hui le fondement de la spécificité chi'ite. Malgré les tentations isla-

mistes, qui aboutiraient à une remise en cause du cadre étatique actuel, il semble qu'une fraction appréciable de la population chiite serait prête à s'intégrer au sein d'une communauté nationale irakienne où elle pourrait occuper toute la place qui lui revient. Le principal obstacle à l'intégration des chiites est la nature de l'Etat irakien qui, dès son origine, a été considéré comme l'enjeu de clans qui ont tour à tour tenté de l'investir. La manifestation dictatoriale du régime de Saddâm Hussein l'illustre bien. Même si le confessionnalisme n'est pas d'autre part à la base du régime, il y aboutit par l'étroitesse de l'espace au sein duquel se meut la solidarité du clan au pouvoir. Le fait que l'Etat irakien soit resté, presque soixante ans après sa fondation, la proie des clans, donne raison au clergé chiite islamiste qui continue à le considérer comme une création du colonialisme britannique, facteur de division entre musulmans et de toutes façons incapable de représenter l'ensemble de la population irakienne. Actuellement, les encouragements prodigues aux chiites par le régime de Saddâm Hussein afin qu'ils s'associent au développement économique et industriel en cours ne peut cacher cet autre fait : l'exclusion du pouvoir de la plus importante communauté du pays. Quant à l'association des chiites à l'effort de développement, elle repose sur les bases très instables et fragiles d'une économie rentière qui induit très rarement un véritable développement industriel. Comme tous les Irakiens, les chiites sont confrontés à l'accaparement du pouvoir par un petit groupe d'hommes, à l'absence totale de libertés et à l'omniprésence d'un Etat policier, ainsi qu'à une guerre dont ils sont les premières victimes. La question est de savoir si l'Etat irakien sera un jour susceptible d'échapper à la logique des clans. S'il apparaît qu'il ne peut évoluer, il pourrait bien alors être abandonné par les composantes de la société, la communauté chiite la première.

Paris, octobre 1987

#### NOTES

1. Ibn Khaldun, *Muqaddima*, Cairo, Mustafa Muhammad Press, 2<sup>e</sup> partie, chap. 27, p. 151 et 3<sup>e</sup> partie, chap. 52, p. 329.
2. Chiha Habib K., *La province de Bagdad. Son passé, son présent, son avenir*, Cairo, 1908, pp. 313-314.
3. Thesiger Wilfred, *The marsh Arabs*, London, Longmans, 1964.
4. Un *mujtahid* est un uléma qualifié par sa science religieuse pour pratiquer l'*ijtihâd*, c'est-à-dire l'interprétation de la *shari'a*.
5. Point culminant, le 10 du mois de Muharram, de la commémoration du martyre de Hussein, le troisième Imam chiite, à Kerbela en 680. Ashûra est un jour férié en Irak.
6. *Qirâya* est le nom que portent en Irak les récitations de commémoration du martyre de Kerbela, principale manifestation du deuil chiite.
7. *Ta'ziya* désigne les processions de deuil à l'occasion de Ashûra.
8. *Shabîh* désigne les représentations théâtrales du drame de Kerbela.

## *Les chi'ites d'Irak*

9. *Zawâj al-mut'a* ou mariage de jouissance désigne le mariage temporaire autorisé chez les chi'ites afin de limiter l'adultère. Pratiqué à l'époque du prophète Muhammad, ce type de mariage fut interdit chez les sunnites à partir du second calife.

10. Un *marja'* est un uléma faisant figure de référence pour les croyants. Tout *mujtahid* ne devient pas obligatoirement *marja'*; le *marja'* doit ajouter un prestige et une influence certaine sur les cercles des étudiants en sciences religieuses. Depuis la victoire des Usûlis sur les Akhbaris au sein du chi'isme au 19<sup>e</sup> siècle, obligation est faite aux croyants de suivre les prescriptions d'un *marja'* vivant.

11. Al-Kâteb Ahmad, *L'expérience de la révolution Islamique en Irak depuis 1920 jusqu'à 1980* (en arabe), Téhéran, 1981, p. 47.

12. Suite aux années trente et au début des années quarante, marquées par des révoltes tribales successives, l'insurrection d'Al-Wathba marquait pour la première fois l'entrée en scène des masses urbaines dans la vie politique de l'Irak.

13. *Message de solidarité et salut fraternel au peuple irakien à l'occasion du premier anniversaire du soulèvement Al-Wathba*, publié de Paris par le Comité des démocrates arabes en Janvier 1949, p. 1.

14. Batatu Hanna, *The old social classes and the revolutionary movement of Iraq*, Princeton University Press, 1978, chapitre 5, « Mallâk or landowners », tableau 5-4, p. 62.

15. *Idem*, p. 423, « Founding of Iraqi party ».

16. Symboliquement, le faubourg sunnite d'A'dhamiyya, où est enterré l'imam Abû Hanifa, fondateur du rite hanafite, qui a fourni le système légal officiel des Abbassides, des Seldjoukides et des Ottomans, fait face au faubourg chi'ite de Kazimayn qui abrite les tombeaux des septième et neuvième Imams chi'ites infaillibles.

17. Batatu Hanna, *The old social classes...*, op. cit., chapitre 16, « The communists in the period of the coup d'Etat (1936-1941) », p. 448.

18. *Idem*, chapitre 34, « A debate on religion », pp. 695-696-697.

19. Sans être hostile à l'union des pays arabes, le PCI restait méfiant envers les tentatives de rapprochement avec le régime nassérien qui s'était illustré dans une chasse aux communistes féroce en Egypte et en Syrie au moment de la R.A.U.

20. Communiqué du plénum du comité central du PCI, fin septembre 1982, in *Iraqi Letter*, n° 3, novembre 1982, p. 2.

21. *Iraqi Letter*, n° 5, décembre 1983, p. 14.

22. Batatu H., *The old social classes...*, op. cit., chapitre 52, p. 969.

23. Ayatollah Muhammad Hussein Nâ'iîni, *Tanbih al-Umma wa Tanzih al-Milla*, Bagdad, 1909.

24. Suite à la victoire des Usûlis sur les Akhbaris qui avait consacré la reconnaissance du pouvoir des *mujtahid*, la direction religieuse chi'ite a eu tendance dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle à être représentée par un seul et unique *marja'*, considéré comme le plus savant de tous. D'où l'importance du lieu de résidence du *marja'* suprême.

25. *Muhâwarat al-Imâm al-Muslih Kâshef al-Ghata ma'a al-Safiraîn al-Barîtani wa al-Amriki fi Bagdâd* (Conversation de l'imam Kâshef al-Ghata avec les ambassadeurs britannique et américain à Bagdad), Naja, Al-Haydariyya Press, 1954, pp. 15-16.



## RESUMES - ABSTRACTS

### **The Iran-Iraq war: A war against a world polity**

**Abol-Hassan BANI-SADR**

For seven years now, the Iran-Iraq war has developed to become multilateral; and this multilateral war is an attempt to do away with, internationally and nationally, the consequences of the Iranian Revolution, which had destabilized the world system and made it possible to put in operation a new world polity. The Two superpowers had started withdrawing. Nowadays however, a general, worldwide confrontation is in the works; and the Iran-Iraq war is one of the clearest manifestations of this.

### **Guerre du Golfe et stabilité politique en Irak**

**Robert SPRINGBORG**

Selon l'orthodoxie universitaire, l'Iran est un Etat-nation plus cohérent et intégré que l'Irak. Cependant, après sept années de guerre, le régime irakien supposé fragile demeure intact. Ce paradoxe apparent est la résultante de plusieurs facteurs. L'Etat et la nation, bien que relativement récents, ont été légitimés par la combinaison d'une idéologie nationaliste, du laïcisme et de l'adresse du régime, notamment dans l'utilisation des ressources économiques à des fins politiques. Le parti Ba'th, selon les standards du Moyen-Orient, continue de remplir plusieurs fonctions-clé d'une manière modérément étonnante. Saddam Hussein est un leader politique habile qui, en dépit de ses déclarations quelquefois radicales, recherche typiquement une attitude moyenne dans les affaires tant intérieures qu'extérieures. L'opposition politique reste divisée. Peu d'éléments, en somme, permettent d'annoncer l'effondrement imminent du régime.

**Oil in Iraqi society and economy**

**Nirou EFTEKHARI**

In the current decade, the war with Iran is undoubtedly the event that has left the deepest marks upon Iraqi society and economy. The decision to embark on this deadly, costly adventure was not only the consequence of a political mistake; it also sheds light upon the meaning of social and political changes that were under way in Iraq throughout the previous decade. If the outbreak of war is the end result of the monopolizing of power by a small number of men, most of whom belong to the Commanding Council of the Revolution, the unforeseen duration of this war is going to reveal contradictions in the Iraqi economy.

**Oil, war and culture: of/for the Iraqi State**

**Zouhaïer DHAOUADI**

Since the war, Iraq no longer heads "Arab revolutionaries" against the oil-producing States of the Gulf and their "reactionary allies". It now defends these states against their former allies who have become "friends of Khomeyni's Iran". The State discourse about culture has, at the same time, increasingly become the discourse of the State culture. The press, radio, television and publications of "ideological ministries" are evidence of this change. The State's cultural determination seeks to produce new individual and collective behaviours, norms and values.

**Du gang à l'élite. La consolidation du pouvoir du Ba'th irakien. 1968-1975**

**Marion FAROUK-SLUGLETT, Peter SLUGLETT**

Bien qu'il soit certain que Saddam Hussein ait réussi à s'établir comme l'homme fort du régime bien avant septembre 1971, ni les moyens employés pour y parvenir, ni l'importance de son succès n'étaient connus de la plupart des Irakiens, membres du parti inclus. C'est que Al Bakr, Hussein et leur entourage immédiat ont toujours présenté leur pouvoir comme celui du Ba'th dans son ensemble et le Conseil du commandement révolutionnaire comme un organisme collégial dont les décisions étaient prises de façon démocratique. Cette image du « parti au pouvoir » était renforcée par l'installation systématique de membres du parti dans toutes les fonctions civiles et militaires de l'Etat, dans les organisations de masse, dans les médias, et aussi par une utilisation constante de l'idéologie du parti pour légitimer les décisions du régime.

**The limits of development: comments on State and society in Iraq**

**F. MAHDI**

Why has Iraq, one of the better-off lands in the Third World, fallen into the hands of an oppressive police state? The existence of a chi'ite majority and the "tribal" spirit inherited from Bedouin nomadism have curbed the development of a country that attained the status of nation in 1924. From being an administrative division within the Ottoman Empire, Iraq became a state but without any adequate institutions. The Ba'th Party, especially Saddam Hussein, took full advantage of this political immaturity when it seized power for itself. Since then, government policy has consisted of gagging and liquidating anything that might resemble a protest movement. However opposition groups have not been wiped out. Owing to this brutal policy, hostilities broke out with Iran.

**The chi'ites of Iraq, a dominated majority in quest of its destiny**

**Pierre MARTIN**

The chi'ites of Iraq are a key piece on the political checkerboard of the Middle East. They are said to owe their allegiance to various sides, but no attention has been paid to the specific nature of this essentially Arab community of rather recent Bedouin origins. Since the independence of Iraq in 1932, this community has manifested its identity in many ways: tribal revolts, politicians, social struggles, the Iraqi Communist Party, the Ba'th Party, the clergy and the islamist movement. Beyond the apparent diversity, these various manifestations reveal certain constants of this community's behavior and show to what extent the chi'ites' attitude toward political parties and governmental institutions is still marked by the centuries during which this community was subjected and its members were kept out of public offices. Despite its integration in the country's economy, this community is still politically dominated.



# BULLETIN D'ABONNEMENT/ SUBSCRIPTION FORM

Nom/Name : .....

Adresse/Address : .....

Code postal, ville, pays/city, postal code, country : .....

Souscription d'un abonnement de un an à : **Peuples Méditerranéens**

Subscription for one year to : **Mediterranean Peoples**

de soutien/supporter rate       ordinaire/normal rate  
à partir du numéro/beginning with number .....

## Mode de règlement/Payment

- Chèque bancaire à l'ordre de **Peuples Méditerranéens**, adressé à **Peuples Méditerranéens**, B.P. 1907 — 75327 PARIS Cedex 07.
- Bank cheque to the order of **Mediterranean Peoples**, addressed to **Mediterranean Peoples**, B.P. 1907 — 75327 PARIS Cedex 07.
- Virement à notre banque : Banque Nationale de Paris, Avenue de Breteuil, 75015 PARIS 30004/01924/00254660/92.
- Transfer to our Bank : Banque Nationale de Paris, Avenue de Breteuil, 75015 PARIS 30004/01924/00254660/92.
- Facture/Invoice.

**Conditions d'abonnement/Subscription rate :** (Francs Français/ French Francs)

France et étranger/France and other countries : Individus/Individuals : 210 FF,  
Institutions/Institutions : 265 FF.

Abonnement de soutien/Supporter rate : 350 FF.

Les abonnements partent du numéro en cours au moment de l'ordre. Les « abonnements permanents » à renouvellement annuel automatique sont acceptés. Ne sont pas admis : les abonnements pour une période de moins de 12 mois, les abonnements pluriannuels, les abonnements rétroactifs, les annulations en cours d'abonnement. Les numéros antérieurs de la revue sont délivrés dans la mesure des disponibilités au prix courant du numéro. Tout paiement par chèque non domicilié en France doit être augmenté des frais bancaires. / Subscriptions start with the issue out at the time of the order. Permanent subscriptions, with automatic yearly renewal, are welcomed. The following are note accepted : subscriptions for less than twelve months or for several years at a time, back-dated subscriptions, and cancellation of prices. Payment by check drawn on a non-French bank should be increased to cover banking charges.

**Directeur de publication : Paul Vieille**  
**Numéro d'inscription à la commission paritaire : 60085**  
**Dépôt légal : novembre 1987**

**Achevé d'imprimer en octobre 1987 dans les ateliers de  
l'Imprimerie Quotidienne à Fontenay-sous-Bois**





HECKMAN  
BINDERY INC.



MAR 96

Bind-To-Pleas<sup>®</sup> N. MANCHESTER,  
INDIANA 46962



UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA

REVUE T

909.09822P462  
PEUPLES MEDITERRANEENS PARIS  
40 1987

C001



3 0112 025192912

L'Irak est sans aucun doute l'un des pays les moins connus du monde. Même en France, en dépit des relations militaires, économiques et politiques qu'entretiennent les deux pays. Tout aussi despote que l'iranien, le régime irakien fait de toute information un secret d'Etat, et réduit au silence les intellectuels. Le despotisme explique dans une large mesure l'aventure militaire terrible et sans fin dans laquelle le pays a été lancé. La guerre, pourtant, apparemment, a consolidé un régime qui était de plus en plus contesté parce qu'il n'avait résolu autrement que par la violence aucun des problèmes qu'il rencontrait : celui des minorités chiite et kurde, celui de l'opposition politique, celui du développement, etc. La guerre Iran-Irak n'est d'ailleurs pas qu'un conflit entre deux Etats ; y sont engagés non seulement les autres pays du Golfe, mais aussi les super et autres puissances, en vue de liquider le mouvement de libération que la révolution iranienne, il y a bientôt dix ans, avait engagé dans la région.